

Les échanges agro-alimentaires méditerranéens: enjeu mondial

Allaya M., Labonne M., Papayannakis M.

in

Allaya M. (ed.), Labonne M. (ed.), Papayannakis M. (ed.).
Les échanges agro-alimentaires méditerranéens: enjeu mondial

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1988-IV

1988

pages 1-307

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI900362>

To cite this article / Pour citer cet article

Allaya M., Labonne M., Papayannakis M. **Les échanges agro-alimentaires méditerranéens: enjeu mondial**. In : Allaya M. (ed.), Labonne M. (ed.), Papayannakis M. (ed.). *Les échanges agro-alimentaires méditerranéens: enjeu mondial*. Montpellier : CIHEAM, 1988. p. 1-307 (Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1988-IV)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Options Méditerranéennes



mahmoud Allaya

micel Labonne

micel Papayannakis

**Les échanges
agro-alimentaires
méditerranéens:
enjeu mondial**



CIHEAM · IAM - Montpellier

Allaya (M.), Labonne (M.), Papayannakis (M.).
- *Les échanges agro-alimentaires méditerranéens :
enjeu mondial.* - Montpellier : CIHEAM/IAMM,
Options Méditerranéennes. - 1988, 307p.

©

CIHEAM, 1988
La reproduction totale ou partielle est interdite
sauf avec l'autorisation
d'Options Méditerranéennes

Table des matières

Préface
Avant-propos
Introduction

Chapitre I : Les échanges agro-alimentaires méditerranéens : signe de déficit ou de spécialisation	7

1. <i>Echanges et spécialisation</i>	9
2. <i>Unification des espaces économiques : concurrences et complémentarités</i>	14
3. <i>Echanges et coopération Euro-Méditerranéenne</i>	17
-

Chapitre II : Production, consommation et problématique de l'auto-provisionnement	23

1. <i>Le potentiel de production des pays méditerranéens et sa mise en oeuvre</i>	23

- 1.1. La terre (p.23)
- 1.2. L'eau (p.26)
- 1.3. La force de travail (p.28)
- 1.4. Le capital (p.31)

2. <i>Evolution des modèles de consommation</i>	34

- 2.1. Le modèle alimentaire méditerranéen fondamental (p.37)
- 2.2. Evolution de la consommation et technologie (p.40)
- 2.3. "L'occidentalisation" du modèle de consommation (p.46)

3. <i>Problématique de l'auto-provisionnement</i>	49

- 3.1. Les marchés des pays du Nord : des situations d'auto-suffisance et parfois d'excédents (p.52)
- 3.2. L'approvisionnement alimentaire des pays de la Méditerranée du Sud : l'insuffisance des productions et le rôle croissant des importations (p.66)

4. Les perspectives du déficit agro-alimentaire des pays du Sud 74

- 4.1. La situation de la demande agro-alimentaire et ses perspectives (p.74)
- 4.2. Eléments pour la confrontation de l'offre et de la demande des pays du Sud en l'an 2000 (p.79)

Chapitre III : Dynamique des marchés et géopolitique des échanges méditerranéens 85

1. La place de la Méditerranée dans le commerce mondial 85

- 1.1. La Méditerranée, une zone représentant 20% du marché mondial (p.85)
- 1.2. Le rôle dominant des échanges de biens manufacturés (p.88)
- 1.3. Boom pétrolier et forte dynamique des échanges méditerranéens et arabes (p.93)
- 1.4. Fléchissement de la position dominante de la CEE et présence croissante du Japon sur les marchés méditerranéens et arabes (p.93)

2. Le commerce agro-alimentaire méditerranéen : le tassement relatif des échanges et l'évolution des parts de marché 99

- 2.1. Les parts de marché des produits alimentaires en Méditerranée (p. 104)
- 2.2. La position des pays méditerranéens dans les exportations des produits agro-alimentaires (p.104)

3. Géopolitique des échanges méditerranéens : la destructuration du système de rapports de domination 110

- 3.1. L'influence américaine en Méditerranée (p.112)
- 3.2. L'émergence du "camp socialiste" (p.113)
- 3.3. L'indépendance des pays Méditerranéens du Sud et la recherche de l'autonomie de décision (p.113)

4. Fluidité géopolitique et diversification des échanges économiques 115

- 4.1. La construction de la Communauté Economique Européenne et de son marché (p.115)
- 4.2. L'évolution récente des échanges des pays du Sud Méditerranéen (p.116)
- 4.3. La conjoncture récente de l'ensemble des échanges agro-alimentaires en Méditerranée (p.118)

Chapitre IV : Perspectives des échanges agro-alimentaires 125

1. Les exportations des pays méditerranéens 125

- 1.1. Tendances de la PAC Européenne et exportations du Nord de la Méditerranée (p.125)
- 1.2. Les exportations des pays du Sud (p.127)

2. Les importations agro-alimentaires de la Méditerranée : un marché porteur et convoité par deux grands concurrents, la CEE et les Etats-Unis 129

- 2.1. Les pays méditerranéens, un marché agro-alimentaire de poids mondial (p.129)
- 2.2. La "guerre commerciale" agricole entre la CEE et les USA (p.130)

3. Une perspective Euro-Méditerranéenne pour les échanges agro-alimentaires 135

4. Le rôle clé de la coopération internationale pour une meilleure sécurité alimentaire des pays du Sud 141

- 4.1. De nouveaux liens euro-arabes (p.144)
- 4.2. Des domaines communs de recherche (p.145)
- 4.3. Les bases de la coopération inter-arabe (p.146)
- 4.4. Les conditions du développement agricole (p.149)

Conclusion 155

Annexes

159

Fiches statistiques par pays

Espagne (p.163)
France (p.168)
Grèce (p.171)
Italie (p.176)
Portugal (p.180)
Chypre (p.184)
Malte (p.188)
Turquie (p.190)
Yougoslavie (p.195)
Algérie (p.200)
Libye (p.204)
Maroc (p.208)
Tunisie (p.212)
Arabie Séoudite (p.216)
Bahrein (p.220)
Egypte (p.224)
Emirats Arabes Unis (p.228)
Irak (p.232)
Israël (p.236)
Jordanie (p.240)
Koweït (p.244)
Liban (p.248)
Oman (p.252)
Qatar (p.256)
Syrie (p.258)
Yémen Arabe (p.262)
Yémen Démocratique (p.266)

<i>Note relative aux indices de concentration et de diversification</i>	270

<i>Bibliographie</i>	271

PREFACE

J'ai le grand plaisir de présenter l'ouvrage collectif de Mahmoud ALLAYA, Michel LABONNE, Michel PAPAYANNAKIS, sur "Les échanges agro-alimentaires méditerranéens".

Cette satisfaction a plusieurs origines :

- C'est tout d'abord l'occasion de rendre un hommage mérité à trois collègues qui depuis plusieurs années sont des observateurs avertis de l'économie internationale et apportent une contribution régulière à nos connaissances sur la Méditerranée.

- Cette parution permet de mettre l'accent sur l'importance du problème étudié à propos duquel les auteurs ont pu parler d'"enjeu mondial". Comment en effet ne pas ainsi qualifier l'ensemble des questions relatives aux échanges internationaux dans cette zone qui enregistre des tensions d'ordre économique et politique, écologique et démographique, culturel et militaire, tensions dont l'interférence est telle que la crise méditerranéenne a pu être qualifiée d'archétype de la crise mondiale.

- Cette nouvelle publication permet d'exprimer la vitalité de la recherche à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier qui, au sein du Centre International des Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), est plus particulièrement dédié aux aspects économiques et sociaux du monde agricole agro-alimentaire et rural méditerranéen.

L'orientation même de ce travail est à signaler. Plutôt qu'une contribution doctrinale, voire polémique, les auteurs ont décidé de constituer un dossier économique et technique qui, s'appuyant sur les statistiques de la Banque de Données MÉDISTAT de l'IAM -M et sur une bibliographie très fournie, devrait constituer un instrument de référence dans un secteur où la base de connaissance est rare, souvent fragmentée, parfois peu crédible.

Cette méthode illustre bien le rôle que cherche à jouer le CIHEAM et ses instituts dans le bassin méditerranéen :

- être un lieu de rencontres où les chercheurs appartenant à plusieurs pays peuvent, à l'instar de nos collègues Mahmoud ALLAYA, Michel LABONNE, Michel PAPAYANNAKIS, travailler ensemble avec le seul souci de présenter et de comprendre la réalité

- constituer un centre de ressources mettant à la disposition de la communauté scientifique des informations les plus fiables possible et des analyses cherchant à être objectives.

Ce faisant le présent ouvrage peut être considéré comme une expression de la fonction d'observatoire économique du monde méditerranéen que l'IAM de Montpellier tente d'assurer dans son domaine de compétence ; fonction pour laquelle il a déjà produit un certain nombre d'analyses notamment sectorielles (cf. les études sur les céréales, le coton, l'olivier, etc...).

Cette publication inaugure par ailleurs une nouvelle série de la collection OPTIONS MEDITERRANEENNES qui, depuis vingt ans, constitue le support principal de diffusion scientifique du CIHEAM. Après la relance il y a deux ans de la série consacrée aux colloques internationaux du CIHEAM, cette série présentera des travaux et recherches effectués dans les instituts ou au sein des équipes et réseaux avec lesquels ils collaborent.

Nous souhaitons que ce présent ouvrage obtienne de la part de la communauté scientifique méditerranéenne l'accueil qu'il mérite, contribuant ainsi, à travers la présentation lucide des faits et des idées, à une meilleure compréhension de cette région du monde par les différents acteurs concernés.

Pr. Roland PEREZ
Directeur de l'Institut Agronomique Méditerranéen
de Montpellier CIHEAM

AVANT-PROPOS

Cette publication sur "Les échanges agro-alimentaires méditerranéens" vient compléter toute une série de travaux entrepris depuis plusieurs années à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAM) sur l'évolution de l'Agriculture et de l'alimentation dans les pays méditerranéens et arabes. Les auteurs ont voulu étudier le rôle des échanges agro-alimentaires par rapport aux différentes politiques agricoles et alimentaires nationales et dans le cadre de la géopolitique méditerranéenne. Les analyses ont porté sur la période allant des années 60 à 80, période où s'opèrent la construction européenne, le boom-pétrolier et la consolidation de l'indépendance des pays du sud dans un contexte mondial de crise et une certaine montée des surplus agricoles malgré les exceptions tragiques des pays ou régions subissant régulièrement la famine.

Les travaux ont été menés sur la base d'analyses bibliographiques, dont les références les plus récentes sont données en annexe, et de traitements statistiques à partir de la banque de données des pays méditerranéens et arabes MEDISTAT. Le service informatique, gestionnaire de la banque de données, a effectué l'ensemble des calculs et édité les tableaux à la base de cette publication.

Edith AUTRAN et Leila TEMRI ont apporté une collaboration fructueuse pour la mise au point définitive du document.

Les auteurs remercient particulièrement Albert SIMANTOV (Président du CIHEAM), Louis MALASSIS (Président d'Agropolis), Jean-Louis RASTOIN (professeur à l'Université de LYON III) et les collègues du laboratoire d'économie rurale INRA-MONTPELLIER pour les précieux commentaires formulés à la lecture des épreuves.

Nos remerciements vont également à toutes les institutions nationales et internationales qui, par leur bienveillante coopération, ont rendu possible la réalisation de cette publication.

INTRODUCTION

Le problème posé par la situation alimentaire mondiale, mettant en opposition parfois exagérée la pléthore des pays développés et les limitations des pays en développement, semble trouver dans la zone méditerranéenne, une illustration facile ; en effet, l'examen de l'évolution des échanges agro-alimentaires des pays méditerranéens montre une dynamique opposée des deux grands ensembles géopolitiques aboutissant sur la Méditerranée, la Communauté Economique Européenne et les pays arabes, autant l'un est devenu après 1970, largement exportateur de produits agro-alimentaires, alors que l'autre depuis cette date, voit croître de manière importante ses importations de biens alimentaires de première nécessité.

Mais cette illustration, quand on observe de près les faits, peut laisser perplexe par rapport aux théories économiques qui pourraient les expliquer : les barrières tarifaires et non tarifaires gommant largement les avantages comparatifs des libéraux tandis que l'importation de biens alimentaires de première nécessité permis par la rente pétrolière et les rentes stratégiques et politiques négociées par les pays en développement, ouvrent des rapports "centre-périphérie" moins orthodoxes que prévus par le courant de pensée tiers-mondiste.

Dans les faits, l'évolution des échanges agro-alimentaires relève pour chaque pays aussi bien de facteurs internes, liés à la progression de la demande alimentaire et aux variations de la production agricole, que de facteurs externes tels que le niveau des prix internationaux et les systèmes de préférence et d'accès.

Chaque pays (ou chaque ensemble économique, pour la C.E.E) , par la place qu'il attribue à l'agriculture dans le processus de développement et par l'insertion qu'il souhaite avoir dans les marchés mondiaux, reste en principe maître de ses choix. Concrètement, des contraintes techniques, économiques et sociales, viennent limiter ces choix, mais des marges de manoeuvre réelles existent, qui font que la situation d'un pays par rapport à l'échange international, n'est pas strictement déterminée par des facteurs externes¹; les erreurs internes de politique agricole ne doivent pas invoquer "les autres" comme alibi.

¹) voir Tiano A. - La dialectique de la dépendance. Paris PUF. 1977

En général, les conditions internes générées par les politiques agricoles nationales, ont largement influencé la dynamique des systèmes agro-alimentaires des pays méditerranéens.

Dans les pays du Nord du Bassin, les politiques d'intensification et de modernisation agricole, ont été systématiquement poursuivies, avec des transferts correspondants vers l'agriculture par des politiques favorables de prix des produits et d'accès aux facteurs de production. La mutation a pris son essor dans les années 50 en France, dans les années 60 en Italie, dans la décennie 70 en Espagne et en Grèce. La politique d'autosuffisance de la C.E.E. et la réorientation des flux qu'elle a impliquée, s'inscrivaient dans la même ligne.

Dans la plupart des pays du Sud du Bassin, au contraire, l'agriculture, par manque de moyens ou comme conséquence de choix politiques inadéquats, n'a pas suffisamment progressé. Mais une comparaison brutale de performances techniques est-elle porteuse d'explications ?

Quand on procède à l'étude de la croissance agricole des pays méditerranéens, on peut mettre en évidence le fait que chaque pays a suivi une voie selon des options et des contraintes qui lui sont particulières ; il n'existe pas de "voie méditerranéenne du développement agricole", abolissant l'histoire de chacun et soumise au seul jeu des techniques. Cependant, la comparaison entre pays fait apparaître des états différents que l'on peut, grossièrement, ramener à trois.

a) Tout d'abord, on rencontre dans une économie peu développée, un secteur agricole aux performances techniques faibles, employant peu ou pas d'intrants industriels et abritant une population relativement importante, souvent employée de façon saisonnière. On peut qualifier cette agriculture de traditionnelle, où, par exemple, la consommation moyenne d'engrais est inférieure à 50 unités à l'hectare et la tractorisation inférieure à une unité pour 100 hectares ; les pays du Maghreb sont dans cette situation.

b) Ensuite, et en même temps que le revenu atteint 2000 à 3000 dollars² par tête, on rencontre un développement souvent brutal de l'agriculture à base de chimisation et de tractorisation ; les rendements augmentent substantiellement et la main d'oeuvre subit un dégraissage important, non seulement de façon relative,

² dollars des Etats Unis...

mais aussi de façon absolue. L'Espagne et la Grèce sont entrées dans cette situation dans les années 70.

c) Enfin, quand le revenu est encore plus élevé (dépassant 5 000 à 6 000 dollars par tête) et que la population active agricole représente moins de 10 % des actifs, l'emploi des intrants industriels (qui ont dépassé 150 unités de fertilisants à l'hectare et plus d'un tracteur pour 15 hectares) a tendance à se ralentir alors que la production agricole et les rendements continuent de progresser. On est alors passé à une agriculture utilisant ses facteurs de production de façon plus élaborée, à la fois efficace et économe, où la qualification des hommes dans la gestion économique et l'agronomie a fait des progrès considérables, servie par des services commerciaux organisés et une industrie agro-alimentaire forte, et où la distribution de masse approvisionne régulièrement et à prix peu fluctuants, une demande solvable conséquente. La France et l'Italie sont arrivées à ce stade.

L'exposition de ces trois états n'a pas pour but de suggérer une sorte de "chemin de croissance" obligé : l'hétérogénéité du secteur agricole et les configurations possibles des politiques agricoles des pays s'y opposent. Elle est destinée à mettre en évidence l'importance de la liaison entre le développement agricole et le développement économique général qui permet l'existence d'une infrastructure technique et éducative solide. Il n'y a donc pas de magie d'une intensification agricole qui s'appuierait sur des recettes techniques et sur un savoir-faire vulgarisé à la sauvette, sans se préoccuper du niveau de l'environnement socio-économique.

L'évolution des systèmes agro-alimentaires nationaux ne peut donc se raisonner en dehors de l'évolution socio-économique globale de chaque pays, elle-même liée à l'environnement économique international.

De ce point de vue, les pays de la C.E.E. et les pays arabes constituent deux ensembles bien différents : par leur niveau d'activité économique, par la démographie, par la formation des hommes ou l'organisation sociale. Il en résulte que ces deux ensembles, qui couvrent l'essentiel du Bassin Méditerranéen, sur lequel ils viennent s'articuler, se présentent plus comme complémentaires que concurrents, mais l'environnement économique mondial favorise-t-il une logique d'affrontement ou de coopération ?

Parmi les voisins méditerranéens immédiats des deux ensembles, la Turquie et la Yougoslavie collaborent avec l'un et

l'autre ; mais l'Albanie est repliée sur elle-même et Israël se voit obligé de jouer en économie, une carte plus mondiale que méditerranéenne.

En outre, les pays non méditerranéens sont loin de se désintéresser de cette zone de contact, politiquement et économiquement importante, que représente la Méditerranée ; les Etats Unis, en tout premier lieu, se considèrent comme partie prenante, pour les échanges notamment. En toute hypothèse, il serait vain de vouloir distinguer strictement au sein des pratiques d'échanges entre le politique et l'économique, sachant toutefois qu'un progrès politique ne peut longtemps reposer sur une aberration économique.

L'évolution de la problématique des échanges agro-alimentaires méditerranéens au cours des trente dernières années nous le montre : les pays de la rive nord du Bassin, en se groupant au sein de la C.E.E., sont passés "de la préférence impériale à la préférence communautaire"³. Les pays arabes, désirant satisfaire les besoins alimentaires d'une population rapidement croissante et rejetés par des barrières douanières nouvelles pour les exportations traditionnelles, sont à la recherche d'un nouvel équilibre des échanges agro-alimentaires dont l'évolution et l'orientation sont conditionnées par des avancées politiques permettant une certaine unification de l'espace économique arabe.

Il n'était pas question d'étudier en détail la façon dont chaque pays situe les échanges agro-alimentaires dans sa politique économique et sa politique tout court. Nous avons voulu pour l'essentiel, ramener notre travail à l'examen des relations dans le domaine agro-alimentaire qui réunissent les deux ensembles géopolitiques, qui s'articulent sur la Méditerranée : la C.E.E. et les pays arabes⁴, ainsi que l'influence que l'environnement international peut exercer sur le développement de ces relations.

Ainsi, dans le premier chapitre, nous avons tenté de qualifier la signification économique et politique des échanges agro-alimentaires méditerranéens.

³) cette formule est empruntée à LAPORTE J.P. et LIFRAN R. "Echanges viticoles de la préférence impériale à la préférence communautaire" ESR. N°38. Montpellier.1978.

⁴) ainsi le lecteur ne devra pas s'étonner de trouver la Mauritanie ou le Bahrein dans notre vue méditerranéenne.

Puis, un deuxième chapitre, essaie de mettre en évidence les facteurs qui concourent à l'accroissement des échanges agro-alimentaires entre le "Nord" et le "Sud".

Mais les pays méditerranéens ne sont pas seuls au monde ; la dynamique des marchés et la géopolitique des échanges méditerranéens sont abordées dans le troisième chapitre.

Quant aux perspectives pour le futur, elle révèlent bien des raisons d'affrontement, voulues par les intérêts divergents d'acteurs, méditerranéens ou non méditerranéens. Mais il existe aussi des voies de coopérations qui, si elles ne sont pas spontanément induites par des mécanismes économiques immédiats, présentent cependant des avantages politiques et économiques à long terme qu'il convient de ne pas négliger. Leur exposé sera l'objet du chapitre quatre.

CHAPITRE I :

Les échanges agro-alimentaires méditerranéens: signe de déficit ou de spécialisation

Dans le cadre du pacte colonial qui a longtemps relié de nombreux pays méditerranéens à leurs métropoles européennes industrialisées, le rôle des échanges agro-alimentaires était réglé par quelques principes simples: les pays sous tutelle fournissaient principalement des produits de large consommation (vin, fruits et légumes, blé dur) ou des matières premières industrielles (coton, tabac...) et les métropoles envoyaient des produits agro-alimentaires déjà travaillés à plus forte valeur ajoutée (produits de "luxe ou semi-luxe") issus de l'agriculture métropolitaine ou d'autres parties des zones du système colonial (sucre, thé, café...). Exceptionnellement, comme dans les cas de famine, la métropole pourvoyait à l'alimentation de base, par exemple, en céréales. Seul l'empire Ottoman, dépourvu de métropoles industrialisées, échappait à cette logique et demeurerait essentiellement fondé sur un système tributaire ; son démantèlement au début du XX^{ème} siècle, contribua à unifier les rapports impériaux entre les métropoles britannique, française, italienne et austro-hongroise d'une part, et les autres pays méditerranéens qui, juridiquement ou économiquement, tombaient dans leur orbite, d'autre part. Ce modèle de rapport continuera avec une certaine pureté jusqu'aux années cinquante et sera encore prépondérant dans la zone jusqu'à la fin des années soixante, malgré l'accession de tous les pays méditerranéens à l'indépendance politique et l'entrée en scène des deux super puissances, USA et URSS, dans la zone sur les plans politique et économique.

Dans les années soixante-dix, la situation allait basculer complètement et modifier dans leur substance les avatars du pacte colonial. En effet, la dynamique démographique conjuguée à la stagnation de l'agriculture allait rendre la plupart des pays méditerranéens, notamment des rives orientales et méridionales du bassin, structurellement importateurs de produits alimentaires

de première nécessité tels que les céréales, les matières grasses, le sucre ou les produits carnés et laitiers. Ces pays n'arrivent plus à satisfaire leur demande interne en biens alimentaires à partir de leur base de production nationale et doivent s'adresser à l'extérieur alors qu'en même temps, plusieurs d'entre-eux sont exportateurs de produits agricoles. En fait, les pays méditerranéens importent-ils pour combler un déficit alimentaire ou pour mieux jouer des avantages de la spécialisation dans les produits méditerranéens ? La question est à peine soulevée que s'affrontent déjà les tenants de l'auto-centrage économique et du libre échangeisme : il faut reconnaître que les notions de déficit et de dépendance alimentaires sont tellement galvaudées qu'elles ont perdu de leur sens, de leur contenu et qu'elles finissent par être prises comme équivalentes.

Essayons de préciser la notion de **déficit alimentaire** tout d'abord, celle de la dépendance viendra de surcroît. Au niveau d'une nation, ou d'un espace économique, la notion de déficit alimentaire recouvre deux acceptions. Tout d'abord, elle peut se référer à la situation nutritionnelle qui prévaut dans la population d'un pays : si l'estimation de la couverture nationale moyenne des besoins en énergie et en principaux nutriments est inférieure ou proche des normes individuelles calculées par les nutritionnistes, on est sûr, en raison des inégalités de distribution, qu'une large part de la population est en état de sous-nutrition ou de malnutrition par carence. Ainsi, au Maroc, la disponibilité alimentaire moyenne nationale en énergie est de l'ordre de 2 700 calories, soit près de 20 % au-delà des besoins journaliers individuels calculés, avec cependant la moitié environ de la population marocaine se trouvant dans une situation alimentaire précaire. Dans ce cas, la notion de déficit alimentaire se charge d'une connotation nutritionnelle bien précise et la politique de lutte contre le déficit alimentaire signifiera surtout un accroissement des disponibilités alimentaires, soit par augmentation de la production nationale, soit par recours à l'importation.

Mais un deuxième sens est souvent prêté à la notion de déficit alimentaire, en faisant référence à la situation de la balance des échanges commerciaux agro-alimentaires d'un pays : le déficit alimentaire exprime alors le caractère négatif de cette balance⁵. Revenons au Maroc : jusqu'en 1974, la balance agro-alimentaire montrait des gains et elle ne deviendra négative que par la suite.

5) Certains économistes ont d'ailleurs voulu proposer comme critère d'autosuffisance alimentaire, l'état de la balance des échanges agro-alimentaires.

Pourtant, on ne peut pas dire que jusqu'en 1974, la population marocaine vivait dans l'abondance alimentaire et que les carences n'ont commencé que depuis une dizaine d'années. Considéré avec cette connotation, le déficit alimentaire se combat par la compression des importations et l'expansion des exportations, sans égard pour les disponibilités nationales. C'est bien sous cette optique que sont conçus les "programmes d'ajustement structurel" du Fond Monétaire International.

Ces deux acceptions ne sont pas, toutefois, exclusives l'une de l'autre et, la plupart du temps, les pays cumulent les deux aspects du déficit alimentaire suivant des processus accélérés et exacerbés de telle manière qu'ils sont perçus par les dirigeants comme capables de devenir une menace pour l'autonomie de décision politique du pays, tout en demandant, au moins dans le court terme, des mesures contradictoires pour être combattues l'un et l'autre.

Le rôle des échanges agro-alimentaires dans les pays méditerranéens ne peut donc être jugé en termes simplistes, car la diversité des situations relève de contraintes naturelles et sociales et de rapports de forces économiques et politiques complexes dont la clé explicative se trouve parfois bien loin des rives de la Méditerranée.

Pour éclaircir la question, nous allons essayer de brosser le cadre et d'évaluer les enjeux des échanges agro-alimentaires en analysant d'une part les facteurs qui pourraient pousser à la spécialisation et à l'échange et, d'autre part, le poids que peut représenter la situation alimentaire des pays dans la détermination d'une participation plus ou moins grande au commerce international.

1. Echanges et spécialisation

Selon les époques de l'histoire, la Méditerranée constitua un trait d'union ou une barrière entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie, mais, même aux moments les plus sombres, elle joua toujours un rôle commercial très important : ses activités portuaires développées en témoignent. Les routes maritimes et leur contrôle ont fait la fortune de puissantes républiques marchandes, dont Venise - véritable capitale d'une "économie-monde" selon Braudel - constitue le prototype. Toutefois ce commerce reste pendant longtemps réservé aux produits de luxe. Dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, la vapeur révolutionne les transports, tant maritimes que terrestres, et l'apparition du bateau à vapeur et du chemin de fer vont permettre le transport de masse des biens les plus courants, bousculant la structuration des anciens espaces économiques. Un bon exemple est fourni par l'économie viticole

française: vers 1850, la construction du réseau de chemin de fer permet une relocalisation du vignoble français vers le Sud, où le Languedoc, bien placé climatiquement, se spécialise dans la production de vin de consommation courante. Quand, vers 1880, la crise phylloxérique anéantira la production, le vignoble algérien indemne du parasite pourra prendre le relais, servi par les possibilités de transport des "pinardiers" à vapeur.

Les capacités actuelles de transport par air, terre et mer, les moyens de circulation et de communication existant au Nord de la Méditerranée, ont acquis une telle densité que les biens et l'information s'échangent avec une grande facilité et favorisent les relations commerciales et, par voie de conséquence, la spécialisation des productions. Les fruits et les légumes de la rive européenne de la Méditerranée peuvent être rendus disponibles en 24 heures dans les grands centres de consommation du Nord de l'Europe.

Reste la possibilité juridique de transporter : en garantissant la libre circulation des hommes, des biens et des capitaux, en 1957, le traité de Rome a fait peu à peu des pays membres de la Communauté Européenne un espace économique assez unifié pour impulser une nouvelle dynamique de spécialisation. Les vignobles des Pouilles et de Sicile concurrencent avec succès les vins du Languedoc à partir de 1970. L'élargissement de la CEE à la Grèce en 1981, puis à l'Espagne et au Portugal en 1986 établit une nouvelle donnée qui induit une différenciation encore plus nette entre les produits "méditerranéens" -fruits et légumes, semences, produits de primeur...- et les produits "tempérés" du Nord de l'Europe -céréales, sucre, lait, viande bovine et porcine-.

Incontestablement, chaque modification d'espace économique permet une spécialisation plus affirmée des diverses zones qui le composent, avec comme conséquence une relocalisation des productions.

Les conditions climatiques sont le plus souvent avancées pour justifier la spécialisation des zones méditerranéennes, en conférant un avantage comparatif à certaines productions. On définit parfois la zone d'écologie méditerranéenne comme l'espace compris entre la limite nord et sud de la culture de l'olivier, arbre hautement symbolique. S'y trouvent également à l'aise les agrumes et de nombreux autres fruits et légumes. Le milieu joue sûrement un rôle fondamental en conférant ou non un avantage comparatif pour certaines productions, mais s'il se révèle condition nécessaire, il ne s'affirme pas comme condition suffisante. Le niveau général de développement technique, économique et social pèse lourd dans les arbitrages des jeux de

l'avantage comparatif ; ainsi, on ne pourra pas considérer sous le même angle les questions de spécialisation dans les pays méditerranéens d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Les niveaux de revenus, donc les niveaux de rémunération de la main d'oeuvre, font que la frange européenne n'a intérêt à développer que les productions à haute rentabilité, où la productivité du travail atteint des taux élevés. Dans cette situation, les travaux saisonniers non mécanisés (taille, récolte) ne sont réalisables que s'il existe des travailleurs temporaires acceptant des conditions de vie dures et précaires : ces actifs sont souvent des migrants venus de pays plus pauvres. Leur absence ferait disparaître certaines productions. A l'opposé, pour la main-d'oeuvre permanente et d'encadrement, la haute qualification professionnelle et la capacité de gestion constitue une condition "sine qua non" de la survie économique devant la concurrence d'autres pays, y compris non méditerranéens ; ainsi, il est significatif que les tomates hollandaises se soient imposées comme les concurrentes les plus efficaces des tomates méditerranéennes et l'on connaît les impatiences des Etats-Unis à placer leurs productions de Californie ou de Floride dans la CEE.

L'OFFENSIVE AGRO-ALIMENTAIRE AMERICAINE NE DATE PAS D'AUJOURD'HUI

Des obstacles douaniers non-tarifaires et le rôle de l'Etat dans les circuits de distribution ont longtemps empêché les Etats-Unis de prendre pied de façon plus nette dans le commerce alimentaire arabe. Il est certain que les Etats-Unis ont dû faire face à des mesures discriminatoires, notamment avec le boycott décrété par la Ligue Arabe des firmes entretenant des relations avec Israël, pour la plupart des multinationales à prépondérance de capital américain. Incontestablement, ces mesures ont retardé l'implantation commerciale des Etats-Unis dans le secteur agro-alimentaire. Cependant, depuis deux à trois ans, un certain déblocage de la situation semble se faire jour, dont le saut quantitatif du commerce agricole entre 1976 et 1977 ne donne qu'une idée imparfaite ; au-delà des tonnages et des valeurs, il y a lieu d'analyser un phénomène plus profond, où l'influence réciproque de la volonté politique d'une superpuissance et des initiatives de firmes multinationales qui lui sont liées installe dans la zone une dynamique assurant à l'une et aux autres des jalons solides pour le futur.

Tout d'abord, comme conséquence d'une offensive diplomatique d'envergure, les mesures de boycott se sont affaiblies. L'exemple le plus caractéristique concerne l'autorisation d'implantation en Egypte de la firme Coca Cola en contre partie d'investissements importants de cette firme dans le développement de la production agricole (aménagement de 6 000 hectares de citronniers dans le delta du Nil). Ensuite, les multinationales américaines visent à s'installer dans les créneaux où la valeur ajoutée aux produits est grande, grâce à la transformation et au conditionnement.

La promotion de produits typiquement américains va de pair avec la promotion de circuits modernes de distribution de masse, tels que supermarchés, visant essentiellement les grands centres urbains, comme le Caire ou Jeddah. Actuellement, plus de 25 firmes agro-alimentaires américaines exportent vers les pays arabes les farines et céréales pour petits déjeuners par les Moulins Généraux de Minneapolis, les légumes conditionnés de Green Giant, les produits Heinz, Campbells, S and W

Fine Foods vont à la rencontre de la demande des consommateurs, certains aisés, modelant pour le futur le modèle de consommation de la classe moyenne. Le riz de l'Oncle Ben voisine avec les volailles de la National Broiler Marketing Association. En 1977, chaque mois, un navire de volailles a abordé à Bassorah pour remplir un contrat de fourniture à l'Irak de 40 000 tonnes de poulets conditionnés par les éleveurs américains.

Les initiatives des firmes américaines se situent commercialement dans le domaine de produits alimentaires sophistiqués dont la demande ira croissante, en transformant le modèle alimentaire traditionnel.

Le gouvernement américain, de son côté, se charge directement de l'approvisionnement à termes concessionnels des pays peu fortunés, en produits agricoles de base non élaborés.

Source: M LABONNE, A HIBON. Futur agricole et alimentaire de la méditerranée arabe. INRA-MONTPELLIER. 1978

Sur les rives africaines et asiatiques, la modestie des revenus nationaux et individuels, la pléthore de main-d'oeuvre non qualifiée font que la spécialisation se réalise surtout et de plus en plus dans les productions les moins profitables, fondée sur des systèmes plutôt extensifs et peu capitalistiques. Le retard technologique et la faiblesse de l'innovation dans l'agriculture répondent à l'indigence de la recherche. Les réalisations spectaculaires d'agriculture irriguée très sophistiquée livrées "clé en main" dans les déserts d'Arabie Séoudite ou de Libye constituent des exceptions confirmant la règle. La rareté des ressources financières et techniques écarte peu à peu, sauf cas particulier⁶, ces pays des marchés internationaux haut de gamme et les confine dans les productions à faible productivité et de moindre profit, s'ils veulent se spécialiser dans le cadre du marché international. Les lois ricardiennes de l'avantage comparatif montrent la dureté croissante de la spécialisation dans le cas des pays en développement du monde méditerranéen, car l'on se trouve le plus souvent dans le cas d'avantages comparatifs qui, d'absolus (fruits et légumes, viande ovine, légumineuses...) ont tendance à devenir relatifs, avec des termes de l'échange se dégradant par difficulté à suivre les innovations techniques et commerciales (nouvelles variétés, amélioration de pratiques culturales, homogénéité des produits, maîtrise des circuits commerciaux et efficacité du marketing) et ainsi à abaisser les coûts. De plus, les conditions d'accès à certains marchés (CEE notamment) gommant l'avantage absolu quand il existe. La situation socio-économique et sa dynamique ne poussent pas à la spécialisation, même si elle est recommandée et désirée par les gouvernants : en effet, la nécessité de bâtir une agriculture exportatrice de productions de bonne rentabilité oblige à se tenir à la pointe de l'efficacité en matière de techniques et de gestion. A

⁶) Il faut notamment signaler Israël

part quelques enclaves performantes qui peuvent être installées au milieu d'une agriculture médiocre, ou bien quelques réalisations "vitrines" coûteuses dans les pays pétroliers à faible population comme la Libye et l'Arabie Séoudite, la stagnation agricole s'affirme la règle.

L'ARABIE VERTE CONTINUE

La récession des recettes pétrolières, qui a déjà coûté plus de 10 milliards de dollars à l'Arabie Saoudite, aura des répercussions inévitables à tous les niveaux de l'activité nationale. L'adoption du budget a été en mars différée de cinq mois, dans l'attente d'une stabilisation des cours du pétrole. Ses objectifs seront probablement révisés à la baisse, de même que ceux du quatrième plan quinquennal 1986/1990 élaborés sur la base d'un baril à 25 dollars, et d'un dollar fort.

Il n'en reste pas moins que les Saoudiens demeurent très attachés à leur politique d'autosuffisance alimentaire. Si la production céréalière devrait s'infléchir cette année, d'autres cultures, fourragères notamment, prendront la relève. Un retour à l'état antérieur, c'est-à-dire au désert, est exclu: malgré la crise, les Saoudiens ont très largement les moyens de leurs ambitions.

Les grands équipements collectifs ayant été mis en place au cours des dernières années, et les investissements primordiaux ayant été réalisés, il s'agit maintenant pour eux de gérer ce qui existe, c'est-à-dire des firmes à fortes capitalisation et spécificité technologique, en diminuant autant que faire se peut leur coûteux système de subventions, et en aidant le secteur privé à prendre graduellement le relais de l'Etat.

Trois mille tonnes de blé récoltées en 1978, 1,7 million de tonnes en 1985 : ces deux chiffres donnent la mesure du prodigieux bon en avant réalisé par l'agriculture saoudienne en huit ans. Un bond en avant que le ministre de l'agriculture, Cheikh Abderrahman Ibn Abdulaziz, en poste depuis 1975, justifie par la nécessité d'assurer "la sécurité alimentaire du royaume, fondement de notre indépendance nationale".

Des moyens énormes ont ainsi été mis à la disposition de l'agriculture, longtemps négligée et maintenue dans un rôle de subsistance, mais aujourd'hui devenue la deuxième priorité du royaume, après la pétrochimie. Ces efforts ont été couronnés de succès: l'Arabie Saoudite exporte désormais du blé vers les autres pays du Golfe. Elle est devenue autosuffisante en oeufs, produits laitiers, pommes de terre, dattes, alors qu'elle satisfaisait seulement 10% de ses besoins il y a huit ans.

PRODUCTION DE CEREALES

ANNEE	TONNAGE	ANNEE	TONNAGE
1978	3300	1982	230900
1979	17600	1983	674900
1980	33100	1984	1300000
1981	85200	1985	1700000

Le Monde - 3 juin 1986

De plus le déficit alimentaire, tant nutritionnel que commercial, se révèle comme une donnée de base pour la quasi totalité des pays méditerranéens en développement ; de nombreuses voix s'élèvent pour prôner la recherche de l'autosuffisance alimentaire, pour que la nation fournisse la nation, pour que la sécurité alimentaire se

fonde en priorité sur les ressources du pays afin d'éviter les dépendances. Une telle attitude peut renforcer le protectionnisme, pour orienter l'emploi des facteurs techniques et économiques vers la production des biens alimentaires de grande consommation locale et les substituer aux importations. La conséquence de la mise en place généralisée de telles politiques serait une diminution substantielle des échanges entre pays. Mais, la somme de tels isolements superbes ne signifieraient-ils pas la fin de la Méditerranée en tant qu'espace économique, social et culturel ?

2. Unification des espaces économiques : concurrences et complémentarités

Entre l'appel du grand large et le confinement étroit au cadre national, entre une spécialisation internationale hasardeuse et une recherche de l'autarcie frileuse, il existe un moyen terme, permettant des gains de productivité significatifs par une spécialisation raisonnable, tout en fournissant une expansion en bon ordre du marché intérieur, apte à absorber les suppléments de production réalisés : il s'agit de l'unification des espaces économiques dans le cadre d'union, d'association ou de communauté de pays.

La zone méditerranéenne est largement pourvue en cette matière : la rive Nord constitue la bordure Sud de la Communauté Economique Européenne, les bases d'un Marché Commun Arabe existent, l'Egypte et la Syrie ont autrefois constitué la République Arabe Unie, à l'heure actuelle l'Egypte et le Soudan mettent difficilement en place un processus d'intégration économique et politique. Depuis une vingtaine d'années, le Maghreb cherche en tâtonnant une avancée vers l'unité. Qu'en est-il de ces regroupements et de leurs relations possibles ?

De tous les regroupements, la Communauté Economique Européenne constitue l'ensemble le plus évolué dans l'union économique et politique. Fondée par le traité de Rome en 1957, elle ne comprenait à l'époque que deux états-membres sur six possédant des zones d'écologie méditerranéenne. L'adhésion de la Grèce en 1981 puis de l'Espagne et du Portugal va rendre la CEE présente de façon quasi continue sur la partie septentrionale de la zone. La Yougoslavie et l'Albanie forment une rupture dans le dispositif, alors que la Turquie, Chypre et Malte peuvent envisager une coopération très étroite pouvant aller jusqu'à l'adhésion.

Rassemblant les pays plus développés de la Méditerranée et les pays industrialisés de l'Europe du Nord, la CEE représente à

l'intérieur un marché très important et en voie d'unification rapide grâce à la mise en oeuvre progressive du principe de libre circulation des hommes, des biens et des capitaux. Ce processus sera pratiquement achevé en 1992, date prévue par l'Acte Unique Européen pour la réalisation complète du "Grand Marché Intérieur" de la Communauté (suppression de tous les obstacles non tarifaires, harmonisation des systèmes fiscaux, etc.). La Communauté joue à l'extérieur un rôle de premier plan grâce à ses capacités productives et à sa puissance financière. Etant excédentaire dans de nombreux produits agricoles d'une part, et d'autre part le niveau de revenu de la population lui permettant d'importer les biens alimentaires qu'elle ne produit pas en quantité suffisante sur son sol, la CEE se taille une place de choix dans le commerce agro-alimentaire méditerranéen, qui renforce les liens économiques hérités de l'histoire. Il est certain que les élargissements successifs de la CEE dans l'espace méditerranéen contribuent à modifier fortement les relations commerciales dans le système agro-alimentaire méditerranéen. Ainsi, entre 1980 (un an avant son adhésion) et 1983, les importations agricoles de la Grèce en provenance des pays tiers ont diminué d'environ 30 % alors que celles en provenance des autres pays membres de la CEE ont plus que triplé. L'adhésion de l'Espagne et du Portugal menace les débouchés habituels des agrumes du Maroc et de l'huile d'olive de Tunisie.

Sur le reste de la zone s'étendent les pays arabes qui affirment depuis longtemps une volonté de rapprochement se concrétisant par diverses tentatives aux résultats variés, allant de la fusion politique -telle celle, éphémère, de la Syrie et de l'Egypte dans le cadre de la République Arabe Unie- aux accords politiques et commerciaux ponctuels. Des instances de contacts ont été créées, matérialisées par de nombreux organismes inter-arabes à vocation générale (Ligue Arabe) ou plus spécialisées, sectoriellement ou géographiquement (Marché Commun Arabe, Comité Permanent Consultatif du Maghreb). Les années 70 ont vu l'installation d'organismes chargés de promouvoir le développement agricole, tel l'Organisation Arabe pour le Développement Agricole. Les opérateurs économiques ont suivi une voie similaire (Fédération des Chambres de Commerce Arabe) et les relations bancaires se sont multipliées ; cependant, l'état des échanges agricoles demeure à un niveau faible entre pays arabes, avec toutefois quelques avancées au Moyen-Orient. On constate que les pays se trouvent dans des situations différentes largement tributaires des vicissitudes politiques et économiques ; le Soudan et l'Egypte sont engagés dans un processus d'intégration étroite concernant les aspects politiques, économiques et sociaux alors que la Tunisie, l'Algérie et le Maroc sont parties prenantes d'une construction économique maghrébine se mettant lentement en

place, sans calendrier ou programme arrêté, avec la Libye et la Mauritanie comme candidats potentiels, le tout hypothéqué pendant longtemps par la question du Sahara Occidental et qui semble se relancer depuis le printemps 1988 à la suite de plusieurs initiatives diplomatiques suivies de quelques mesures pratiques. Dans l'ambiance du Marché Commun Arabe, aux principes si peu appliqués, la plupart des pays arabes ont passé entre eux des traités de commerce bilatéraux, notamment au cours des années 60 ; ces accords sont plus ou moins réactivés selon les circonstances politiques. Ainsi le refroidissement des relations diplomatiques entre l'Egypte et la plupart des pays arabes à la suite des accords de Camp David, sans aller jusqu'à arrêter les relations commerciales a parfois favorisé leur déclin ou leur stagnation.

La faiblesse des infrastructures de transport et de communication joue contre l'unification de l'espace économique arabe, dans le domaine des échanges agro-alimentaires ainsi que de nombreux autres facteurs. On peut citer notamment la méconnaissance réciproque des opérateurs économiques qui n'incite pas à des liaisons confiantes, d'autant plus que les assurances de garantie à l'exportation sont encore au stade d'ébauche (elles existent au Maroc sous gestion de la Banque Marocaine pour le Commerce Extérieur). L'existence de l'Organisation Arabe de Garantie des Investissements et des Echanges Commerciaux, établie au Koweït, peut constituer une base de départ dans ce domaine. De même, des efforts publics (Centre de Promotion des Exportations en Tunisie, Centre Marocain de Promotion des Exportations) ou privés cherchent à remédier à cette situation.

A cela s'ajoutent l'absence de normes techniques et sanitaires et la fluctuation des prix qui entravent l'établissement de liaisons commerciales performantes, continues et croissantes : elles tiennent à l'état du développement de la commercialisation et à la maîtrise de la production par les acteurs économiques dans chaque pays.

Enfin le manque de devises fortes fait rechercher à l'exportation des marchés permettant de s'en procurer selon des procédures de paiements respectant des délais raisonnables. Des accords de compensation bien menés peuvent contribuer à trouver une solution (accord Soudan-Egypte). La Banque Islamique de Développement, dont le siège est à Jeddah, pourrait aussi faciliter les échanges en aidant au financement du commerce extérieur des pays.

De toutes manières, la similarité des productions est actuellement prévalente et les potentiels de complémentarité qui existent surtout

au Soudan ne sont pas actuellement développés : ceci limite très sérieusement les échanges interarabes de produits alimentaires.

3. Echanges et coopération Euro-Méditerranéens

La constatation de la persistance des liens commerciaux traditionnels entre l'Europe et la Méditerranée, s'appuie sur l'existence de services efficaces et bien connus : information, transport, réseaux bancaires, etc.

Il est clair que ces deux ensembles, l'un très constitué, l'autre encore flou, ne s'ignorent pas et ne peuvent s'ignorer. En décidant d'une "approche méditerranéenne" au début des années 70, la CEE souhaitait jouer un rôle fondamental dans une meilleure articulation des divers espaces économiques méditerranéens.

Une dizaine d'années après sa fondation, la CEE avait établi un réseau de relations privilégiées avec tous les pays du Bassin Méditerranéen, à l'exception de l'Albanie et de la Libye. Toutefois, après son extension vers le Nord (Danemark, Grande-Bretagne, Irlande), elle se trouvait bloquée vers le Sud par la présence au pouvoir de régimes autoritaires en Grèce, en Espagne et au Portugal, qui contrevenaient au principe d'organisation démocratique de l'Etat, nécessaire pour adhérer à la CEE. En remplacement, fut conçue "l'approche méditerranéenne globale" qui avait pour double but de mettre un peu d'ordre dans les accords bilatéraux disparates qui avaient été conclus jusque là et de faciliter l'accroissement des échanges entre la CEE et les pays tiers de la Méditerranée. Le but économique recoupe l'objectif politique de fond, mais la CEE à 9 n'avait pas vis-à-vis des pays méditerranéens non-membres une politique à la hauteur de ses capacités, ou de ses ambitions. Deux catégories de pays étaient à prendre en compte et ne pouvaient être traités de la même manière : d'une part, les pays européens (y compris la Turquie) qui peuvent potentiellement devenir membres à part entière de la CEE et d'autre part les pays méditerranéens non européens, c'est-à-dire, à l'exception d'Israël (et de l'Iran) les pays arabes. La volonté d'établir avec les pays arabes méditerranéens des liens privilégiés, solides et durables tient pour une grande part à ce que la CEE veut éviter de perpétuer l'installation des deux super grands, ressentie comme un facteur de tension dans la zone.

La démocratisation de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal ont sonné le glas de l'approche méditerranéenne globale et donné la priorité à l'élargissement de la CEE à ces trois pays, la discussion euro-arabe ne pouvant être utilement reprise qu'une fois mieux cernés les impacts de l'élargissement, notamment sur le

commerce agro-alimentaire. Les négociations d'adhésion ont été laborieuses concernant les échanges agricoles, notamment de produits méditerranéens (vins, fruits et légumes) ; des périodes de transition longues ont été prévues, pendant lesquelles des conditions restrictives pourront être appliquées. Les flux commerciaux avec les pays tiers risquent d'être perturbés, notamment avec le Maroc et la Tunisie. La remise en forme actuelle des relations commerciales et le contexte général de la crise économique mondiale, avec la détérioration des rapports Nord-Sud qu'elle entraîne, joints à la recherche difficile d'entités économiques arabes peuvent rendre pessimiste sur l'évolution des relations euro-arabes.

En fait, pour l'agro-alimentaire, l'intérêt réciproque à l'échange peut avoir des bases objectives favorables au développement d'un véritable partenariat.

Toutefois, il serait illusoire de fonder ce partenariat sur une mise en oeuvre affinée des avantages comparatifs ; en tout état de cause, tant pour le Nord que pour le Sud du Bassin, l'insertion dans les échanges internationaux relève plus d'un concours à l'ajustement du marché interne que d'un désir de spécialisation et quand celle-ci se fait, ses motivations stratégiques s'apparentent plus aux doctrines mercantilistes qu'aux schémas ricardiens. Ainsi, dans l'exemple du Maroc, on pourrait penser à priori que le choix a été celui de la spécialisation agro-alimentaire limitée à la vente des légumes et agrumes et à l'achat de céréales et oléagineux ; un tel raisonnement passerait sous silence les efforts réels déployés par le Maroc pour diminuer sa dépendance de l'extérieur grâce à son "plan sucrier", à son "plan céréalière" et à la restructuration de la filière des oléagineux.

La politique de la CEE s'affiche clairement comme recherchant sa propre sécurité alimentaire largement basée sur la production communautaire. Les autres pays, sur une base nationale, poursuivent une voie identique. A part l'Albanie, engagée dans une politique autarcique, chacun cherche à vendre le plus possible à l'extérieur et à y acheter le moins possible, recherchant à tout prix les devises fortes si nécessaires au développement. Pour les plus riches, tels les pays pétroliers peu peuplés, le contre-exemple est fourni par l'Arabie Séoudite et la Libye qui, au lieu de se contenter de s'adresser au marché mondial, essaient de développer une céréaliculture irriguée de très haut niveau technique, dépensière mais performante, afin d'assurer l'existence d'une base agro-alimentaire nationale même réduite.

Le poids de la demande interne et du marché intérieur constitue l'élément dynamique déterminant des systèmes agro-alimentaires nationaux méditerranéens, mais se manifeste de façon différente au Nord et au Sud du Bassin. Dans les pays européens, depuis

10 à 20 ans pour les derniers adhérents (Espagne, Portugal, Grèce), l'abondance alimentaire est atteinte et la faim n'y est plus connue qu'à titre marginal pour une partie infime de la population : les revenus et les prix expliquent assez bien la mécanique du système et ses ajustements. Dans les pays méditerranéens en développement, si les prix et les revenus conservent une influence sur le système agro-alimentaire, ce dernier se coule obligatoirement dans la dynamique démographique, caractérisée par une forte croissance de la population, parfois dépassant 3 %, et une expansion urbaine, inconnue dans le passé. Ces deux éléments ont un poids prépondérant dans l'évolution de l'agro-alimentaire par rapport aux prix et aux revenus et ceci d'autant plus que la précarité alimentaire est la règle dans ces pays (à l'exception des pays pétroliers peu peuplés). D'une manière générale, les zones d'écologie méditerranéenne ne peuvent produire tout ce dont elles ont besoin : ainsi elles représentent l'un des rares marchés solvables en expansion pour les céréales et les oléagineux à l'échelle mondiale. Marché convoité où s'affrontent les grands exportateurs internationaux, la Méditerranée est par nécessité une zone d'échanges agro-alimentaires où les relations entre l'Europe et les pays arabes occuperont le devant de la scène, même si les Etats-Unis et les exportateurs du Pacifique (Australie, Nouvelle Zélande) n'entendent pas rester inactifs.

QUAND LES POLITIQUES DE PRIX DEVIENNENT INSOUTENABLES

Le jeu des prix administrés à la production et des subventions à la consommation peut engendrer une série de distorsions qui finissent par devenir ingérables. L'exemple de l'Egypte, où les "émeutes de la faim" de 1977 avaient ébranlé le régime, constitue une illustration intéressante.

Au niveau de la consommation, la politique de subventions -malgré ses imperfections et profitant principalement aux urbains pour des questions de logistique- a permis de rendre accessible aux plus démunis des villes les produits alimentaires de base et notamment le pain.

Mais l'Autorité Générale des Approvisionnements cumule depuis quelques années des déficits croissants. En 1983/84, le déficit atteignait 2.143 millions de livres égyptiennes, dont 700 millions au seul titre de l'année. A la fin de 1986, il s'y ajoutait plus d'un million supplémentaire, puisque le montant autorisé au budget était de 1.686 millions de livres, alors que les dépenses réelles s'estimaient à 2.996 millions.

Confronté à la croissance des importations des biens alimentaires de base d'une part et à l'emballlement du système des subventions, le gouvernement souhaite voir évoluer le système, notamment vers des aides directes aux revenus des plus pauvres ; les perspectives de réactions sociales possibles gênent la prise de décision.

Pour les prix à la production d'une denrée aussi stratégique que le blé, les contradictions ne manquent pas. Ainsi, en 1983, le prix de la tonne de blé importée atteignait 144 livres égyptiennes, tandis que le prix au producteur était de 83 livres et le prix de vente intérieur n'excédait pas 41 livres. De

nombreux paysans ont vendu du blé non battu en guise de paille, le prix de la tonne de paille par rapport à celui du grain ne justifiant pas le battage.

SOURCE: M.LABONNE, P.MARTINI. Perspectives de coopération entre quatre pays du Nord de l'Afrique en vue de favoriser la sécurité alimentaire. Document de travail. Addis Abeba 1984

Il est clair, en tout premier lieu, que la CEE peut constituer une base alimentaire de premier ordre pour les pays arabes, et ceci sans exclusive. De nombreux éléments objectifs peuvent être énumérés : proximité, infrastructures existantes de conditionnement, de transport et de réception, circuits commerciaux et financiers établis, surcapacité en ressources naturelles et techniques de la base productive agricole. Depuis de nombreuses années, la CEE est devenue excédentaire dans la plupart des produits agricoles de zone tempérée qui lui sont utiles, à la suite du succès de sa politique de sécurité alimentaire. Elle se trouve confrontée à des surplus structurels dont la gestion et l'écoulement sur les marchés extérieurs sont coûteux. Les orientations récentes de la politique agricole commune laissent constater une volonté de diminuer ces excédents structurels alimentaires, d'autant plus que, globalement, la population européenne est bien nourrie. La nouvelle politique américaine (sell more for less) rend le marché international encore moins attrayant. Les pays arabes et la CEE peuvent donc négocier la permanence à terme d'une certaine quantité de surplus européens destinés à combler une partie du déficit arabe. Il est évident que les arguments géopolitiques entrent en compte au même titre que les arguments commerciaux, quand on sait que la demande alimentaire extérieure arabe peut, au mieux, se stabiliser sur la longue période, ayant plus probablement une tendance à croître.

D'autre part, il serait bon que la CEE constitue un débouché sûr pour les produits agricoles arabes. L'élargissement de la CEE vers le Sud montre les perturbations qui peuvent être apportées à des courants commerciaux anciens. De telles situations doivent être évitées, mais, de plus, la CEE, qui est un marché riche, doit s'ouvrir à l'entrée régulière de produits de qualité, à haute valeur ajoutée, provenant de l'ensemble arabe, afin de ne pas tenir ce dernier comme surtout un fournisseur de matières premières, selon les opportunités du marché. Les fruits et légumes frais ou transformés, les produits de la pêche, et autres pourraient entrer dans le cadre d'une négociation de politique globale.

Toutefois, dès maintenant, il existe quelques possibilités pour les produits régis par des accords du GATT et la réglementation de la CEE car le prix ne fait pas tout dans les pays à pouvoir d'achat élevé. Sans oublier que les barrières douanières (règlement "deficiency payments") dressées par la CEE ont, dans un passé récent, entraîné la régression de certaines industries agro-

alimentaires arabes (tomate, abricot, olives) en limitant fortement leurs débouchés européens, il faut essayer de garder un certain optimisme, mais teinté de réalisme. Même avec des barrières douanières abaissées, les barrières sanitaires demeureront : il s'agit là du fondement objectif minimum de la qualité. Ensuite se posera la question de la pénétration du marché européen. L'évolution des circuits de distribution en Europe a consacré le rôle pivot des centrales d'achats : tout produit qui veut être vendu en Europe doit être référencé auprès d'une ou plusieurs grandes centrales d'achats. Le produit référencé satisfait à une sorte de cahier des charges aux clauses diverses dont quatre se retrouvent toujours :

- les produits vendus sous le même label doivent être homogènes (pour justifier une publicité de long terme);
- de grandes quantités doivent pouvoir être fournies régulièrement et en continuité ;
- le niveau qualitatif doit être bon ;
- le vendeur doit pouvoir fournir des services (stock disponible, assortiments, gammes de produits, etc.).

Sinon les produits sont achetés au "coup par coup" à bas prix, pour servir "d'article d'appel", ce qui n'est pas le but recherché. La constitution d'un marché interne arabe pour ce genre de produits pourrait aider à la réalisation de bonnes négociations de firme à firme, le marché européen n'étant alors qu'un complément du marché arabe.

Deux idées forces peuvent être retenues pour éclaircir les structures et les mécanismes des échanges agro-alimentaires en Méditerranée. Tout d'abord les pays du Sud et du Nord de la zone sont la plupart du temps en concurrence par rapport au marché international et, plus précisément, par rapport au marché de l'Europe du Nord. Or, cette concurrence va se développer dans des conditions naturelles, techniques, sociales et institutionnelles inégales. Ensuite, dans les pays à faible revenu du Sud et de l'Est du Bassin, la question alimentaire occupe une place essentielle, qui plaide pour la mise en place de complémentarités. Concurrence et complémentarité ne constituent que les deux aspects contradictoires que doit gérer toute politique d'un état méditerranéen, qui agit toujours dans un contexte de pénurie de ressources naturelles, techniques et humaines, où la contingence se joue des choix politiques ambitieux et où le désir de rupture doit faire bon ménage avec la pesanteur de l'histoire.

CHAPITRE II :

Production, consommation et problématique de l'auto- approvisionnement

Les échanges agro-alimentaires de chaque pays dépendent d'une double série de facteurs, les uns internes relatifs aux éléments d'ajustement des offres et des demandes nationales, les autres externes liés à l'évolution des marchés internationaux et à la position des pays vis à vis de ces marchés. L'objet de ce chapitre est d'analyser comment ces facteurs ont-ils joué dans les différents pays méditerranéens pour aboutir à la situation contrastée que l'on observe avec une relative autosuffisance et parfois des excédents au Nord et une pénurie croissante au Sud .

1. Le potentiel de production des pays méditerranéens et sa mise en oeuvre

La production agricole méditerranéenne repose sur la disponibilité de facteurs de production habituels à l'agriculture tels que la terre, le capital, le travail et sur l'ingéniosité de leur combinaison. Il s'y rajoute toutefois, un facteur demandant une attention spécifique car, compte-tenu de l'aridité du climat, il conditionne souvent la possibilité de produire : l'eau. En effet, l'eau est une ressource qui peut difficilement être mise en oeuvre de façon individuelle; son utilisation et son accès auront donc un effet structurant sur l'organisation de la société agricole méditerranéenne où, souvent, la terre sans eau ne présente qu'un faible rapport et qu'un maigre intérêt.

1.1. la terre

Décrire la méditerranée comme une mer entourée de montagnes rend mieux compte de la réalité que de la définir simplement comme située au milieu des terres. La topographie va largement influencer l'espace en le cloisonnant, en l'éclatant, entraînant la séparation des habitats humains mais facilitant la multitude des diasporas, des comptoirs et des colonies, mode bien particulier de régir les rapports sociaux et commerciaux. Tacite opposait déjà les grands espaces de la plaine du Nord de l'Europe aux compartiments de la Méditerranée. Grande variété aussi des

précipitations dont les caprices caractérisent l'aridité de la zone, de plus en plus marquée vers le sud et vers l'est, pour finir sur des déserts. Le concept de croissant fertile, de pays utile, s'enracine dans la réalité méditerranéenne depuis l'aube de son histoire. Plus qu'ailleurs, car l'homme y est présent de façon dense depuis longtemps, on sait que la surface géographique du pays n'a que peu de choses à voir avec son potentiel productif agricole. La variété des situations règne en maîtresse. Tout d'abord se retrouvent dans la zone les vallées remarquables de plusieurs grands fleuves mondiaux : le Nil, le Tigre, l'Euphrate, le Pô, le Rhône, chacun capables de former une entité économique, technique, humaine bien différenciée. Ailleurs, l'orogénie a multiplié certaines formations typiques, de la plaine à la montagne. Nous trouvons de nombreuses plaines côtières riches adossées à un arrière pays montagneux, parfois très exigües, souvent marécageuses, mais aptes à la bonification : huerta de Valence, côte du Languedoc, Maremmes italiennes, bordures du Cap Bon en constituent des exemples. Les bassins des fleuves moyens forment une base agricole de qualité : bassin du Sébou, de l'Ebre, de la Medjerda, du Jourdain ou de fleuves plus petits ouvrent sur des plaines, drainant l'eau des monts à l'entour, aux potentialités importantes, tant en sec qu'en irrigué, telles les plaines de Thessalie, de Thessalonique ou d'Antalya. Sous irrigation, ces plaines côtières ou bassins fluviaux produisent des légumes, des fruits, du coton, du riz. En cultures pluviales, se rencontrent les céréales, les légumineuses et l'arboriculture extensive: vignes, oliviers, amandiers qui forment l'élément de référence agricole de la Méditerranée.

Portés par les chaînes montagneuses, de nombreux plateaux d'allure steppique ont longtemps été le domaine des pasteurs nomades ou d'une céréaliculture pauvre : Meseta Ibérique, Plateau d'Anatolie et Hauts Plateaux Algériens, minuscule plateau de Lassithi en Crète. Enfin la montagne elle-même, pâturage d'été ou porteuse de maigres forêts, parfois reliques de temps meilleurs comme les cèdres du Liban ou des Aurès. Partout, en tout cas, une pression humaine forte qui, partant d'aménagements bien conçus, faits pour exploiter durement une terre fragile, a favorisé l'agression des éléments et la dégradation du milieu : la déforestation, le surpâturage, la culture des pentes ont entraîné une érosion parfois spectaculaire, produite aussi bien par l'eau que par le vent, transformant le paysage en friches abandonnées.

D'une manière générale, l'utilisation des surfaces pour l'activité agricole est toujours restée relativement limitée en pays méditerranéen par le simple fait des contraintes climatiques et topographiques et les usages dominants des sols demeurent l'apanage des productions extensives peu productives et

**TABLEAU N°1 EVOLUTION DES SURFACES CULTIVEES PAR
HABITANT ET PAR ACTIF**

PAYS	Surf. cultivée		Surf. cultivée		Surf. irriguée	
	Population		Pop.Act. Agric.		Surf. cultivée	
	(ha/hab.)		(ha/Actif)		(%)	
	1961-65	1981-85	1961-65	1981-85	1961-65	1981-85
Espagne	0,65	0,53	4,2	11,0	10,0	15,0
France	0,43	0,34	4,8	11,2	2,0	6,0
Grèce	0,44	0,39	1,8	3,8	14,0	26,0
Italie	0,30	0,21	2,5	5,9	18,0	24,0
Portugal	0,47	0,35	2,9	3,9	14,0	18,0
Chypre	0,48	-	4,4	-	2,0	-
Malte	0,05	-	1,6	-	6,0	-
Turquie	0,83	0,55	2,4	2,4	5,0	8,0
Yougoslavie	0,43	0,33	1,6	2,8	2,0	2,0
Algérie	0,57	0,34	3,5	5,7	4,0	4,0
Libye	1,20	0,58	12,7	16,3	2,0	11,0
Maroc	0,53	0,38	3,3	3,1	9,0	6,0
Tunisie	1,01	0,66	6,6	7,2	2,0	4,0
Arabie S.	0,05	0,10	0,3	-	40,0	35,0
Egypte	0,10	0,05	0,6	0,5	100,	100,
Irak	0,58	0,34	5,0	5,2	77,0	32,0
Israël	0,16	0,11	3,7	5,4	35,0	50,0
Jordanie	0,59	0,11	6,2	6,9	4,0	9,0
Koweït	0,00	0,00	0,5	0,2	-	50,0
Liban	0,11	-	1,4	-	18,0	-
Syrie	1,24	0,53	9,4	8,0	9,0	11,0
Yemen A.	0,23	0,19	1,0	1,2	7,0	18,0
Yemen D.	-	0,07	-	0,8	-	37,0

Source : FAO Annuaire de la production

aléatoires : céréaliculture, pâturage, forêt. Si ces productions extensives traditionnelles peuvent dans une certaine mesure, être intensifiée par le recours aux intrants industriels et génétiques nouveaux, l'irrigation seule permet l'intensification très significative d'une production délivrée d'aléas. Elle arrive à occuper des parties importantes de la superficie cultivée.

L'évolution de l'utilisation du sol varie selon les pays, leur peuplement, leur richesse, et les opportunités d'emploi dans les autres secteurs. Ainsi l'espace cultivé a diminué d'un tiers en trente ans en Languedoc-Roussillon. Il a suivi une tendance identique en Provence ou en Corse. Par contre, au Maroc, où 40% des actifs sont employés dans l'agriculture et où 45% des ruraux sont considérés comme vivant au-dessous de la ligne de pauvreté, cette surface augmente.

Mais surtout on doit noter que dans les pays méditerranéens, les surfaces irriguées sont en expansion forte sur la tendance longue ; ce choix stratégique est fondamental.

1.2. L'eau

La zone méditerranéenne partage avec la Chine le privilège d'être à l'origine de la science et des techniques de l'hydraulique. Depuis 5000 ans, on trouve des "civilisations de l'eau" qui se sont perpétuées jusqu'à nos jours (Egypte, Mésopotamie) et se sont enrichies des apports des Romains et des Arabes, puis de l'Italie de la Renaissance. Dans les domaines scientifiques, techniques et juridiques se rapportant à l'eau, l'ensemble méditerranéen rassemble une somme de connaissances, de portée réellement mondiale. Le milieu a forcé l'homme à l'invention s'il voulait vivre sur place en recueillant régulièrement les fruits d'une culture débarassée d'un trop grand aléa. Le régime des précipitations est capricieux, la violence des pluies rend le ruissellement superficiel rapide et brutal. L'évaporation, et par conséquent l'évapotranspiration du couvert végétal, croît rapidement du nord au sud. Estimée entre 0,5-1,5 m/an sur la rive européenne, elle passe de 1-1,5 m/an au Maghreb pour atteindre 2 à 3 m/an en Egypte, en Libye ou en Arabie Séoudite. L'homme a donc cherché à s'assurer des ressources en eau régulières dont la crue annuelle du Nil, à l'étendue prévisible par nilomètres, constitue l'archétype ancien.

On estime à 30 mètres cubes la quantité d'eau moyenne annuelle qu'une société doit fournir à ses membres pour couvrir les besoins individuels ; les consommations observées en zone méditerranéenne varient de 7 à 10 m³ dans les pays pauvres à 150 m³ par an ou plus dans les pays riches de la rive Nord.

L'industrialisation du pourtour du bassin a accru les besoins pour cette activité. Cependant, l'agriculture reste la plus grosse consommatrice d'eau issue d'aménagements, qui viennent pallier aux irrégularités et aux insuffisances des pluies.

Une longue tradition d'aménagement a produit des techniques très diversifiées, adaptées à de nombreuses situations concrètes : recueil de l'eau pluviale par citernes, maîtrise du ruissellement par épandage ou écrêtement des eaux de crue, dérivation, stockage par bassins ou lacs collinaires, captage et adduction des étiages, recueil des eaux souterraines par galeries drainantes, puits traditionnels avec divers types d'exhaures à énergie humaine ou animale. Les grands travaux tels que barrages, aqueducs, galeries, dont la technologie est plusieurs fois millénaire, appartiennent à l'hydraulique traditionnelle. Permettant à l'homme de capter la partie naturellement régularisée du cycle de l'eau, cette hydraulique s'est perpétuée jusqu'à nos jours, sauf dans les quelques pays riches de la zone, où elle est en voie de disparition totale, remplacée entièrement par l'hydraulique moderne. Cette dernière s'est développée depuis une centaine d'années, d'une part grâce à la collecte à grande échelle des eaux de surface à l'aide de grands barrages-réservoirs, d'autre part avec l'exploitation massive des eaux souterraines rendues possibles par les sondeuses et les moto-pompes. On estime les volumes travaillés par l'hydraulique moderne à trois fois ceux fournis par l'hydraulique traditionnelle (qui sont de l'ordre de grandeur des quantités allouées à l'évaporation pour l'hydraulique moderne). Le haut barrage d'Assouan, pourtant si souvent décrié par les conservateurs de la nature, symbolise quelles que soient les erreurs de maniement que l'on ait pu en faire, l'hydraulique moderne dont la nécessité est incontestable pour faire face aux questions d'emploi et d'alimentation posées par la situation démographique actuelle.

Le potentiel d'irrigation en Egypte et au Moyen-Orient

La construction du barrage d'Assouan en Egypte a permis d'augmenter considérablement les surfaces cultivables grâce à l'irrigation. Selon le "Middle East and North Africa 1986" : "entre 1952 et 1976, 383 000 ha nouveaux ont pu être irrigués, dont 225 120 ha pendant la période du plan 60-65.

En 1982, le gouvernement a déclaré avoir augmenté de 431 340 ha les surfaces irrigables (bien qu'actuellement la moitié de cette surface seulement soit en production) et redistribué 450 240 ha à 440 000 familles par suite des mesures de la réforme agraire. Sous le plan quinquennal 82-87, il est prévu de rendre irrigables 267 120 ha supplémentaires ; après 2 ans de plan, 54 600 ha l'ont déjà été.

Cependant, parallèlement, il est nécessaire de souligner les pertes importantes de terres cultivables, dues à l'expansion des villes et villages, s'élevant à environ 8 400 ha par an. Des surfaces sont également perdues consécutivement à l'accroissement de la salinité des sols, dû à un drainage insuffisant".

Les chiffres, communiqués par la FAO semblent confirmer ce dernier aspect : en effet, selon les Country tables de la FAO (1986), l'Égypte comptait en 1961, 2 568 000 ha irriguées, en 1979 ce chiffre se portait à 2 850 000 ha pour revenir à 2 474 000 en 1984, représentant une perte considérable.

Quant aux pays des rives orientales et méridionales, compte tenu du rythme d'accroissement annuel des superficies irriguées (3,3% à 4,4% pour les superficies récoltées, soit un coefficient d'intensité culturale de l'ordre de 1,30), ils atteindront vite la limite des ressources aménageables, en moins de 20 ou 30 ans pour la plupart. Deux pays l'ont déjà atteinte actuellement : Israël et la Libye.

Déjà, depuis 1960, on a fait appel aux réserves constituées par les eaux souterraines dans la plupart des pays arabes (souvent en liaison avec la recherche pétrolière), et même aux ressources non-conventionnelles tels le dessalement de l'eau saumâtre et la rénovation des eaux usées. Dans cette dernière situation, on peut citer Malte, la Libye, Chypre, Israël et de nombreux points de la péninsule arabe.

Ressource fondamentale pour les besoins directs de l'homme, des industries et de l'agriculture, l'eau pose également un problème pour les pollutions qu'elle transporte, notamment dans les zones les plus arides, sans parler de la pollution de la mer Méditerranée qui devient une question de plus en plus cruciale.

1.3. La force de travail

La situation de la force de travail engagée dans l'agriculture change fondamentalement entre les pays industrialisés du bassin et les autres. D'une manière générale, et ce malgré la crise, le rapport entre la population active et la population totale est plus élevé (autour de 40%) dans les pays industrialisés du nord-ouest de la zone, alors qu'il tombe facilement au-dessous de 30% dans les pays méridionaux et orientaux.

Parmi la population active de ces derniers pays, les agriculteurs occupent une place très importante, souvent supérieure à la moitié, mais dont le nombre et la structure varient rapidement.

On peut dire que la situation de l'emploi est mauvaise dans les pays pauvres et que les masses rurales constituent un réservoir de main-d'œuvre sous-employée et sous-payée ; en effet, le revenu agricole moyen par tête d'actif agricole se situe à moins de la moitié, en général, du revenu national moyen par tête d'actif.

Cette "armée de réserve" est tentée de quitter la campagne dès que des opportunités de travail, même précaires, apparaissent à la ville ; l'exode rural fait diminuer de façon absolue ou relative la population agricole qui, de plus, se retrouve altérée dans sa structure, car l'émigration touche en priorité les hommes jeunes et la population active agricole s'en retrouve fortement vieillie. Ainsi ceux qui restent sont, à cause de leur âge, bien souvent les moins formés et les moins dynamiques, peu attirés par l'innovation,

TABLEAU N°2 POPULATION DES PAYS MEDITERRANEENS

(1000 habitants)

PAYS	1965 (1)	1985 (1)	2000 (2)	2025 (2)
ESPAGNE	31913	38856	43442	49235
FRANCE	48758	55162	57083	58530
GRECE	8551	9970	10734	11755
ITALIE	51987	57128	58155	56948
PORTUGAL	9235	10212	10995	11916
CHYPRE	582	669	759	895
MALTE	320	383	419	462
TURQUIE	31151	49289	68466	99313
YUGOSLAVIE	19434	23120	25200	26626
MEDIT. NORD	201931	244789	275253	315680
ALGERIE	11923	21718	35194	57344
LIBYE	1623	3605	6072	11057
MAROC	13323	21941	36325	59859
TUNISIE	4630	7081	9725	13599
ARAB.SEOUD.	4793	11542	18864	33510
BAHREIN	-	431	688	1056
EGYPTE	29389	46909	65200	97391
EMIR. ARAB.U.	-	1312	1916	2659
IRAK	7976	15898	24926	42734
ISRAEL	2563	4289	5376	7017
JORDANIE	1962	3515	6400	13366
KOWEIT	471	1811	2969	4796
LIBAN	2151	2668	3617	5221
OMAN	571	1242	1909	3303
QATAR	-	301	469	774
SYRIE	5325	10505	18102	32265
YEMEN ARABE	4492	6848	9859	16465
YEMEN DEMOC.	1351	2137	3309	5629
MEDIT. SUD	92543	163753	250920	408045
MEDITERRANEE	294474	408542	526173	723725
PAYS ARABES	105808	187917	289135	476671
MONDE	3334672	4836958	6127117	8177052

(1) Source : FAO

(2) Source : ONU : World Population Prospect. Estimates and projections as assessed in 1982. New York, ONU, 1985, 521 p.

**TABLEAU N°3 PART DE LA POPULATION ACTIVE AGRICOLE (PAA)
DANS LA POPULATION ACTIVE TOTALE (PAT)**

PAYS	PAA/PAT (en %)	
	1961-65	1981-85
Espagne	42,1	13,6
France	17,9	6,7
Grèce	47,2	27,5
Italie	24,8	9,3
Portugal	37,7	19,7
Chypre	40,2	22,6
Malte	8,2	4,3
Turquie	74,7	53,2
Yougoslavie	56,8	27,0
Algérie	57,0	26,9
Libye	40,9	14,5
Maroc	61,3	41,1
Tunisie	49,1	29,1
Arabie S.	67,7	43,8
Egypte	55,0	43,0
Irak	50,0	24,5
Israël	12,0	5,7
Jordanie	36,6	22,3
Koweït	1,6	1,6
Liban	29,1	11,7
Syrie	52,1	27,5
Yemen A.	79,0	65,8
Yemen D.	54,3	36,4

Source : MEDISTAT

laissant peu d'initiatives aux plus jeunes.

Une telle situation avait existé autrefois en France, en Italie et en Espagne, mais à l'heure actuelle, un certain rééquilibrage s'est produit et si les traits fondamentaux (vieillesse, sous-paiement relatif) demeurent, ils apparaissent moins accusés qu'en pays pauvres. Les pays en situation intermédiaire, comme la Grèce, le Portugal ou la Yougoslavie, sont encore nombreux.

Ainsi, pour la Grèce, la population agricole est très vieillie et présente une structure très contrastée par rapport à celle de la CEE à neuf. Une étude fine montre que le phénomène de vieillissement est d'autant plus marqué que les zones sont pauvres. Le faible revenu agricole (vers 1975, l'agriculture occupe 30% de la population active mais participe seulement pour 15% au revenu national) d'une part et la modicité des retraites agricoles d'autre part (environ 200 F par mois en 1980) n'incitent pas les jeunes à s'installer, ni les vieux à cesser leur activité.

Dans tous les cas se pose le problème de la qualification de la main-d'oeuvre. Le savoir y est souvent largement traditionnel et s'accommode mal de l'innovation. La vulgarisation des techniques modernes est souvent confiée à des institutions d'Etat ou bien liée à des organismes de développement qui ont tendance à favoriser la grande agriculture réputée "moderne". Il s'ensuit que les marges de progrès existant dans la petite et moyenne paysannerie sont sous-utilisées.

1.4. Le capital

L'usage du capital au sens moderne du terme, c'est-à-dire dans une séquence argent-produit-argent et non plus produit-argent-produit est relativement récent dans l'espace méditerranéen.

L'investissement en travail humain y est connu depuis toujours, notamment avec les grands travaux d'hydraulique et la main-d'oeuvre servile qui a permis leur réalisation, mais s'il a servi de base à une intensification de la culture, il n'a que peu à voir avec la conversion de l'argent en moyens de production que permettent les technologies actuelles. Les fondements de la "Révolution Verte" ont une autre portée dans l'organisation économique et sociale que les aménagements de l'hydraulique traditionnelle, en ce sens qu'elle mobilise tout un environnement technique et scientifique lié à l'utilisation massive d'intrants industriels.

Jusqu'au début du XX^{ème} siècle, à l'exception de quelques îlots d'irrigation où les soins apportés par une main-d'oeuvre

Référence au VET du Capital ?
en ce sens, l'usage moderne du capital est récent.

abondante et souvent habile permet des productions régulières et soutenues, la quasi totalité de l'espace méditerranéen est voué aux systèmes extensifs.

L'agriculture pluviale repose sur une céréaliculture à faible rendement, avec jachère biennale, à côté de l'arboriculture en sec (oliviers, amandiers, vignes). Les jachères, le maquis et la garrigue ou les parcours steppiques fournissent le pâturage d'un élevage ovin et caprin extensif, parfois transhumant ou même nomade.

L'agriculture méditerranéenne présente un profil énergétique bas ; fondée sur le travail humain ou animal, valorisant mal les engrais, elle utilise peu d'intrants industriels et le capital utilisé est essentiellement foncier et immobilier. La concentration de capital foncier sur des exploitations latifundiaires semble avoir été un trait important de l'agriculture méditerranéenne jusqu'au début du XXème siècle qui a vu se réaliser de nombreuses réformes foncières dans le but de supprimer les latifundia, qui avaient la réputation, depuis l'antiquité, de laisser la terre dans un état de sous-exploitation notoire et de gêner l'expansion de la production.

La motorisation de l'agriculture et le progrès technologique vont changer profondément les choses, d'une part en augmentant les productions et d'autre part, en développant des relations techniques et économiques fortes avec les secteurs d'activités en amont et en aval de l'agriculture.

La tracterisation facilite les façons culturales et permet la mise en oeuvre des techniques de "dry-farming". La mise au point de fumures chimiques adaptées, de bonnes semences, d'une protection des cultures efficace, autorise une certaine maîtrise des productions, donc un approvisionnement plus régulier du système agro-alimentaire de transformation et de distribution. Les moto-pompes (jointes aux foreuses pour les eaux souterraines) accroissent significativement les moyens d'exhaure, permettant l'alimentation régulière des réseaux d'arrosage par aspersion ou au goutte à goutte. La culture sous abri, des films plastiques aux serres lourdes, modifie les calendriers de production et accroît le coefficient d'intensité culturale, de même que les rendements.

Ainsi, suivant le capital qui sera investi sur un hectare, celui-ci pourra voir sa production quintupler en agriculture pluviale et plus que décupler en agriculture irriguée. Mais l'aménagement d'un hectare irrigué coûte plus de 100 000 F. et un hectare de serres lourdes dépasse de quarante fois ce chiffre. En ce qui concerne l'élevage, les productions hors-sols de volailles et de

TABLEAU N°4 SURFACES CULTIVÉES PAR TRACTEUR

PAYS	Surfaces cultivées/Tracteur (hectares/tracteur)	
	1961-65	1981-85
Espagne	186	33
France	24	12
Grèce	128	23
Italie	45	10
Portugal	458	43
Chypre	109	-
Malte	160	-
Turquie	536	49
Yougoslavie	184	13
Algérie	248	121
Libye	885	76
Maroc	883	277
Tunisie	373	180
Arabie Séou.	1372	722
Egypte	187	59
Irak	1028	151
Israël	43	16
Jordanie	881	81
Koweït	-	74
Liban	189	-
Syrie	1033	149
Yemen A.	-	628
Yemen D.	-	151

Source : MEDISTAT

porcs, systèmes intensifs purement à base de capital, apportent actuellement une contribution de première importance à l'approvisionnement en viande des populations méditerranéennes.

Les pays disposant de capital facilement accessible et d'agriculteurs compétents seront les premiers bénéficiaires des progrès technologiques, qui peuvent même parfois donner l'impression de multiplier les ressources naturelles. Ainsi, une même quantité d'eau utilisée par goutte à goutte peut arroser avec plus d'efficacité une surface deux fois plus grande que celle irriguée par gravitation, par simple limitation des gaspillages d'eau.

X V Mais l'industrialisation de l'agriculture par un recours de plus en plus massif au capital a pour corollaire le creusement du fossé qui sépare les zones et les productions intensifiables de celles qui le sont moins ; les hommes, les capitaux et les savoirs de pointe se concentrent sur les meilleures terres. Les zones de haut potentiel que représentent les plaines reçoivent la plupart des moyens d'action, tant de l'Etat que des particuliers, alors que les zones de moindre potentiel tels que les arrières-pays, les côteaux et les montagnes se voient délaissés et s'appauvrissent.

Dans les pays pauvres, orientaux ou méridionaux, où jusqu'aux années 80, le secteur agricole reçoit souvent moins de 10% des investissements publics, dirigés prioritairement sur les formes modernes d'agriculture, la dichotomie est moins forte tant l'usage du capital est limité, mais les différences sont alors très spectaculaires.

2. Evolution des modèles de consommation

En matière de consommation alimentaire, il est habituel de diviser le monde méditerranéen entre pays développés, où régnerait la satiété, et pays sous-développés, livrés à l'emprise de la faim. C'est une paresse de l'esprit ; la situation revêt une plus grande complexité qu'il n'apparaît à travers les estimations des bilans alimentaires nationaux. Souvent, chaque pays constitue un cas d'espèce, dont la situation nutritionnelle n'est liée que de manière secondaire au niveau du revenu national par tête et où la répartition géographique et économique des groupes sociaux joue un rôle important. De plus, cette complexité n'est pas fixée : les modèles de consommation, même s'ils se révèlent tributaires des productions locales et des habitudes culinaires, montrent des évolutions parfois très rapides de telle ou telle de leurs composantes. Or, la plupart du temps, la croissance forte de la consommation d'un produit se trouve liée à l'introduction d'une

innovation technique ou organisationnelle qui en fera un produit moderne, mieux adapté aux conditions de vie, tant sous l'angle social qu'économique. Ajoutons que produit moderne ne signifie pas obligatoirement pour nous produit nouveau, mais produit élaboré, mis à disposition ou utilisé de manière nouvelle : ainsi, le poulet de chair n'est pas un produit nouveau, mais les caractéristiques nouvelles de sa production industrielle en font un produit moderne.

L'impact de l'évolution des techniques agro-alimentaires se manifeste sur les modes de consommation et, par là, influence largement la vie sociale : la réciproque est vraie.

Le monde méditerranéen représente, à cet égard, un terrain d'observation du plus grand intérêt. En effet, les pays de cette zone constituent un espace de transition entre les pays riches à surcharge alimentaire et les pays pauvres à sous-nutrition. Grands voyageurs depuis longtemps, ces peuples sont ouverts sur le monde et acceptent facilement les innovations, il ne s'agit pas de groupes ethniques dignes d'un écomusée, dont l'affirmation de l'identité culturelle passe par l'isolement.

En ce qui concerne la consommation, on se rend compte que les pays méditerranéens, au Nord comme au Sud du Bassin, sortent à peine de la précarité alimentaire ou la connaissent encore. Arthur Young⁷, parcourant le midi de la France à la fin du XVIII^e siècle, s'y plaint de la mauvaise alimentation. Pour qu'on ne cherche plus à économiser sur la nourriture, il faudra attendre les années 20 dans le Midi français, les années 50 en Italie ou en Espagne, les années 60 au Portugal et en Grèce. Actuellement, les consommations alimentaires des pays du Maghreb et du Machrek dépassent à peine, en moyenne nationale, la couverture des besoins nutritionnels estimés des individus, laissant des franges importantes de la population en situation difficile. La Turquie est dans le même cas, quoique exportatrice croissante de produits agro-alimentaires.

On voit donc s'accomplir, sous nos yeux et par référence à un passé récent, les diverses modalités qui accompagnent l'évolution des modèles alimentaires en fonction du développement technologique, économique et social.

Dans les économies peu développées, ce qui a été longtemps le cas, à quelques exceptions près, de la zone méditerranéenne, le modèle de consommation reste très lié aux systèmes locaux de

7) Young A., Voyage en France, Buisson, Paris, 1793.

**TABLEAU N°5 EVOLUTION DES DISPONIBILITES ALIMENTAIRES
MOYENNES**

PAYS	Disponibilités par habitant et par jour					
	EN CALORIES en Kcal/hbt/jour		EN PROTEINES en grs/hbt/jour		EN LIPIDES en grs/hbt/jour	
	1962-64	1982-84	1962-64	1982-84	1962-64	1982-84
Espagne	2873	3355	81,8	97,0	86,2	138,1
France	3339	3533	96,6	109,0	122,9	143,6
Grèce	2812	3661	84,7	109,4	89,3	146,9
Italie	3027	3480	83,1	106,0	87,8	138,9
Portugal	2826	3140	77,3	87,6	69,3	100,1
Chypre	2468	3385	75,3	105,2	66,0	121,9
Malte	2667	2648	78,7	79,7	82,8	88,6
Turquie	2643	3159	78,5	83,6	56,0	76,5
Yougoslavie	3131	3607	92,0	102,0	66,7	108,6
Algérie	1756	2725	46,6	71,7	31,1	61,0
Libye	1750	3684	45,2	98,0	37,4	128,6
Maroc	2262	2697	59,1	71,9	36,9	52,1
Tunisie	2151	2876	55,9	78,8	53,1	76,7
Arabie S.	1909	3190	49,1	87,9	31,2	98,4
Egypte	2373	3212	68,7	82,2	41,5	66,0
Emirats A.U.	2783	3586	79,0	99,2	80,7	106,7
Irak	2093	2852	58,2	75,6	37,8	49,0
Israël		3107		104,0		
Jordanie	2213	2945	58,0	66,4	46,0	68,8
Koweït	2910	3310	89,4	98,7	81,7	108,2
Liban	2459	2947	68,9	84,8	66,7	101,6
Syrie	2283	3121	61,9	84,4	58,4	82,8
Yemen A.	1985	2212	65,9	66,1	32,7	41,1
Yemen D.	1867	2282	46,0	67,6	43,4	42,0

Source : Bilans Alimentaires FAO

production. Dans les zones rurales, l'autoconsommation est forte et la faiblesse du système de transfert (transport, stockage, transformation, distribution) favorise les échanges de proximité (petits marchés locaux). Le régime alimentaire participe donc au modèle culturel des habitants d'une même zone écologique.

Toutefois, avec l'urbanisation et l'accroissement des revenus, les systèmes de transfert peuvent se modifier considérablement en intégrant des techniques nouvelles. Nous insistons sur le fait que l'existence de techniques nouvelles ne suffit pas à leur adoption: il faut que le changement des conditions de vie fasse désirer d'autres produits incluant notamment des services additionnels. L'urbanisation et la possibilité qu'elle donne aux femmes d'exercer un emploi salarié jouent un rôle fondamental à cet égard, ainsi que la densité des réseaux commerciaux en ville, qui offrent une plus grande disponibilité de produits⁸.

On peut donc se demander, au vu des différences de revenu existant entre les pays d'une part, les zones urbaines et rurales d'autre part, s'il existe un modèle alimentaire méditerranéen fondamental et si oui, comment il évolue.

2.1. Le modèle alimentaire méditerranéen fondamental

Par rapport à l'Europe du Nord, et malgré les divergences importantes dues à des différences culturelles, sociales et économiques, on constate quelques convergences entre les zones et les groupes sociaux méditerranéens à travers les données statistiques portant sur la consommation⁹:

- de céréales (blé tendre, blé dur, riz),
- d'huiles végétales (avec le rôle de référence que joue l'huile d'olive),

8) Ceci n'est pas toujours le cas mais l'exception confirme la règle. Ainsi, en Algérie, on a longtemps bloqué dans les villes le développement des marchés de plein air au bénéfice de l'extension de grands magasins modernes (Souk el Fellah) : le résultat a été un approvisionnement insuffisant des urbains en fruits et légumes.

9) Louis Malassis identifie un modèle alimentaire méditerranéen européen pour les pays du Nord de la Méditerranée, alors qu'un modèle traditionnel qualifie les pays du Sud de la Méditerranée ; la différence réside dans le niveau général énergétique et dans le niveau des protéines animales. Voir :

- Malassis L. et Padilla M., La base alimentaire mondiale, Série E.R. n° 74, INRA, 1983.

- Malassis L. et Padilla M., Typologie mondiale des modèles agro-nutritionnels, Série E.R., n° 72, INRA

- de fruits et légumes frais, et notamment de tomates,
 - de viandes ovine et de volaille,
 - de poisson près des côtes,
- et par une moindre demande de :
- viande porcine,
 - beurre et lait frais.

Ces traits typiques se retrouvent dans la quasi-totalité des pays méditerranéens (en étude comparative et non en moyenne méditerranéenne), les exceptions confirmant la règle ; ainsi la consommation algérienne, relativement atypique par sa faible consommation de fruits et légumes, s'explique par la longue présence française en Algérie et par l'ancienneté de l'émigration algérienne en France. Pourtant on connaît les différences économiques et culturelles d'un endroit à l'autre de la Méditerranée. La viande de porc n'est pas consommée en pays musulmans, mais le Français méditerranéen en mange 20 à 25 pour cent de moins que son concitoyen habitant plus au Nord¹⁰. Le Grec, qui en consommait très peu il y a un quart de siècle, en absorbe quelque dix kilos par an en 1975 et dépasse les quinze kilos en 1980¹¹.

Les caractéristiques du modèle méditerranéen montrent bien la liaison fondamentale que l'homme de la Méditerranée entretient avec le milieu social et l'environnement naturel, mais il est capable d'évoluer rapidement car cette liaison s'affirme ou se distend avec l'évolution technique, économique et sociale.

L'examen des rations moyennes dans le même pays à des époques différentes, dans des pays de niveau de développement différent à la même époque, le recoupement par des données ponctuelles sur certaines zones ou pour certains produits montrent qu'une distorsion du modèle de consommation peut se produire corrélativement à la croissance économique dans un pays, en même temps que l'industrialisation et l'urbanisation, c'est-à-dire avec le changement des habitudes sociales. Les enquêtes alimentaires menées en Algérie, en Tunisie et au Maroc dans les années 70 confirment le clivage villes-campagnes.

10) INSEE Mercier M.A., Consommation et lieu d'achat des produits alimentaires en 1981.

11) FAO :

- Basic data on the agricultural sector, Rome, 1984
- Food balance sheets. 1979-1981 average, Rome, 1984
- Bilans alimentaires - moyenne 1975-77 et disponibilités alimentaires 1961-1977, Rome, 1980

L'analyse de la réalité montre que dans les pays à bas revenus et à population rurale importante, ou l'absorption calorique journalière se situe entre 2 000 et 2 500 calories, une augmentation même forte du revenu se traduit par une variation quantitative de la ration, sans grande variation de sa structure. En effet, une situation de départ de 2 000 à 2 500 calories de moyenne, telle qu'on la rencontre dans les pays du Sud de la Méditerranée, signifie que des groupes importants de la population sont dans une situation alimentaire précaire et que l'abondance quantitative est fortement désirée pour conjurer le retour à des situations de déficit alimentaire qui ont longtemps prévalu. Le recours aux calories bon marché (sucre, corps gras) constitue un expédient constamment observé au cours de cette phase. Les préparations culinaires diffèrent peu en nature entre les groupes riches et pauvres et on note¹² que "les pauvres font de remarquables efforts pour se maintenir à un niveau alimentaire acceptable en réalisant un compromis entre la quantité et la qualité".

L'amélioration qualitative de la ration moyenne ne se manifeste réellement, notamment par une consommation plus substantielle de produits animaux, que dans les pays où l'absorption journalière moyenne dépasse 3 000 calories par tête (Nord de la Méditerranée).

LA FRUGALITE DES PREMIERS TEMPS DE L'ISLAM

1ère anecdote : Homeid ben Malek ben Khathum nous raconte l'histoire suivante : J'étais avec Abou Houreira dans sa propriété d'El Agip lorsque un groupe d'habitants de Medine arrivèrent sur leurs montures : ils mirent pied à terre et Abou Houreira me dit : "va chez ma mère et dis-lui que son fils la salue et lui demande de nous donner quelque chose à manger". Elle mit dans un plat trois galettes, un peu d'huile et de sel, elle posa le plat sur ma tête et je me dirigeais vers eux. Lorsque je déposais le plat devant eux, Abou Houreira rendit grâce à Dieu et dit "Béni soit-il qui nous permet d'être rassasié avec du pain alors que notre nourriture ne se composait que d'eau et de dattes".

Le grand imam cordouan Aboul Walid el Beji commentait ainsi ce texte cinq siècles après: "Il rendit grâce à Dieu qui les a fait passer de la famine à l'abondance au point que l'on pouvait trouver chez eux en arrivant à l'improviste du pain et de l'huile qu'ils pouvaient se permettre d'offrir aux visiteurs plutôt que le garder pour eux-mêmes".

2ème anecdote. Le calife Omar Ibn el Khattab rencontra Jabeur Ben Abdallah chargé de paquets de viande. Il lui dit : "Qu'y a-t-il donc ? Jabeur répondit

12) Périssé J. et Khamoun A., "Le prix de la satiété. Etude de la consommation et du budget des ménages tunisiens", in Alimentation et Nutrition, vol. VII, n°2, FAO, Rome, 1981.

"Commandeur des croyants, nous brûlions d'envie de manger de la viande, j'en ai acheté pour un dirhem" Omar lui dit "Mais qu'avez-vous donc à vous empiffrer avec obstination devant vos voisins et vos parents et que faites-vous du verset" vous avez dilapidé en en jouissant les bonnes choses de ce monde".

Source: **TOUZANI Baccar**. Contribution à l'étude de l'autosuffisance alimentaire arabe. Rapport au Muntada avril 1985 .

Mais si l'accession à la consommation de produits animaux a été pendant longtemps l'expression d'une capacité de dépense des familles, donc l'expression de la revendication d'un statut social, il en existe maintenant d'autres, qui sont constitués par les produits exotiques ou les produits sophistiqués : les produits et plats cuisinés surgelés en Italie et en Espagne, la "charcuterie de volaille" emballée sous vide, ou les préparations cacaotées rapides en Turquie, le lait fermenté (leben) conditionnés au Maghreb dans des emballages en matériaux composites, entrent dans cette catégorie, rendus largement disponibles par les réseaux modernes de stockage, de transport, de transformation et de distribution, notamment dans les villes. De même, par la spécialisation de certaines zones favorisées d'un point de vue naturel ou institutionnel, il est possible de développer certaines productions et transformations (conserves appertisées) et de les offrir au public à des prix assez bas. Il en est ainsi des concentrés de tomates, des conserves de harissa (mélange d'huile et de poudre de piment fort), des abricots et des pêches en confiture ou au sirop, etc. Jouant sur les prix et le prestige, certaines filières dites "modernes" du système de transfert, recherchant leur profit propre, influencent par divers moyens (et notamment la publicité) la consommation des familles et, par là, le modèle alimentaire de la population.

Le plus souvent, la conséquence d'une telle situation se manifeste par un divorce de plus en plus fort entre le système de production local et le système de transfert, jouant un rôle fondamental dans le processus.

2.2. Evolution de la consommation et technologie

En fait, l'homogénéisation du modèle de consommation urbain induit par le développement de la filière moderne du système de transfert peut signifier, dans certaines conditions, une augmentation de la dépendance alimentaire et de la dépendance technologique. La croissance des importations alimentaires atteint un niveau spectaculaire en Méditerranée, de même que les investissements dans l'agro-alimentaire, souvent en "joint-venture".

Le développement de la consommation de bière fournit un exemple illustratif ; cette boisson présente incon-testablement,

pour de nombreux méditerranéens, un caractère exotique et moderne. Sous sa forme actuelle, elle ne se rattache pas à une tradition de consommation.

Quelques documents faisant référence à des régimes alimentaires en Espagne et en Italie au XVII^e siècle montrent que le budget boissons, qui peut constituer le quart de la dépense alimentaire, n'inclue jamais la bière, alors que, vers la même époque, les documents portant sur le nord de l'Europe la mentionnent largement¹³. En Grèce, elle aurait été introduite vers 1840 par l'entourage du premier roi du pays d'origine germanique.

Cependant peu à peu, elle gagnera droit de cité et, après quelques avatars comme celui de la "vinobière"¹⁴ italienne de l'autarcie mussolinienne, elle se répandra largement, soutenue par une publicité intense et des présentations pratiques, avec une qualité suivie.

Dans les pays du Sud de la Méditerranée, à l'exception de la Libye, la consommation de la bière s'est aussi répandue à partir de productions nationales qui se sont étoffées dans les années 60.

Les mouvements des prix et les accroissements de revenu expliquent insuffisamment cette forte augmentation de consommation. Force est de rechercher une explication technique : caractère industriel de la fabrication permettant l'élaboration régulière et continue d'une gamme de produits adaptés à la demande (bières légères), conditionnements diversifiés (bouteilles et boîtes variées), différents canaux de distribution allant de l'hypermarché au "bar du coin", assurant une grande disponibilité du produit, forte publicité enfin, valorisante pour la marque commerciale. Technique de fabrication, techniques de distribution et techniques publicitaires ont plus fait pour la bière que le jeu des variables économiques. Les brasseries nordiques ont été très actives dans la création de filiales sur les bords de la Méditerranée et dans la promotion de leurs produits, bénéficiant de savoir-faire et de prestige antérieurs. On sait que les fonctions de consommations ne sont pas toujours suffisamment expliquées par les prix et les revenus, et qu'une tendance résiduelle apparaît dans le schéma de consommation, introduisant ainsi le facteur

13) Spooner F., "Régimes alimentaires d'autrefois", in Pour une histoire de l'alimentation, sous la direction de Hemardinquer J.-J., Cahiers des Annales n° 28, A. Colin, Paris, 1970.

14) Vinobière : boisson obtenue par l'action de la levure de bière sur le moût de raisin.

"temps" comme variable explicative dans la fonction de consommation¹⁵. Les facteurs généraux les plus communément avancés pour provoquer un effet de tendance sont le progrès technique, les changements de goût, les facilités d'approvisionnement, l'amélioration des moyens de transport et des réseaux de distribution, ainsi que le stockage et la transformation.

S'ajoutant aux effets des baisses de prix, l'effet de tendance constitue l'une des expressions de l'impact des techniques de l'agro-alimentaire sur le système de consommation.

Les changements récents et importants que l'on voit se développer en Méditerranée apportent des champs d'application supplémentaires aux innovations techniques. La forte urbanisation qui sévit sur le bassin fait parfois doubler la population de certaines grandes villes en moins de dix ans, sans que les infrastructures suivent, dans la plus grande anarchie. Qui connaît la population du Caire ?

Cette urbanisation, avec ses ouvriers d'usine et ses gardiens de parking, créant des emplois dans les secteurs secondaire et tertiaires, tant formel qu'informel, constitue la source de modifications substantielles des conditions de vie. Le travail des femmes à l'extérieur du foyer, la monétarisation quasi-complète de l'économie, l'exiguité de l'espace dans les grandes concentrations humaines démarquent considérablement les modes de vie urbains et ruraux. Tout ceci ne manque pas d'influencer le modèle de consommation alimentaire.

Egalement, et de façon assez concomitante, les systèmes de production agricole évoluent vers une capacité technique plus grande, utilisant plus de capital et d'intrants industriels, accroissant la productivité de l'homme et de la terre. Une production mieux maîtrisée, plus régulière en quantité et en qualité, permet au système de transfert (transport, stockage, transformation et distribution) de se développer en articulant mieux l'offre de produits agro-alimentaires avec la demande alimentaire finale. L'adéquation des techniques agro-alimentaires aux modifications des modes de vie s'affirme une évidente nécessité pour les pays qui ne veulent pas payer une note d'importations alimentaires trop lourde.

15) Les premières démonstrations nettes de l'effet de tendances ont été réalisées, en économie alimentaire, par Wold et Jureen en Suède, à propos des consommations de beurre et de margarine, entre les deux guerres (Wold H. et Jureen L., Demand analysis, Wiley, New York, 1953).

Les pays méditerranéens, quoique se trouvant à des stades de développement différents, doivent affronter le même problème et la capacité de réponse varie considérablement d'un pays à l'autre. Le cas de la Grèce, pays charnière entre le Nord et le Sud du Bassin méditerranéen, constitue une illustration intéressante.

L'agriculture grecque a toujours reçu de la part des gouvernants une extrême attention : la politique agricole de la Grèce, en tous temps, a été fortement inspirée par la recherche d'une certaine autonomie alimentaire, trouvant son fondement dans une petite agriculture paysanne très liée à l'autosubsistance et à l'échange de proximité. Cependant, malgré une consommation alimentaire frugale, l'équilibre de la balance commerciale agricole restait fragile.

Le développement économique grec, qui se manifeste vers le milieu des années 60, fait éclater la semi-autarcie rurale par le jeu combiné de l'expansion urbaine, qui accroît la demande solvable, et de l'intensification de la production agricole permise par l'augmentation de recettes issues du premier développement notable des ventes de produits alimentaires. L'association avec la CEE, dès 1961, a joué fortement dans ce sens. Avec la vulgarisation de l'usage des semences sélectionnées, des engrais et des pesticides, certains rendements doublent ou triplent en moins de dix ans, les équipements agricoles progressent et le travail libéré va s'employer en ville contribuant à l'entretien du processus. Les fruits et légumes grecs partent à l'assaut de l'Europe et du monde arabe voisin.

La demande croissante de protéines d'origine animale impulse le développement de la production de porc et de poulets.

Par suite, l'agriculture grecque est de plus en plus pénétrée par l'économie marchande avec, pour corollaire, une rupture de l'équilibre antérieur entre les productions, elle-même génératrice d'une diminution de l'autoconsommation.

Un glissement progressif vers un modèle de consommation occidentalisé, parti des villes, gagne petit à petit l'ensemble du territoire. Ce mouvement, qui implique davantage de transformation des produits, vient renforcer l'évolution du secteur agro-alimentaire vers les formes connues en Europe de l'Ouest, avec accroissement de la part de la valeur ajoutée alimentaire due aux industries agro-alimentaires.

Les disponibilités alimentaires tournaient en 1963 autour de 2 900 calories par personne et par jour, dont la moitié venait des céréales, et 30 grammes de protéines animales, le lait en apportant

autant que les viandes, soit le tiers. Une décennie plus tard, on atteignait 3 500 calories et 57 grammes de protéines animales, dont près de la moitié apportée par les seules viandes.

Cependant, nous sommes actuellement dans une situation de transition assez confuse car cette évolution se fait assez rapidement sur des structures foncières, démographiques et techniques se prêtant mal à une progression ordonnée et générale du secteur agricole ; il s'ensuit une dislocation et une différenciation technique et sociale intense au niveau des campagnes d'une part, et bientôt au niveau de la distribution alimentaire dans les villes.

Le secteur de la transformation des produits agricoles a très fortement progressé depuis une décennie, en relation surtout avec le renforcement de débouchés extérieurs. Traditionnellement, il existait en Grèce de petites industries agro-alimentaires, à capitaux locaux et familiaux, telles que l'huilerie, la meunerie-semoulerie, la vinification ou le travail du coton. Elles étaient dispersées sur le territoire, en fonction de la distribution des productions.

La mise en oeuvre d'une agriculture intensive et efficace appuyée par une politique très volontariste de l'Etat a entraîné l'installation d'industries plus modernes, notamment dans le Nord du pays. Ainsi, en 1975, l'industrie agro-alimentaire grecque est le secteur moteur de l'industrie, produisant 24 % de la valeur ajoutée industrielle globale.

La transformation des fruits et légumes occupe la place la plus importante du secteur, avec 28 % de la valeur de la production des industries agro-alimentaires, croissant annuellement à un rythme de 19 %. Près de 45 % de l'investissement brut du secteur se faisait dans cette branche et l'emploi y croissait d'environ 7 % par an. Elle exportait 75 % du total des exportations agro-alimentaires grecques. On doit aussi noter l'essor récent très net des industries liées à la viande et aux produits laitiers.

En ce qui concerne la viande, les efforts consentis dans le passé par l'Etat (amélioration génétique, production fourragère et de maïs) risquent d'être bloqués par les insuffisances des réseaux de commercialisation et des abattoirs, actuellement peu équipés pour la récupération des sous-produits et la fabrication de produits élaborés (saucisses). En cas d'évolution insuffisante, les approvisionnements venant de l'extérieur pourraient accroître leur part de marché (50 % de la viande bovine et 10 % de la viande porcine sont importés actuellement).

Les élevages de porcs et de volailles se sont développés très rapidement, fournissant une viande à bas prix très demandée et qui a contribué très fortement à l'accroissement de la part de la viande dans la ration alimentaire grecque. De plus, il faut souligner que, pour nourrir ces élevages utilisant du maïs, la demande interne de maïs a entraîné tout d'abord des importations très fortes (deux fois la production nationale en 1975), puis un accroissement très net de la production en trois ou quatre ans, qui a conduit la Grèce à devenir en 1985 pour la première fois exportateur net de maïs avec un solde exportateur de +172 400 tonnes, (FAO. Annuaire du Commerce, vol. 39) représentant 9,6% de la production (FAO. Annuaire de la production, vol. 39).

L'appareil de transformation, très dynamique dans les années 70, tant sur le plan de la production que de l'exportation, reste un atout important, même s'il semble un peu s'essouffler. Cependant, au niveau des produits nouveaux dans des créneaux de consommation urbaine très liés aux circuits modernes de commercialisation, la concurrence existe et permet l'implantation de produits étrangers sur le marché intérieur (produits conservés, produits laitiers notamment).

Dans cette ambiance un peu chaotique, les plats traditionnels se maintiennent avec plus ou moins de bonheur. Le "souvlaki" n'est plus ce qu'il était. Sur les brochettes de viande, le mouton se trouve habituellement remplacé par du porc ; la "feta", fromage frais de brebis accompagnant traditionnellement la salade grecque vient souvent de Hollande et du Danemark, où elle se fabrique à partir de lait de vache¹⁶. Le yaourt de lait de vache en emballage portion écoulé dans les supermarchés se substitue au yaourt artisanal de brebis traditionnellement détaillé dans les petits commerces.

Dans les années 30, A.J. Boyazoglu note pour la Grèce¹⁷ : "L'aviculture se fait encore d'une manière extensive et ses produits sont loin de couvrir les besoins du pays. Quelques efforts intéressants ont été faits, ces dernières années, en vue de son industrialisation. Les épizooties constituent la cause presque exclusive de l'insuffisance des oiseaux de basse-cour et de leurs produits, pour les besoins du pays, par suite des pertes

16) La dénomination "feta" vient d'être réservée au seul fromage fabriqué à partir du lait de brebis. (1987)

17) Boyazoglu A.J., *L'Economie rurale de la Grèce d'après-guerre* Berger-Levrault, Paris, 1931.

colossales qu'elles causent régulièrement". Cette protection sanitaire n'a pu se développer et devenir profitable que lorsque les progrès de la nutrition animale ont permis de faire du poulet l'un des meilleurs transformeurs de céréales en viande et oeufs. En 1955, les élevages industriels fournissaient 20 % des poulets ; ce taux tourne autour de 90 % à la fin des années 70¹⁸. Ils sont arrivés à point, en même temps que l'accélération de l'urbanisation et de la croissance des revenus.

2.3. L'"occidentalisation" du modèle de consommation.

Le phénomène du développement généralisé de la production et de la consommation des "viandes blanches" industrielles se retrouve dans tous les pays méditerranéens, quel que soit leur niveau de développement : porcs et volailles sur la rive européenne, volailles seulement sur les rives asiatiques et africaines. La maîtrise technique et commerciale acquise pour ces produits a fondé leur accroissement de production et de consommation, permettant ou rendant secondaires les baisses de prix et la hausse des revenus.

En Espagne, en vingt ans, les productions de porcs et de poulets sont respectivement multipliées par 4 et par 7 pour dépasser 1 000 000 et 800 000 tonnes au début des années 80.

En Egypte, en Tunisie, en Algérie ou au Maroc, les élevages avicoles constituent les vecteurs privilégiés par les plans nationaux de développement économique pour améliorer la consommation de viande de la population. D'autant plus que la demande est pressante : en 1983, une firme bretonne a expédié à elle seule 10 000 tonnes de volailles en Egypte.

Les changements introduits par les innovations techniques dans la production et le transfert des biens alimentaires dans les modèles de consommation méditerranéenne, bien que leur adoption concrète montre qu'ils répondent à une nécessité, rencontrent de nombreux détracteurs. Nombreux sont ceux qui confèrent à cette évolution la qualification d'"occidentalisation" du mode de vie, marque d'un asservissement économique et culturel¹⁹.

18) Kitsopanidis G. et alii, Economics of production and marketing of poultry meat farming, Aristotelian University, Thessalonique, 1979.

19) Dahmani M., l'Occidentalisation des pays du tiers-monde, Economica OPU, Paris-Alger, 1983. Dans de nombreux pays arabes, le poulet d'élevage est qualifié de "roumi" (occidental) par opposition à "beldi" (du pays) pour le poulet de ferme, d'un prix plus élevé.

Assurément, les importations de produits alimentaires ou de technologies agro-alimentaires coûtent en devises étrangères rares et peuvent servir de vecteur à une dépendance financière, technologique ou alimentaire, inquiétant ainsi, parfois à juste titre, les gouvernants des pays importateurs. Toutefois, l'argument de l'"occidentalisation" se soutient difficilement quand il dérive sur l'aliénation culturelle induite par le changement du modèle alimentaire.

En effet, les produits supposés "aliénants" sont bien connus et font partie depuis longtemps de l'environnement culturel des populations, sinon des pratiques culinaires habituelles de la classe riche ; ils ne sont pas des produits nouveaux. Mais les techniques de production et de transfert modernes, en mettant à la disposition du plus grand nombre un produit plutôt normalisé et de prix non prohibitif, font que ces produits, autrefois de luxe ou de confort alimentaire, sont disponibles en plus grande quantité auprès de la grande majorité des consommateurs. La "course" aux protéines animales illustre cette situation, commune dans le monde, où chacun veut accroître sa consommation de viande, de poisson et de produits laitiers.

En même temps, a contrario, on voit régresser la consommation des mets traditionnels avec l'urbanisation. Le cas du couscous dans le Maghreb constitue un exemple. Plat très populaire de bonne valeur nutritionnelle²⁰, le couscous symbolise assez souvent la convivialité en Algérie, en Tunisie et au Maroc. Toutes les femmes étant supposées savoir préparer à la maison la graine de semoule, les responsables du secteur agro-alimentaire n'avaient pas jugé bon d'en développer la fabrication industrielle et la commercialisation. Or, les conditions de vie à la ville (travail à l'extérieur des femmes, exigüité des logements, etc.) rendent difficile la préparation domestique et le couscous concurrencé par le pain et les pâtes tend à disparaître des tables. En Algérie, il devient un plat de jour de fête, d'après la rumeur. En Tunisie, on a pu mesurer son recul en ville : les habitants des grandes villes en consomment environ moitié moins que la moyenne des urbains et près de quatre fois moins que les campagnards²¹. Le changement d'habitudes alimentaires traduit ici la pression du

20) Chaulet C., *Eloge du couscous*, Séminaire du CREA, "Evolution de la consommation alimentaire en Algérie", Alger, 1981.

21) Calculé à partir de l'enquête alimentaire 1975, menée en Tunisie par l'Institut National de la Statistique de Tunis et la FAO.

changement social, difficilement conciliable avec le maintien des pratiques traditionnelles.

Si l'industrialisation des processus tout au long de la filière agro-alimentaire se définit comme une "occidentalisation", alors le terme est bien choisi. Sinon, on peut simplement dire que les avancées techniques dans le domaine agro-alimentaire "banalisent" auprès des couches moyennes, sinon pauvres, la consommation de produits autrefois réservés aux classes riches. Il est vrai que ce processus d'accès des masses à une alimentation quantitativement et qualitativement satisfaisante s'est développé d'abord dans les pays "occidentaux" depuis un peu plus d'un demi-siècle, mais rien ne dit qu'il ne soit spécifique à ces pays, surtout si l'on se penche sur l'histoire alimentaire de la Méditerranée.

Il ne faudrait pas que la réaction contre l'évolution des techniques masque en fait une réaction contre l'évolution sociale.

L'installation progressive, depuis une vingtaine d'années, d'une société de plus grande abondance a d'abord permis que cesse l'état endémique de la sous-nutrition dont, à l'exception de quelques privilégiés de la fortune, pâtissait la population des pays autour de la Méditerranée. Ce phénomène a, notamment, été facilité par les progrès de productivité dans les productions carnées qu'on peut rendre indépendantes du sol : porc et volailles.

Il en est résulté une profonde modification dans la structure des consommations et une différenciation croissante entre le mode de consommation des urbains et le mode de consommation des ruraux.

Dans cette évolution, les préparations culinaires antérieures, spécifiques de tel pays ou de telle culture, ont subi des sorts divers, qu'il s'agisse du couscous, des brochettes ou des produits laitiers.

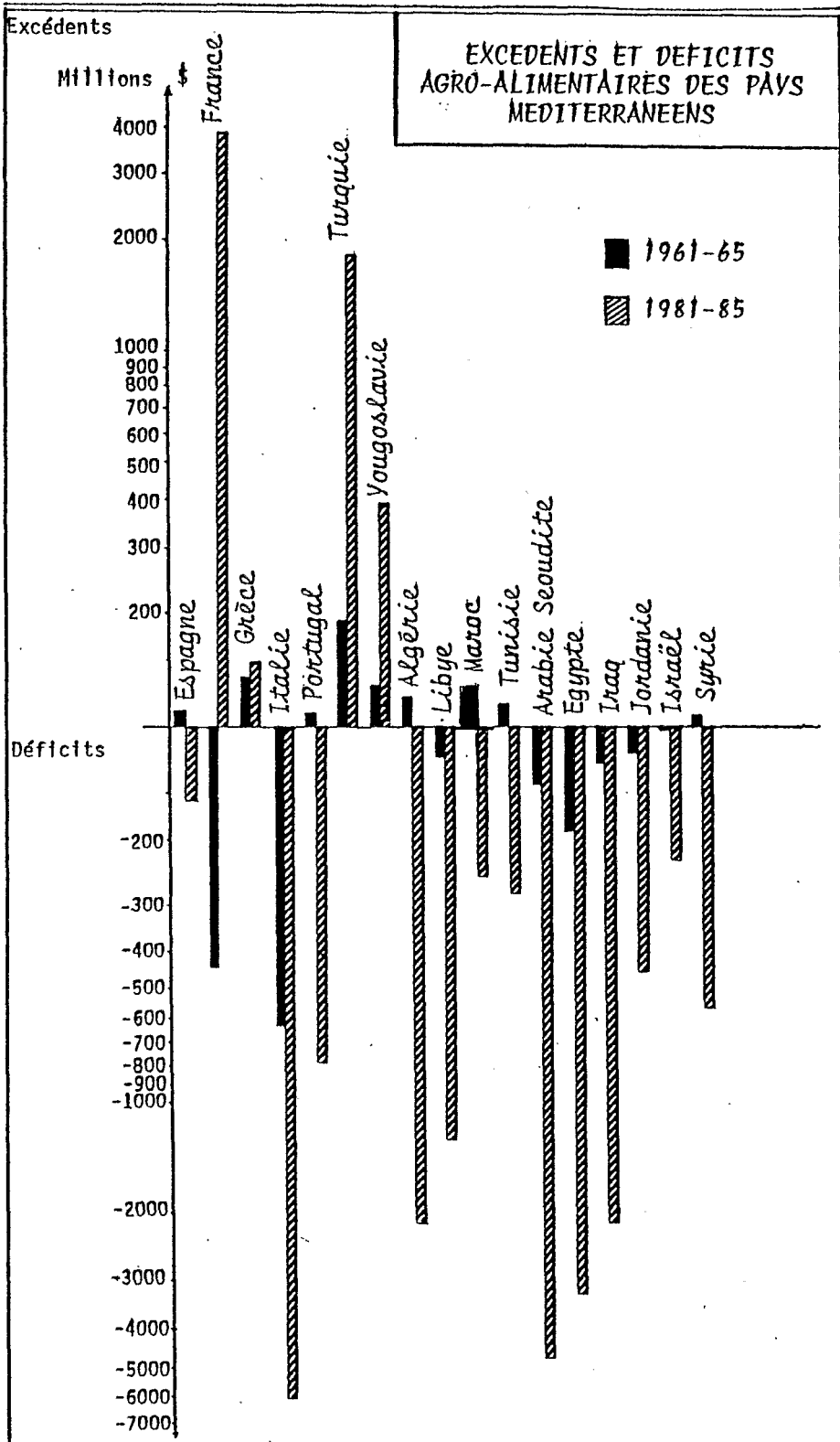
Il semble que la plupart d'entre elles aient persisté, tantôt au prix d'une adaptation à de nouvelles matières dont le bas prix a permis leur extension, tantôt moyennant un passage de la ration courante au statut de nourriture de fête quand les conditions de leur préparation ne s'accordaient pas bien avec les changements survenus dans les modes de vie. Il ne faut pas exclure certains renversements de situation sur ce point, mais leur occurrence nécessitera une adaptation du secteur de la transformation agro-alimentaire qui soit propre à chacun des pays.

Au total, on peut estimer que l'impact prépondérant du niveau de revenu sur la façon de se nourrir a entraîné, dans les pays méditerranéens, des modifications complexes, qui n'auraient cependant pu se faire sans innovation technologique. L'amélioration du niveau calorique et la réduction des carences en nutriments ne se sont pas effectuées en bouleversant les traditions culinaires. Néanmoins, celles-ci ont dû s'adapter aux nouvelles conditions de l'offre de produits de base, tout en respectant certains impératifs culturels, en particulier religieux pour les pays musulmans.

3. PROBLEMATIQUE DE L'AUTO-APPROVISIONNEMENT

Jusqu'aux lendemains de la 2ème guerre mondiale, et même longtemps après dans les pays du Sud, la consommation alimentaire s'appuyait avant tout sur une production nationale. L'interdépendance entre le système de production et de consommation laissait une place relativement réduite aux échanges de produits alimentaires; ces derniers présentaient souvent un caractère conjoncturel pour les produits alimentaires de base. A la fin des années 50 et surtout dans les années 60, le développement industriel des pays du Nord s'accompagne d'une large ouverture sur les marchés extérieurs qu'ils soient communautaires (CEE) ou mondiaux.

L'ouverture des pays du Sud de la Méditerranée, bien que plus tardive, surprend par son ampleur et sa rapidité, et laisse apparaître un décalage grandissant entre une consommation en pleine mutation et une production agricole qui s'adapte difficilement, pour de multiples raisons, aux nouvelles exigences des marchés nationaux. Le recours aux importations pour satisfaire la demande alimentaire revêt de plus en plus un caractère structurel tant pour les produits de base de consommation traditionnelle que les agricultures locales ne fournissent plus en quantité suffisante, que pour d'autres produits de consommation plus récente pouvant être difficilement fournis par les marchés locaux. L'orientation de la consommation alimentaire vers des produits typiques des modèles de consommation des pays occidentaux tend à se généraliser dans tous les pays méditerranéens. Globalement, cette évolution se traduit par la consommation croissante de produits animaux principalement la viande, mais aussi les oeufs et produits laitiers ; au détriment des céréales alimentaires notamment vivrières et des farineux comme les tubercules et légumineuses sèches dont la consommation plafonne ou diminue.



Cette évolution n'est pas propre aux pays méditerranéens, on la constate dans la plupart des pays du monde en voie d'industrialisation. Toutefois, elle atteint en Méditerranée Sud une ampleur et une rapidité peu communes en liaison avec le boom pétrolier des années soixante dix.

L'urbanisation rapide qu'ont connu et que connaissent encore tous les pays méditerranéens est sans aucun doute le facteur clef de l'évolution actuelle des modèles de consommation. Depuis une vingtaine d'années, la population des villes s'est accrue à des taux annuels de 2 à 3 % au Nord, 3 à 7 % au Sud, les taux records se rapportant aux pays exportateurs de pétrole. Les politiques alimentaires menées dans la plupart des pays du Sud ont aussi largement contribué à l'évolution de la consommation dans les années récentes notamment à travers les subventions et les prix des produits alimentaires de base.

Depuis longtemps, certains produits alimentaires figurent dans l'imagerie populaire comme typiques de l'alimentation du méditerranéen. L'huile d'olive, les agrumes, les tomates, le vin n'en sont que les exemples les plus évidents. Il est certain que l'abondance des fruits et des légumes caractérise assez bien la zone méditerranéenne, tant au niveau de la production que de la consommation.

Cependant de grandes disparités distinguent le Nord et le Sud. Au Nord, les disponibilités journalières moyennes dépassent largement les 3 000 calories et on tend vers une saturation de la consommation alimentaire individuelle, l'évolution actuelle étant plus une modification des modèles de consommation qu'un accroissement de la consommation globale. Par ailleurs, l'augmentation très modérée de la population sud-européenne (à l'exception de la Turquie) limite l'évolution globale de la demande.

Au Sud, la situation nutritionnelle est bien différente. Les disponibilités moyennes par habitant n'excèdent pas 2 500 calories dans de nombreux pays. Les possibilités d'accroissement de la demande alimentaire sont considérables en raison de l'augmentation très rapide de la population. L'évolution actuelle de la demande est par ailleurs très largement tributaire de la modification rapide des modèles de consommation. Une autre différence importante entre le Nord et le Sud réside dans les disparités entre les groupes de population. Au Nord, la tendance à l'uniformisation de la consommation est très nette dans les pays les plus développés : en France, en Italie, en Espagne ou en Grèce, la consommation alimentaire des urbains est, tant par son niveau que par sa structure, assez peu différente de celle des

ruraux. Par contre, au Sud, il existe de très fortes disparités dans la consommation alimentaire entre le milieu urbain et le milieu rural et entre les différents groupes sociaux de la population.

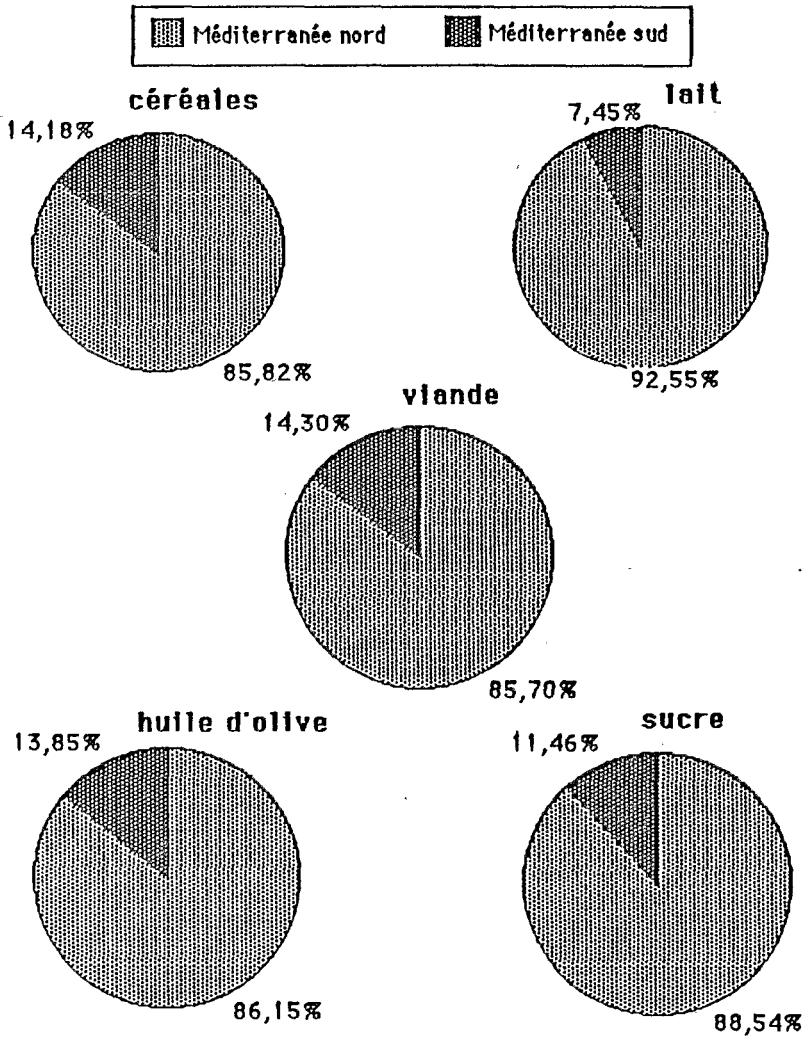
Enfin une des différences qui nous semble essentielle entre le Nord et le Sud se situe dans la liaison entre consommation et production. Au Nord, l'évolution récente de la consommation alimentaire s'appuie avant tout sur une base productive nationale : à l'essor considérable de la consommation de viande, de lait, de sucre, correspond une évolution parallèle de la production locale, la capacité d'adaptation des agricultures sud-européennes se révélant en la circonstance, assez considérable. L'évolution de la consommation dans les pays du Sud s'appuie sur une logique différente. L'augmentation rapide de la consommation alimentaire a été couverte par un recours grandissant aux marchés extérieurs. La situation extrême étant que, dans certains pays pétroliers, l'agriculture locale ne joue plus qu'un rôle marginal dans l'approvisionnement alimentaire de la population.

3.1 - Les marchés des pays du Nord de la Méditerranée évoluent vers des situations d'autosuffisance et parfois d'excédents.

Tous les pays du Nord de la Méditerranée ont vu leurs disponibilités alimentaires nationales augmenter au cours des vingt dernières années comme le montrent les indices de la production agricole ou alimentaire. La croissance de la production qui fait de la plupart de ces pays des exportateurs de produits agricoles s'explique par les mutations du secteur et l'intensification qui ont accompagné la croissance économique globale.

Sur la période analysée on observe une réduction des terres arables (sauf en Turquie) compensée par des accroissements de productivité liés aux progrès dans l'irrigation, la mécanisation et la chimisation. L'hétérogénéité marque cependant ces pays car si les richesses y sont effectivement concentrées, elles concernent essentiellement la France, l'Italie et dans une moindre mesure l'Espagne ainsi que la Turquie, pays agricole aux fortes potentialités et qui a vu son produit agricole brut croître rapidement au cours de la dernière décennie. Les pays de la Méditerranée du Nord sont dans l'ensemble fortement intégrés au marché international ; ils réalisent 64 % des importations et 90 % des exportations méditerranéennes dont 75 % sont le seul fait de la France et de l'Italie. Le solde des balances alimentaires est néanmoins négatif dans la plupart des pays à l'exception de la France, la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie. L'évolution du taux de couverture des importations agricoles par les exportations

REPARTITION DES PRINCIPALES PRODUCTIONS AGRICOLES



Source : MEDISTAT

montre une dégradation des rapports extérieurs pour tous les pays sauf la France, la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie. En ce qui concerne la croissance des échanges agro-alimentaires, la zone Nord contraste avec le Sud, ses exportations ayant un rythme égal ou légèrement supérieur à celui des importations.

Globalement, comme nous le constaterons en étudiant la situation et l'évolution de la production et du commerce des principaux produits agricoles, les pays de l'Europe méridionale s'orientent vers des situations d'auto-suffisance et parfois d'excédents. Orientation qui s'explique par la modernisation, l'intensification et la spécialisation de l'agriculture, mais aussi une croissance démographique plus modérée que dans la zone Sud qui permet de dégager des surplus exportables.

Les céréales constituent une catégorie de produits particulièrement importante, ce secteur occupant une place centrale par rapport aux autres, en tant que source de denrées alimentaires et d'aliments pour le bétail et jouant un rôle majeur dans les échanges de produits agricoles.

Dans la zone méditerranéenne, la production de céréales est concentrée au Nord, situation qui s'explique par des raisons climatiques mais aussi par le niveau de développement des pays. C'est ainsi que les meilleurs rendements sont enregistrés par les pays industriels, technologiquement plus avancés (France, Italie). Cependant, dans tous les pays on observe des efforts sensibles d'intensification conduisant à l'augmentation de la production à travers une nette augmentation des rendements accompagnée d'une légère réduction des superficies cultivées. Partout, les rendements céréaliers ont presque doublé en l'espace de 20 ans.

L'analyse par produit montre la prédominance du blé, à la fois par l'importance des superficies cultivées et de la production. La France et la Turquie concentrent 60 % des terres cultivées en blé et 64 % de la production de la Méditerranée du Nord. Le maïs et l'orge essentiellement cultivés pour l'alimentation du bétail, sont les deux cultures dont la production croît plus vite au sein du groupe céréales. En ce qui concerne la position des pays sur le marché international, la France est exportatrice nette, la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie équilibrent leurs échanges ou sont légèrement excédentaires alors que l'Espagne et l'Italie sont fortement déficitaires.

Comme pour les céréales, les pays du Nord de la Méditerranée concentrent l'essentiel de la **production de viande** de la zone (85%). Cette production est surtout le fait de la France (31%), de l'Italie (20%) et de l'Espagne (14%), suivies de la Yougoslavie

TABLEAU N°6 PRODUCTION ET IMPORTATIONS DE CEREALES EN MEDITERRANEE DU NORD

PRODUCTION (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ESPAGNE	8675	12977	16065	4,10	2,15	3,12
FRANCE	25331	39465	50909	4,52	2,57	3,54
GRECE	2511	3565	5167	3,56	3,77	3,66
ITALIE	14044	16253	18585	1,46	1,34	1,40
PORTUGAL	1678	1670	1321	-0,05	-2,32	-1,19
CHYPRE	150	147	109	-0,23	-2,92	-1,58
MALTE	5	4	10	-2,57	9,39	3,23
TURQUIE	14831	18924	25879	2,46	3,17	2,81
YOUGOSLAVIE	10378	14515	16771	3,40	1,45	2,42
MEDIT. NORD	77604	107521	134816	3,31	2,28	2,79
MEDITERRANEE	95677	128579	157091	2,99	2,02	2,50
MONDE	1002185	1334051	1729041	2,89	2,62	2,75

IMPORTATIONS (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ESPAGNE	1765,5	3618,9	5655,6	7,43	4,56	5,98
FRANCE	1272,6	873,7	1816,1	-3,69	7,58	1,79
GRECE	217,1	653,0	463,5	11,63	-3,37	3,85
ITALIE	5125,9	7818,0	6775,4	4,30	-1,43	1,40
PORTUGAL	387,3	1386,3	3181,2	13,60	8,63	11,08
CHYPRE	56,6	201,4	389,2	13,51	6,80	10,09
MALTE	84,7	131,4	119,6	4,48	-0,94	1,73
TURQUIE	566,1	552,8	739,4	-0,24	2,94	1,34
YOUGOSLAVIE	1089,3	698,1	450,7	-4,35	-4,28	-4,31
MEDIT. NORD	10565,0	15935,7	19590,9	4,19	2,08	3,12
MEDITERRANEE	16061,4	26112,5	50756,7	4,97	6,86	5,90
MONDE	91071,8	142797,5	225338,9	4,59	4,66	4,62

Source : MEDISTAT d'après données FAO

(1) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1971-75 en pourcent

(2) Taux de croissance annuel moyen entre 1971-75 et 1981-85 en pourcent

(3) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1981-85 en pourcent

(8%) et la Turquie (5%). Elle connaît une croissance rapide en liaison avec l'évolution des modèles de consommation et en réponse à une demande accrue. Cette croissance a permis un doublement de la production des années 1960 et l'amélioration de la production par habitant, avec cependant des écarts importants entre les différents pays (100 kg en France, 60 kg en Espagne, en Italie et en Yougoslavie, 20 kg en Turquie).

Compte tenu de l'évolution lente de la démographie, ces pays se retrouvent avec des taux d'approvisionnement en viande proches de l'autosuffisance.

Au sein du groupe viande, c'est principalement la production de volailles qui est la plus dynamique (7% de croissance par an) avec la France, l'Italie et l'Espagne comme principaux producteurs ; la production porcine, également concentrée dans ces trois pays, enregistre une forte croissance en Espagne (7 à 8%) et en Italie (5 à 6%) ; la viande bovine connaît une croissance assez forte en Espagne et plus modérée chez les autres grands producteurs comme la France et l'Italie ; la production des ovins et caprins localisée principalement en Turquie a une croissance encore plus faible (1 à 3% par an selon les pays). Ces évolutions conduisent, à travers une certaine substitution de la volaille à la viande bovine, à une contribution assez équilibrée des trois principales viandes dans l'approvisionnement global des pays (porcins : 34%, bovins : 28%, volailles : 25%). La participation des ovins et caprins se situe à un niveau beaucoup plus faible (7%) et régresse tout au long de la période étudiée.

La viande de porc est devenue la première source d'approvisionnement en viande des pays du Nord de la Méditerranée, elle s'est ainsi substituée au bœuf qui constituait jusqu'au début des années 1970 la principale viande produite et consommée.

La viande bovine constitue la deuxième source d'approvisionnement en viande de la zone avec cependant des écarts importants entre pays. Globalement, la production a augmenté partout mais avec une rapidité variable. C'est ainsi que la part relative de la France et de l'Italie diminue au profit des autres pays comme l'Espagne, la Yougoslavie et la Grèce qui connaissent une forte croissance de leur production.

D'une manière générale, la croissance de la production dans la plupart des pays est fondée à des degrés divers sur un accroissement simultané des effectifs abattus et des poids moyens de carcasse.

TABLEAU N°7 PRODUCTION ET IMPORTATIONS DE VIANDES EN MEDITERRANEE DU NORD

PRODUCTION (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ESPAGNE	792,6	1718,5	2630,4	8,03	4,34	6,16
FRANCE	3546,2	4407,4	5448,2	2,19	2,14	2,16
GRECE	188,7	409,2	523,7	8,03	2,49	5,22
ITALIE	1585,3	2737,2	3666,4	5,60	2,96	4,27
PORTUGAL	196,1	311,3	459,6	4,72	3,96	4,34
CHYPRE	12,1	35,7	47,8	11,37	2,97	7,08
MALTE	6,3	9,4	8,4	3,96	-1,03	1,43
TURQUIE	527,6	698,3	870,6	2,83	2,22	2,53
YUGOSLAVIE	745,0	1122,0	1557,1	4,17	3,32	3,74
MEDIT. NORD	7599,9	11448,9	15212,3	4,17	2,87	3,52
MEDITERRANEE	8644,3	12926,2	17750,2	4,10	3,21	3,65
MONDE	83995,4	107265,7	140719,4	2,47	2,74	2,60

IMPORTATIONS (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ESPAGNE	56,8	90,4	52,1	4,75	-5,37	-0,44
FRANCE	162,9	496,5	796,2	11,77	4,83	8,23
GRECE	46,9	80,6	166,3	5,55	7,50	6,51
ITALIE	225,9	561,8	847,8	9,53	4,19	6,82
PORTUGAL	11,6	38,1	13,7	12,58	-9,75	0,79
CHYPRE	2,6	3,0	5,1	1,69	5,17	3,41
MALTE	1,9	3,5	7,8	6,33	8,21	7,26
TURQUIE	0,0	0,0	3,9	-	-	-
YUGOSLAVIE	1,1	16,9	38,8	31,97	8,61	19,70
MEDIT. NORD	509,7	1291,0	193,5	9,72	4,10	6,87
MEDITERRANEE	556,6	1422,1	301,9	9,82	7,80	8,80
MONDE	3073,2	5216,6	8636,1	5,42	5,16	5,29

Source : MEDISTAT d'après données FAO

(1) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1971-75 en pourcent

(2) Taux de croissance annuel moyen entre 1971-75 et 1981-85 en pourcent

(3) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1981-85 en pourcent

? [Sur le marché international de la viande bovine, malgré les progrès importants, les pays les plus déficitaires (Italie, Grèce) ne sont pas parvenus à combler de façon notable leur déficit. La France, la Yougoslavie et la Turquie excédentaires mais l'excédent de la Yougoslavie est en forte baisse. L'Espagne après avoir été fortement importatrice semble en voie de couvrir sa demande intérieure. La réduction du déficit en viande bovine s'explique surtout par le dynamisme de la production mais, compte tenu des systèmes de production retenus, basés sur l'utilisation de maïs et du soja dans l'alimentation animale, on assiste à une certaine substitution du déficit en maïs et soja à celui de la viande.

La production avicole acquiert de plus en plus d'importance au Nord comme au Sud de la Méditerranée. Elle connaît la progression la plus rapide puisque son volume a été multiplié par 3 depuis 1960.

Bien que la France et l'Italie soient les principaux producteurs (45% du volume produit par la zone), le dynamisme de la production est plus important dans les autres pays notamment en Grèce et en Espagne où la production s'accroît au rythme de 10 à 12% par an environ.

Les échanges internationaux des pays de la zone en viandes de volailles sont assez réduits. A l'exception de la France qui exporte près de 300 000 tonnes de volailles, ailleurs, les exportations ne représentent que quelques milliers de tonnes.

Pour les ovins et les caprins, production typiquement méditerranéenne, (19% de la production mondiale), la Turquie est de loin le principal producteur de l'Europe méridionale ; viennent ensuite la France, l'Espagne et la Grèce avec cependant une différence importante en matière de consommation. Ainsi, en Turquie, la viande des ovins et caprins constitue toujours la principale source d'approvisionnement, cependant que dans les autres pays elle ne cesse de voir sa part diminuer au sein de la production totale de viande. Peu dynamique par rapport aux autres viandes, la production croît d'environ 2% par an dans l'ensemble de la zone. Elle stagne en Espagne, elle est plus dynamique en Grèce avec une progression régulière au cours de ces 20 dernières années autour de 3% par an. En Italie, après une légère diminution entre 1960 et 1970, on assiste à une forte reprise de la croissance de la production au taux de 5% par an. La France, deuxième producteur, suit une croissance soutenue d'environ 3% par an.

En ce qui concerne les échanges internationaux de viande ovine, seules la Turquie, la Yougoslavie et l'Espagne présentent un excédent encore que pour ce dernier pays, celui-ci ne cesse de diminuer depuis 1960. Tous les autres pays ont une balance déficitaire.

D'une manière générale, que ce soit pour la production d'oeufs, de lait ou de viande, la situation de quasi-autosuffisance de l'ensemble de l'Europe méridionale ne saurait cacher les problèmes liés à l'alimentation animale créant dans la plupart des pays une nouvelle forme de dépendance. Les progrès considérables réalisés dans le secteur de l'élevage dans ces pays ont permis de limiter leur déficit en viandes et en produits laitiers. Au cours des années 1960, les importations de viande des pays du Sud européen s'accroissaient à un rythme de 10% l'an. Dans la décennie suivante, celles-ci ont augmenté beaucoup plus modérément (moins de 5%). Toutefois, le développement de la production a été réalisé partout au prix d'une dépendance accrue en produits fourragers. L'Europe du Sud est devenue une des principales régions du monde importatrice de céréales fourragères (maïs) et d'oléoprotéagineux (soja).

La production laitière est à plus de 80% à base de lait de vache dans la plupart des pays de l'Europe méridionale. A l'exception de la Turquie où cette proportion n'est que de 60% et de la Grèce où elle est seulement de 40%. Les produits dérivés du lait de vache (beurre, poudre de lait, fromages...) sont les principaux produits laitiers faisant l'objet d'échanges internationaux dans la zone méditerranéenne. La France avec 35 millions de tonnes de lait et l'Italie avec 12 millions de tonnes assurent à elles seules plus de 70% de la production de l'Europe méridionale; les autres producteurs importants de cette zone sont l'Espagne, la Turquie et la Yougoslavie. La France réalise plus de 50% de la production laitière et constitue le principal et quasi unique exportateur de produits laitiers de la zone.

La production des autres pays est cependant plus dynamique et enregistre des taux de croissance de 3 à 4% par an, alors que la production française évolue faiblement (1% par an) et que celle de l'Italie est quasiment stable.

Au niveau des échanges internationaux, la France est le seul pays fortement excédentaire pour cette catégorie de produit. Elle réalise la quasi totalité des exportations de la zone en lait et produits laitiers (5,5 millions de tonnes en équivalent lait frais). La Yougoslavie et la Turquie sont quasiment autosuffisants, les autres pays sont en situation de déficit plus ou moins important. Le plus fort déficit étant celui de l'Italie : plus de 5 millions de

TABLEAU N°8 PRODUCTION ET IMPORTATIONS DE LAIT EN MEDITERRANEE DU NORD

PRODUCTION DE LAIT DE VACHE (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX 1963-73	TAUX 1973-83	TAUX 1963-83
ESPAGNE	3150,0	4841,8	6277,5	4,38	2,62	3,50
FRANCE	25090,8	28990,8	33145,6	1,45	1,34	1,39
GRECE	405,6	625,6	657,8	4,42	0,50	2,44
ITALIE	9285,9	9543,1	10802,0	0,27	1,24	0,75
PORTUGAL	485,0	631,4	799,5	2,66	2,38	2,52
CHYPRE	12,8	23,7	56,8	6,33	9,12	7,70
MALTE	14,9	22,7	27,3	4,28	1,86	3,06
TURQUIE	2337,0	2743,6	3211,8	1,61	1,58	1,59
YUGOSLAVIE	2236,1	3128,1	4573,5	3,40	3,86	3,63
MEDIT. NORD	43018,2	50550,7	59551,8	1,62	1,65	1,63
MEDITERRANEE	44865,0	53560,8	64346,7	1,78	1,84	1,81
MONDE	325473,0	378271,5	444796,2	1,51	1,63	1,57

IMPORTATIONS DE LAIT FRAIS (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX 1963-73	TAUX 1973-83	TAUX 1963-83
ESPAGNE	1,2	162,8	49,9	63,72	-11,14	20,59
FRANCE	3,1	14,7	87,9	16,65	19,55	18,07
GRECE	0,0	0,1	10,3	-	62,01	-
ITALIE	10,4	414,9	1727,8	44,49	15,31	29,04
PORTUGAL	0,0	1,8	0,0	-	-	-
CHYPRE	0,0	0,1	0,0	-	-	-
MALTE	0,0	0,3	0,0	-	-	-
TURQUIE	0,0	0,0	0,0	-	-	-
YUGOSLAVIE	0,2	5,2	20,6	42,41	14,63	27,73
MEDIT. NORD	14,9	600,0	1896,5	44,64	12,18	27,35
MEDITERRANEE	36,7	668,7	1936,0	33,63	11,20	21,88
MONDE	147,8	1116,5	2780,5	22,38	9,54	15,76

Source : MEDISTAT d'après données FAO

- (1) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1971-75 en pourcent
- (2) Taux de croissance annuel moyen entre 1971-75 et 1981-85 en pourcent
- (3) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1981-85 en pourcent

tonnes en équivalent lait frais, déficit qui a doublé pendant les dix dernières années. L'Espagne enregistre le deuxième déficit, relativement stable depuis une dizaine d'années autour de 750 000 t (en équivalent lait frais). La Grèce connaît quant à elle un déficit fortement croissant atteignant environ 500 000 tonnes. Ces déficits sont constitués en majorité de lait en poudre et de fromages pour l'Italie et l'Espagne. Dans le cas de la Grèce, il s'agit principalement de fromage et de lait condensé.

La production d'huiles végétales comestibles concerne essentiellement l'huile d'olive (à 83%). En effet, l'ensemble méditerranéen assure la quasi totalité (98%) de la production mondiale d'huile d'olive. Cependant, la culture de l'olivier se concentre essentiellement sur la façade Nord de la Méditerranée et les pays qui la composent couvrent 85% de la production d'huile d'olive. L'Espagne, l'Italie, la Grèce et dans une moindre mesure la Turquie, réalisent à elles seules 80% de la production.

Cependant, alors que les autres huiles enregistrent de fortes croissances (6% par an environ depuis 1970), l'huile d'olive progresse faiblement, 1% par an sur la même période. Différents facteurs pourraient expliquer la lente progression de la production d'huile d'olive. D'abord il y a les caractéristiques de l'olivier qui est une culture à longue période non productive nécessitant d'importants investissements avant l'entrée en production ; par ailleurs, l'évolution des coûts de la production, en particulier les coûts en main-d'oeuvre, a été plus rapide que celle des prix et n'a pas encouragé le développement de la production. Les recherches agronomiques et technologiques n'ont pas entraîné d'évolution sensible des techniques de production, le secteur oléicole demeurant un secteur traditionnel où l'application de nouvelles techniques culturales ou de transformation se heurte à de nombreuses difficultés d'adaptation.²²

En outre, depuis 1960, on assiste à un phénomène de substitution des huiles de graines à l'huile d'olive, faisant de la zone méditerranéenne et plus particulièrement des pays producteurs d'huile d'olive, le marché le plus important pour les autres huiles végétales. Ainsi, les importations d'huiles végétales autres que l'huile d'olive ont été multipliées par 2, depuis 1960 et celles de graines oléagineuses par 3,5 durant la même période.

Diverses raisons ont favorisé le progrès de la consommation des huiles de graines par rapport à l'huile d'olive et notamment le

22) Pour plus d'information, voir Options Méditerranéennes 1988, numéro spécial. L'économie de l'olivier. CIHEAM.

TABLEAU N°9 PRODUCTION ET IMPORTATIONS D'HUILES EN MEDITERRANEE DU NORD**PRODUCTION D'HUILE D'OLIVE (1000 T)**

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ESPAGNE	387,1	444,7	488,4	1,39	0,94	1,16
FRANCE	1,0	1,9	1,5	7,28	-2,61	2,21
GRECE	181,1	238,3	311,6	2,77	2,71	2,74
ITALIE	431,8	562,2	580,9	2,67	0,32	1,49
PORTUGAL	83,7	55,6	47,2	-4,00	-2,50	-3,25
CHYPRE	2,2	2,2	3,8	0,04	5,68	2,82
MALTE	0,0	0,0	0,0	-	-	-
TURQUIE	90,8	116,8	102,8	2,54	-1,27	0,62
YUGOSLAVIE	4,9	2,5	2,6	-6,64	0,55	-3,11
MEDIT. NORD	1182,5	1424,1	1534,7	1,87	0,74	1,30
MEDIT.	1346,8	1699,8	1781,4	2,35	0,46	1,40
MONDE	1365,3	1728,3	1802,8	2,38	0,42	1,39

IMPORTATIONS D'HUILES VEGETALES (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ESPAGNE	171,8	46,2	55,1	-12,30	1,77	-5,52
FRANCE	203,1	446,3	587,9	8,18	2,79	5,44
GRECE	11,2	8,5	2,2	-2,80	-12,75	-7,90
ITALIE	136,5	290,6	289,4	7,84	-0,05	3,82
PORTUGAL	10,0	24,1	4,7	9,18	-15,00	-3,66
CHYPRE	5,5	6,9	18,3	2,29	10,29	6,21
MALTE	3,9	3,6	4,1	-0,94	1,26	0,15
TURQUIE	48,2	36,4	169,5	-2,79	16,62	6,47
YUGOSLAVIE	37,0	98,3	116,5	10,26	1,71	5,89
MEDIT. NORD	627,2	960,8	1247,6	4,35	2,64	3,49
MEDIT.	804,2	1355,8	2801,5	5,35	4,37	4,85
MONDE	2702,5	4498,3	8363,6	5,22	6,39	5,79

Source : MEDISTAT d'après données FAO

(1) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1971-75 en pourcent

(2) Taux de croissance annuel moyen entre 1971-75 et 1981-85 en pourcent

(3) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1981-85 en pourcent

facteur prix. En effet, les prix des huiles de graines oléagineuses ont été souvent inférieurs de près de 50% à ceux de l'huile d'olive. Parmi les autres facteurs, on peut citer les politiques de marketing suivies par les grandes firmes agro-alimentaires d'oléagineux, mais aussi le rôle de la politique américaine encourageant les exportations de soja. Un autre facteur important de cette substitution a été la croissance de la production locale de graines oléagineuses, telles que le tournesol, le colza, les graines de coton, etc...

D'une manière générale, les courants d'échanges de l'huile d'olive concernent principalement les pays producteurs. C'est ainsi que l'Italie, principal producteur est également le plus gros importateur réalisant plus de 50% des importations méditerranéennes. Les importations de l'Italie et de la France représentent à elles seules presque la moitié des importations mondiales. Globalement les importations de l'Europe méridionale, après avoir augmenté dans les années 1960 ont évolué à la baisse depuis 1972 suite à la modification des rapports de prix au détriment de l'huile d'olive.

En ce qui concerne les exportations, l'Espagne, malgré la diminution en volume de ses exportations depuis 1970, reste le principal exportateur d'huile d'olive. Sa part de marché est cependant en régression en faveur de l'Italie, de la Turquie et de la Grèce.

Pour les autres huiles végétales, le phénomène de substitution auquel on assiste, s'exprime à travers le commerce des huiles, mais aussi celui des graines oléagineuses. Depuis 1963, le commerce des huiles végétales autres que l'huile d'olive croît au rythme de 7% par an, grâce notamment aux huiles de soja, de tournesol et d'arachide. En outre, les exportations s'avèrent plus dynamiques que les importations, ce qui permet au niveau global, de réduire le déficit pour les huiles végétales autres que l'huile d'olive. En réalité, l'analyse plus détaillée par pays montre que la réduction de ce déficit provient essentiellement de l'importance de l'excédent dégagé en Espagne et dans une moindre mesure, en France, par le commerce de l'huile de soja. L'Espagne principal importateur de graines de soja est devenu un grand exportateur d'huile de soja avec 11,5% des exportations mondiales et se place au troisième rang parmi les exportateurs après le Brésil et les U.S.A. L'essentiel de ses débouchés est d'ailleurs localisé en Méditerranée, notamment dans certains pays gros producteurs d'huile d'olive. Ces exportations traduisent en fait les résultats d'implantation en Espagne de complexes oléagineux qui importent les graines de soja pour la fabrication des tourteaux

destinés à l'alimentation animale, l'huile de soja n'étant que le sous-produit.

Pour les productions de fruits et légumes, en 1982, les pays de la CEE (hors Espagne) s'autoapprovisionnaient à 95% pour les légumes, 80% pour les fruits, et 40% pour les agrumes, l'Italie fournissant à elle seule 50% des fruits (dont agrumes) et 40% des légumes de la CEE. Un produit se distingue nettement en importance, la tomate, celle-ci est destinée à 60% à la transformation (tomate concentrée et tomate pelée entière). En Turquie, la production de fruits a été multipliée par 1,4 entre 1972-74 et 1982-84 et celle de légumes par 10 durant la même période. La demande intérieure absorbe 95% de la production, les exportations de fruits et légumes tout en augmentant en valeur diminuent en pourcentage dans le volume total des exportations. La destination traditionnelle des exportations demeure l'Europe de l'Ouest, malgré une certaine diversification vers le Moyen-Orient depuis 1980.

En Israël, les fruits et légumes occupent une place importante dans les exportations agricoles, notamment avec les agrumes. Les produits transformés (fruits et légumes) prennent de plus en plus d'importance depuis le début des années 1980.

La plupart des pays au Nord du Bassin méditerranéen sont excédentaires, seule la France est globalement importatrice de légumes (348 000 t/an moyenne 82-84). Les autres pays (hormis la Yougoslavie dont la production et les échanges sont réduits) sont confrontés à une concurrence internationale de plus en plus vive, avec le Brésil pour les jus d'agrumes, et avec un grand nombre de concurrents pour la tomate transformée. Pour ce dernier produit, la production mondiale dépasse largement la demande depuis plusieurs années, entraînant la constitution de stocks importants et une tendance à la baisse des prix sur le marché mondial.

Pour le **vin**, les pays de l'Europe Méridionale sont les plus gros producteurs, consommateurs et exportateurs dans le monde. La France, l'Italie, l'Espagne, la Yougoslavie et la Grèce produisent plus de 55% de la production mondiale de vin et réalisent les deux tiers des exportations mondiales. Malgré la forte consommation par habitant et par an (86 litres en France, 81 en Italie, 53 en Espagne) ces pays réalisent des excédents importants de la production par rapport à la consommation. Bien que les surfaces en vigne régressent en France, en Italie, en Grèce et stagnent en Espagne, la production reste largement excédentaire, la demande demeurant stable pour les vins de qualité et diminuant régulièrement pour les vins de consommation courante.

TABLEAU N°10 PRODUCTION ET IMPORTATIONS DE SUCRE EN MEDITERRANEE DU NORD

PRODUCTION (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ESPAGNE	513,7	852,5	1167,7	5,19	3,19	4,18
FRANCE	2033,8	3108,7	4583,2	4,32	3,95	4,13
GRECE	47,7	186,6	315,4	14,59	5,38	9,88
ITALIE	1052,6	1231,4	1519,0	1,57	2,11	1,84
PORTUGAL	15,3	10,6	9,7	-3,58	-0,95	-2,27
CHYPRE	-	0,0	0,0	-	-	-
MALTE	-	0,0	0,0	-	-	-
TURQUIE	554,2	855,8	1656,2	4,43	6,81	5,61
YUGOSLAVIE	308,4	463,8	863,0	4,16	6,39	5,26
MEDIT. NORD	4525,6	6709,5	10114,1	4,01	4,18	4,09
MEDITERRANEE	4954,8	7654,3	11423,5	4,44	4,08	4,25
MONDE	56449,3	75277,8	98308,4	2,91	2,70	2,80

IMPORTATIONS (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ESPAGNE	161,0	265,1	62,1	5,10	-13,50	-4,65
FRANCE	420,9	388,0	332,3	-0,82	-1,54	-1,18
GRECE	90,1	72,2	33,1	-2,20	-7,51	-4,89
ITALIE	265,3	625,8	256,6	8,95	-8,53	-0,17
PORTUGAL	169,4	266,6	290,1	4,63	0,84	2,71
CHYPRE	14,5	15,9	18,2	0,88	1,41	1,14
MALTE	14,4	16,4	16,9	1,33	0,29	0,81
TURQUIE	0,0	42,4	25,7	-	-4,89	-
YUGOSLAVIE	107,4	230,3	132,7	7,92	-5,36	1,06
MEDIT. NORD	1243,0	1922,8	1167,7	4,45	-4,87	-0,32
MEDITERRANEE	2743,3	3814,2	5224,5	3,34	3,19	3,26
MONDE	18399,9	22245,6	28273,7	1,91	2,42	2,16

Source: MEDISTAT d'après données FAO

(1) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1971-75 en pourcent

(2) Taux de croissance annuel moyen entre 1971-75 et 1981-85 en pourcent

(3) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1981-85 en pourcent

Les productions sucrières ont été fortement dynamiques avec une croissance moyenne de 4 % par an durant les vingt dernières années ; ainsi la production de sucre a plus que doublé en Espagne, en France, en Grèce, en Turquie et en Yougoslavie. La Méditerranée Nord est devenue quasiment autosuffisante pour ce produit.

Après cette brève présentation par produit et malgré les différences de situations selon les pays et les produits, on peut dire que dans l'ensemble les problèmes de l'agriculture de la Méditerranée européenne ne sont plus l'insuffisance de la production et les risques de pénuries, mais l'écoulement de la production, la recherche de nouveaux débouchés et la gestion des stocks d'excédents. Les mesures visant à réduire la croissance de la production commencent à être appliquées dans certains pays à des produits de plus en plus nombreux comme les céréales, le lait, le sucre et le vin.

3.2 - L'approvisionnement alimentaire des pays de la Méditerranée du Sud : l'insuffisance des productions et le rôle croissant des importations.

Au cours des vingt dernières années, l'approvisionnement alimentaire des pays de la Méditerranée du Sud est devenu de plus en plus difficile. Dans la plupart des pays, la croissance des productions a été insuffisante pour satisfaire la demande, d'où le recours accru aux importations de produits alimentaires malgré les inconvénients que cela comporte (aggravation du déficit de la balance commerciale, découragement des productions nationales, etc.).

Les objectifs d'autosuffisance souvent retenus ne sont pas atteints et la situation se dégrade dans la plupart des pays. Pour l'ensemble de cette zone, au cours de la décennie 1970-1980, la production par tête a diminué pour tous les produits de base à l'exception de la viande. Les déficits pour les principaux produits alimentaires se sont très fortement accrus, particulièrement après le boom pétrolier de 1973.

Pour les céréales, l'examen des coefficients d'autoapprovisionnement met en évidence l'aggravation de la situation déficitaire de tous les pays de la zone et particulièrement celle des pays exportateurs de pétrole à hauts revenus. Au cours de ces vingt dernières années, des pays autosuffisants ou proches de l'autosuffisance sont devenus fortement déficitaires, c'est le cas de l'Algérie et du Maroc. Les plus gros importateurs de céréales de la zone sont l'Égypte (8 M.T.), l'Arabie Saoudite (6 M.T.),

**TABLEAU N° 11 PRODUCTION ET IMPORTATIONS DE CEREALES EN MEDITERRANEE
DU SUD**

PRODUCTION (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ALGERIE	1771	1971	1976	1,07	0,02	0,54
LIBYE	126	188	292	4,07	4,48	4,27
MAROC	3583	4454	3851	2,19	-1,45	0,36
TUNISIE	693	1115	1338	4,87	1,83	3,34
ARAB.SEOUD.	400	252	1015	-4,53	14,94	4,75
BAHREIN	-	0	0	-	-	-
EGYPTE	6076	7682	8471	2,36	0,98	1,67
EMIR. ARAB.U.	0	0	4	-	-	-
IRAK	1854	2085	1702	1,18	-2,01	-0,43
ISRAEL	252	320	245	2,39	-2,64	-0,16
JORDANIE	251	169	99	-3,87	-5,27	-4,57
KOWEIT	0	0	0	-	-	-
LIBAN	91	74	26	-2,11	-9,83	-6,05
OMAN	3	5	2	4,09	-8,67	-2,50
QATAR	-	0	1	-	19,41	-
SYRIE	1799	1790	2561	-0,06	3,64	1,77
YEMEN ARABE	1104	850	579	-2,59	-3,76	-3,17
YEMEN DEMOC.	70	104	112	4,01	0,81	2,39
MEDIT. SUD	18073	21058	22276	1,53	0,56	1,04
MEDIT.	95677	128579	157091	2,99	2,02	2,50
PAYS ARABES	19774	23240	25541	1,62	0,94	1,28
MONDE	1002185	1334051	1729041	2,89	2,62	2,75

IMPORTATIONS (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ALGERIE	451,2	1280,0	3984,3	11,0	12,0	11,5
LIBYE	146,0	550,7	912,4	14,2	5,2	9,6
MAROC	368,7	942,1	2351,1	9,8	9,6	9,7
TUNISIE	267,6	325,8	980,4	2,0	11,6	6,7
ARAB.SEOUD.	352,9	463,3	5398,9	2,8	27,8	14,6
BAHREIN	24,2	37,3	71,5	4,4	6,7	5,6
EGYPTE	2012,9	2837,0	7926,5	3,5	10,8	7,1
EMIR. ARAB.U.	22,7	112,8	371,4	17,3	12,6	15,0
IRAK	208,8	639,3	3398,2	11,8	18,2	14,9
ISRAEL	681,4	1261,4	1615,1	6,3	2,5	4,4
JORDANIE	193,9	209,9	682,8	0,8	12,5	6,5
KOWEIT	114,0	179,1	538,1	4,6	11,6	8,1
LIBAN	335,3	547,9	549,9	5,0	0,0	2,5
OMAN	18,5	55,3	188,2	11,6	13,0	12,3
QATAR	15,4	26,7	93,1	5,7	13,3	9,4
SYRIE	152,3	431,3	1256,3	11,0	11,3	11,1
YEMEN ARABE	5,5	168,1	579,3	40,7	13,2	26,2
YEMEN DEMOC.	125,2	108,7	268,4	-1,4	9,5	3,9
MEDIT. SUD	5496,3	10176,8	31165,8	6,3	11,8	9,0
MEDIT.	16061,4	26112,5	50756,7	5,0	6,9	5,9
PAYS ARABES	5036,9	9309,8	30715,8	6,3	12,7	9,4
MONDE	91071,8	142797,5	225338,9	4,6	4,7	4,6

Source : MEDISTAT d'après données FAO

(1) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1971-75 en pourcent

(2) Taux de croissance annuel moyen entre 1971-75 et 1981-85 en pourcent

(3) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1981-85 en pourcent

l'Algérie (4M.T.) et l'Irak (3M.T.) ; les importations de ces pays qui augmentaient à des taux annuels de l'ordre de 15 % entre 1970 et 1980, se sont ralenties pendant les années 80 (6 à 8 % par an) avec la baisse des recettes pétrolières. Le déficit commercial de l'ensemble des pays arabes aujourd'hui de 30 M.T. pourrait atteindre 50 M.T. en l'an 2000.

L'évolution de la consommation vers des régimes alimentaires incorporant de plus en plus de produits animaux, ont amené les pays à accroître leur production **de viandes et de produits laitiers**. C'est ainsi que la production de viandes croît à un rythme soutenu (4% à 5 % par an depuis 1963) dans l'ensemble des pays de la zone permettant d'augmenter les disponibilités nationales par habitant. Mais les coefficients d'autoapprovisionnement sont en régression et plus particulièrement dans les pays pétroliers à hauts revenus.

Cette croissance rapide de la production de viande est essentiellement due au développement de l'aviculture située en général à proximité des centres urbains sous la forme de grands complexes industrialisés.

La viande des ovins et caprins est de ce fait reléguée en deuxième position parmi les différents types de viandes consommées en Méditerranée-Sud alors qu'elle était la première dans les années 60.

L'élevage bovin connaît une croissance régulière d'environ 3% par an au cours des vingt dernières années. Cet élevage jusqu'alors peu spécialisé, servant à la fois à la production de viande, de lait et au travail des champs, s'oriente de plus en plus vers un type d'élevage industriel hors-sol grand consommateur d'input et notamment de céréales, aggravant ainsi les déficits céréaliers des pays. Par ailleurs, il semblerait que ces élevages ne soient pas toujours conduits dans les meilleures conditions agro-écologiques comme l'indiquent les faibles poids des carcasses et des rendements en lait.

Pour ce qui est des autres produits de l'élevage et principalement des **produits laitiers**, tous les pays du Sud de la Méditerranée sont déficitaires à des degrés divers. La production croît au rythme de 4 à 5% par an environ grâce au développement de l'élevage laitier bovin. Notons cependant que les espèces autres que bovines contribuent dans des proportions importantes, supérieures à la moitié dans certains cas, à la production laitière, c'est le cas par exemple du lait de buflonne en Egypte, du lait de brebis en Jordanie.

TABLEAU N° 12 PRODUCTION ET IMPORTATIONS DE VIANDES EN MEDITERRANEE DU SUD

PRODUCTION (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ALGERIE	83,8	137,1	203,0	5,03	3,99	4,51
LIBYE	18,0	60,7	145,6	12,94	9,13	11,00
MAROC	156,1	209,2	313,2	2,96	4,11	3,53
TUNISIE	45,6	75,2	106,8	5,12	3,56	4,33
ARAB.SEOUD.	31,8	71,5	287,0	8,43	14,89	11,60
BAHREIN	0,5	2,5	9,3	18,07	14,09	16,04
EGYPTE	314,2	390,5	526,6	2,19	3,03	2,61
EMIR. ARAB.U.	3,9	10,0	18,9	9,96	6,60	8,26
IRAK	88,7	131,2	210,1	3,98	4,81	4,39
ISRAEL	82,6	140,1	204,5	5,42	3,84	4,62
JORDANIE	16,6	30,1	53,2	6,14	5,85	5,99
KOWEIT	13,7	18,6	64,2	3,08	13,20	8,00
LIBAN	47,8	44,8	78,5	-0,65	5,77	2,51
OMAN	2,9	5,7	14,8	6,90	10,10	8,48
QATAR	1,8	3,0	4,9	5,27	4,98	5,12
SYRIE	61,5	78,9	208,4	2,50	10,19	6,27
YEMEN ARABE	62,2	53,3	71,1	-1,53	2,92	0,87
YEMEN DEMOC.	12,9	15,1	17,8	1,57	1,67	1,62
MEDIT. SUD	1044,4	1477,3	2537,9	3,52	5,55	4,52
MEDITERRANEE	8644,3	12926,2	17750,2	4,10	3,21	3,65
PAYS ARABES	1397,3	1879,7	3075,7	3,00	5,04	4,01
MONDE	83995,4	107265,7	140719,4	2,47	2,74	2,60

IMPORTATIONS (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ALGERIE	15,0	0,0	30,5	-	-	3,61
LIBYE	0,5	6,9	17,8	30,40	9,90	19,69
MAROC	0,0	0,5	4,2	-	23,70	-
TUNISIE	0,1	0,7	12,6	18,61	33,22	25,67
ARAB.SEOUD.	0,6	18,9	273,2	41,96	30,60	36,12
BAHREIN	1,9	3,8	13,9	7,15	13,85	10,44
EGYPTE	8,3	10,5	209,9	2,42	34,84	17,50
EMIR. ARAB.U.	0,0	9,7	65,4	-	21,01	-
IRAK	0,1	7,7	192,1	63,70	37,91	50,19
ISRAEL	14,9	34,0	41,3	8,59	1,96	5,22
JORDANIE	0,0	3,5	36,8	74,92	26,66	48,79
KOWEIT	3,1	18,5	60,5	19,45	12,58	15,95
LIBAN	0,2	8,9	21,3	46,79	9,07	26,50
OMAN	0,3	2,0	32,0	21,89	31,60	26,62
QATAR	0,7	2,8	14,3	14,18	17,62	15,87
SYRIE	0,3	2,5	6,3	22,03	9,42	15,54
YEMEN ARABE	0,0	0,1	48,1	-	-	-
YEMEN DEMOC.	0,9	0,1	7,0	-16,47	47,60	11,03
MEDIT. SUD	46,8	131,1	1087,3	10,83	23,52	16,99
MEDITERRANEE	556,6	1422,1	3018,7	9,82	7,80	8,80
PAYS ARABES	32,0	97,4	1046,9	11,75	26,77	19,00
MONDE	3073,2	5216,6	8636,1	5,42	5,16	5,29

Source : MEDISTAT d'après données FAO

(1) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1971-75 en pourcent

(2) Taux de croissance annuel moyen entre 1971-75 et 1981-85 en pourcent

(3) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1981-85 en pourcent

TABLEAU N° 13 PRODUCTION ET IMPORTATIONS DE LAIT EN MEDITERRANEE DU SUD

PRODUCTION DE LAIT DE VACHE (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ALGERIE	178,6	343,5	574,0	6,75	5,26	5,99
LIBYE	10,6	36,9	66,1	13,23	5,99	9,54
MAROC	340,8	476,2	808,0	3,39	5,42	4,40
TUNISIE	106,3	175,8	253,0	5,15	3,70	4,42
ARAB.SEOUD.	15,0	102,1	287,0	21,12	10,87	15,87
BAHREIN	3,9	5,2	5,5	2,81	0,61	1,70
EGYPTE	390,8	608,2	893,0	4,51	3,91	4,20
EMIR. ARAB.U.	1,2	15,5	4,3	29,22		6,59
IRAK	174,1	335,1	308,1	6,75		2,88
ISRAEL	314,3	532,8	777,4	5,41	3,84	4,62
JORDANIE	11,8	14,4	19,5	1,93	3,12	2,52
KOWEIT	5,0	8,4	34,4	5,25	15,12	10,06
LIBAN	52,9	63,2	88,5	1,78	3,42	2,59
OMAN	21,4	12,3	16,8	-5,37	3,15	-1,20
QATAR	1,7	4,7	6,4	10,31	3,16	6,67
SYRIE	150,6	207,8	578,1	3,26	10,76	6,94
YEMEN ARABE	63,0	55,6	59,2	-1,25	0,62	-0,32
YEMEN DEMOC.	4,6	12,6	15,6	10,54	2,11	6,23
MEDIT. SUD	1846,8	3010,2	4794,9	5,00	4,76	4,87
MEDIT.	44865,0	53560,8	64346,7	1,78	1,84	1,81
PAYS ARABES	2408,2	3491,2	5925,6	3,77	5,42	4,59
MONDE	325473,0	378271,5	444796,2	1,51	1,63	1,57

IMPORTATIONS DE LAIT EN POUDRE (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ALGERIE	5,3	14,7	81,0	10,75	18,59	14,58
LIBYE	0,5	2,0	10,4	16,11	17,82	16,94
MAROC	3,2	3,0	7,3	-0,38	9,14	4,27
TUNISIE	2,0	6,1	18,6	11,76	11,70	11,71
ARAB.SEOUD.	2,0	9,7	67,2	16,80	21,36	19,04
BAHREIN	0,3	0,9	2,7	11,51	11,70	11,60
EGYPTE	3,5	5,3	36,9	4,22	21,32	12,43
EMIR. ARAB.U.	0,0	1,8	12,4	-	20,98	-
IRAK	2,5	5,3	46,8	7,73	24,40	15,75
ISRAEL	7,3	9,8	8,1	3,02	-1,94	0,51
JORDANIE	2,6	4,8	12,8	6,17	10,30	8,20
KOWEIT	2,3	7,4	15,1	12,50	7,43	9,92
LIBAN	4,5	7,5	12,5	5,39	5,18	5,28
OMAN	0,3	1,7	6,4	18,73	13,92	16,28
QATAR	0,2	0,6	3,4	11,17	18,14	14,59
SYRIE	1,9	4,9	17,0	9,95	13,23	11,57
YEMEN ARABE	0,0	1,0	14,1	-	29,85	-
YEMEN DEMOC.	1,2	1,5	14,9	1,79	25,92	13,20
MEDIT. SUD	39,6	88,2	387,6	8,33	15,93	12,05
MEDIT.	125,5	355,5	694,0	10,96	6,90	8,90
PAYS ARABES	33,6	82,4	412,8	9,37	17,46	13,33
MONDE	745,9	1435,5	2700,2	6,75	6,51	6,63

Source : MEDISTAT d'après données FAO

(1) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1971-75 en pourcent

(2) Taux de croissance annuel moyen entre 1971-75 et 1981-85 en pourcent

(3) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1981-85 en pourcent

Le sucre, produit également stratégique, est une des productions les plus dynamiques de ces vingt dernières années particulièrement dans les années 1960. C'est en effet au cours de cette période que la production a connu la plus forte croissance (8% par an en moyenne). Les années 1970 marquent en revanche une nette régression. Il en est de même pour les disponibilités nationales par habitant : amélioration entre 1960 et 1970, régression entre 1970-1980. Globalement, que ce soit pour la canne à sucre ou la betterave, l'augmentation de la production se fait par l'extension des superficies cultivées.

Pour les huiles, les productions de la méditerranée du sud n'augmentent que très faiblement (1 à 2 % par an) alors que les importations ont un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 8 % depuis une vingtaine d'années. L'ensemble de la zone importe aujourd'hui plus de 800 000 tonnes d'huile pour une production d'environ 250 000 tonnes. Les importations sont surtout constituées d'huiles de soja, de tournesol et d'arachide alors que les productions concernent essentiellement l'huile d'olive. Ce déficit important risque de doubler d'ici l'an 2000.

Ces observations rapides révèlent que la situation des pays méditerranéens du Sud s'est beaucoup aggravée pendant les vingt dernières années pour l'ensemble des produits de base et les pays s'éloignent de plus en plus de leurs objectifs d'autosuffisance. Le secteur agricole, malgré l'amélioration de ses productions se trouve bien souvent dans l'incapacité de faire face à la croissance et aux mutations de la demande liées aux changements des habitudes de consommation. Les limitations structurelles, la faiblesse des investissements, les systèmes de prix sont autant d'éléments de blocage qui ont conduit les pays à recourir au marché international pour combler leurs déficits.

Sur le plan structurel, la plupart des pays ont des exploitations de petite taille, très morcellées avec une faible intensification et des performances insuffisantes ; la population active continue à avoir une croissance positive, malgré le sous-emploi important, ce qui renforce la pression de la population agricole sur les terres cultivées. En valeur relative, l'importance des actifs agricoles dans la population active totale connaît une diminution, variable selon les pays, cependant le secteur agricole demeure encore dans un certain nombre de pays la principale source d'activité.

Au niveau des choix de politiques, les investissements réalisés dans l'agriculture ont été insuffisants et les politiques de prix à la production peu incitateurs dans beaucoup de pays. L'ouverture sur les marchés internationaux, les subventions accordées à la consommation des produits de première nécessité ont incité les

**TABEAU N°14 PRODUCTION ET IMPORTATIONS DE SUCRE EN MEDITERRANEE
DU SUD**

PRODUCTION (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ALGERIE	0,7	4,2	9,6	19,43	8,59	13,87
LIBYE	-	0,0	0,0	-	-	-
MAROC	10,0	243,7	407,2	37,53	5,26	20,29
TUNISIE	5,3	4,7	9,4	-1,32	7,22	2,86
ARAB.SEOUD.	-	0,0	0,0	-	-	-
BAHREIN	-	0,0	0,0	-	-	-
EGYPTE	357,2	613,6	770,9	5,55	2,30	3,91
EMIR. ARAB.U.	-	0,0	0,0	-	-	-
IRAK	1,7	13,8	12,2	23,60	-1,18	10,51
ISRAEL	34,2	25,7	1,9	-2,81	-	-
JORDANIE	-	0,0	0,0	-	-	-
KOWEIT	-	0,0	0,0	-	-	-
LIBAN	5,8	13,4	10,2	8,69	-2,70	2,84
OMAN	-	0,0	0,0	-	-	-
QATAR	-	0,0	0,0	-	-	-
SYRIE	14,2	25,7	88,0	6,12	13,06	9,53
YEMEN ARABE	-	0,0	0,0	-	-	-
YEMENDEMOC.	-	0,0	0,0	-	-	-
MEDIT. SUD	429,1	944,8	1309,4	8,20	3,31	5,72
MEDIT.	4954,8	7654,3	11423,5	4,44	4,08	4,25
PAYS ARABES	418,5	1071,5	1713,8	9,84	4,80	7,28
MONDE	56449,3	75277,8	98308,4	2,91	2,70	2,80

IMPORTATIONS (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ALGERIE	201,5	303,1	608,6	4,16	7,21	5,67
LIBYE	26,1	89,7	142,7	13,11	4,74	8,84
MAROC	382,3	257,9	258,0	-3,86	0,00	-1,95
TUNISIE	88,3	121,0	174,8	3,19	3,74	3,46
ARAB.SEOUD.	51,9	96,5	439,2	6,38	16,34	11,24
BAHREIN	10,5	8,8	11,1	-1,76	2,37	0,28
EGYPTE	70,6	59,1	758,4	-1,76	29,03	12,57
EMIR. ARAB.U.	5,2	28,5	91,6	18,51	12,36	15,37
IRAK	255,3	346,9	536,3	3,11	4,44	3,77
ISRAEL	72,8	166,9	238,7	8,63	3,63	6,10
JORDANIE	53,2	48,2	73,5	-0,98	4,29	1,62
KOWEIT	69,8	34,1	66,1	-6,92	6,83	-0,28
LIBAN	49,7	67,6	75,8	3,12	1,14	2,12
OMAN	6,3	6,2	22,2	-0,18	13,59	6,48
QATAR	3,7	5,7	12,3	4,51	7,90	6,18
SYRIE	74,1	167,7	345,2	8,50	7,48	7,98
YEMEN ARABE	29,1	54,7	156,6	6,49	11,08	8,75
YEMENDEMOC.	49,9	28,8	45,7	-5,34	4,71	-0,44
MEDIT. SUD	1500,3	1891,5	4056,8	2,34	7,92	5,08
MEDIT.	2743,3	3814,2	5224,5	3,34	3,19	3,26
PAYS ARABES	1612,1	1936,2	4014,2	1,84	7,55	4,65
MONDE	18399,9	22245,6	28273,7	1,91	2,42	2,16

Source : MEDISTAT d'après données FAO

(1) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1971-75 en pourcent

(2) Taux de croissance annuel moyen entre 1971-75 et 1981-85 en pourcent

(3) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1981-85 en pourcent

TABLEAU N°15 PRODUCTION ET IMPORTATIONS D'HUILES EN MEDITERRANEE DU SUD

PRODUCTION D'HUILE D'OLIVE (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ALGERIE	18,3	24,4	20,8	2,87	-1,58	0,62
LIBYE	11,3	20,6	23,8	6,21	1,44	3,80
MAROC	21,3	38,0	32,0	5,97	-1,71	2,06
TUNISIE	70,2	145,8	102,6	7,56	-3,45	1,90
ARAB.SEOUD.	-	0,0	0,0	-	-	-
BAHREIN	-	0,0	0,0	-	-	-
EGYPTE	-	0,0	0,0	-	-	-
EMIR. ARAB.U.	-	0,0	0,0	-	-	-
IRAK	-	0,0	0,0	-	-	-
ISRAEL	1,5	1,5	0,3	0,13	-14,92	-7,69
JORDANIE	11,1	4,7	6,5	-8,17	3,14	-2,68
KOWEIT	-	0,0	0,0	-	-	-
LIBAN	9,1	8,9	7,0	-0,13	-2,38	-1,26
OMAN	-	0,0	0,0	-	-	-
QATAR	-	0,0	0,0	-	-	-
SYRIE	21,6	31,7	53,7	3,92	5,39	4,65
YEMEN ARABE	-	0,0	0,0	-	-	-
YEMEN DEMOC.	-	0,0	0,0	-	-	-
MEDIT. SUD	164,3	275,7	246,7	5,30	-1,11	2,04
MEDIT.	1346,8	1699,8	1781,4	2,35	0,46	1,40
PAYS ARABES	162,8	274,2	246,4	5,34	-1,07	2,08
MONDE	1365,3	1728,3	1802,8	2,38	0,42	1,39

IMPORTATIONS D'HUILES VEGETALES (1000 T)

PAYS	1961-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 1963-73	TAUX (2) 1973-83	TAUX (3) 1963-83
ALGERIE	17,8	40,9	121,3	8,66	11,48	10,05
LIBYE	4,2	21,9	57,5	17,99	10,12	13,98
MAROC	51,2	70,4	139,9	3,22	7,10	5,14
TUNISIE	16,0	47,8	71,0	11,53	4,02	7,70
ARAB.SEOUD.	2,4	5,0	15,9	7,57	12,33	9,91
BAHREIN	0,3	0,3	0,5	-0,84	4,52	1,80
EGYPTE	58,7	175,2	330,9	11,53	6,55	9,00
EMIR. ARAB.U.	0,0	0,4	5,0	-	-	-
IRAK	0,4	3,7	15,8	23,40	15,71	19,47
ISRAEL	18,5	13,6	12,3	-3,07	-1,02	-2,05
JORDANIE	3,0	7,3	10,5	9,26	3,73	6,46
KOWEIT	1,1	1,7	5,3	4,66	12,38	8,44
LIBAN	0,7	4,1	20,4	19,18	17,52	18,33
OMAN	0,0	0,0	0,0	-	-	-
QATAR	0,0	0,1	0,4	-	19,51	-
SYRIE	0,4	1,8	23,0	15,17	28,88	21,81
YEMEN ARABE	0,0	0,1	4,3	-	52,84	-
YEMEN DEMOC.	2,1	1,0	0,0	-6,85	-	-
MEDIT. SUD	177,0	395,0	833,9	8,35	7,74	8,04
MEDIT.	804,2	1355,8	2801,5	5,35	4,37	4,85
PAYS ARABES	164,2	387,9	844,5	8,96	8,08	8,51
MONDE	2702,5	4498,3	8363,6	5,22	6,39	5,79

Source : MEDISTAT d'après données FAO

(1) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1971-75

(2) Taux de croissance annuel moyen entre 1971-75 et 1981-85

(3) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1981-85

agriculteurs à s'orienter vers des productions de rente au détriment des cultures vivrières accroissant ainsi la dépendance des pays en produits de base. Beaucoup de pays exportateurs de pétrole ont plutôt fait le choix de l'approvisionnement alimentaire à travers les importations financées par la rente pétrolière avec le risque d'une marginalisation croissante du secteur agricole.

4 - LES PERSPECTIVES DU DEFICIT AGRO-ALIMENTAIRE DES PAYS DU SUD

C'est sur la base des principales tendances lourdes dégagées précédemment et par l'analyse des orientations de politiques qu'on peut envisager les perspectives d'avenir des marchés méditerranéens du Sud dans le contexte mondial.

La production agricole méditerranéenne est essentiellement destinée à la satisfaction de la demande alimentaire ; les produits industriels à destination non-alimentaire les plus importants sont le tabac et le coton, encore que ce dernier fournisse de l'huile à partir de sa graine.

Dans tous les pays existe de fait la recherche d'une certaine sécurité alimentaire, et l'évolution récente à la baisse structurelle des taux d'autosuffisance pour les principaux produits alimentaires de base dans les pays du Sud et de l'Est du Bassin a donné un relief particulier à cette question. Pour les produits non-alimentaires, comme le tabac et le coton, les marchés internationaux présentent des conditions peu attirantes et l'évolution se fera plus sur la recherche de la qualité (tabacs spéciaux, coton longue fibre) que sur des objectifs de gros tonnages. Le système agro-alimentaire s'affirme donc comme la partie la plus importante et la plus dynamique du système agricole. Dans un premier temps, nous traiterons des perspectives de la demande alimentaire, et dans un deuxième temps nous confronterons les perspectives de la demande avec celles de l'offre dans les pays sensibles, afin de dégager quelques ordres de grandeur des déficits alimentaires qui pourraient se manifester dans les pays du Sud.

4.1. La situation de la demande agro-alimentaire et ses perspectives

Dans les vingt dernières années, la consommation alimentaire a fait de grands progrès dans toute la Méditerranée. Tous les pays du Nord ont largement dépassé les 3000 calories quotidiennes par habitant, et plus de la moitié des protéines nécessaires sont apportées par des produits animaux ; l'abondance alimentaire est assurée pour la quasi-totalité de la population, en quantité et en

qualité. Pour les autres pays, la pénurie alimentaire qui frappait une large partie de la population diminue fortement, mais des progrès restent à faire sur le plan qualitatif, en améliorant la part des protéines animales dans la ration. Nous savons combien les données issues des bilans alimentaires sont sujettes à caution, mais les ordres de grandeurs sont validés par des enquêtes alimentaire.²³ Ces mêmes enquêtes alimentaires permettent de constater la dispersion de la consommation en fonction de la distribution des revenus et des différences dans la localisation de la population.

La demande en produits alimentaires a fortement augmenté dans la plupart des pays de la Méditerranée du Sud et surtout dans les pays exportateurs de pétrole sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs et principalement l'accroissement démographique, les phénomènes alimentaires notamment en matière de prix et de subventions. Ces facteurs sont à prendre en compte dans les études de perspectives car leurs effets sont et seront encore déterminants pour les années à venir avec plus ou moins d'intensité selon les pays.

Ainsi la population totale continuera de croître d'ici l'an 2000, selon les prévisions des Nations-Unies, à des taux annuels de 2,9% au Maghreb et 2,7% au Moyen-Orient. En matière d'urbanisation, la tendance observée pendant les vingt dernières années se poursuivra avec un léger ralentissement, la population du Maghreb sera urbaine pour 66%, celle du Moyen-Orient le sera pour 50%.

L'influence de l'urbanisation sur la consommation alimentaire se perçoit parfaitement à travers les enquêtes de consommation. Toutes les enquêtes réalisées en Méditerranée du Sud depuis une quinzaine d'années révèlent les mêmes constatations, à savoir une consommation globale moyenne supérieure en milieu urbain et un modèle alimentaire beaucoup plus diversifié, avec notamment une consommation moyenne de produits animaux, de fruits et légumes, de sucre bien supérieure dans les villes que dans les campagnes. Dans tous les pays fortement déficitaires, les importations vont alimenter en grande majorité les centres urbains : en Egypte, le blé et la farine importés sont destinés essentiellement aux grandes agglomérations du Caire et d'Alexandrie où elles constituent la base de l'alimentation des

23) Bilans alimentaires de la FAO-ICS-1986 ; Review of Food Consumption Surveys-FAO-1985; Etudes comparatives des données de consommation alimentaire tirées des bilans alimentaires et des enquêtes sur les ménages - Etudes FAO-DES N° 34, 1984.

populations urbaines, les ruraux consommant surtout les produits plus traditionnels du pays : maïs en Basse Egypte, sorgho en Haute Egypte. Dans tous les pays méditerranéens, les céréales traditionnelles autres que le blé (orge, maïs, millet), demeurent des produits de consommation rurale que les citadins consomment de moins en moins au profit du pain et des produits à base de farine de blé.

La diffusion des modèles de consommation de type occidental est également largement facilitée par le développement d'une classe moyenne qui adopte peu à peu les habitudes alimentaires de classes aisées. L'existence d'une classe moyenne est un fait relativement récent en Méditerranée du Sud, elle a pris son extension au cours des années 70 avec le développement de l'industrie et surtout des services, elle se compose pour beaucoup de salariés et de fonctionnaires résidant dans les grandes agglomérations.

La mutation rapide des modèles de consommation a été et est encore, largement favorisée par les mouvements migratoires qui atteignent en Méditerranée, une ampleur peu commune. Au Nord de la Méditerranée, ce phénomène déjà ancien a connu son apogée au cours des années 60 et a certainement facilité la diffusion des modèles de consommation des pays européens (France, RFA, principalement) vers les pays européens du Sud et ceux du Maghreb qui ont alimenté les principaux courants d'émigrations. Avec l'arrêt de la migration vers l'Europe communautaire et le développement industriel des pays pétroliers à partir des années 70, les principaux pôles de migrations se sont déplacés vers le Moyen-Orient.

L'impact du facteur migratoire sur la consommation alimentaire des pays concernés est certainement très important. Dans les pays déficitaires en main-d'oeuvre, l'afflux de travailleurs étrangers a entraîné une croissance très rapide de la population de l'ordre de 5 à 7% annuellement au cours des années 70, et corrélativement un accroissement rapide de la demande alimentaire. Dans les pays fournisseurs de main-d'oeuvre, les modèles de consommation des pays pétroliers du Moyen Orient, largement occidentalisés se diffusent très rapidement par le biais des mouvements de population, évolution facilitée par l'importance des revenus rapatriés par les travailleurs étrangers.

La croissance de la consommation est assurée de plus en plus par des importations, l'agriculture locale n'étant plus en mesure d'approvisionner les marchés nationaux.

Les politiques alimentaires menées dans la plupart des pays du Sud ont aussi largement contribué à l'évolution de la consommation dans les années récentes en subventionnant les produits alimentaires de base. Dans tous les pays, l'objectif prioritaire était de développer l'industrie et de maintenir si possible les coûts industriels relativement bas en limitant les salaires, ce qui était rendu possible par une politique de faibles prix alimentaires. Cette politique prévaut dans de nombreux pays du Sud, au Maghreb, comme dans la plupart des pays du Moyen-Orient, les prix des produits de base sont maintenus artificiellement à un niveau très bas par le jeu de subventions directes ou indirectes à la consommation. Avec l'élévation des prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux au cours des années 1972-76, puis dans les années récentes, le poids des subventions est devenu, pour les pays qui les pratiquent, une charge très lourde dans le budget de l'Etat.

Les effets immédiats de la politique des subventions sont bien sûr positifs car elles permettent à un très large éventail de la population d'avoir accès aux produits de première nécessité améliorant par là même, l'état nutritionnel des populations les plus démunies. Toutefois, cette politique consistant à fixer au consommateur un prix unique généralement plus faible que le coût d'approvisionnement et à faire supporter la différence au budget de l'Etat, n'est pas sans danger. Du côté de la consommation, elle conduit à subventionner plus largement les ménages qui consomment le plus, c'est-à-dire les classes moyennes ou aisées. Du côté de la production, la politique de bas prix alimentaires tend à décourager les productions agricoles locales. Les pays méditerranéens du Sud fournissent à cet égard de nombreux exemples d'effets négatifs. Au Maroc, le système de subvention des huiles végétales importées, principalement l'huile de soja, a largement freiné le développement de la production locale de graines oléagineuses, surtout du tournesol, accroissant ainsi la dépendance en produits oléagineux. En Egypte, en Algérie, le succès relatif des productions fruitières et légumières ou de l'élevage résulte pour beaucoup de la désaffection des agriculteurs pour des spéculations traditionnelles dont les prix sont peu rémunérateurs (riz, blé).

Le modèle de consommation traditionnel en Méditerranée est fondé sur les céréales ; deux autres caractéristiques se retrouvent dans la quasi-totalité des pays : la consommation relativement élevée de fruits et légumes, et la part importante des huiles végétales dans les corps gras. Cependant, ces traits sont plus ou moins affirmés en fonction du niveau de vie, notamment en ce qui concerne la consommation directe de céréales, qui peut passer du simple au double. Les zones des pays qui jouxtent le littoral

méditerranéen présentent entre elles des modèles de consommations proches du modèle méditerranéen général, alors que, dans un même pays, des zones méditerranéennes et non-méditerranéennes peuvent différer largement.

Il y a de fortes chances que les variations de la structure de la consommation dans le futur ne soient pas très affectées par rapport aux matières premières agricoles utilisées pour deux raisons : tout d'abord, dans les pays à haut revenu du Nord, on est arrivé en situation de surcharge alimentaire et l'on recherchera dans le futur une amélioration de la qualité et des services incorporés plus qu'un accroissement des quantités consommées. Ensuite, dans les pays en développement du Sud et de l'Est, la progression du revenu par tête sera freinée par la croissance démographique qui prévaudra jusqu'en 2000 et au-delà ; la part de l'alimentation dans les budgets d'une population en voie d'urbanisation rapide n'aura pas tendance à croître et le modèle de consommation par tête risque de ne pas se modifier beaucoup jusqu'en 2000, sinon par un accroissement léger de la consommation de produits animaux si les rapports de prix ne varient pas. Globalement, on peut tabler sur une certaine inertie et la variable démographique sera l'élément le plus déterminant de la variation de la demande globale nette de produits alimentaires.

La relative stagnation démographique des pays du Nord, à part l'Espagne, fait que la demande globale n'augmentera que de peu : les capacités de production déjà en place n'auront pas de mal, par une simple rationalisation, à faire face à cette variation, étant donné le niveau d'autosuffisance très élevé dont ces pays bénéficient, soit sur la base d'une politique nationale (Yougoslavie, Albanie), soit au titre de la CEE pour les pays qui en sont membres.

Par contre, dans les pays du Sud et de l'Est, en supposant les rations individuelles actuelles simplement maintenues, l'accroissement devient très fort du seul fait démographique. Ces pays sont déjà très dépendants de l'extérieur pour leur approvisionnement alimentaire et, selon les choix et les moyens mis en oeuvre pour accroître les productions nationales, on s'achemine vers un déficit que nous essaierons d'évaluer pour les principaux produits.

Nous avons effectué des projections simples pour les pays de la zone à 2000 et à 2025, selon une hypothèse conservatrice de maintien des rations actuelles (voir tableaux en annexe), puis, nous les avons comparées aux projections plus sophistiquées exécutées par la FAO. Les ordres de grandeurs sont comparables,

L'Europe du Nord, en particulier, est en situation de surcharge alimentaire.

ce qui montre bien que la variable démographique est la variable centrale.

4.2. Eléments pour la confrontation de l'offre et de la demande des pays du sud en l'an 2000.

La confrontation de la consommation humaine, de la demande totale et de la production nationale nous permet d'identifier les principaux déficits et préciser leur ordre de grandeur.

Il n'est pas prévu en 2000 de changements significatifs de la structure des consommations alimentaires dans le scénario médian de la FAO. Les céréales constituent toujours la base de la ration, mais leur consommation par tête stagne autour des quantités observées à travers les bilans alimentaires pour 1984. Une très légère croissance de la consommation du sucre, d'huile et de produits animaux justifierait la faible variation positive de l'apport calorique journalier, qui resterait en deçà de 3000 calories pour deux pays sur sept (Maroc et Algérie), contre trois à l'heure actuelle (la Tunisie passant à peine le cap des 3000 calories).

Nous avons déjà expliqué que la confrontation de l'accroissement du revenu national et de l'accroissement démographique laissait peu de place au rôle du revenu et des dépenses de consommation privée des ménages dans la variation de la ration alimentaire, et il y a donc une certaine conformité entre les résultats obtenus et ceux que l'on attendait, en vertu des hypothèses de projection.

On n'a donc pas tenu compte des phénomènes de prix et des phénomènes de distribution des revenus en supposant par hypothèse une fixité de la structure de ces facteurs. Or l'endettement des pays et les politiques d'ajustements structurels qui en résultent auront pour effet de faire baisser le niveau des subventions à la consommation des produits alimentaires de base qui existent dans la plupart des pays et d'affecter la répartition des revenus vers une plus grande inégalité, ce qui se traduirait sur le plan de la consommation alimentaire par un recours renforcé aux céréales et un recul des consommations de confort (sucre, huile) et de faire apparaître la viande comme un luxe réel. L'hypothèse centrale de la FAO apparaît donc, malgré ses apparences conservatrices, comme plutôt optimiste, fournissant une base de travail pertinente, compatible avec nos projections simples pour 2000 de demande minimale souhaitable.

Pour faire face à une demande intérieure qui continue à croître à un rythme très rapide, les pays méditerranéens du Sud devront mettre en place des politiques agricoles vigoureuses pour inverser

les tendances à la stagnation voire au déclin des productions de base et particulièrement les céréales.

Les possibilités d'accroître les productions céréalières existent dans presque tous les pays. Le niveau extrêmement bas des rendements, le faible degré de mécanisation et l'emploi encore peu répandu des moyens modernes de production, et plus spécialement des engrais, montrent qu'il existe une marge d'intensification de la production. De même, la réduction de la jachère et la pratique de la double culture, dans les zones où cela est possible, pourrait permettre une certaine extension des superficies récoltées. En ce qui concerne les potentiels de production à moyen et long terme du monde arabe, les études de la FAO concernant l'agriculture des pays en développement à l'horizon 2000²⁴, montrent que dans l'hypothèse d'un objectif de croissance élevée des PIB et de politiques agricoles vigoureuses visant à améliorer les résultats du secteur agricole, il existe des possibilités d'accroître significativement la production, compte tenu des ressources globales des pays. Toutefois l'accroissement de la production céréalière qui résulterait, dans la meilleure hypothèse, de politiques agricoles énergiques ne permettrait, au mieux que de limiter l'aggravation du déficit actuel, compte tenu de la croissance très forte de la demande engendrée directement par l'accroissement démographique et indirectement par l'élévation des revenus, qui se répercutent par une consommation accrue de produits animaux.

Les perspectives de développement de l'élevage dans les pays méditerranéens du Sud sont favorables à plus d'un titre. Tout d'abord, la très forte croissance de la demande en produits animaux constatée ces dix dernières années dans la plupart des pays devrait se poursuivre dans les années à venir compte tenu de l'augmentation des revenus et de l'évolution des modèles de consommation. Une accélération de la croissance pourrait même conduire à une élévation encore plus rapide de la demande en raison de la forte élasticité revenu de ces produits.

En ce qui concerne la production de viande, les perspectives de développement sont importantes pour la volaille. Selon les experts de la FAO, l'objectif d'autosuffisance pour ce type de viande serait réalisable d'ici la fin du siècle dans l'hypothèse d'une accélération de la croissance. Globalement, la croissance de la production de viande de volaille devrait se situer autour de 8% par an d'ici l'an 2000. Pour les autres viandes (ovines et bovines), la croissance de la production pourrait atteindre 3 à

(24) Agriculture : horizon 2000, FAO, juillet 1979 et édition revue 1987.

3,5% par an jusqu'à la fin du siècle si les tendances récentes se poursuivaient, et 3,5 à 4% dans l'hypothèse d'accélération de la croissance.

En ce qui concerne les **produits laitiers**, la croissance annuelle de la production pourrait connaître des taux voisins de 3% dans l'hypothèse d'une poursuite des tendances récentes et 3,5 à 4% dans l'hypothèse de croissance accélérée. Les perspectives de développement de la production laitière concernent essentiellement l'élevage laitier bovin qui devrait connaître une croissance assez forte dans plusieurs pays, compte tenu de la croissance extrêmement rapide de la demande, notamment dans les milieux urbains. Il est prévisible que les cultures fourragères prendront une importance sans cesse grandissante dans les systèmes de cultures, principalement dans les zones irriguées où la concurrence entre les différentes cultures se fera de plus en plus vive et où les cultures fourragères présentent le plus souvent une rentabilité certaine dans l'assolement.

Bien que les perspectives de développement de la production de l'élevage demeurent très importantes, les pays de la zone resteront encore très déficitaires en produits animaux dans les années à venir, en raison d'une croissance très élevée de la demande.

Le secteur sucrier, a connu une extension rapide depuis le début des années 60. Certains pays ont enregistré des taux de croissance très élevés de leur production sucrière, citons notamment le Maroc (20 %), l'Égypte, l'Algérie, l'Irak et la Syrie. L'ensemble de la zone reste encore très déficitaire. La croissance remarquable des productions sucrières, notamment au Maroc s'inscrit dans une politique à long terme visant à assurer l'autosuffisance en sucre par l'extension des cultures sur les périmètres irrigués et la création d'unités de traitement et de raffineries dans les zones de production. Actuellement les pays de la zone importent annuellement plus de 4 millions de tonnes de sucre (en équivalent brut). Plusieurs pays doivent importer la presque totalité de leurs besoins. C'est le cas notamment de l'Algérie, la Jordanie, la Lybie, et la Tunisie. Les perspectives FAO à l'horizon 2000 indiquent une orientation dans le sens de l'amélioration de l'auto-alimentation mais avec la persistance d'un important déficit même dans la meilleure des hypothèses.

La croissance de la demande et les déficits potentiels des pays arabes pour les produits alimentaires de base (céréales, sucre, viandes, produits laitiers, oléagineux) font que cette zone

sera sollicitée par les grands exportateurs comme la CEE, les USA, le Canada mais aussi l'Australie et la Nouvelle Zélande. Dans le contexte excédentaire des marchés mondiaux et la limitation des demandes solvables, la concurrence risque de s'établir entre les différents exportateurs à la fois sur les produits, les prix et les services offerts notamment en matière de financement des échanges et de logistiques de transferts (transport, manutention, conditionnement) ; les échanges de produits agro-alimentaires risquent de faire partie de négociations élargies à d'autres produits et services (produits intermédiaires, équipement, transfert de technologie, formation, etc...)

Les pays arabes continueront à être dans les prochaines années des marchés porteurs dans le domaine agro-alimentaire, ils sont convoités principalement par les deux grands concurrents que sont la CEE et les États Unis.

**TABEAU N°16 EVOLUTION DES PRINCIPAUX DEFICITS AGROALIMENTAIRES
MEDITERRANEENS : CEREALES, SUCRE, HUILES, TOURTEAUX, VIANDES
(IMPORTATIONS - EXPORTATIONS) (1000 T)**

PRODUITS	PERIODE	MEDIT. NORO	MEDIT. SUD	MEDIT.	P. ARABES
CEREALES	1961-65	4313	4178	8491	3635
	1971-75	-218	9601	9383	8661
	1981-85	-10288	30739	20451	30111
	2000 *				49387
BLE	1961-65	753	3797	4550	3685
	1971-75	-4612	7616	3004	7546
	1981-85	3044	19078	6035	19395
	2000 *				27825
MAIS	1961-65	4094	413	4507	244
	1971-75	6106	655	6752	520
	1981-85	4427	4431	8858	4162
	2000 *				9353
SUCRE	1961-65	264	1397	1661	1509
	1981-85	-2077	4018	1941	3977
	2000 *				6770
HUILES	1961-65	475	95	570	95
	1971-75	567	276	843	262
	1981-85	179	762	941	770
	2000 *				-
TOURTEAUX	1961-65	718	-187	531	-326
	1971-75	2247	-79	2167	-189
	1981-85	5037	739	5776	678
	2000 *				-
VIANDES	1961-65	277	46	323	31
	1971-75	926	125	1051	86
	1981-85	971	1050	2021	1020
	2000 *				1262

Source : MEDISTAT d'après données FAO

* AGRICULTURE HORIZON 2000 (Algérie, Libye, Maroc, Tunisie, Arabie Séoudite, Egypte, Irak, Jordanie, Syrie, Yémen Arabe, Yémen Démocratique, Mauritanie, Soudan)

**TABLEAU N°17 EVOLUTION DES DEFICITS MEDITERRANEENS
EN PRODUITS LAITIERS
(IMPORTATIONS - EXPORTATIONS) (1000 T)**

PRODUITS	PERIODES	MEDIT. NORD	MEDIT. SUD	MEDIT.	P. ARABES
LAIT CONDENSE	1961-65	-11,11	47,35	36,24	48,35
	1971-75	8,53	124,16	132,69	127,43
	1981-85	65,41	323,07	388,49	330,86
LAIT EN POUDRE	1961-65	1,66	39,37	41,03	33,39
	1971-75	13,59	87,85	101,43	82,10
	1981-85	23,15	385,73	408,87	411,03
LAIT FRAIS	1961-65	-78,07	21,70	-56,38	21,80
	1971-75	198,71	67,77	266,48	68,62
	1981-85	1411,29	38,35	1449,64	48,07
BEURRE	1961-65	-0,75	27,20	26,45	26,49
	1971-75	-10,94	56,32	45,38	56,75
	1981-85	-31,19	211,88	180,69	217,26
FROMAGES	1961-65	11,30	26,47	37,78	26,39
	1971-75	15,53	43,41	58,94	43,49
	1981-85	86,74	174,36	261,10	175,23

Source : MEDISTAT d'après données FAO

CHAPITRE III :

Dynamique des marchés et géopolitique des échanges

L'analyse de la dynamique des marchés méditerranéens et de la géopolitique des échanges ne peut se faire que par rapport au contexte mondial et aux positions des pays et des opérateurs dominants sur les grands marchés d'importation et d'exportation pour les principaux produits. L'objectif poursuivi consiste à situer les échanges méditerranéens dans le monde pour les grandes catégories de produits et particulièrement les produits alimentaires ; comment évoluent les principaux flux d'échanges, leurs compositions par produits, leurs orientations selon les origines et destinations ? Comment se présentent les balances commerciales globales et agro-alimentaires ? Quels sont les facteurs explicatifs de ces différentes tendances ?

1. La place de la méditerranée dans le commerce mondial

1.1. La Méditerranée : 20% du marché mondial.

La zone méditerranéenne avec ses 420 millions d'habitants regroupe 9,4 % de la population mondiale ; sur le plan des échanges internationaux le poids de cette zone est cependant beaucoup plus important car elle représente environ 20 % du marché mondial de l'ensemble des produits. Les échanges méditerranéens comparés à l'ensemble des échanges mondiaux apparaissent comme relativement dynamiques et confèrent à la Méditerranée une place croissante dans le marché mondial ; c'est ainsi que les importations méditerranéennes représentent aujourd'hui 20 % du total mondial contre 16 % en 1966. Quant aux exportations elles totalisent 23,4% des exportations mondiales contre 15 % en 1966. Les importations et les exportations par habitant s'élèvent à 700-800 \$ en méditerranée contre 300-350 \$ au niveau mondial. Globalement, les échanges de l'ensemble de la zone sont excédentaires mais cette présentation globale doit être complétée par une analyse détaillée en raison des très fortes disparités entre les pays en liaison notamment avec les niveaux de développement et l'importance des exportations de pétrole. En effet, seuls les pays fortement exportateurs de pétrole continuent à avoir des balances

TABLEAU N°18 INDICATEURS ECONOMIQUES DE BASE

PAYS	PNB/hab en \$ en 1985	Croissance annuelle 1965-85 du PNB/hab. (%)	Encours de la dette en % du PNB 1985	Service de la dette en % des exports en 1985
Espagne	4290	2,6		
France	9540	2,8		
Grèce	3550	3,6	38,3	24,7
Italie	6520	2,6		
Portugal	1970	3,3	54,6	31,5
Chypre	3790			
Malte	3310	8,1		
Turquie	1080	2,6	34,7	30,8
Yougoslavie	2070	4,1	21,5	8,2
Algérie	2550	3,6	24,0	33,3
Libye	7170	-1,3		
Maroc	560	2,3	101,3	32,7
Tunisie	1190	4,0	56,1	24,9
Arabie S.	8850	5,3		
Bahrein	9420			
Egypte	610	3,1	61,9	30,9
Emirats A.U.	19270			
Irak				
Israël	4990	2,5	82,4	19,7
Jordanie	1560	5,8	70,9	22,1
Koweït	14480	-0,3		
Liban				
Oman	6730	5,7	24,1	4,8
Qatar	16270	-7,0		
Syrie	1570	4,0	16,9	14,8
Yemen A.	550	5,3	45,6	55,8
Yemen D.	530		134,7	42,3

Source : BANQUE MONDIALE Rapport sur le Développement dans le Monde, 1

TABLEAU N°19 EVOLUTION DU SOLDE DES BALANCES COMMERCIALES

(Tous Produits)

(EXPORTATIONS-IMPORTATIONS) (millions de \$US)

PAYS	1962-1965	1971-1975	1981-1985	TAUX (1) 63-73	TAUX (2) 73-83	TAUX (3) 63-83
Espagne	-1346,0	-5196,1	-8687,6	14,44	5,26	9,75
France	-1171,4	-2404,1	-15302,0	7,44	20,30	13,68
Grèce	-587,0	-2065,6	-5192,0	13,39	9,64	11,49
Italie	670,9	-4136,9	-11404,1	0,00	10,66	0,00
Portugal	-267,0	-1435,5	-3870,7	18,29	10,41	14,27
Chypre	-76,0	-216,6	-240,7	11,02	1,05	5,92
Malte	-76,0	-169,2	-157,1	8,32	-0,74	3,68
Turquie	-203,0	-1450,3	-3534,0	21,70	9,30	15,32
Yougoslavie	-272,0	-2364,6	-2736,1	24,11	1,46	12,20
MEDIT.NORD	-3327,5	-19438,9	-51124,2	19,28	10,14	14,60
Algérie	22,0	-492,0	1641,8	-	-	24,01
Libye	204,0	2975,9	5056,9	30,70	5,43	17,37
Maroc	-19,0	-350,1	-1777,1	33,78	17,61	25,41
Tunisie	-108,0	-252,9	-1277,9	8,87	17,56	13,12
Arabie S.	785,8	14270,4	27532,6	33,59	6,78	19,41
Bahrein	6,0	-44,0	43,3	-	-	10,36
Egypte	-384,0	-673,8	-6500,7	5,77	25,41	15,16
Emirats A.U.	-105,0	2173,9	3478,2	-	4,80	-
Irak	339,0	2347,5	-3937,8	21,32	-	-
Israël	-379,0	-1559,0	-2630,6	15,17	5,36	10,15
Jordanie	-115,5	-316,4	-2277,7	10,59	21,79	16,04
Koweït	-260,7	4624,9	5014,1	-	0,80	-
Liban	-350,0	-854,4	0,0	9,32	-	-
Oman	-12,0	294,8	-118,1	-	-	12,08
Qatar	101,0	846,6	1300,8	23,66	4,38	13,60
Syrie	-52,0	-387,3	-2428,5	22,21	20,12	21,14
Yemen A.	-24,0	-137,1	-1539,8	19,01	27,33	23,07
Yemen D.	-95,2	-95,3	-913,1	0,01	25,32	11,94
MEDIT. SUD	-446,6	22371,7	20666,8	-	-0,79	-
MEDIT.	-3774,1	2932,8	-30457,4	-	-	10,98
P. ARABES	-99,9	23651,3	22984,3	-	-0,29	-
MONDE	-8900,0	-17986,6	-13600,0	7,28	-2,76	2,13

Source : MEDISTAT d'après données FAO

(1) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1971-75 en pourcent

(2) Taux de croissance annuel moyen entre 1971-75 et 1981-85 en pourcent

(3) Taux de croissance annuel moyen entre 1961-65 et 1981-85 en pourcent

commerciales excédentaires ; tous les autres pays sont dans des situations de déficit commercial avec des taux de couverture des importations par les exportations qui évoluent bien souvent à la baisse. Parmi les pays non exportateurs de pétrole, seuls l'Espagne, la Yougoslavie, la Grèce, Israël, Chypre, Malte et la Tunisie enregistrent une amélioration de leur taux de couverture du commerce extérieur entre les années 1966-70 et 1981-85. Plusieurs autres pays comme le Maroc, l'Egypte, la Syrie et le Yémen Démocratique se retrouvent actuellement avec des taux de couverture voisins ou inférieurs à 50 % alors que ces derniers étaient voisins de 70-80 % dans les années soixante. Cette détérioration de la situation des échanges s'est accompagnée d'une dégradation de la situation d'endettement extérieur, les pays ne pouvant financer les importations et les projets de développement sur leur propre financement ont eu recours aux emprunts extérieurs à long terme et se retrouvent aujourd'hui fortement endettés. Dans beaucoup de pays, l'encours de la dette totale à long terme dépasse le tiers ou la moitié du PNB ; plus grave encore est le service de la dette qui en découle obligeant ces pays à consacrer vingt, trente ou même cinquante pour cent de leurs recettes d'exportations au paiement du service de la dette à long terme.

1.2. Le rôle dominant des échanges de biens manufacturés

Du point de vue de la structure par produit, les échanges méditerranéens restent dominés par l'importance des biens manufacturés qui représentent 50 à 80 % du total des importations. Cette part a cependant évolué de façon différente dans les pays selon qu'ils sont exportateurs ou non de pétrole. Dans les pays exportateurs de produits pétroliers, la part des importations de produits manufacturés a fortement augmenté en liaison avec les politiques d'industrialisation; dans les pays importateurs de pétrole, la part des importations de produits manufacturés a légèrement baissé au profit de celle des combustibles. En effet, la part de ces dernières a connu une très forte croissance sous les effets combinés des hausses de prix du pétrole et du dollar. Dans de nombreux pays importateurs de combustibles, la part de ces derniers dépasse aujourd'hui 20 % du total des importations (36 % en Turquie et en Espagne, 29 % en Italie, 22 % en France) alors qu'elle était inférieure à 10 % dans les années 60. Cette croissance des importations pétrolières s'est faite bien souvent au détriment de celles des produits alimentaires, des matières premières d'origine agricole et dans certains cas de produits manufacturés. Après 1980, la conjoncture mondiale indique un renversement de tendance pour

TABLEAU N° 20 : STRUCTURE DES IMPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR GROUPES DE PRODUITS

(en %)

PAYS	Années	TOTAL (en millions \$)	PRODUITS ALIMENT.	MAT.PREM. ORIG.AGRIC.	FUELS COM- BUSTIBLES	MINERAIS METAUX	PRODUITS MANUFACTUR.
Espagne	1970	4714,4	15,65	8,00	13,31	16,51	46,54
	1985	30066,5	10,64	4,77	36,12	8,09	40,23
France	1970	18922,4	14,79	6,81	12,11	14,87	51,40
	1985	107588,1	10,99	3,25	22,26	7,33	56,08
Grèce	1970	1958,3	10,90	6,50	6,88	7,79	67,92
	1985	10137,9	12,96	4,30	29,53	6,16	46,98
Italie	1970	14939,2	19,05	10,18	14,02	16,96	39,55
	1985	88592,5	14,29	6,57	26,78	7,71	43,46
Portugal	1970	1589,8	13,66	9,18	9,15	9,55	58,41
	1985	8089,6	11,95	7,32	24,59	7,42	48,46
Chypre	1970	235,1	16,85	1,92	7,14	6,38	65,66
	1985	1233,5	15,13	1,38	18,16	5,38	59,90
Malte	1970	160,5	26,03	3,14	4,85	4,56	61,03
	1984	710,8	17,14	1,54	12,92	4,05	63,64
Turquie	1970	885,8	7,63	4,66	7,51	11,49	68,71
	1984	10662,8	5,73	2,89	35,58	10,65	45,14
Yougoslavie	1970	2874,0	7,93	8,67	4,81	17,06	61,52
	1985	12162,9	4,75	7,85	27,19	11,90	48,30
Algérie	1970	1257,1	12,74	3,85	2,12	7,91	73,33
	1984	10263,2	19,20	3,92	2,06	7,88	66,88
Libye	1970	554,4	22,59	1,42	3,18	7,36	65,45
	1982	7175,5	15,99	1,08	1,45	6,17	75,31
Maroc	1970	684,3	20,66	8,14	5,46	10,07	55,65
	1984	3906,7	20,54	5,12	26,14	11,19	36,97
Tunisie	1970	304,6	27,86	5,50	4,84	8,59	53,17
	1984	3114,9	15,75	3,76	11,16	9,41	59,64
Ar. Séoudite	1970	692,1	32,93	2,15	1,12	5,83	57,86
	1982	40472,6	12,93	0,94	0,47	7,68	77,77
Bahrein	1970	168,3	20,36	1,19	1,07	6,32	70,56
	1982	3615,4	6,22	0,51	52,56	3,31	37,17
Egypte	1970	786,6	23,22	8,31	9,39	9,13	49,93
	1985	9961,5	27,08	6,83	3,78	10,16	52,13
Em. Ar. Un.	1970	271,0	15,58	2,46	3,28	7,51	69,88
	1982	8600,6	9,56	0,77	6,03	9,27	73,23
Irak	1970	508,6	17,71	3,91	0,09	13,05	63,58
	1978	4212,6	12,58	1,24	0,26	7,34	78,54
Israël	1970	1451,1	14,03	4,64	4,91	12,03	63,70
	1985	8184,0	9,58	2,33	16,41	6,31	63,07
Jordanie	1970	184,5	31,04	3,04	5,67	7,12	46,55
	1985	2593,2	18,81	1,93	21,89	6,19	48,81
Koweït	1970	625,1	19,79	1,09	0,71	4,92	73,32
	1982	8283,4	13,61	0,93	0,60	6,26	78,22
Liban	1970	567,5	25,07	6,28	5,92	8,40	54,32
	1977	1692,3	22,09	2,34	7,63	14,93	52,98
Oman	1970	18,2	1,87	0,35	4,48	6,96	42,81
	1985	3152,7	13,46	1,07	1,75	6,81	74,32
Qatar	1970	67,9	24,08	2,02	1,90	13,11	58,21
	1982	1945,5	10,66	1,00	0,66	6,65	80,85
Syrie	1970	350,0	28,59	5,71	8,02	9,96	47,60
	1983	4542,3	19,80	2,78	30,17	6,32	40,92
Yemen Arabe	1970	31,7	62,63	2,85	5,34	2,13	26,47
	1981	1608,8	31,98	0,23	8,28	4,74	53,94
Yemen Dém.	1976	412,2	17,68	0,86	54,43	1,31	25,65
	1977	544,0	16,87	1,21	46,63	1,39	33,90

Source: Manuel de Statistiques du Commerce International et du Développement CNUCED 1986

TABLEAU N° 21 : STRUCTURE DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR GROUPES DE PRODUITS
(en %)

PAYS	Années	TOTAL (en millions \$)	PRODUITS ALIMENT.	MAT. PREM. ORIG. AGRIC.	FUELS COM- BUSTIBLES	MINERAIS METAUX	PRODUITS MANUFACTUR.
Espagne	1970	2386,9	35,12	1,87	5,49	6,12	51,26
	1985	24306,8	14,89	1,97	8,84	13,20	60,64
France	1970	17738,8	15,80	3,05	2,12	13,08	64,89
	1985	97456,5	16,32	2,48	3,85	8,90	67,95
Grèce	1970	642,5	41,20	9,76	1,00	24,77	23,27
	1985	4536,2	28,17	3,01	12,04	13,83	42,71
Italie	1970	13209,8	8,53	1,59	5,07	5,10	79,44
	1985	78943,4	7,45	1,22	4,67	5,91	80,38
Portugal	1970	949,2	20,02	10,96	2,34	4,00	61,26
	1985	5253,3	13,40	7,79	5,21	3,23	68,50
Chypre	1970	108,5	51,41	1,15	0,04	31,77	14,12
	1985	476,3	32,12	1,01	8,11	2,44	55,75
Malte	1970	29,3	9,84	8,24	0,00	3,32	78,50
	1984	358,1	6,66	0,46	0,00	0,82	91,88
Turquie	1970	588,5	49,28	33,58	0,62	8,10	8,41
	1984	7133,6	30,76	5,13	5,70	11,89	46,51
Yougoslavie	1970	1679,1	19,97	5,74	1,21	17,75	55,27
	1985	10641,5	9,31	3,13	2,79	9,75	74,82
Algérie	1970	1009,0	19,98	0,51	70,24	4,99	4,28
	1984	11885,7	0,41	0,01	97,53	0,94	1,12
Libye	1970	2357,1	0,01	0,03	99,92	0,05	0,00
	1982	14729,6	0,05	0,02	98,63	0,00	1,26
Maroc	1970	487,9	51,79	5,52	0,38	32,64	9,65
	1984	2171,9	22,75	2,06	3,96	30,47	40,74
Tunisie	1970	182,5	29,90	4,68	27,23	23,73	14,38
	1984	1796,3	10,23	0,72	44,29	3,05	41,54
Ar. Séoudite	1970	2423,7	0,11	0,00	99,75	0,05	0,10
	1982	79124,1	0,13	0,02	98,79	0,04	1,03
Bahreïn	1970	235,9	5,23	0,13	77,87	0,72	15,89
	1982	3582,8	0,20	0,07	82,22	6,75	10,76
Egypte	1970	761,7	21,28	46,26	4,78	1,61	26,07
	1985	3714,2	5,60	12,09	68,14	4,12	10,02
Em. Ar. Un.	1974	7017,0	0,32	0,03	98,78	0,30	0,33
	1978	9138,2	1,21	0,11	94,96	0,28	3,40
Irak	1970	1093,8	2,98	1,21	94,58	0,28	0,96
	1978	11063,9	0,65	0,21	98,65	0,02	0,48
Israël	1970	775,5	22,62	3,30	0,03	4,07	69,11
	1985	6256,4	10,93	3,12	0,01	3,25	82,65
Jordanie	1970	26,1	57,42	2,06	0,02	24,32	16,18
	1985	649,0	17,89	0,45	0,00	38,46	43,20
Koweït	1970	1901,4	1,00	0,07	94,00	0,20	4,64
	1982	10861,3	1,37	0,21	75,65	1,46	21,22
Liban	1970	197,8	29,99	5,96	0,14	6,95	56,97
	1977	394,3	18,27	1,76	0,07	7,27	72,50
Oman	1970	206,2	0,42	0,00	99,55	0,00	0,00
	1982	4421,0	0,77	0,02	92,33	0,05	6,34
Qatar	1972	433,1	0,67	0,06	96,52	0,08	2,35
	1983	3297,0	0,03	0,01	92,75	2,70	4,38
Syrie	1970	203,0	27,36	42,37	16,74	2,26	10,86
	1983	1922,9	4,66	9,91	68,85	1,48	15,08
Yemen Arabe	1970	2,8	82,68	7,57	0,00	9,54	0,14
	1981	47,5	21,43	2,33	0,02	1,06	73,02
Yemen Dém.	1976	177,2	9,49	6,57	82,28	0,43	0,22
	1977	204,7	19,90	4,21	74,55	0,94	0,39

Source : Manuel de Statistiques du Commerce International et du Développement. CNUCED 1986

les prix du pétrole et le dollar ce qui tendrait à limiter la part des échanges pétroliers dans le commerce global si ces tendances étaient confirmées .

La part des importations des produits alimentaires qui était de l'ordre de 20 à 30 % dans de nombreux pays pendant les années 60 a partout baissé pour se situer autour de 15 % à l'exception de quelques pays où elle se maintient autour de 20 % (Maroc, Syrie) ou même augmente (Algérie, Egypte). Cette baisse relative de la part des importations alimentaires dans le total des importations s'explique par plusieurs raisons qui se combinent différemment selon les cas.

- Les choix de politique accordant davantage de priorités à l'équipement et l'importation de produits manu-facturés ;
- les dispositions mises en oeuvre pour accroître les productions agro-alimentaires nationales ;
- les plans d'austérité limitant les importations en raison de l'insuffisance des moyens de paiement.²⁵

En ce qui concerne la structure des exportations, le commerce des pays méditerranéens demeure fortement concentré malgré une certaine diversification et un accroissement du nombre de produits exportés, les indices de concentration²⁵ sont encore très proches de 1 pour beaucoup de pays et en particulier les pays pétroliers. Les pays du Nord de la Méditerranée se différencient nettement des pays de la zone sud ; en effet, entre 1970 et 1983 le nombre de produits qu'ils exportent augmente considérablement, la France passe de 81 à 179 produits, l'Italie de 70 à 176, l'Espagne de 62 à 172, leurs indices de concentration déjà faibles baissent encore légèrement pour se situer entre 0,10 et 0,15. Par contre dans la méditerranée Sud, les coefficients de concentration malgré une légère baisse demeurent voisins ou supérieurs à 0,5, et très proche de 1 dans le cas des pays exportateurs de pétrole malgré l'augmentation du nombre de produits exportés par ces derniers. En Algérie, ce nombre baisse considérablement pour passer de 76 à 34.

Deux catégories de pays se distinguent nettement : l'une exportant principalement des produits manufacturés (Méditerranée européenne et Israël), l'autre les combustibles et minerais (pays pétroliers dont les exportations sont à plus de 90 % à base de fuel et combustibles). Plusieurs pays méditerranéens, faiblement

²⁵) Pour la définition des indices de diversification et de concentration, voir tableau N°22 et annexe .

TABLEAU N°22 INDICES DE DIVERSIFICATION ET DE CONCENTRATION
DES EXPORTATIONS EN 1970 ET 1983

Pays	nbre de produits exportés		indice de diversification		Indice de concentration	
	1970	1983	1970	1983	1970	1983
Espagne	62	172	0,502	0,407	0,109	0,118
France	81	179	0,248	0,270	0,087	0,088
Grèce	12	150	0,727	0,654	0,162	0,128
Italie	70	178	0,370	0,388	0,113	0,102
Portugal	47	151	0,607	0,527	0,115	0,142
Chypre	49	97	0,805	0,668	0,324	0,183
Malte	32	56	0,809	0,782	0,319	0,381
Turquie	85	139	0,807	0,683	0,330	0,128
Yougoslav	59	164	0,508	0,447	0,095	0,079
Algérie	76	34	0,831	0,793	0,652	0,568
Libye	4	29	0,946	0,804	0,999	0,924
Maroc	84	99	0,816	0,812	0,292	0,255
Tunisie	70	106	0,754	0,687	0,260	0,426
Arabie S.	22	138	0,916	0,799	0,837	0,887
Bahreïn	81	55	0,763	0,887	0,544	0,802
Egypte	87	87	0,784	0,728	0,442	0,483
Emirats A.	26	141	0,934	0,759	0,961	0,801
Irak	43	54	0,919	0,846	0,938	0,968
Israël	16	139	0,679	0,659	0,307	0,227
Jordanie	23	74	0,851	0,845	0,374	0,328
Koweït	1	111	0,880	0,771	0,788	0,606
Liban	16	115	0,601	0,714	0,118	0,171
Oman	4	74	0,942	0,794	0,996	0,913
Qatar	1	49	0,947	0,797	1,000	0,852
Syrie	80	81	0,779	0,719	0,401	0,541
Yemen A.	7	32	0,963	0,805	0,563	0,663
Yemen D.	-	27	-	0,924	-	0,970

Source : Manuel de statistiques du Commerce International
et du développement. CNUCED 1986

L'indice de concentration permet de distinguer les pays dont la structure des exportations est plus ou moins fortement concentrée autour de quelques produits.

L'indice de diversification mesure la déviation de la structure des exportations par produits du pays par rapport à la structure mondiale. Les deux indices varient entre 0 et 1 (Voir Annexe)

industrialisés, enregistrent comme premiers résultats des politiques en faveur de l'industrialisation, une certaine amélioration de leur part relative d'exportation de produits manufacturés, c'est le cas de la Turquie, de la Jordanie, du Koweït, de l'Arabie Séoudite, du Maroc et de la Tunisie.

Les parts des exportations des produits alimentaires, quand elles sont importantes, correspondent à des situations économiques fort différentes où l'on retrouve des pays réalisant des excédents (France, Italie, Espagne), des pays pauvres (Yemen) dont les exportations agricoles constituent la principale source de devises et des pays intermédiaires traditionnellement exportateurs de quelques produits agricoles comme les légumes et les fruits (Maroc, Tunisie, Egypte).

1.3. Boom pétrolier et forte dynamique des échanges méditerranéens et arabes

Sur le plan dynamique, le commerce extérieur des pays méditerranéens a été pendant les trente dernières années plus actif que l'ensemble du commerce mondial ; les exportations comme les importations méditerranéennes ont connu des croissances bien plus rapides que dans le reste du monde ; les augmentations les plus fortes ont été enregistrées dans les années 70 avec des taux annuels moyens allant de 20 à 30 % et parfois plus et ce en raison principalement des hausses des prix du pétrole et du dollar. A partir de 1980, le retournement de tendance aboutit aux effets contraires et l'on assiste à des baisses des exportations et des importations méditerranéennes plus fortes que dans le reste du monde, notamment dans les pays pétroliers.

1.4 Fléchissement de la position dominante de la CEE et présence croissante du Japon sur les marchés Méditerranéens et Arabes

L'analyse des exportations selon les destinations et des importations selon les origines révèle très nettement l'importance des échanges euro-méditerranéens et arabes. La CEE réalise avec la majorité des pays méditerranéens et arabes la plus grande part de leurs échanges et demeure leur plus important partenaire à la fois comme client et comme fournisseur. Cette position dominante de la CEE sur les marchés méditerranéens a été cependant en régression à quelques rares exceptions durant la période 1970-1984. En effet, la CEE n'améliore ses parts de marché en tant que fournisseur que dans 9 pays méditerranéens et arabes : la Tunisie, la Libye, l'Egypte, le Liban, l'Arabie Séoudite, la Syrie, l'Irak, le Soudan et la Somalie ; partout ailleurs, elle a vu ses parts de marchés se réduire au profit

TABLEAU N°23 : TAUX D'ACCROISSEMENTS ANNUELS MOYENS DES IMPORTATIONS (%)

PAYS	1950- 1960	1960- 1970	1970- 1980	1980- 1981	1981- 1982	1982- 1983	1983- 1984	1984- 1985
Espagne	7,4	18,6	20,9	-5,5	-2,1	-7,5	-1,3	4,1
France	5,7	11,7	21,1	-10,5	-4,3	-8,9	-1,5	3,9
Grèce	6,4	11,0	19,7	-15,6	12,8	-3,9	-2,1	7,5
Italie	9,1	11,0	20,1	-8,6	-5,3	-6,8	4,8	8,0
Portugal	6,5	10,9	17,4	5,3	-3,5	-14,1	-3,2	-4,1
Chypre	11,6	7,4	16,7	-3,1	4,3	0,3	11,9	-8,6
Malte	5,9	7,1	20,4	-8,8	-7,7	-7,1	-2,2	5,7
Turquie	0,1	5,3	23,0	18,5	-0,1	4,8	15,8	2,8
Yougoslavie	10,5	12,4	19,6	-13,5	-15,6	-16,8	3,9	5,4
Algérie	10,7	0,1	26,8	6,9	-4,7	-3,2	-1,0	-11,6
Libye	22,0	16,8	27,4	23,7	-14,4	4,1	-8,9	-20,3
Maroc	-1,6	4,5	22,2	4,1	-0,9	-16,6	8,6	-1,5
Tunisie	0,1	3,4	28,4	7,1	-10,0	-8,8	3,7	-19,3
Arabie S.	5,6	12,4	52,4	16,7	15,4	-3,6	-14,1	-19,9
Bahreïn	4,7	1,9	30,9	18,4	-12,4	-7,5	5,6	-26,4
Egypte	0,7	0,0	25,1	81,9	2,7	13,2	4,8	-7,5
Emirats A.U.	8,1	6,7	45,8	10,2	-2,4	-11,3	-8,6	-0,6
Irak	12,7	2,5	36,9	48,7	3,9	-43,5	-8,9	-4,9
Israël	4,6	9,9	18,2	-0,4	1,4	5,2	0,5	-3,7
Jordanie	12,5	4,8	31,9	31,5	2,9	-6,5	-8,1	-4,6
Koweït	13,2	12,0	30,3	6,7	18,9	-11,7	5,3	-14,1
Liban	11,2	6,3	15,7	-5,2	-6,2	8,0	-19,5	-25,4
Oman	7,8	2,4	45,0	32,1	17,2	-7,1	10,3	9,2
Qatar	13,7	6,6	39,7	4,9	28,1	-25,1	-20,2	3,3
Syrie	7,8	5,3	29,4	22,2	-20,3	13,1	-9,4	-6,6
Yemen A.	5,0	12,1	55,3	-5,1	-13,5	4,7	3,9	-3,4
Yemen D.	5,4	-1,8	15,6	3,2	137,6	-7,3	4,0	-16,4

Source : Manuel de Statistiques du Commerce International et du Développement CNUCED 1986

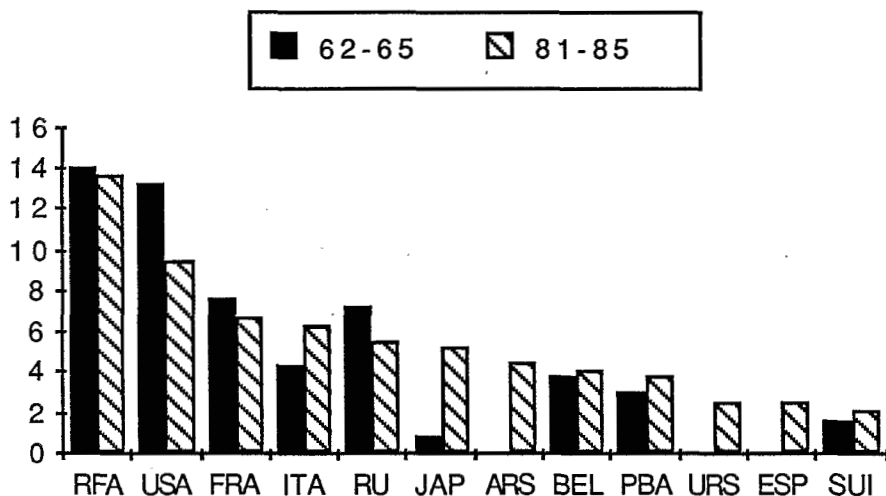
TABLEAU N°24 : TAUX D'ACCROISSEMENTS ANNUELS MOYENS DES EXPORTATIONS (%)

PAYS	1950- 1960	1960- 1970	1970- 1980	1980- 1981	1981- 1982	1982- 1983	1983- 1984	1984- 1985
Espagne	3,1	13,3	23,7	-1,8	-0,3	-2,4	19,0	3,2
France	6,4	9,8	19,8	-8,8	-8,6	-1,5	2,2	4,8
Grèce	9,6	12,2	23,2	-16,7	0,4	3,8	7,9	-5,6
Italie	10,5	13,9	20,0	-3,2	-2,3	-1,1	0,9	7,7
Portugal	4,2	12,1	14,2	-9,7	-0,2	10,3	13,2	9,2
Chypre	3,9	7,9	17,9	4,3	-0,2	-11,0	16,4	-16,7
Malte	6,8	15,0	30,3	-7,2	-8,3	-11,7	8,5	1,5
Turquie	0,0	6,0	16,2	61,6	20,9	0,2	24,4	11,7
Yougoslavie	13,4	11,8	18,5	1,5	-6,1	-12,0	8,6	8,5
Algérie	3,0	3,8	32,0	-14,9	-13,7	-2,7	6,5	-8,3
Libye	0,7	66,3	24,5	-34,4	-2,9	-21,5	1,6	-2,6
Maroc	5,0	3,7	16,1	-3,5	-11,3	0,1	5,3	-0,3
Tunisie	2,5	4,7	27,0	11,8	-20,5	-5,7	-4,0	-9,5
Arabie S.	8,0	10,9	43,2	10,2	-34,2	-42,1	-19,6	-10,7
Bahreïn	4,2	2,7	30,9	20,8	-12,8	-15,6	-1,9	-8,8
Egypte	0,1	4,5	12,9	6,1	-3,5	3,0	-2,3	18,3
Emirats A.U.	-2,6	80,3	42,2	-2,1	-14,7	-15,4	-3,4	1,7
Irak	14,0	5,5	40,2	-59,9	-2,8	-4,3	16,1	1,2
Israël	19,3	13,6	21,6	0,7	-6,3	-1,9	18,6	4,9
Jordanie	13,6	13,1	34,9	27,5	2,9	-23,1	29,9	11,4
Koweït	14,9	6,2	25,6	-17,9	-33,4	5,9	-6,5	-5,8
Liban	8,8	18,5	12,4	2,1	-17,9	-5,0	-15,8	-17,2
Oman	0,0	72,6	35,3	25,3	-5,9	-3,9	4,1	10,8
Qatar	19,5	7,9	34,3	2,3	-22,9	-26,8	36,9	-21,5
Syrie	5,5	4,9	27,2	-0,2	-3,7	-5,1	-3,6	-12,2
Yemen A.	10,4	-3,8	16,7	104,3	-17,0	-30,8	140,7	63,1
Yemen D.	5,5	-4,2	17,5	-22,1	31,0	-15,2	-4,3	7,0

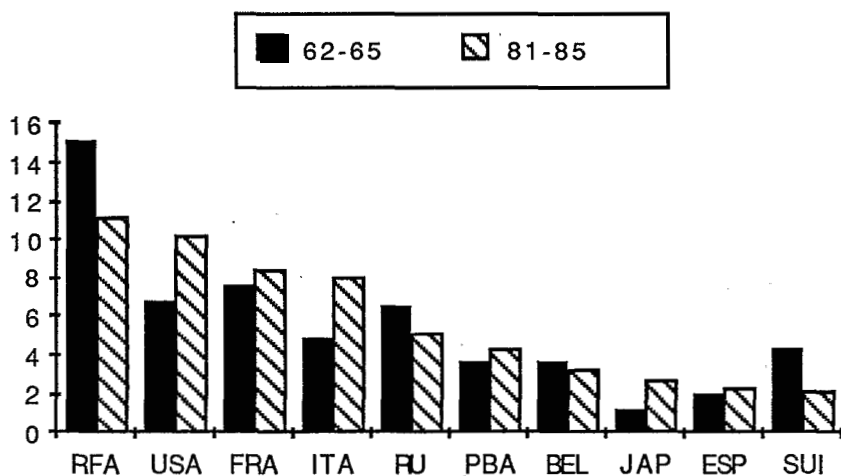
Source : Manuel de Statistiques du Commerce International et du Développement. CNUCED 1986

MEDITERRANEE

Principaux partenaires commerciaux
Pays fournisseurs (en % des importations totales)

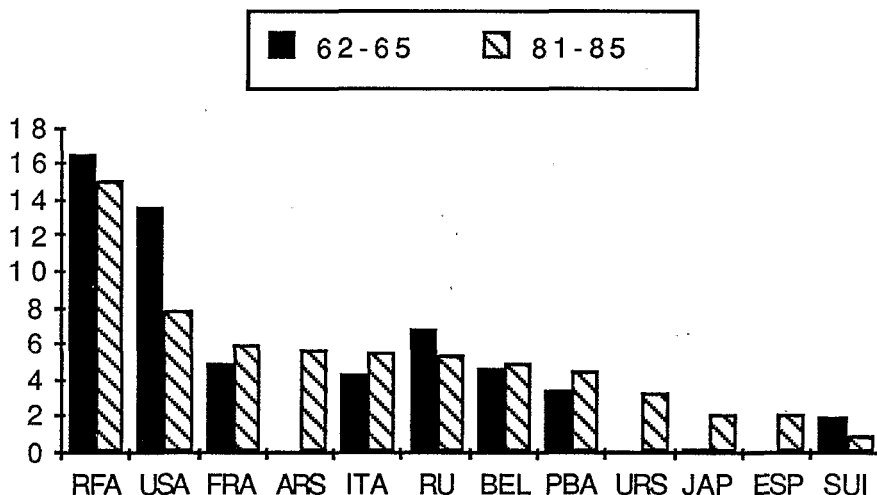


Pays clients (en % des exportations totales)

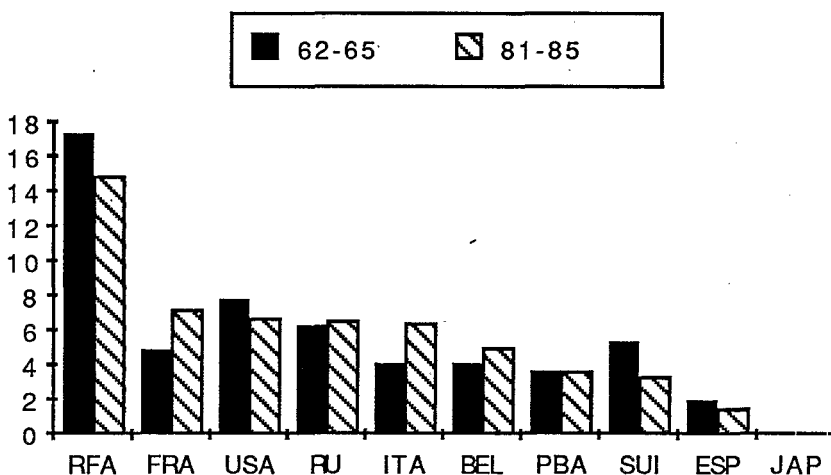


MEDITERRANEE NORD

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)

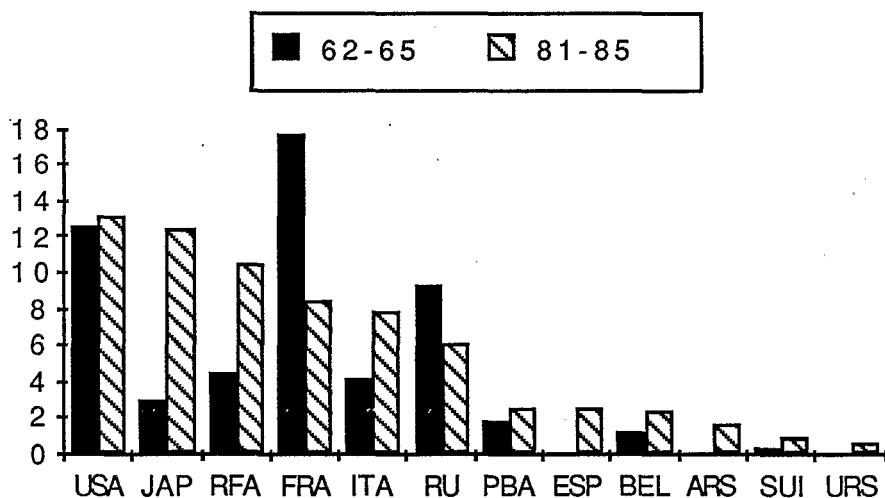


Pays clients (en % des exportations totales)

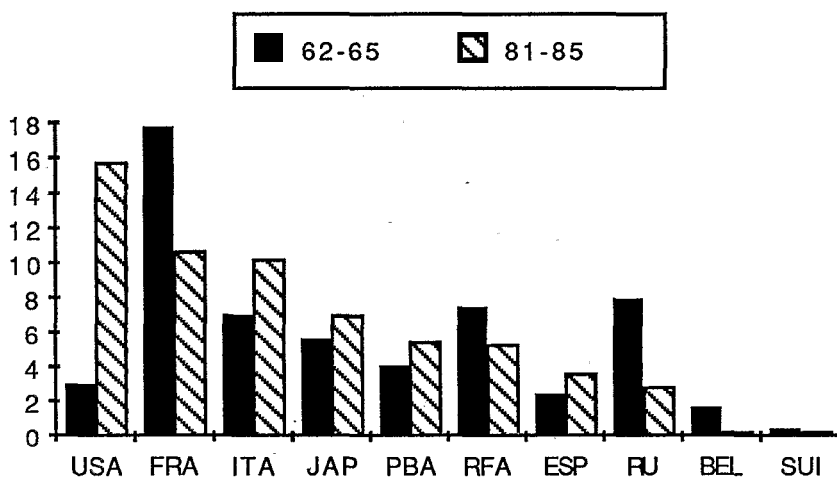


MEDITERRANEE SUD

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



généralement des pays de l'OPEP à cause des hausses pétrolières mais aussi en faveur des pays socialistes (cas des pays méditerranéens européens) des USA et du Canada (au Portugal et à Malte) et du Japon en Algérie. Par ailleurs, la CEE tout en demeurant le premier client de presque tous les pays méditerranéens et arabes voit ses positions régresser partout à l'exception de l'Espagne, la Grèce, le Portugal (pays nouvellement communautaires et s'intégrant de plus en plus au marché européen), l'Egypte, la Syrie, la Jordanie, l'Iran et le Yemen Arabe. Ce recul de la CEE en tant que client des pays méditerranéens et arabes se fait en faveur des pays de l'OPEP (dans les pays méditerranéens européens), des pays socialistes (en Yougoslavie), des USA (en Algérie, Tunisie, Libye, Israël) et du Japon (en Syrie, au Koweït, à Qatar, Oman, en Irak et en Mauritanie).

Les pays méditerranéens sont approvisionnés principalement par la CEE (47 %), les Etats-Unis (10 %), les pays de l'OPEP (12 %), le Japon (5 %) et les pays socialistes (5 %). Le classement des grands pays fournisseurs des pays méditerranéens ne subit pas beaucoup de transformations durant les vingt dernières années en dehors de la présence grandissante du Japon qui détient aujourd'hui 5 % des parts de marché de l'ensemble de la Méditerranée (contre 0,8 % en 1962-65) et 12 % du marché des pays du Sud (contre 1,7 % en 1962-65). Les autres pays gardent sensiblement le même classement avec cependant une baisse de la position des Etats-Unis dans les pays du Nord, compensée en partie par une pénétration croissante dans les marchés du Sud, et un léger recul du Royaume Uni au Nord comme au Sud. Les graphiques illustrant l'évolution des parts de marché des principaux fournisseurs et clients de chaque pays méditerranéen sont donnés en annexe.

2. Le commerce agro-alimentaire méditerranéen : le tassement relatif des échanges et l'évolution des parts de marchés

Pendant les deux dernières décennies, et malgré quelques évolutions spectaculaires du commerce de certains produits agro-alimentaires, l'ensemble des produits de cette catégorie est en nette régression dans le total des échanges mondiaux. Ce phénomène n'est pas expliqué par la seule augmentation relative du commerce du pétrole et de ses dérivés (dûe aux hausses considérables et successives de leurs prix pendant cette période). En effet, la part des produits manufacturés dans le commerce mondial s'accroît régulièrement, y compris dans les exportations des pays du Tiers-Monde, pour lesquelles elle a dépassé la part des produits agro-alimentaires au début de la décennie 1980-

TABLEAU N°25 STRUCTURES DES IMPORTATIONS PAR PRINCIPALES
REGIONS D'ORIGINE

		(en % du total des importations)					
ORIGINE		Total en	CEE	CANADA	JAPON	PAYS	OPEP
DESTINATIONS		millions \$		U.S.A.		SOCIALISTES	
Espagne	1970	4714,4	40,9	20,6	3,1	1,4	10,0
	1985	30066,5	36,7	11,3	3,4	2,9	20,5
France	1970	18922,4	56,0	11,1	1,0	2,8	9,9
	1985	#####	55,8	8,3	2,8	4,0	9,7
Grèce	1970	1958,3	50,9	6,8	12,7	5,2	2,9
	1985	10137,9	48,2	3,5	6,4	7,9	22,3
Italie	1970	14939,2	47,4	11,8	1,5	6,0	11,5
	1985	88592,5	48,4	6,7	1,7	6,2	16,3
Portugal	1970	1589,8	52,8	7,9	2,8	0,6	4,9
	1985	8089,6	49,9	8,1	2,8	1,5	16,7
Chypre	1970	235,1	65,5	7,1	3,9	6,6	0,2
	1985	1233,5	60,1	4,6	9,0	5,5	8,4
Malte	1970	160,5	74,9	5,0	2,8	5,2	0,3
	1983	727,3	73,3	11,5	1,4	2,8	0,4
Turquie	1970	885,8	45,5	21,1	2,9	13,0	5,7
	1983	8548,1	27,5	8,1	3,3	8,8	40,9
Yougoslavie	1970	2874,0	48,5	6,2	1,3	20,7	2,0
	1985	12162,9	30,9	6,8	1,0	32,3	16,7
Algérie	1970	1257,1	72,6	0,3	1,1	6,3	0,1
	1984	10263,2	60,8	9,5	8,2	4,8	0,7
Libye	1970	554,4	53,2	13,9	5,6	9,8	0,4
	1981	8381,7	64,8	6,9	7,6	4,6	0,0
Maroc	1970	684,3	60,3	12,2	2,0	10,5	2,5
	1984	3906,7	42,6	14,1	3,1	8,0	23,7
Tunisie	1970	304,6	59,7	19,2	0,3	6,7	2,3
	1982	3395,7	70,1	10,7	2,2	3,7	3,6
Ar. Séoudite	1970	692,1	30,4	18,5	10,1	2,4	2,7
	1982	40472,6	36,4	21,7	19,2	1,2	1,0
Bahrein	1975	1158,2	19,2	8,0	6,0	3,6	52,9
	1983	3310,4	17,2	4,2	9,9	-	61,2
Egypte	1970	786,6	33,0	6,5	1,5	31,4	1,7
	1985	9961,5	42,2	14,1	5,2	10,8	2,0
Em. Ar. Un.	1970	271,0	37,3	11,0	13,8	4,8	5,5
	1982	8600,6	38,0	14,2	19,2	1,8	3,4
Irak	1970	508,6	35,7	4,5	3,1	25,6	0,7
	1978	4212,6	37,2	10,3	20,9	10,1	1,0
Israël	1970	1451,1	47,9	23,6	4,3	2,3	0,4
	1985	8184,0	45,0	21,7	2,3	0,4	0,1
Jordanie	1970	184,5	35,6	11,6	5,9	12,2	5,0
	1983	3016,3	31,5	12,2	9,4	5,9	22,9
Koweït	1970	625,1	35,6	13,6	15,2	8,0	3,5
	1982	8283,4	36,2	13,8	24,1	2,9	1,4
Liban	1970	567,5	42,4	13,0	4,7	11,9	7,5
	1982	3391,0	51,0	10,2	5,7	2,8	6,8
Oman	1975	670,5	42,0	9,7	7,9	2,0	22,4
	1985	3152,7	36,7	5,9	20,2	0,3	22,7
Qatar	1970	67,9	42,1	10,2	9,3	3,4	9,6
	1982	1945,5	43,7	9,4	22,0	1,3	3,6
Syrie	1970	350,0	28,1	10,8	6,0	24,5	7,1
	1983	4542,3	34,4	5,3	6,7	11,6	26,6
Yemen Ar.	1970	31,7	27,4	0,6	5,7	16,7	2,2
	1981	1608,8	31,4	2,8	17,7	5,8	13,5

Source : Manuel de Statistiques du Commerce International

**TABEAU N°26 STRUCTURES DES EXPORTATIONS PAR PRINCIPALES
REGIONS DE DESTINATION**

		(En % du total des Exportations)					
DESTINATIONS		Total	CEE	CANADA	JAPON	PAYS	OPEP
ORIGINES		millions \$		USA		SOCIALISTES	
Espagne	1970	2386,9	49,6	15,4	1,1	2,8	4,1
	1985	24306,8	52,1	11,0	1,3	5,0	7,2
France	1970	17738,8	58,1	6,3	0,9	4,2	5,2
	1985	97456,5	53,8	9,7	1,2	3,8	7,4
Grèce	1970	642,5	53,5	8,2	1,3	16,6	2,1
	1985	4536,2	54,2	8,8	0,9	8,3	9,6
Italie	1970	13209,8	51,7	11,2	1,0	5,8	4,1
	1985	78943,4	48,3	13,5	1,2	4,4	9,3
Portugal	1970	949,2	43,8	10,1	0,8	0,8	0,9
	1985	5253,3	57,5	14,4	1,0	1,8	2,7
Chypre	1970	108,5	74,7	1,4	0,2	10,3	2,2
	1985	476,3	28,2	2,2	0,1	5,5	25,4
Malte	1970	29,3	78,8	5,8	0,0	0,6	4,8
	1983	327,7	75,7	3,7	0,1	5,9	8,9
Turquie	1970	588,5	50,0	9,8	3,3	14,4	2,8
	1983	5670,6	36,2	4,3	0,7	4,4	38,0
Yougoslavie	1970	1679,1	41,2	5,7	0,1	32,5	2,1
	1985	10641,5	24,7	4,6	0,2	50,6	7,2
Algérie	1970	1009,0	81,0	0,8	0,3	8,6	0,3
	1984	11885,7	69,3	22,4	0,7	1,1	0,1
Libye	1970	2357,1	91,0	2,6	0,3	0,0	0,0
	1981	15571,1	52,7	28,1	2,1	4,4	0,0
Maroc	1970	487,9	72,8	1,6	1,8	9,6	3,7
	1984	2171,9	59,5	2,0	3,8	6,4	7,6
Tunisie	1970	182,5	62,1	1,0	0,0	9,8	14,1
	1982	1983,5	58,8	23,0	0,0	3,3	8,1
Ar. Seoudite	1970	2423,7	44,7	1,3	21,3	0,2	0,9
	1982	79124,8	32,4	8,2	23,8	0,1	2,1
Bahrein	1975	1147,3	4,3	24,1	13,3	1,3	17,2
	1982	3582,8	2,6	0,5	7,2	0,0	23,8
Egypte	1970	761,7	14,2	0,9	3,2	58,9	3,8
	1985	3714,2	43,9	1,0	3,1	20,7	3,6
Em. Ar. Un.	1970	552,4	41,2	9,6	21,9	0,0	2,6
	1983	14596,0	23,2	3,4	49,0	0,0	1,1
Irak	1970	1093,8	70,3	2,0	0,0	1,8	0,9
	1983	9785,0	38,0	0,7	1,6	-	0,2
Israël	1970	775,5	41,7	21,2	4,2	2,6	3,5
	1985	6256,4	31,6	35,3	3,4	0,4	0,8
Jordanie	1970	26,1	0,0	0,0	0,0	4,6	44,4
	1983	439,9	5,1	0,0	2,1	11,7	52,0
Koweït	1970	1901,4	50,3	1,6	19,4	0,1	2,4
	1982	10861,3	18,8	0,3	14,2	0,0	16,7
Liban	1970	197,8	10,5	4,2	0,2	4,9	44,2
	1983	691,0	5,9	2,6	0,2	-	66,3
Oman	1970	206,2	29,3	0,0	30,0	0,0	0,0
	1979	2254,1	12,2	12,6	61,1	0,0	3,2
Qatar	1970	236,7	61,6	0,0	1,0	0,0	0,0
	1983	3297,0	25,1	0,3	47,9	0,0	3,1
Syrie	1970	203,0	35,5	0,4	7,0	25,8	5,5
	1983	1922,9	34,1	2,3	0,0	44,0	9,4
Yemen Arabe	1970	2,8	0,0	0,0	10,7	32,1	0,0
	1981	47,5	24,6	2,9	0,0	0,2	18,7

Source : Manuel de Statistiques du Commerce International

1990.²⁶

Cette évolution générale peut aussi se lire, évidemment, dans celle des importations mondiales. Cependant, la croissance des importations agro-alimentaires totales et manufacturières dans tous les cas, a été comparativement supérieure pour le Tiers-Monde que dans les pays capitalistes développés²⁷. Ceci correspond à l'image que l'on se fait de la situation agro-alimentaire dans le Tiers-Monde, à la lumière des tendances récentes constatées et des événements ponctuels qui secouent sérieusement l'idée reçue d'un Tiers-Monde producteur et exportateur agricole, notamment vers les pays développés.

Dans ceux-ci on peut même constater des tendances générales qui, si elles se consolidaient, pourraient bouleverser encore plus profondément la "division internationale du travail", considérée jusqu'ici comme allant de soi.

Ainsi dans l'ensemble des marchés, dont les importations sont étudiées par le "contrade data base system" du Centre du Commerce International²⁸, et qui comprennent la quasi-totalité des pays européens et nord-américains, ainsi que le Japon et certains des marchés importants du reste du monde, on constate que pour les dernières périodes disponibles (années 1979-1983) les importations de produits agro-alimentaires ont connu des variations négatives ou proches de zéro : -1,4% par an pour les "produits alimentaires et animaux vivants" (section O de la Classification Type du Commerce International : C.T.C.I.) ; -6,0% par an pour les "huiles et graisses d'origine animale ou végétale" (section 4 de la C.T.C.I.) ; 12% par an pour les "boissons et tabacs" (section 1 de la C.T.C.I.). Ces trois catégories de produits couvrent pratiquement tout le commerce international de produits de l'agriculture (avec quelques sous-secteurs de la section "matières brutes non comestibles, sauf carburants").

Ainsi, c'est dans un contexte de marchés mondiaux relativement peu dynamiques que se situent principalement les efforts d'exportations agro-alimentaires des pays méditerranéens, qu'ils

26) C.N.U.C.E.D. : Manuel des statistiques du commerce international et du développement, New York, 1983, tableau 3. 4 A, p. 98.

27) Idem, tableaux 3.3 b et 3.4 B.

28) International Trade Center, Genève

appartiennent au Sud ou au Nord du Bassin, c'est-à-dire au Tiers-Monde ou au monde capitaliste développé. Il y a sans doute des exceptions, quelquefois importantes, dans l'orientation des exportations agro-alimentaires de tel ou tel pays ou groupe de pays méditerranéens (notamment à l'Est du Bassin). Cependant le passé du développement agro-alimentaire, les spécialisations "arboricoles-maraîchères"²⁹ dans lesquelles il a été orienté par les conditions naturelles aussi bien que par les rapports économiques et politiques avec l'Europe et le marché mondial, les accords avec la Communauté Européenne, tout contribue à ce que le front principal des exportations agro-alimentaires méditerranéennes se situe vers le Nord de la région, sans pour autant que l'on puisse minimiser l'intérêt et l'importance des marchés du Golfe ou de l'Est européen.

Ce n'est pas la seule raison pour laquelle l'analyse de ces marchés est intéressante, voire indispensable. Leur importance absolue est indéniable. En effet, les importations alimentaires* de la Méditerranée dépassent aujourd'hui les 50 milliards de \$ et représentent près de 25 % du marché alimentaire mondial. D'autre part, l'ensemble des exportations agro-alimentaires européennes y tient une place considérable (16,3% du marché pour les produits de la section O ; 36,2% pour ceux de la section 1 ; 14,1% pour ceux de la section 4). Ceci tendrait à démontrer (étant donné que ces pourcentages ne correspondent que de très loin à l'importance relative des pays méditerranéens dans l'économie mondiale, aussi bien du point de vue de la production que du point de vue du commerce) que c'est effectivement là que l'on peut saisir les principales tendances lourdes du commerce méditerranéen. Cela dit, il est évident que pour étudier certaines des tendances qui ont des chances de modifier dans l'avenir la situation présente, on devra analyser les autres marchés, autant que les documents disponibles le permettent ; ceci sera fait dans une étape ultérieure.

29) Voir "Situations de l'agriculture et de l'approvisionnement alimentaire dans certains pays arabes et méditerranéens et leur développement prévisible"- CEE. Informations sur l'agriculture numéros 63 et 64, juin 1979.

*) Le commerce alimentaire regroupe les produits classés dans les sections O, 1, 22 et 4 de la CTCL (classification type pour le Commerce International)

Section O : Produits alimentaires et animaux vivants.

Section 1 : Boissons et tabacs.

Sous section 22 : graines, noix et amandes oléagineuses.

Section 4 : Huiles et graisses d'origine animale ou végétale.

2.1. Les parts de marchés des produits alimentaires en Méditerranée

2.1.1. Le marché des produits alimentaires et animaux vivants

Cette catégorie de produit regroupe 85 % du commerce alimentaire méditerranéen. L'ensemble des importations méditerranéennes en produits alimentaires et animaux vivants représentaient 42 339 millions de \$ en 1981-85. Après une forte croissance dans les années 60 et 70, on assiste à une légère baisse de l'ordre de 1 % par an depuis 1981. Mais dans cette évolution générale, des évolutions partielles et nettement opposées sont à observer. Si on analyse les fournisseurs des marchés méditerranéens selon leur part de marché et selon la croissance de leurs exportations dirigées vers ces mêmes marchés on constate aisément un certain nombre de modifications considérables de leur structure.

Les pays qui ont à la fois une position commerciale bien assise et un dynamisme à l'exportation remarquable sont la RFA et le Brésil. La France, bien que confortablement installée, voit sa part de marché se restreindre.

On remarque que certains pays, tels que la Chine et la Thaïlande, et dans une moindre mesure le Canada et l'UEBL accroissent rapidement leurs parts du marché méditerranéen et sont susceptibles d'y acquérir des positions fortes.

Enfin, soulignons que, exceptées la France, l'Espagne et l'Italie, les Pays méditerranéens n'occupent qu'une place très réduite en tant qu'exportateurs agro-alimentaires mais que pour certains d'entre-eux comme la Syrie, le Koweït, l'Arabie Séoudite, les Emirats Arabes Unis, Oman et la Jordanie, le taux de croissance des exportations est très élevé ; cependant les niveaux initiaux très bas ne permettent pas une appréciation sur la crédibilité de leur avenir commercial.

2.1.2. Le marché des boissons et tabacs

Les importations méditerranéennes de boissons et tabacs atteignaient en 1981-85 environ 3500 millions de dollars ; leur croissance moyenne a été comparable à celle de l'ensemble des produits alimentaires. L'état actuel et l'évolution des parts de marché des différents pays fournisseurs est décrit dans le tableau ci-après.

On remarque, là encore, l'effort commercial important et suivi de

**TABLEAU N° 27. CLASSEMENT DES PAYS FOURNISSEURS
SELON LEUR PART DE MARCHÉ**

Produits alimentaires et animaux vivants

Parts de marché	Parts de marché en croissance	Parts de marché en diminution
Supérieure à 5%	RFA Brésil Pays-Bas (1) USA (> 10%) (1)	France
Comprise entre 1 et 5%	Italie Canada (2) Danemark UEBL (2) Royaume-Uni Nouvelle-Zélande Chine (3) Argentine Thaïlande (3) Mexique Taïwan Philippines	Espagne Irlande Afrique du Sud Colombie Côte d'Ivoire
Inférieure à 1% (Parmi les pays méditerranéens seulement)	Grèce Portugal Turquie Yougoslavie Mauritanie Syrie Koweït Arabie Saoudite E.A.U. Oman Jordanie Qatar	Israël Iran Malte Irak Maroc Liban Tunisie Bahrein Yemen du Nord Yemen du sud Algérie Chypre Egypte Libye

(1) Baisse des exportations

(2) Forte croissance des exportations

(3) Très forte croissance des exportations

la RFA, ainsi que des USA et des Pays Bas. La France qui bénéficie pourtant d'une position dominante pour cette catégorie de produits, fait preuve, là aussi d'un affaiblissement sensible de son activité exportatrice ; la Grande Bretagne, l'Espagne, l'Italie, la Grèce et le Portugal suivent cette même tendance, alors qu'en revanche des pays comme l'Irlande, la Turquie et le Brésil s'affirment de plus en plus nettement sur ce créneau.

A noter enfin que parmi les pays méditerranéens ceux de la rive Sud n'occupent pour la plupart que des positions minimales et de surcroît très fragiles.

2.1.3. Le marché des huiles et des graisses

Les importations d'huiles et de graisses d'origine végétale ou animale ont atteint en 1981-85, dans les marchés méditerranéens, environ 2100 millions de dollars. Leur évolution moyenne pour la période 1979-1983 a été négative soit -6,0 % par an ; dans ce marché aussi on constate des évolutions opposées (voir tableau ci-après).

Le marché est globalement en nette régression compte tenu de l'auto-approvisionnement croissant des pays traditionnellement importateurs (expansion de la production); les perspectives d'augmentation des exportations restent très limitées. On observe effectivement une régression pour tous les pays occupant les positions les plus fortes, exceptée l'UEBL, avec cependant des parts de marchés qui restent croissantes pour les Pays-Bas et les USA.

La Grèce et dans une moindre mesure la Chine, bien qu'ayant des exportations en valeur moins importantes, confortent sensiblement leurs positions.

Quant aux pays méditerranéens dans leur ensemble, notons que là encore ceux du Sud n'ont qu'un poids très faible sur ce créneau, avec pour certains d'entre eux une tendance très nette à l'accroissement (Portugal, Malte, Syrie, Turquie), les autres ayant des exportations en valeurs décroissantes, seule l'Egypte accroît sa part de marché qui reste néanmoins inférieure à 1%.

2.2 La position des pays méditerranéens dans les exportations des produits agro-alimentaires

Le poids de l'ensemble des pays méditerranéens dans les marchés examinés est relativement considérable. Il est dû surtout aux exportations des pays du Nord du Bassin, mais des pays du Sud avaient aussi conquis des parts de marché non négligeables

**TABLEAU N°28 CLASSEMENT DES PAYS FOURNISSEURS
SELON LEUR PART DE MARCHÉ**

Marché des boissons et tabacs

Parts de marché	Parts de marché en croissance	Parts de marché en diminution
Supérieure à 5%	USA (> 10%) Pays Bas RFA	France (20%)(1) Grande Bretagne(1) Italie
Comprise entre 1et 5%	Turquie (3) Canada (2) Irlande (3) Brésil (3) Mexique (2)	Espagne (1) Portugal (1) Grèce UEBL
Inférieure à 1% (Parmi les pays méditerranéens seulement)	Yougoslavie (3) Irak (3) Soudan (3)	Malte (1) Maroc Chypre (1) Syrie Israël (4) Egypte(4) Algérie(4) Liban(4) Tunisie (4) Emirats Arabes Unis(4) Arabie Saoudite (4)

(1) Baisse des exportations

(2) Forte croissance des exportations

(3) Très forte croissance des exportations

(4) Forte baisse des exportations

(surtout l'Afrique du Nord). Or, une analyse détaillée des indications résumées dans les paragraphes précédents indique que la situation des marchés et de la part des pays méditerranéens évolue de manière assez complexe.

Dans le marché des produits alimentaires (section de la CTCI), qui est de loin le plus large mais en légère régression, la part des pays méditerranéens augmente très légèrement, passant de 16,1 % à 16,3 % en 5 ans. Cette évolution cependant cache un recul de la part de la France et une légère avance ou un maintien de la part de tous les autres pays.

Dans les marchés des boissons et tabacs, il y a un net recul de l'ensemble des pays méditerranéens, dont la part de marché passe de 40,9 à 36,2%. Dans ce marché, où la spécialisation des pays méditerranéens est toujours nette, le recul est assez général : seules la Turquie et la Yougoslavie voient leurs parts de marché augmenter, alors que celle de la Grèce se maintient.

Enfin, dans le marché des huiles et graisses on constate une nette avance de la part des pays méditerranéens, qui passe de 11,3% à 14,1%. Les évolutions par pays sont dans ce cas bien plus contradictoires. La France, Israël, la Yougoslavie et la Tunisie reculent. Par contre l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Turquie et la Grèce avancent, surtout cette dernière qui voit sa part de marché plus que triplée.

Dans l'ensemble de ces marchés et en combinant les performances de chacun, on peut conclure à une légère baisse générale du dynamisme des exportations des pays méditerranéens. Les pays qui détenaient et détiennent toujours des parts de marché significatives n'avancent plus ou reculent, sauf l'Italie, la Grèce, la Yougoslavie et la Turquie. Les pays qui étaient considérés comme des partenaires relativement privilégiés voient leurs parts de marchés diminuer. Seules les exportations de pays qui partent de parts de marché infimes, sont caractérisées par un fort dynamisme, mais très probablement aléatoire : ce sont d'ailleurs surtout les pays les plus éloignés dans la "couronne" méditerranéenne, vers le Moyen-Orient et le Golfe. La plupart d'entre eux, de plus, ne semblent pas être voués à un développement agricole de long terme, encore moins en tant qu'exportateur.

Ce sont là des tendances constatées dans un ensemble de marchés qui n'épuisent pas toute la gamme des possibilités d'exportations des pays méditerranéens, d'autant plus que le voisinage européen ou moyen oriental et africain n'y est pas représenté. D'autre part, la période pendant laquelle cette analyse est faite est

**TABLEAU N° 29 CLASSEMENT DES PAYS FOURNISSEURS
SELON LEUR PART DE MARCHÉ**
Marchés des huiles et graisses

Parts de marché	Parts de marché en croissance	Parts de marché en diminution
Supérieure à 5%	Pays Bas (>10%)(1) USA (1) UEBL	RFA Malaisie (15% en 1983) Philippines
Comprise entre 1 et 5%	Grèce (3) Italie Chine (2) Canada Papouasie Nlle Guinée Danemark (1) Norvège (1) Sénégal (1)	France Espagne Japon Royaume Uni Indonésie Argentine Brésil
Inférieure à 1% (Parmi les pays méditerranéens seulement)	Portugal (3) Malte (3) Syrie (3) Turquie (2) Egypte (1)	Yougoslavie Israël Tunisie Maroc Liban Chypre

(1) Baisse des exportations

(2) Forte croissance des exportations

(3) Très forte croissance des exportations

relativement courte (5 ans) et en plus coïncide avec un tassement certain du commerce agro-alimentaire qui n'est pas forcément une tendance de long terme pour ces marchés, ni ne caractérise de la même manière les autres marchés mentionnés qui ont des caractéristiques économiques, mais aussi institutionnelles et financières, très différentes. Malgré tout, la taille, la relative homogénéité, le degré d'ouverture au commerce extérieur, la diversité des situations économiques internes, font que ces marchés et leurs évolutions donnent une image assez convaincante des performances et des possibilités des efforts d'exportations des uns et des autres.

Il est ainsi évident que la concurrence très forte que l'on peut constater dans ces marchés s'élargit continuellement dans l'ensemble de l'économie mondiale.

Des places traditionnellement occupées par des pays méditerranéens dans les marchés examinés sont manifestement convoitées par des exportateurs venant aussi bien du Sud-Est asiatique que de l'Amérique Latine ou de l'Afrique Noire : cette concurrence se fait sur la base de produits similaires ou de produits de substitution (par exemple en matière d'huiles et de graisses, de fruits ou d'alimentation animale).

3. Géopolitique des échanges méditerranéens : la destructuration du système de rapports de domination

Les pays méditerranéens, nous l'avons déjà vu, n'ont jamais vécu en autarcie. Selon les époques et les conditions technologiques et géographiques des échanges les ont reliés et/ou traversés, déterminant des conflits ou des rapprochements, des hostilités ou des alliances, des spécialisations et des complémentarités. Ces rapports, souvent très complexes, ont presque toujours été régis ou organisés dans un ou plusieurs systèmes sous l'égide de croissances économiques et politiques elles-mêmes méditerranéennes : Egyptiens, Phéniciens, Crétois, Cités grecques, Empire romain, Byzance, Califats arabes, Espagne, Républiques italiennes, Empire Ottoman... Ce n'est que pendant l'époque coloniale que des influences externes à la région s'y sont solidement installées, principalement la Grande Bretagne dans la partie orientale du Bassin, ainsi que tout le long de la route des Indes, de Gibraltar à Suez en passant par les îles (Malte, Chypre) ; les efforts de l'Allemagne pour s'installer dans la région (affaire du Maroc, chemin de fer Berlin-Bagdad via les territoires Balkaniques et Ottoman) ont eu beaucoup moins de succès, alors que les tentatives de la Russie d'étendre son

influence vers les "mers chaudes" a rencontré des résistances européennes insurmontables.

Du point de vue des échanges, notamment ceux portant sur les produits agro-alimentaires, ces caractéristiques géopolitiques générales ont entraîné des spécialisations, des concurrences et des complémentarités qui se sont depuis longtemps établies entre les pays méditerranéens essentiellement par rapport à eux-mêmes, à l'intérieur de l'espace méditerranéen. Cela ne néglige pas les facteurs naturels et climatiques.

Jusqu'à la période actuelle, celle qui commence avec la décolonisation et les indépendances politiques du Sud, les échanges agro-alimentaires des pays méditerranéens ont surtout été déterminés, en dehors des facteurs internes à leurs économies et leurs sociétés, par la dynamique des économies politiquement dominantes dans la région, elles-mêmes méditerranéennes ou européennes. Les exportations de produits agro-alimentaires et de matières premières agricoles ont suivi les impératifs du "modèle arboricole et maraîcher" établi par l'histoire et les structures géographiques et socio-économiques (vin, fruits et légumes), mais aussi les appels des économies dominantes qui se sont traduites soit par une demande croissante de ces mêmes produits dont la production est stimulée et étendue (agrumes, huile d'olive, etc.), soit par l'implantation de nouveaux produits (tabac, coton...) en fonction des besoins de l'industrie "métropolitaine". Quant aux importations agro-alimentaires, elles ne prennent de l'importance que très récemment avec l'effondrement de l'économie et de la société rurales, l'explosion démographique et urbaine et l'augmentation récente des revenus.

Dans les deux cas, les partenaires (clients ou fournisseurs) privilégiés du Sud ont été ces mêmes pays, dont les économies dominantes ont en quelque sorte façonné les échanges agro-alimentaires et à un certain degré la production elle-même. La France, la Grande-Bretagne et en troisième lieu l'Italie ont été les importateurs quasi-exclusifs des produits agro-alimentaires de pratiquement tous les pays méditerranéens. Les pays de la rive Nord, bien que dans des situations historiques différentes, ont aussi évolué dans la mouvance économique et politique des puissances dominantes en Méditerranée, tout en ayant, à divers degrés, une liberté de manoeuvre non négligeable.

Les échanges entre les pays méditerranéens eux-mêmes ont été par contre et depuis longtemps sur le déclin tant au Nord qu'au Sud, avec quelques exceptions dans la partie orientale du Bassin (Proche et Moyen-Orient).

3. 1. L'influence américaine en Méditerranée

Cette structure des échanges est restée inchangée jusqu'aux premières années de l'après-guerre et a été bouleversée sous la pression des nouvelles évolutions géopolitiques et économiques qui ont marqué profondément la région méditerranéenne. Parmi celles-ci il faut noter en premier l'arrivée en force des Etats-Unis dans la Méditerranée. Force militaire, garante de la victoire sur l'Axe et organisatrice de la paix, mais aussi force politique et économique : débarquement en Italie et en France, intervention directe dans la guerre civile grecque et établissement de relations bilatérales importantes avec la Turquie (les deux cas faisant l'objet de la Doctrine Truman de 1947), accords bilatéraux avec l'Espagne et le Portugal, lancement du Plan Marshall (qui a inclus dans son aide économique plusieurs pays méditerranéens du Nord), soutien important, économique et politique, à la Yougoslavie dans son conflit avec l'URSS, création de l'OTAN (presque tout le Nord méditerranéen en a fait partie), arrivée en Méditerranée de la 6ème Flotte, politique opposée aux tentatives de rétablissement de l'ancien ordre de domination en Méditerranée (affaire de Suez), sans que pour autant elle soit favorable aux efforts d'indépendance et d'influence nouvelle des états de la région (affaire d'Assouan, soutien à Israël, débarquement au Liban).

La ligne générale de l'action des Etats-Unis dans la Méditerranée de l'après-guerre a été celle de la **substitution** de l'influence américaine à l'ancien système de rapports de forces et de domination. Cette action devait ménager les alliés européens (contre lesquels elle agissait objectivement) et tenir aussi compte des nouvelles données de la politique méditerranéenne, dont les plus importantes ont été l'émergence et le voisinage du "camp socialiste" et l'aspiration profonde des pays méditerranéens à l'indépendance et au développement socio-économique. Ces "contraintes", entre autres, ont déterminé les moyens de l'action américaine, en ce sens que la politique, l'idéologie et l'économie ont pris le pas sur la formidable force militaire, toujours présente à toutes fins utiles. Le Plan Marshall a joué un rôle extrêmement important dans le Nord de la Méditerranée, ainsi que l'aide économique bilatérale, y compris l'aide alimentaire. Ces moyens ont été utilisés à large échelle dans le Sud aussi, déjà dans les années 50, et jusqu'à nos jours. Ils ont favorisé les échanges, dans les deux sens, et permis aux Etats-Unis de devenir très rapidement un partenaire indispensable de pratiquement tous les pays méditerranéens. Des pays comme la Grèce, la Yougoslavie, la Turquie, l'Egypte sont parmi les premiers où le poids américain dans l'économie et les échanges, notamment et surtout agro-alimentaires, devient très vite décisif.

3. 2. L'émergence du "camp socialiste"

L'émergence du "camp socialiste", immédiatement après la guerre, a une influence importante dans la décomposition, de la structure politique et économique dominante en Méditerranée. Une bonne partie des Balkans est enlevée à l'influence européenne ; un nouveau modèle de développement est suggéré aux états méditerranéens qui essaient de se débarrasser des séquelles du colonialisme ; un nouveau pôle de puissance, militaire, politique et idéologique, mais aussi économique se constitue et paraît pouvoir contre-balancer les effets du système de forces existant jusqu'alors exclusif. L'existence et la politique du "camp socialiste" a permis surtout, pendant une période cruciale pour la construction des états indépendants au Sud de la Méditerranée, l'exercice d'une politique de "neutralité active" ou de "non-alignement" qu'un certain nombre de nouveaux régimes ont pratiqué avec succès et bénéfices politiques et économiques réels, l'exemple le plus achevé étant le Nassérisme égyptien. D'autres ont suivi avec des fortunes variables. Sur le plan économique, malgré la faiblesse incontestable du "camp socialiste", cela s'est traduit par une aide financière et technique considérable, l'ouverture de certains marchés de remplacement lorsque les rapports avec l'Occident tendaient à se détériorer. Toutefois les échanges agro-alimentaires ont été relativement peu affectés, les pays Est-européens protégeant leurs marchés et les produits méditerranéens n'ayant pas la priorité dans leurs besoins planifiés ni dans les accords de "clearing" qui ont été la forme presque unique des échanges extérieurs du camp socialiste jusqu'à très récemment. Quelques pays méditerranéens ont cependant très tôt réussi à trouver chez les pays Est-européens des marchés importants et relativement stables pour leurs produits agro-alimentaires : la Grèce (les agrumes, les raisins secs, le vin, le tabac), l'Egypte (fruits et légumes, citrons...), l'Algérie (vin), la Syrie, etc.

3. 3. L'indépendance des pays méditerranéens du Sud et la recherche de l'autonomie de décision

Après leur accession à l'indépendance politique, les Etats méditerranéens du Sud ont à divers degrés essayé de formuler leurs propres politiques extérieures et leurs propres stratégies de développement. Malgré la diversité des situations et des perspectives, on peut cependant distinguer dans cette évolution des traits communs, comme la référence à un passé commun, l'aspiration à une nouvelle unité du monde arabe, la volonté de modernisation et dans presque tous les cas l'affirmation de positions qui recherchent l'autonomie de décision et le

dégagement des orientations politiques et économiques du passé, jugées à juste titre trop univoques et dommageables.

Ces tendances se sont développées dans un cadre global et méditerranéen propice, grâce aux changements que nous venons de résumer, c'est-à-dire déjà avant la "crise pétrolière" de 1973. Celle-ci, dans ce sens, est plutôt le produit que la cause de la **fluidité** géopolitique et économique qui a caractérisé la conjoncture méditerranéenne jusqu'à nos jours. La "crise pétrolière" a évidemment renforcé à son tour cette fluidité, mais elle a aussi accéléré les réactions du système politique et économique mondial, déjà plongé dans une crise structurelle plus vaste. Cette fluidité géopolitique et économique ne pouvait donc pas être illimitée, ni dans ses possibilités actuelles ni dans le temps. Elle pouvait difficilement mettre en cause les grands équilibres de la politique internationale globale, même s'ils sont instables et évolutifs. On le constate facilement lorsqu'on examine par exemple l'évolution du conflit arabo-israélien. Elle ne pouvait pas non plus durer dans le temps par sa seule dynamique propre. Les degrés de liberté qu'elle peut assurer aux pays méditerranéens ne peuvent être utilisés et préservés que si ces pays maintiennent et renforcent leur capacité de jouer le jeu subtil et, à certains égards, dangereux des équilibres internationaux globaux. Cela implique une économie qui se développe et qui assure une certaine autonomie de décision et de manœuvre face à l'internationalisation croissante et probablement irréversible du capital et de la production à l'échelle du monde. Autonomie ne signifie certainement pas autarcie économique et politique. Elle pourrait par contre indiquer la possibilité pour un pays d'affronter des défis qui mettent en cause sa propre cohésion sociale et nationale par des moyens non soumis à la seule bonne volonté de l'extérieur. Cela concerne bien sûr des questions de défense par exemple, mais certainement davantage la satisfaction des besoins essentiels de sa population, surtout en matière d'alimentation. D'où l'importance de la question de la "sécurité alimentaire" qui préoccupe tellement, et de plus en plus, les pays méditerranéens du Sud.

En effet, la perte de l'autonomie alimentaire, base minimum de l'autonomie rendrait la "fluidité" méditerranéenne largement inutile et inutilisable. Car elle s'ajouterait à plusieurs autres facteurs stratégiques et économiques qui poussent déjà vers une limitation de cette fluidité ou même vers une restructuration qui serait évidemment imposée de l'extérieur et subie par les pays méditerranéens. On n'en est pas encore là, notamment grâce aux contradictions du système mondial qui continuent à se développer, mais des indices récents (comme l'affaire libyenne

par exemple) sont là pour rappeler que la tendance à la "restructuration" du système de domination en Méditerranée existe et pourrait aussi se développer.

4. Fluidité géopolitique et diversification des échanges économiques

C'est dans ce cadre géopolitique général et face à des dynamiques contradictoires que les échanges extérieurs des pays méditerranéens ont connu un nouveau développement dès les années 60. Le mot clé de ce développement a été la **diversification** (aussi bien spontanée que voulue et programmée) des partenaires commerciaux, clients et fournisseurs.

Si l'effort d'exporter plus et importer moins, dont il a déjà été question, visait et vise toujours à améliorer les fragiles équilibres extérieurs, la diversification concerne davantage la qualité et l'efficacité de la politique commerciale. Elle a résulté d'un processus naturel lorsque les liens institutionnels et les restrictions légales et administratives ont été distendues, comme ce fut le cas des pays soumis auparavant au "pacte colonial" et dont les marchés sont devenus accessibles à tous les exportateurs intéressés. Mais elle a aussi été poursuivie par la politique de gouvernements méditerranéens, dans la mesure où ils pouvaient influencer la direction des flux commerciaux, pour ouvrir de nouveaux marchés, se dégager d'une trop grande dépendance par rapport à leurs clients "traditionnels", améliorer ainsi leur position dans la concurrence internationale. Ce dernier mouvement peut être observé dans pratiquement tous les pays, aussi bien ceux du Sud que ceux du Nord méditerranéen, bien que le point de départ des uns et des autres ait été très différent. Différentes, les perspectives des politiques des échanges l'ont été, aussi.

4.1. La construction de la Communauté Economique Européenne et de son marché

Ainsi, les deux pays les plus développés de la région, la France et l'Italie, se sont dès les années soixante engagés dans la construction de la Communauté Economique Européenne et de son marché qui se voulait commun et plus tard "interne" à l'ensemble des pays membres. Dans cette stratégie les échanges agro-alimentaires ont eu un poids décisif, ces deux pays se voulant les fournisseurs privilégiés de l'Europe communautaire, ce qui leur a été assuré dans de larges proportions par un ensemble de mesures de défense contre les importations en provenance des pays tiers. Des mesures de soutien aux

exportations agro-alimentaires ont complété cette politique assurant un certain degré de compétitivité internationale pour les grands produits du secteur (céréales, produits laitiers, etc.) et rentabilisant l'effort de développement en leur assurant des marchés d'une échelle encore plus grande que celle du marché européen. Dans la foulée, les produits plus typiquement méditerranéens (vins, fruits et légumes, huile d'olive, etc.) bien que moins "protégés" ont aussi été relativement favorisés par la libération des marchés européens, le tarif douanier commun, les actions structurelles, les mesures d'aide et de soutien, etc. Ces produits sont aussi partis, et avec des succès réels, à l'assaut de l'ensemble du marché européen. Les autres pays méditerranéens du Nord ont connu des politiques individuelles variables, mais on peut distinguer dans l'ensemble une tendance à se rapprocher de la CEE, soit par des traités d'association, visant à une adhésion ultérieure et prévoyant déjà l'"harmonisation des politiques agricoles", comme ce fut le cas de la Grèce (1961), soit par des politiques nationales qui tenaient expressément compte du développement du grand voisin communautaire et des possibilités d'y trouver des marchés nouveaux ou en expansion pour leurs produits agro-alimentaires. Lorsque la CEE franchit les premières étapes de sa construction (la Politique Agricole Commune -PAC- datée du milieu des années 60), les ambitions et la revendication des uns et des autres ont pris la forme de traités et d'accords commerciaux, signés pour certains d'entre eux dès 1970 (Espagne) ou bien plus tard (fin des années 70 pour la Yougoslavie). Actuellement, sauf l'Albanie qui commence cependant à s'ouvrir prudemment vers l'Europe, tous les pays du Nord Méditerranéen ont soit adhéré à la CEE (Grèce, Espagne, Portugal) soit signé avec elle des traités d'association (Turquie, Chypre) ou de coopération commerciale (Yougoslavie). Pour tous, cela signifie une réorientation, plus ou moins rapide, des échanges, notamment agro-alimentaires, avec des effets qui perturbent à plus ou moins long terme, les relations établies en Méditerranée, aussi bien économiques que politiques.

4.2. L'évolution récente des échanges des pays du Sud de la Méditerranée

Les pays du Sud Méditerranéen font partie d'une situation qui les liait, pour la plupart, très profondément aux économies des pays européens qui avaient dominé politiquement la Méditerranée, le Maghreb à la France, la Libye à l'Italie, les autres pays à la France et la Grande-Bretagne. Sauf quelques exceptions dans le Proche et Moyen-Orient, la part de ces pays dans le commerce extérieur, total ou agro-alimentaire, des pays méditerranéens

atteignait facilement des pourcentages supérieurs à 50 %, parfois même 80 %. Dès les indépendances, l'effort de diversification a porté surtout sur les importations agro-alimentaires : les Etats-Unis, mais aussi l'Australie et l'Argentine deviennent rapidement des fournisseurs importants de céréales et de viandes, certains pays méditerranéens comme la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie s'introduisent dans des marchés alimentaires divers, les autres pays européens occupent progressivement des places sur les marchés des produits laitiers. Ce fut le résultat d'une concurrence plus libre dans ces marchés, mais aussi, et peut-être surtout, celui d'une politique délibérée poursuivie par les gouvernements qui, presque dans tous les cas, contrôlent et contrôleront encore largement, le commerce extérieur, dont certains secteurs sont carrément étatisés (monopole d'importation et de distribution des produits "stratégiques" pour l'alimentation, offices d'exportation pour des produits traditionnellement importants pour les exportations).

Mais si le contrôle étatique peut avec une relative facilité diversifier les sources d'approvisionnement pour les grands produits (et même pour les autres, puisqu'on vit des gouvernements sélectionner les fournisseurs de concentré de tomate ou de raisins secs), il n'en va pas de même avec les exportations. Des liens solides étaient depuis longtemps établis avec les anciennes métropoles (leurs grandes entreprises importatrices, les réseaux commerciaux...) et lorsqu'il a fallu les distendre, par souci d'améliorer les conditions de vente ou pour éviter les contrecoups de leur politique économique, douanière ou financière, cela n'est pas allé de soi : l'Algérie a connu des difficultés notables pour vendre son vin ailleurs qu'en France, la Tunisie pour écouler son huile d'olive ailleurs qu'en Italie, l'Egypte et la Syrie pour leur coton, le Maroc pour ses agrumes. Ces difficultés persistent, bien que les anciennes métropoles soient actuellement placées sous un régime commercial commun, étant toutes membres de la CEE et soumises à sa politique commerciale commune. Cela permet évidemment une certaine diversification des exportations agro-alimentaires du Sud vers les autres pays communautaires, mais on n'a pas encore d'indices sérieux de réorientation en dehors de cette aire géopolitique. Quelques pays du Sud ont réussi à placer quelques produits dans les pays de l'Est européen, ou dans les pays européens non-communautaires (en Scandinavie, en Autriche, en Suisse...), mais sans créer de véritables flux nouveaux et stables. Quant aux échanges agro-alimentaires inter-arabes, la situation n'a pas varié beaucoup. Dans le Proche et Moyen-Orient, ils étaient et restent assez importants (entre Egypte, Liban, Syrie, Jordanie et les pays du Golfe), mais il n'y a pas de progrès significatif entre les pays maghrébins ou entre ceux-ci et les autres pays du monde

arabe.

Les données détaillées et chiffrées de l'évolution des parts de marché occupées par certains pays ou groupes de pays méditerranéens donnent la mesure des changements décrits dans les points précédents, et qui, en plus, dominent les grands fronts de la conjoncture actuelle, celle que rencontrent les pays méditerranéens dans le développement de leurs stratégies d'échange de produits agro-alimentaires.

C'est ainsi que la montée communautaire dans le commerce agro-alimentaire mondial se concrétise par un gain de plus de 5 points (de 30,9 % à 36,2 %) en une décennie. Dans cette évolution, le rôle du Sud de la Communauté, donc du Nord de la Méditerranée comme la Turquie et la Yougoslavie, est positif (de 12,3 % à 14 %) bien que proportionnellement moins important que celui du Nord de la CEE.

Un autre phénomène lourd, et de toute évidence expliqué en large partie par la politique communautaire, est l'augmentation considérable du commerce agro-alimentaire interne à la CEE (de 47,9 % des importations communautaires totales à 61,8 % en dix ans). Dans ce mouvement aussi, le Nord de la CEE se distingue (de 29 % à 40,3 %) du Sud (de 18,8 % à 21,4 %). Ce phénomène est en grande partie dû au fait que le Sud achète de plus en plus au Nord de la CEE et à l'Amérique du Nord, alors que les importations du Nord de la CEE en provenance du Sud augmentent, certes, mais à des rythmes plus lents et que celles provenant de l'Amérique du Nord semblent plutôt diminuer.

L'évolution des rapports entre l'Europe communautaire et les Pays Arabes subit assez clairement les effets de ces changements. Les pays arabes en tant qu'ensemble jouent un rôle de moins en moins significatif dans les importations communautaires totales (de 2,3 % à 0,8 %), celles du Nord de la CEE (de 0,7 % à 0,4 %) aussi bien que celles du Sud (de 6 % à 1,6 %). Ces derniers chiffres illustrent aussi bien la tendance à la réorientation des échanges des pays européens de la Méditerranée et leur "éloignement" progressif des pays arabes, surtout des pays de l'Afrique du Nord (qui passent de 5,8 % à 1,5 % des importations agro-alimentaires de la CEE du Sud).

4.3. La conjoncture récente de l'ensemble des échanges agro-alimentaires en Méditerranée

Le poids de l'Amérique du Nord augmente dans les importations agro-alimentaires de la CEE-Sud, et diminue, de manière

TABLEAU N°30 REPARTITION DES IMPORTATIONS AGRO-ALIMENTAIRES PAR ORIGINE (EN %)

DESTINATION ORIGINE	(.1)	(.2)	(.3)	(.4)	(.5)	(.6)	(.7)	(.8)	(.9)	(.10)	(.11)
(1) CEE S.											
1970	16,3	12,3	17,8	3,6	26,2	20,0	4,6	18,6	15,2	6,6	12,3
1980	18,2	61,3	7,6	9,1	27,4	23,2	6,2	21,4	18,6	5,5	14,0
(2) TURQ.											
1970	0,5		1,6	1,0	0,7	0,9	0,5	0,8	1,6	0,2	0,7
1980	0,6		0,8	1,0	1,0	1,0	0,4	0,8	2,2	0,2	0,8
(3) YOUG.											
1970	2,6			0,9	0,5	0,4	0,3	1,1	0,2	0,3	0,8
1980	1,0	0,1		0,1	0,2	0,2	0,3	0,5	0,5	0,2	0,5
(4) ISRAEL											
1970	0,5	0,4	4,2			0,7	0,1	0,7		0,3	0,4
1980	0,5		1,5			0,7	0,1	0,6		0,2	0,3
(5) AFR. N.											
1970	5,8	3,6	3,4		3,4	0,6	0,0	2,2	2,8	0,2	1,6
1980	1,5		0,3		0,4	0,4	0,1	0,8	0,8	0,1	0,6
(6) CEE N.											
1970	29,5	22,2	11,0	8,2	15,6	28,8	11,0	29,0	16,5	9,2	18,6
1980	40,4	23,2	13,1	12,0	18,4	40,3	8,2	40,3	18,4	7,4	22,2
(7) AMER. N.											
1970	6,5	55,6	4,6	53,4	22,2	11,8	15,8	10,2	17,8	14,0	16,1
1980	10,4	4,4	19,2	37,8	20,5	7,8	13,5	8,7	17,0	13,5	18,0
(8) CEE											
1970	45,8	34,6	25,8	11,8	43,8	48,8	15,6	47,9	31,8	15,8	30,9
1980	58,8	84,5	20,9	21,0	45,9	63,5	14,5	61,8	37,1	12,9	36,2
(9) P. ARAB.											
1970	6,0	3,6	3,8		4,6	0,7	0,2	2,3			2,0
1980	1,8	0,3	0,4		0,8	0,4	0,2	0,8			1,1
(10) AUTRES											
1970	7,0	1,2	9,0	16,0	4,2	17,2	37,8	14,2			
1980	9,9	1,9	24,8	27,2	14,6	13,0	43,7	11,9			
(11) MONDE											
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : nos calculs d'après données CNUCED

- (1) CEE S.
- (2) Turquie
- (3) Yougoslavie
- (4) Israël
- (5) Afrique du Nord
- (6) CEE N.
- (7) Amérique du nord
- (8) CEE
- (9) Pays arabes
- (10) Autres
- (11) Monde

TABLEAU N°31 LES ECHANGES AGROALIMENTAIRES INTRA-MEDITERRANEENS

Importations d'origine méditerranéenne (en % des importations agroalimentaires totales de chaque pays)

PAYS	Importations d'origine méditerranéenne			Clients les plus importants (plus de 1% des Importations)		
	1970	1975	1980	1970	1975	1980
FRANCE (F)	26,5	22,3	16,8	I,ALG,MAR,EG	I,ESP,MAR	I,ES,MAR
ITALIE (I)	28,0	25,1	29,9	F,Y,EG	F,Y	F,Y, ES
ESPAGNE (ESP)	10,8	7,3	7,4	F, MAR	F	F
GRECE (G)	21,4	12,6	21,2	Y,F,I	F,Y,I	Y,F,I
TURQUIE (TUR)	16,2	5,3	60,1	I, EG	EG,F,I	F,I
YOUgoslavie (Y)	27,8	16,3	10,6	I,G,F,IS,EF,TUR	G,I,ALG,IS	F,TUR,I,G,F,S
ALGERIE (ALG)	35,6	30,5	26,6	F,MAR	F,I,TUN,EG,G	F,I,ESP,G
MAROC (MAR)	13,0	22,9	36,2	F,ESP	F	F, ESP
TUNISIE (TUN)	27,5	18,7	30,0	F,I,Y	F,Y	F,I,TUR,G
LIBYE (LIB)	39,1	31,3	32,8	I,F,TUN,MAR,LI	I,F,EG,G,TUN,Y,ESP	I,F,G,TUR,ESP
EGYPTE (EG)	41,2	23,0	27,4	I,F,EG,G,TUR	F,I,G	F,I,G
ISRAEL (IS)	5,5	4,7	10,1	F,G	F,I	F,I,TUR
LIBAN (LI)	22,6			TUR,F,I,ESP,EG		
CHYPRE (CH)	8,3	20,8	12,7	F,G	F,G,I	F,G,I
MALTE (MA)	19,5	14,2	13,6	I,F,MAR,IS,Y	I,F,IS	I,F,G
SYRIE (SY)		10,7			I,TUR,F	
MEDITERRANEE	25,5	21,2	22,2	F,I,MAR,ESP,Y	F,I,ESP,MAR	F,I,ESP
RESTE du MONDE	13,8	13,4	14,7	F,I,ESP	F,I,ESP	F,I, ESP
MONDE	15,6	14,8	16,0	F,I,ESP	F,I,ESP	F,I,ESP

variable, dans celles de la CEE-Nord, des pays arabes, de l'Afrique du Nord, ou de la Turquie et d'Israël. L'importance de l'Amérique du Nord dans le commerce agro-alimentaire mondial, dans la décennie 1970-80, semble stagner.

Vers la fin des années 70, la destruction de l'ancien système d'échanges agro-alimentaires en Méditerranée est avancée à un point qui permet d'envisager des conjonctures nouvelles.

Le fait principal qui s'est produit pendant la période précédente est l'ouverture, encore relative, de l'ensemble à des partenaires nouveaux, y compris des partenaires non méditerranéens et la distension des liens entre les deux sous-ensembles (Nord et Sud) de la région méditerranéenne. C'est évidemment une tendance moyenne, car si on examine l'évolution par pays on peut constater des chemins différents. Toujours est-il que ce sont la France, l'Italie et dans une moindre mesure l'Espagne et la Grèce, tous pays européens communautaires, qui font, avec leur commerce agro-alimentaire intra-méditerranéen, que l'ensemble méditerranéen donne l'image d'une certaine cohésion interne du point de vue des échanges agro-alimentaires.

Depuis la fin des années 70 et certainement à partir du début des années 80, la conjoncture des échanges agro-alimentaires est en train de changer considérablement, tant au niveau mondial que dans la Méditerranée. Cela ressort de toutes les analyses détaillées que l'on peut faire concernant le commerce mondial ou des marchés agro-alimentaires particuliers. Du point de vue quantitatif, aussi bien que du point de vue qualitatif, c'est-à-dire de la structure par produits et par partenaires, des changements importants mûrissent ou s'annoncent au fur et à mesure que les stratégies des pays ou des groupes de pays s'entrecroisent.

Une des caractéristiques les plus importantes dans la conjoncture actuelle est le tassement du commerce agro-alimentaire mondial.³⁰ La part des produits agro-alimentaires dans le commerce mondial total n'a cessé de baisser, pendant les deux dernières décennies. Cela n'est pas expliqué par la seule augmentation relative du commerce du pétrole et des produits pétrolier (due aux hausses considérables de leur prix depuis 1973), car on constate une augmentation parallèle de la part des produits manufacturés dans le commerce mondial, mais aussi dans les exportations des pays du Tiers-Monde, dans lesquelles

30) L'OCDE estime que l'offre mondiale totale de produits agro-alimentaires croît actuellement 2 à 3 fois plus vite que la demande - Financial Times-23/02/87.

elle a déjà dépassé la part des produits agro-alimentaires³¹.

Cependant, le commerce de ces derniers augmentait en termes absolus et en moyenne d'environ 15 % par an dans les années 70, alors que le phénomène nouveau est sa stagnation ou même sa chute au début des années 80.

Pour compléter l'image de l'ensemble et faciliter l'exploration des perspectives possibles, il faut ajouter à cette analyse conjoncturelle quelques phénomènes qui pourraient indiquer des tendances qui ne manqueront pas de peser sur l'avenir.

Ainsi, malgré les exceptions tragiques des pays ou régions subissant régulièrement la famine, la production agricole mondiale connaît une montée des surplus. Il s'agit évidemment de la production destinée à la commercialisation et le phénomène ne concerne certainement pas tous les produits ou tous les pays de la même manière. Il n'est pas sûr non plus qu'il s'agisse d'un phénomène de longue durée. Il est cependant incontestable pour une large gamme de produits et de pays, comme on peut le déduire de l'analyse de la concurrence dans les plus grands marchés du monde.

Des pays que l'on avait pris l'habitude de considérer globalement déficitaires tendent à devenir ou sont déjà largement autosuffisants, voire exportateurs nets de produits agro-alimentaires ; les moindres n'en sont pas l'Inde et la Chine... D'un autre côté, des mouvements contradictoires sont à observer dans le Tiers-Monde : l'échec des politiques de développement agricole et rural des uns (souvent en Méditerranée aussi...) contrastent fortement avec des réussites au moins commerciales, des autres : quelqu'en soit la raison ou le mécanisme profond, l'émergence dans le commerce agro-alimentaire mondial des "troisième larrons", tels que le Brésil ou certains pays asiatiques, n'est pas pour faciliter la politique des puissances traditionnellement dominantes.

Ces puissances sont principalement la CEE et les Etats-Unis qui, à deux, font environ 50 % du commerce agro-alimentaire mondial, tout en étant eux-mêmes, les plus grands importateurs de produits agro-alimentaires. Leur opposition constante, dans ce domaine au moins, est bien connue et se développe en ce que certains n'hésitent pas à appeler une "guerre agricole". L'effet de celle-ci sur les perspectives géopolitiques et économiques du

³¹) C.N.U.C.E.D. : Manuel des statistiques du commerce international et du développement, New York, 1983, tableau 3.4. , p.98.

et le groupe de Cairnes ?

commerce des pays méditerranéens est loin d'être négligeable, comme nous le verrons par la suite.

Enfin, les pays est-européens ne jouent dans le domaine particulier du commerce agro-alimentaire mondial qu'un rôle relativement passif et secondaire; ils ne font d'habitude qu'ajuster leurs politiques à l'évolution du marché et sous la pression de leurs propres déficiences, qui, cependant, ne sont pas forcément éternelles.

Le marché agro-alimentaire mondial illustre donc, d'une manière particulière et pas nécessairement représentative, les changements opérés dans l'économie et la politique mondiale pendant la longue période de l'après-guerre ; changements que l'on peut résumer par la croissance de la fluidité et des contradictions et par conséquent par la multipolarité. Celle-ci cependant n'est pas à l'image de ce qui se passe dans l'ensemble du système mondial, les contradictions Est-Ouest étant, dans ce domaine particulier, limitées et secondaires, alors que les contradictions Nord-Sud et celles qui se développent à l'intérieur de l'"Ouest" sont ici bien plus exacerbées.

CHAPITRE IV :

Perspectives des échanges agro-alimentaires méditerranéens

Compte tenu des tendances analysées dans les chapitres précédents relatives au "tassement" général du développement des échanges, à l'apparition de nouveaux partenaires commerciaux pour le Nord et le Sud de la région méditerranéenne, à l'élargissement de la CEE vers le sud, comment se présentent les perspectives des échanges agro-alimentaires méditerranéens ? quel sera le contenu de la "nouvelle politique méditerranéenne" de la CEE ? Quelles formes d'organisation des relations internationales peut-on imaginer, particulièrement entre l'Europe et la Méditerranée, pour la recherche d'une meilleure sécurité alimentaire de la région et dans une perspective de développement concerté.

1. Les exportations des pays méditerranéens

1.1. Tendances de la PAC Européenne et exportations du Nord de la Méditerranée

Dans l'ensemble, les exportations agro-alimentaires des pays méditerranéens se maintiennent dans les marchés les plus importants, bien que cette constatation couvre des réalités et des performances assez différentes.

Ces différences, on peut les apprécier mieux en tenant compte des réussites variables de leurs agricultures, mais aussi de l'évolution géopolitique et économique dans la région et son voisinage. L'orientation européenne des pays méditerranéens du Nord s'accroît continuellement, surtout après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE (1986) et l'évolution favorable des traités d'association à la CEE de la Turquie et de Chypre. Les mécanismes institutionnels (Politique Agricole Commune) ou la politique extérieure de la CEE, compte tenu de l'étendue de son marché, garantissent la maintenance de cette orientation dans l'avenir.

Des tendances opposées pourraient en résulter dans le cas d'une réforme de la PAC qui serait favorable à l'agriculture méditerranéenne de l'Europe ou dans celui où la CEE ferait une politique active de soutien de ses exportations de produits "méditerranéens" vers d'autres marchés, soit pour soulager le sien soit pour faciliter l'entrée dans celui-ci de produits similaires en provenance de pays concurrents (méditerranéens ou autres), tout en garantissant des prix et des revenus satisfaisants à ses propres agriculteurs méditerranéens. Le premier cas semble assez improbable : malgré ses difficultés politico-économiques et sa politique de "discipline financière" la CEE finance les Programmes Intégrés Méditerranéens (PIM)³² ; d'autre part, une telle politique rencontrerait l'opposition du "front" des pays membres du Sud, comme cela a déjà été le cas lors des discussions budgétaires en 1986.

Le deuxième cas est plus compliqué parce qu'il fait intervenir des considérations géopolitiques. La CEE a-t-elle intérêt à assurer l'accueil des exportations de ses propres pays-membres aux dépens de pays avec qui elle espère établir des relations économiques et politiques durables ? Ne pourrait-elle pas faire "un peu de place" pour les produits (disons les agrumes) de ces derniers tout en soutenant (par le mécanisme des restitutions) les exportations d'agrumes grecs vers leurs marchés traditionnels, à savoir les pays de l'Est européen ? Des raisonnements de ce genre pourraient dans l'avenir concerner plusieurs produits. Dans un certain sens, des politiques de ce type pourraient résulter des négociations "pour une nouvelle politique méditerranéenne", destinées justement à rassurer les pays méditerranéens tiers (ceux qui étaient liés à la CEE par des traités relevant de la "politique méditerranéenne" inaugurée au début des années 70) sur le sort de leurs exportations après le dernier élargissement de la CEE au Sud.

En tout état de cause de telles éventualités ne semblent pas pouvoir modifier profondément l'orientation européenne des pays méditerranéens du Nord et leur détachement croissant par rapport aux perspectives des pays méditerranéens du Sud. Ce détachement risque de devenir une véritable coupure entre l'ensemble européen et le monde arabe, avec des conséquences imprévisibles et certainement dommageables pour les deux parties.

32) Destinés à accélérer la modernisation de la Grèce et des régions du Sud de la France et de l'Italie, les PIM absorberont 6,6 milliards d'écus en 7 ans (jusqu'en 1992).

1.2. Les exportations des pays du Sud

Pour les pays méditerranéens du Sud, les perspectives des exportations agro-alimentaires s'inscrivent plutôt dans le cadre des contradictions Nord-Sud. Il s'agit surtout de produits d'une spécialisation purement "méditerranéenne" et, comme nous l'avons vu, orientés principalement vers le Nord, celui-ci étant représenté essentiellement par la CEE. Celle-ci avait essayé de maintenir les liens économiques légués par l'époque coloniale et garantir aussi la possibilité pour ces pays de continuer à exporter dans des conditions préférentielles une partie au moins de leurs produits traditionnellement orientés vers ses pays-membres. La "politique méditerranéenne" accordait des réductions des tarifs douaniers pour ces produits (ou pour certaines quantités de ceux-ci, ou pour certaines périodes de l'année), ainsi que des aides techniques et financières. Déjà cette politique (somme toute assez timide) avait soulevé des protestations des agriculteurs communautaires du Sud qui voyaient la "préférence communautaire" pour leurs produits se retrécir. Des protestations sont aussi venues du côté des Etats-Unis, qui voient toujours dans cette "politique méditerranéenne" une infraction à la liberté du commerce. Pendant un moment les Etats-Unis avaient même menacé de refuser la "clause de la nation la plus favorisée" à tous les pays qui souscriraient à cette politique, qui, toujours selon les américains, était défavorable à leurs exportations d'agrumes et autres produits de type "méditerranéen". Malgré tout cela, cette politique fut maintenue et étendue à pratiquement tous les pays méditerranéens. Elle ne saurait cependant garantir des perspectives importantes pour l'avenir. En effet, indépendamment des performances de la production agricole de ces pays, discutables dans bien des cas, les exportations de leurs produits, elles-mêmes, voient progressivement diminuer l'avantage, ne serait-ce que relatif, que leur accordait la "politique méditerranéenne" de la CEE, alors que d'autres marchés pour les mêmes produits ne paraissent pas assurés. L'adhésion de la Grèce à la CEE avait déjà inquiété sérieusement les exportateurs marocains et israéliens d'agrumes. L'adhésion du Portugal et surtout de l'Espagne menace pratiquement tous les produits (fruits, légumes, vin, huile d'olive...) des pays méditerranéens ; la production espagnole est assez importante pour rendre autosuffisante ou excédentaire une CEE qui était auparavant déficitaire pour la plupart de ces produits. Les perspectives des pays méditerranéens du Sud ne sont donc pas excellentes. Le voisinage africain n'offre pas de débouchés significatifs. Les pays de l'est européen ne sont pas à la veille d'ouvrir leurs marchés pour des produits qui, somme toute, ne sont pas indispensables. Quant au reste du monde arabe, il offre certes un marché important mais difficilement accessible : les

infrastructures de transport, les réseaux commerciaux ne favorisent pas les exportations par exemple dans les pays du Golfe, où par contre certains pays exportateurs de produits similaires d'Asie du Sud, y compris la Chine, sont très actifs. Par ailleurs, une restructuration profonde des cultures et des exportations demande du temps, des capitaux et des technologies, toutes choses qui ne sont pas immédiatement disponibles, alors que les résultats éventuels ne sont pas sûrs : la concurrence s'élargit dans les marchés du Nord, des pays nouveaux s'y placent, soit par leur compétitivité, soit en vertu d'accords comme celui de Lomé, etc. Reste la possibilité d'obtenir de la CEE des conditions préférentielles, nouvelles (voir la "nouvelle politique méditerranéenne") ou accords multilatéraux qui essaieraient, selon une vieille proposition, de stabiliser et garantir la part de marché de chacun dans les importations européennes, ce qui par le même coup calmerait les tendances à une concurrence menaçante entre les pays méditerranéens eux-mêmes. On voit mal, cependant, une telle politique se développer dans une période de guerre commerciale et de pressions contre les limitations nouvelles de la liberté du commerce, exercées par tous les grands acteurs du marché mondial, contre leurs "adversaires" il est vrai. Des politiques de ce type, s'opposant donc au fonctionnement "libre" du marché, impliquent une autre vision plus générale des relations économiques et géopolitiques qui fondent le système mondial, vision qui met en valeur des notions d'organisation et de planification dans les rapports internationaux. Les dirigeants européens paraissent assez réticents face à de telles implications de leur propre politique. Mais il en est de même du côté arabe, comme on l'a vu à maintes reprises et notamment à propos du marché pétrolier ou du recyclage des pétro-dollars. Tout compte fait on en arrive à la conclusion paradoxale que les perspectives des exportations agro-alimentaires des pays méditerranéens du Sud, telles qu'elles apparaissent sous la lumière des tendances actuelles, mèneraient plutôt vers la nécessité d'une reconquête de leurs marchés internes, ce qui pourrait aussi bien contribuer à la diminution, sinon la disparition, de leurs déficits externes. Et ce ne sont pas les difficultés techniques, quelquefois quasi-insurmontables, ou économiques d'un tel changement qui pourraient démontrer son inutilité ou démentir son caractère inévitable.

2. Les importations agro-alimentaires de la Méditerranée : un marché porteur et convoité par deux grands concurrents, la CEE et les Etats-Unis.

2.1. Les pays méditerranéens deviennent un marché agro-alimentaire de poids mondial

L'explosion des importations agro-alimentaires des pays méditerranéens est un phénomène récent. Au Nord du Bassin, l'évolution a suivi l'"ouverture" des économies au marché international, dès la fin des années 50, ainsi que l'élévation du niveau et des modes de vie, la spécialisation croissante de l'agriculture et son orientation vers l'exportation. La croissance des importations agro-alimentaires a été, en général, comparable à la croissance des importations totales, des exportations, de la production agricole, des revenus et de la demande alimentaire, ce qui n'a jamais créé de problèmes majeurs de solvabilité internationale ou de viabilité de la production agricole locale.

Dans le Sud, la croissance des importations agro-alimentaires a été très rapide, voire brutale. On a examiné les causes principales (explosion démographique et urbaine, effondrement des agricultures paysannes, boom pétrolier, révolution dans les modèles de consommation et les modes de vie, étatisation de la question alimentaire...) et les dimensions des phénomènes dans les chapitres précédents.

Ce qui est intéressant ici, c'est que l'importance de cette évolution a fait de l'ensemble des pays méditerranéens un marché de plus en plus convoité pour les exportations agro-alimentaires du Nord (essentiellement CEE et Etats-Unis), sans oublier naturellement les autres fournisseurs habituels du marché mondial. La C.E.E. se protège elle-même des U.S.A. et des autres pays exportateurs hors-Méditerranée par la PAC.

Un trait commun au Nord et au Sud de la Méditerranée est que les produits essentiels dans leurs importations agro-alimentaires sont ceux que l'on appelle d'habitude "stratégiques" ou "produits nordiques" : céréales, viandes, produits laitiers, sucre, alimentation du bétail, graisses et huiles végétales, dont la production ou la transformation et le conditionnement sont l'affaire des pays développés ou de firmes multinationales.

Ces produits sont pratiquement les seuls à faire l'objet d'un marché véritablement mondial et autour d'eux se développe une concurrence acharnée. Leur offre est surtout le fait des Etats-Unis, de la CEE ainsi que de pays comme le Brésil, l'Argentine,

l'Australie, la Nouvelle Zélande... Les perspectives des importations agro-alimentaires méditerranéennes sont donc une affaire "intra-occidentale", ce qui ne veut pas dire que les conflits qui se développent autour d'elle sont moins aigus ou qu'il existe une instance suprême qui réussit à les régler au nom d'intérêts supérieurs, réputés communs, ou encore qu'ils se résorbent par le fonctionnement des "lois du marché", celles de l'offre et de la demande. Des stratégies visant à les orienter ou à les contrecarrer, et dont le caractère géopolitique n'échappe plus à personne, déterminent dans la plupart des cas le résultat de chaque étape dans le développement des contradictions, dont on ne voit pas pour l'instant les conditions de dépassement durable.

2.2. La "guerre commerciale" agricole entre la CEE et les Etats-Unis : un conflit qui vient de loin et qui ne se limite pas au commerce.

On sait que le conflit principal oppose les Etats-Unis à la CEE. Il date déjà des années 50 lors de la création du GATT et, un peu plus tard, des premières formes de la Communauté Européenne. Les Etats-Unis, qui avaient obtenu du GATT une dérogation temporaire (le célèbre "Waiver" du 5/3/1955) leur permettent d'imposer des droits de douane ou des restrictions quantitatives à l'importation d'un certain nombre de produits alimentaires, pourtant soumis aux règles de libéralisation du commerce avancées par le GATT, ont vu d'un mauvais oeil la CEE, bien qu'ils aient été initialement des partisans sinon des promoteurs de l'unité européenne, s'orienter vers des principes de gestion de son commerce agro-alimentaire extérieur qui, prétendaient-ils, s'opposaient à la liberté du marché. En fait, le système des prélèvements à l'importation assure une certaine protection de la production communautaire et celui des restitutions stimule ses exportations. Tous les deux sont prévus par la PAC (Politique Agricole Commune), qui est donc devenue la bête noire de la politique américaine. La PAC empêchait les exportations américaines de fruits, de poulets, de jus, etc..., alors qu'elle permettait aux exportations européennes de concurrencer celles des Etats-Unis. Or, la PAC était conforme aux décisions du GATT, autant que le "waiver" accordé aux Etats-Unis ou, pour dire les choses autrement, les deux puissants concurrents avaient réussi à convaincre leurs "partenaires" du GATT du bien fondé de leurs exigences ! La différence, comme il a été dit, est que le mécanisme de la PAC est transparent, donc plus vulnérable à la critique, alors que ce n'est pas le cas des exceptions obtenues par les Etats-Unis.

Cela dit, le différent n'a jamais pris des dimensions inquiétantes, malgré les frictions périodiques auxquelles on donnait, un peu

pompeusement, le nom de "guerre" (du poulet, des oranges, etc.), de toute façon pas avant les années récentes, marquées surtout par la relative stagnation des marchés et par l'accumulation des excédents agricoles. En fait, ce sont les succès de la politique agricole des Etats-Unis et de la PAC européenne qui ont abouti à une aggravation de leurs divergences.

Les Etats-Unis ont réussi après la guerre à augmenter spectaculairement leur production agricole et leurs exportations. Environ 45 millions d'hectares, soit un tiers des terres cultivées, sont destinées à des produits exportés. Les exportations absorbent un pourcentage considérable de la production de certains produits comme le riz (67 %), le soja (60 %), le blé (50%), le coton (40 %), le tabac (30 %) et le maïs (25%), alors que la part américaine dans le commerce des aliments pour le bétail atteint 60 %. Ce développement a été rendu possible par l'abondance des terres arables, les innovations technologiques, mais aussi par une politique de soutien et d'aide à la production et de subventions de toutes sortes à l'exportation³³. Or, cette orientation exportatrice, qui assure des excédents considérables dans la balance américaine, a certains côtés négatifs : alors que la demande agro-alimentaire interne aux Etats-Unis est relativement stable, la demande externe est pour toutes sortes de raisons, instable. Pour qu'elle le soit moins, il faudrait que toute concurrence sérieuse soit empêchée de se manifester. Ce besoin se fait davantage sentir ces dernières années, alors que les déficits de la balance commerciale des Etats-Unis prennent des dimensions gigantesques (plus de 120 milliards de dollars) et que plus particulièrement la balance des échanges agro-alimentaires devient, elle-aussi, négative pour la première fois dans l'histoire américaine des derniers vingt ans (mai 1986). Cela explique la violence des attaques américaines contre la politique européenne et les mesures contre les exportations de la CEE aux Etats-Unis (pâtes, etc...).

La réussite de l'agriculture européenne est peut-être moins spectaculaire mais également importante. La Communauté, grâce à la PAC notamment, est devenue autosuffisante ou même excédentaire pour un grand nombre de produits. Ses excédents lui ont permis (dans le cas des céréales par exemple) ou l'ont obligée (dans le cas des produits laitiers) à chercher à étendre ses exportations en-dehors des quelques marchés traditionnellement sous son influence (notamment en Méditerranée). Les produits

33) Voir notamment "Economist" du 5/1/80 et l'article de SUSAN Georges dans "Economie Rurale" de septembre-octobre 1979.

européens se sont frayés un chemin jusqu'à des "chasses gardées" américaines, en Amérique Latine par exemple, tout en renforçant leurs positions en Europe non-communautaire, dans les pays de l'Est-européen et même en Méditerranée. Cela a été considéré comme une agression du côté américain, surtout lorsque la CEE, pour des raisons certainement plus complexes, a étendu son influence commerciale au Sud de l'Europe par l'admission de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal. En effet, les mécanismes de la PAC conduisent inévitablement à un détournement des flux commerciaux (trade diversion) au profit de la Communauté. L'exemple grec, déjà mentionné, est très éloquent. Dans le cas de l'Espagne, les américains estiment à un milliard de dollars le "dommage" qu'ils subiront par la réorientation des importations espagnoles au profit des exportations communautaires et aux dépens des exportations américaines, notamment de maïs et autres produits pour l'alimentation du bétail. Tout cela ajouté aux relations préférentielles avec les autres pays méditerranéens, dont il a déjà été question, a exaspéré les responsables américains. On sait que ces problèmes ont reçu une solution provisoire (maintien du niveau des exportations américaines de maïs vers l'Espagne, etc.) pour 1986. Mais les conflits de fond sont loin d'être apaisés. Le nouveau programme de relance des exportations (Export Enhancement Program) des Etats-Unis, qui veut faire profiter certains pays clients (dont des pays arabes) de prix inférieurs à ceux du marché mondial représente un nouvel épisode de l'affrontement entre les USA et la CEE.

C'est que la concurrence entre les Etats-Unis et la CEE n'est qu'un aspect particulier d'une opposition plus générale : les deux partenaires n'ont pas la même vision stratégique du développement, des relations Nord-Sud ou des relations Est-Ouest³⁴. On se rappellera à cet égard leurs divergences fondamentales quant au gazoduc sibérien ou aux ventes de technologies à l'Est, leur interprétations différentes de la question palestinienne, pour ne citer que quelques exemples célèbres. Les américains crurent déceler en Europe une tendance à une "autonomie menaçante", alors que certains Européens constatent avec lucidité un "divorce progressif" entre les Etats-Unis et l'Europe³⁵. Il est vrai que des périodes d'accalmie et de retrouvailles amicales succèdent aux moments de crise mais il est

34) Voir M.F. TOINET in "Monde Diplomatique", février 1982.

35) Claude CHEYSSON in "Nouvel Observateur" du 31/7/82

difficile de croire que la bonne volonté et des améliorations conjoncturelles peuvent effacer des oppositions qui se fondent sur des données objectives et des évolutions divergentes à long terme entre les deux partenaires. Lorsque les américains, menacent au sujet du commerce international, de "frapper jusqu'à ce que le sang coule"³⁶, ce qui est une exagération de style, et qu'ils obtiennent quelques mois ou quelques années plus tard des concessions européennes importantes, cela ne peut pas être occulté par des généralités et des amabilités diplomatiques.

La confrontation Euro-Américaine et ses répercussions sur les échanges agro-alimentaires en Méditerranée

Les conditions objectives des marchés agro-alimentaires et les stratégies des deux concurrents principaux, et des autres, sont des données lourdes pour la problématique des pays méditerranéens confrontés aux problèmes des importations agro-alimentaires, leurs prix, leurs conséquences à long terme, la "sécurité alimentaire" qu'ils voudraient dans tous les cas voir assurée.

La concurrence euro-américaine paraît à première vue bénéfique, une affaire dont tout le monde pourrait tirer des bénéfices substantiels. L'exemple de l'Egypte qui a reçu depuis déjà 1954 (lorsque l'offensive politique et commerciale américaine se déployait en Méditerranée) plus de 13 milliards de dollars d'aides alimentaires américaines, soit autant que la valeur des produits agro-alimentaires américains qu'elle a importés et même davantage, comme c'est aussi le cas d'Israël, donne à plusieurs dirigeants méditerranéens matière à rêver.

Or, l'Egypte a été dans le passé et est de nouveau aujourd'hui un enjeu géopolitique de taille; quant à Israël, c'est un cas stratégique à part.

Pour la plupart des autres pays méditerranéens, la concurrence euro-américaine peut en fin de compte n'être qu'un moyen provisoire pour s'assurer quelques conditions commerciales et financières intéressantes, mais sans lendemain. Il est évident qu'il n'est pas question ici des pays méditerranéens du Nord membres de la CEE. Ceux-ci partageront le sort de la politique communautaire, les bénéfices et le coût de ses compromis avec la politique américaine. Si le point de vue des Etats-Unis prévalait à long terme, ils devraient s'attendre à des modifications de la PAC

36) Newsweek, cité par le Nouvel Observateur du 31/7/82

et éventuellement à son affaiblissement général dans la perspective d'une simple "zone de libre échange" européenne qui a les faveurs de certains pays-membres du Nord (surtout la Grande-Bretagne). Les effets d'une telle évolution ne peuvent pas être appréciés au niveau des seules importations ou du commerce extérieur total. Ce serait surtout tout l'édifice des soutiens, des garanties et des interventions "structurelles" en agriculture qui serait mis en cause, avec les conséquences difficiles à prévoir, mais certainement très graves.

Quant aux pays du Sud, la lutte commerciale et financière qui oppose Etats-Unis et CEE et qui permet à certains d'entre eux d'espérer des opérations d'importations profitables (par exemple l'affaire des céréales en Algérie) ne devrait pas inspirer trop d'optimisme pour l'avenir. Aucun des deux concurrents ne serait prêt à "brader" sa production à long terme. La "victoire" de l'un ou de l'autre ne peut pas être "totale" et si jamais elle l'était, cela signifierait que très vite le vainqueur aurait toute latitude à revenir à des pratiques commerciales à son seul profit. Mais s'il ne peut pas être question de "victoire totale" (en fait cela n'a pas de sens en l'occurrence), on ne peut imaginer que des issues de compromis qui ne seraient sans doute pas éternels ; ils ne seraient pas non plus établis en fonction des intérêts des pays importateurs. Si à long terme il est évident que la seule solution durable des problèmes agro-alimentaires des pays méditerranéens se trouve dans leur propre développement rural et agricole, on peut toutefois se poser la question de la tactique à suivre à court et moyen terme, c'est-à-dire pendant la période où seules les importations permettent de répondre à ces problèmes. Cette tactique ne peut en aucun cas ignorer le conflit euro-américain. Jouer la carte américaine permettrait d'obtenir des avantages non négligeables mais probablement passagers. Le recul de la construction européenne, qui faciliterait éventuellement les exportations sud-méditerranéennes vers la CEE, signifierait aussi l'effondrement de toute velléité de politique active européenne dans la région méditerranéenne, ce qui n'est pas précisément une évolution en faveur du maintien et encore moins de l'augmentation des "degrés de liberté" des pays méditerranéens. Jouer la carte européenne, dans le conflit tel qu'il est, dans les mêmes termes de sa définition, aurait probablement un coût économique (ou un manque à gagner) difficile à justifier en terme de marché. Dans ces conditions, des réponses ne peuvent être données que si les questions sont portées à un niveau supérieur, celui de la stratégie politique qui fixerait un cadre plus large pour des négociations dépassant les enjeux initiaux.

Européens et Arabes ont déjà connu une conjoncture analogue lors de la "crise pétrolière". Ils n'ont pas voulu ou n'ont pas pu

L'analyse de la situation des pays du Sud méditerranéen est complexe et nécessite une approche globale. Les enjeux sont multiples : économiques, politiques, sociaux. La stratégie doit être adaptée à la situation de chaque pays.

transcender les problèmes d'alors par la politique. La suite des événements leur a donné tort, incontestablement.

3. Une perspective Euro-Méditerranéenne des échanges agro-alimentaires

Toutes les analyses qui précèdent indiquent une tendance au tassement structurel des échanges agro-alimentaires mondiaux. Encore récemment, cette prévision était confirmée par les constatations du sommet de Venise (juin 1987)³⁷.

Cette tendance au "tassement" des échanges agricoles paraît aussi probable en Méditerranée. Le Nord de celle-ci, c'est-à-dire sa partie européenne communautaire devrait, dans l'hypothèse de réduction des excédents, connaître une moindre pression vers l'exportation, alors que ses importations agricoles, si elles continuent à augmenter, favoriseraient davantage les fournisseurs tiers non-méditerranéens, en fonction des produits qui semblent devoir constituer l'essentiel de la demande européenne (aliments du bétail, fruits exotiques, graines oléagineuses...).

Quant aux pays du Sud, on peut difficilement prévoir des changements majeurs dans la nature et les conditions commerciales de leurs exportations vers le Nord méditerranéen du moins à moyen terme. Elles continueront probablement à se heurter aux dispositions de la PAC, même affaiblie, à connaître de toute façon la concurrence des productions communautaires et de celles des pays tiers avec qui la CEE a des rapports plus ou moins privilégiés (Traité de Lomé...), à subir enfin les conditions, généralement défavorables, de la production interne. Leurs importations par contre risquent de continuer à augmenter pour les mêmes raisons que par le passé. Mais il n'est pas sûr qu'elle tendront à s'adresser à des partenaires européens, surtout dans l'hypothèse d'une politique de réduction des excédents européens et d'une "trêve" euro-américaine souhaitée, avec plus ou moins de sincérité, par les puissances occidentales et inscrite dans les documents de l'OCDE et du sommet de Venise. Toujours dans cette hypothèse, les "produits stratégiques" importés par le Sud auraient la tendance de venir de plus en plus du continent américain et d'Australie.

³⁷⁾ Voir compte-rendu et texte intégral du Communiqué final New York Times - 11/6/87.

A l'intérieur de ces tendances générales, des évolutions contradictoires peuvent se manifester. C'est ainsi que des accords particuliers peuvent voir le jour, qui favoriseront tel ou tel produit en fonction du souci européen de maintenir un minimum de bonnes relations avec les pays du Sud. L'affaiblissement ou la libéralisation de la PAC pourrait aussi aboutir à des résultats analogues. Enfin, des courants d'échanges nouveaux pourraient naître, surtout dans le sens nord-sud, à partir des progrès de la haute technologie en matière agricole et agro-alimentaire. Cependant les nouveaux produits de ce type ont toutes les chances de se substituer à des produits "traditionnels", n'affectant pas ainsi le volume global des échanges. En plus, les nouveaux produits qui commencent à se faire connaître, comme par exemple le glucose de maïs, sont d'origine non européenne et dans ce cas ils affaiblissent, pour cette raison supplémentaire, les échanges euro-méditerranéens.

La tendance au tassement des échanges euro-méditerranéens n'empêche pas et même favorise peut-être, l'apparition de nouveaux partenaires commerciaux pour les pays méditerranéens, ceux du sud comme ceux du nord. Nous en avons vu des exemples dans les paragraphes précédents. Ils illustrent surtout les évolutions probables des politiques agricoles et des conflits commerciaux à l'intérieur du monde capitaliste développé. Mais, si la concurrence agricole dans cette partie du monde semble s'orienter vers la stagnation, on peut constater que le dynamisme de la production croît et peut encore croître ailleurs. La "révolution verte" n'a pas encore atteint l'Afrique mais elle a modifié sensiblement ou même spectaculairement la situation agricole de nombreux pays d'Asie. Certains se sont assurés une autosuffisance agricole plus ou moins solide et s'orientent vers l'exportation. Il y a aussi ceux qui tentent par une spécialisation à l'exportation agricole d'équilibrer leurs importations agricoles. C'est ainsi que des produits agricoles de toutes sortes ont toutes les chances d'arriver à court et moyen terme dans les marchés méditerranéens. Déjà dans les pays du Golfe, l'Inde, le Pakistan, les pays du Sud-Est Asiatique et même la Chine prennent des parts croissantes dans les importations locales de produits agricoles et agro-alimentaires. On a pu constater précédemment que ces nouveaux fournisseurs sont déjà arrivés en Europe. Il n'y a pas de raisons pour que ce mouvement ne s'intensifie pas dans toute la Méditerranée, affaiblissant ainsi davantage les courants d'échanges euro-méditerranéens. La concurrence se fait d'ailleurs déjà sentir, même en ce qui concerne des produits typiquement "méditerranéens" comme les agrumes et les produits de leur transformation (USA, Brésil...), les raisins secs

(Californie), le tabac (Inde,...) etc.

Les rapports commerciaux des pays de la CEE avec le reste des pays méditerranéens seront dans l'avenir influencés essentiellement par l'élargissement de la Communauté vers le sud. La Grèce a adhéré officiellement en 1981 et l'intégration de son économie aux mécanismes de la CEE (fin des périodes transitoires...) aura été complète à la fin de 1987. L'Espagne et le Portugal ont adhéré en 1985 et leur intégration complète ira jusqu'au début des années 90. De toute façon, en 1992 la CEE aura abouti à l'existence d'un marché interne unique dans lequel son agriculture sera régie par la Politique Agricole Commune (PAC). La PAC est encore et toujours au centre de discussions et de pressions intenses quant à son caractère "interventionniste" et "protectionniste". On ne peut pas formuler des prévisions dépouillées quant aux transformations ("profondes" selon les vœux de certains) qu'elle connaîtra dans l'avenir. Cependant, il est peu probable que, à moyen terme du moins, elle cède le pas à une libéralisation totale des échanges agricoles de la CEE avec les pays tiers, même si la discussion au sein du GATT (Uruguay Round) incluent formellement des projets dans ce sens. En tout état de cause, l'élargissement de la CEE au sud et les mécanismes actuels de la PAC ont toutes les chances de :

1 - détourner les flux commerciaux des nouveaux membres vers les marchés communautaires. Leurs importations agricoles et agro-alimentaires en provenance des pays tiers, notamment méditerranéens, risquent de stagner ou même diminuer fortement, selon les cas, au profit d'importations d'origine communautaire.

2 - accroître la compétitivité des produits des nouveaux membres dans les marchés européens, au détriment des produits analysés en provenance des pays méditerranéens tiers, par le jeu des aides, des primes, etc. que prévoit l'organisation des marchés communautaires. Cette compétitivité tendra aussi à augmenter par l'incitation et l'aide financière aux investissements de modernisation des structures agricoles, assurés par les "fonds structurels" (Régional, FEOGA, "orientation"...) et les prêts favorables de la Banque Européenne. Enfin la compétitivité des produits agricoles des nouveaux membres tend à se manifester non seulement dans les marchés européens mais aussi dans les marchés tiers (y compris méditerranéens), pour les raisons générales mentionnées plus haut et aussi par le mécanisme des "restitutions" qui stimule les exportations de certains de ces produits. Ce serait d'ailleurs là le seul facteur qui pourrait favoriser le développement de certains échanges agricoles euro-méditerranéens (par exemple les céréales), mais c'est justement

ce facteur-là qui est le plus contesté dans les discussions actuelles.

Un développement des échanges agricoles euro-méditerranéens pourrait être favorisé par les accords CEE-Pays Méditerranéens tiers qui constituent la "nouvelle politique méditerranéenne". On n'en connaît pas encore le contenu, mais on peut dès maintenant douter de sa portée et des possibilités nouvelles qu'elle serait susceptible d'ouvrir vers des changements significatifs à cet égard. Elle ne peut pas prendre en compte les intérêts agricoles et commerciaux des nouveaux membres (qui voient d'ailleurs dans leur adhésion le moyen de les défendre...), ni d'ailleurs de ceux des plus anciens. D'autre part si cette politique essayait de "trop" privilégier certains aspects ou certains produits du commerce euro-méditerranéen actuel et futur, elle rencontrerait sans aucun doute des oppositions très fortes de la part des autres partenaires commerciaux de l'Europe, notamment, mais pas seulement, des Etats-Unis. Et dans l'état actuel des choses et de la politique européenne, ces oppositions auraient toutes les chances d'être très efficaces.

Dans ces conditions, les probabilités pour que les échanges euro-méditerranéens connaissent de graves problèmes augmentent. A moyen terme, il est possible que se développent des situations quasi-explosives, débouchant vraisemblablement sur des problèmes politiques considérables.

Des corrections ou des compensations de toutes sortes sont éventuellement possibles du côté de la CEE et en faveur des pays méditerranéens tiers, du moins dans le moyen terme où se situe justement la pleine intégration des nouveaux membres de la CEE. Mais, vu ce qui précède, il est incontestable qu'il n'y a pas de solution purement "commerciale" aux problèmes commerciaux par lesquels cette crise probable s'annonce. Les mécanismes et les critères du "marché libre" semblent actuellement s'opposer à toute intensification des rapports euro-méditerranéens, la construction européenne aussi. On a par exemple invoqué la possibilité d'aménagements dans les rapports euro-méditerranéens qui pourraient assurer au moins le maintien des "échanges traditionnels" entre les deux parties, surtout les courants sud-nord pour certains produits, et garantir des conditions de concurrence équivalentes entre les pays méditerranéens tiers et les nouveaux pays membres de la CEE, en ce qui concerne ces échanges. Mais, mise à part la nécessité d'explicitier et de mieux définir ce que l'on entend par "échanges traditionnels" et "concurrence équivalente", on voit mal comment la CEE pourrait nier à ses nouveaux membres la plénitude des droits qui entraîne leur appartenance communautaire, au terme

des longues périodes de transition. Même pendant celles-ci, ces pays pourront toujours revendiquer et négocier des dispositions relativement favorables à leur développement agricole ultérieur, ne serait-ce qu'en utilisant leur présence et leur voix dans les institutions et les instances communautaires sur toutes les autres questions d'intérêt général en particulier dans lesquelles il n'y a pas de période transitoire pour qu'ils puissent y exercer leur pouvoir. D'autre part il serait difficile, sinon indispensable, que la CEE puisse faire à ses partenaires méditerranéens des concessions qui seraient fondées sur l'acceptation d'une régression brutale, et sans solutions alternatives, de l'agriculture et du développement rural de l'Europe méridionale.

En fait, la crise qui s'annonce dans les rapports euro-méditerranéens oppose des conceptions alternatives concernant l'avenir du développement européen dans son ensemble, les alliances sociales et politiques sur lesquelles il sera appuyé et ses relations avec les autres, en particulier son voisinage méditerranéen. Pour le moment, il s'agit de conceptions qui s'opposent, les unes se fondant sur des versions plus ou moins rénovées du libéralisme, entraînant une vision de l'Europe équivalent exclusivement à une zone de libre échange, les autres partant d'une volonté d'intervenir dans le "cours des choses" et aboutissant à des projets multiples de construction économique, politique et institutionnelle d'une Europe qui aurait ses propres coordonnées de définition.

Les conditions de synthèses possibles n'apparaissent pas encore clairement, même si on admet largement leur existence théorique. Il n'est pas sûr que de telles synthèses puissent être l'oeuvre exclusive des volontés politiques immédiates des gouvernements directement concernés, encore moins de ceux qui le sont indirectement, de part et d'autre de la Méditerranée. Les acteurs économiques et leurs rapports devront, entre autre, évoluer pour que des solutions globales et négociées puissent mûrir.

Il est certain que les conditions fondamentales du marché Euro-Méditerranéen actuel dans le domaine de l'agro-alimentaire pourraient être changées à long terme. En fin de compte tout marché est un ensemble de relations entre "offreurs et demandeurs, dans des conditions précises et on ne voit pas pourquoi on ne devrait pas pouvoir les modifier, les unes comme les autres.

Il s'agirait évidemment et surtout de "corrections" à apporter à la situation actuelle, des corrections qui auraient un caractère structurel et franchement politique.

Elles concerneraient donc des changements dans les rapports entre les acteurs à tous les niveaux, y compris la Communauté et les Etats méditerranéens tiers.

A partir des nouveaux accords et dans une perspective de développement concerté ou de co-développement ne serait-ce que dans le domaine de l'agriculture et du monde rural, et en faisant une synthèse de tout ce qui est impliqué par les prises de position des intéressés, on peut imaginer une organisation différente et progressive des relations entre la CEE et les Pays Méditerranéens. Il s'agirait d'institutionnaliser les contacts, les négociations et les concessions réciproques pour aboutir à une véritable participation de tous les intéressés dans la définition des décisions stratégiques, mais aussi conjoncturelles, dans le cadre de la PAC : objectifs de production, parts de marché, conditions de concurrence, investissements liés à la modernisation de l'appareil productif, aide, financements, droits et obligations des participants.

S'il est difficile de croire que la CEE puisse s'élargir institutionnellement vers le Sud de la Méditerranée, il est peut-être moins illusoire de croire en la possibilité d'un rééquilibrage voulu et programmé des rapports de celle-ci avec des partenaires qu'elle invite à s'associer très étroitement à un devoir commun. Les termes réalistes d'une telle association aux décisions seront bien plus efficaces si face à l'ensemble européen se posait un ensemble méditerranéen, en particulier arabe.

Une telle perspective peut paraître assez utopique, mais l'alternative "réaliste" réserve des surprises désagréables et des déceptions peu croyables dans l'état actuel des calculs de ceux qui voudraient pousser la Communauté vers son démantèlement. Car c'est à cela que se résument les attaques contre la PAC et les autres mécanismes communautaires.

Or, une Europe qui serait désarmée face aux échanges internationaux offrirait des avantages à court terme aux candidats exportateurs actuels. Les grands bénéficiaires seraient à moyen et long terme autres : non seulement les Etats-Unis (qui poussent vers cette direction dans le nouveau "round" du GATT qui commence à peine et qui se concentre notamment sur les produits agricoles...) mais aussi d'autres exportateurs actuels et virtuels à capacité incomparable par rapport à celle de la plupart des Pays Méditerranéens Européens ou pas. Ceux qui sont tentés par une alliance (en dehors et au sein de la CEE) avec une conception "néolibérale", des échanges risquent d'en être les premières victimes.

4. Le rôle clé de la coopération internationale pour une meilleure sécurité alimentaire des pays méditerranéens du sud.

Les pays méditerranéens du Sud ont des relations internationales de plus en plus développées. Cependant, assurer une sécurité alimentaire dans le contexte assez particulier de la situation internationale pourrait impliquer soit un élargissement et une différenciation maximale de leurs fournisseurs, soit une union très étroite avec des partenaires qui leurs sont complémentaires dans les productions agricoles et agro-alimentaires. Or, les fournisseurs de produits agricoles et agro-alimentaires "stratégiques" (céréales, graisses, sucre, produits animaux) au niveau mondial sont en nombre relativement restreint et les limites de la première option sont vite atteintes. D'autre part, l'union étroite entre les partenaires arabes peut être souhaitable et est souhaitée pour des raisons de toutes sortes ; elle ne résout cependant pas le problème, du moins en l'état actuel des choses. Ainsi donc, la sécurité alimentaire de la région passe nécessairement par un effort considérable de développement à l'intérieur de la région, effort qui devrait être soutenu par l'élargissement et l'approfondissement de la coopération internationale.

Elargir la coopération internationale impliquerait de poursuivre et d'intensifier les efforts que l'on constate déjà en vue de l'élargissement des rapports commerciaux durables avec les pays d'Amérique Latine et de l'Océanie (céréales, viandes, etc.) de l'Afrique, de l'Asie du Sud et du Sud-Est (matières premières agricoles, graisses, huiles, produits dits "exotiques", etc.) et de l'Europe (produits animaux, produits transformés, céréales). Dans beaucoup de cas des accords d'approvisionnement pluriannuels pourraient être conclus, alors que l'augmentation de la concurrence pourrait contrebalancer le poids, quelquefois, considérable de la pression de l'offre américaine ou de celle des groupes multinationaux.

Cependant dans l'optique du développement agricole, agro-alimentaire et rural, seule solution durable au problème de la sécurité alimentaire, **c'est l'approfondissement de la coopération internationale qui est à l'ordre du jour.** Il implique des initiatives et des formes qui dépassent les simples

échanges et qui tendent à pénétrer dans le domaine de la production. Cela n'exclut pas à terme les échanges, au contraire cela peut les renforcer, en les différenciant et en les rééquilibrant. Car le développement de la production agricole arabe nécessiterait des importations (de produits en amont de la production agricole, de produits complémentaires, etc.) et aboutirait normalement à un courant d'exportations, ainsi différenciées. Ce n'est d'ailleurs que dans ce sens que la notion de coopération approfondie pourrait se définir et être acceptée par les partenaires éventuels.

Dans une telle perspective, une des composantes les plus importantes de la coopération internationale pourrait être la coopération euro-arabe. Un grand nombre de facteurs militent vers cette direction : la proximité, la complémentarité des économies des deux régions au sens le plus général, l'interpénétration de leurs histoires, une expérience, récente certes et plutôt académique mais non négligeable, du dialogue et même du dialogue institutionnalisé, des intérêts convergents dans plusieurs domaines, une recherche commune de diversification des relations internationales.

Quels pourraient être l'étendue et le contenu d'une coopération euro-arabe en progression ? On sait déjà que les rapports commerciaux, globaux et agricoles, sont développés entre la CEE et un grand nombre de pays arabes, davantage d'ailleurs avec ceux de la rive Nord de l'Afrique qu'avec ceux du Machrek. Il y a sans doute un potentiel d'augmentation des échanges commerciaux entre les deux régions partenaires et des progrès significatifs pourraient être accomplis au profit mutuel des deux parties : amélioration des financements des échanges, amélioration des accords commerciaux existants, réactivation de la "politique méditerranéenne" de la CEE et prise en compte des effets du récent élargissement de la Communauté. Cette dernière question, qui a soulevé des interrogations et des préoccupations du côté arabe, est étudiée très sérieusement par la Communauté, justement dans un esprit de maintien et de développement des liens tissés entre elle et les pays du sud de la Méditerranée depuis bientôt quinze ans.

Il est évident qu'on ne doit pas se méprendre sur la portée et les limites de la coopération dont il est question ici. Les traités existants et à venir, matérialisent des avancées et des accords sur des questions précises posées par l'évolution des économies et des réalités sociales et politiques. On peut cependant faire certaines hypothèses sur les questions qui ne manqueront pas de poser par la dynamique, déjà en action, du développement méditerranéen. C'est ainsi que l'on ne peut pas extrapoler le type

de rapports actuels entre les deux rives du Bassin et imaginer les rapports futurs intra-méditerranéens dans le cadre étroit des seuls échanges agro-alimentaires ou plus généralement commerciaux, surtout s'ils se limitent à des importations croissantes, qui plus est alimentaires..., du Sud, le reste étant égal par ailleurs. Non seulement parce que ces importations, pour le temps qu'elles seront nécessaires, doivent être financées, mais aussi parce que les économies du Sud doivent impérativement se développer pour faire face aux multiples défis démographiques, sociaux et politiques qui leur sont déjà lancés, et cela sans pouvoir compter sur un illusoire isolement par rapport au monde et leurs voisins du Nord. Or, tout cela revient à dire que la bonne coopération sera celle qui leur permettra, dans des conditions supportables, de sortir de leur situation actuelle d'infériorité structurelle et de développer l'emploi de leurs populations, jeunes et nombreuses, et inévitablement d'accentuer l'orientation industrielle de leur production et de leurs exportations. Toute perspective de coopération, plus structurée et mieux programmée que celle qui découlerait des seuls mécanismes du marché, devrait par conséquent, inclure des actions qui seraient adaptées à ces nécessités et même oeuvreraient activement à prendre les devants et ouvrir avec un supplément de créativité et d'imagination les portes de l'avenir.

Or, cette "approche euro-arabe" sera d'autant plus féconde qu'elle se réalisera dans un contexte de développement rapide du monde arabe, avec des regroupements internes actifs. En effet, la nature des conditions actuelles de production fait que si les relations euro-arabes sont circonscriptes aux échanges commerciaux bilatéraux, cela signifie essentiellement l'ouverture de marchés à la CEE, sans avantages majeurs pour les pays arabes. Par contre, si des regroupements inter-arabes se développent concrètement, leur base de production peut s'élargir par l'ouverture de tout ou partie de l'espace économique arabe, entraînant des accroissements d'emplois et de revenus, c'est-à-dire une dynamique de développement économique qui ne peut qu'intéresser la CEE.

Une coopération internationale diversifiée, économique, technique et financière pourrait en résulter, à l'avantage mutuel des pays du Nord et du Sud de la méditerranée car il n'y a pas concurrence, mais complémentarité entre une dynamique inter-arabe et une dynamique euro-arabe. Chercher à développer quasi-uniquement des relations commerciales bilatérales pourraient amener à la longue des relations de dépendance porteuses à terme de méfiance politique. La CEE ne doit pas ménager ses efforts pour faciliter ces regroupements régionaux et la coopération Nord-Sud doit venir en appui à la coopération Sud-Sud et non s'y substituer.

L'évolution des économies des pays du Sud de la Méditerranée et l'accroissement de leurs relations ne peut que favoriser la construction de liens solides avec la CEE qui pourra participer au développement d'un ensemble arabe en croissance plus rapide, au plan technique et économique. En conséquence, le plan politique devrait bénéficier de ces relations afferemies. La crise de l'énergie de la décennie passée, pour importante qu'elle ait été dans la prise de conscience des relations réciproques, ne doit pas servir de base exclusive de référence, de même que la crise alimentaire ne doit pas la remplacer. L'idée de partenariat doit avoir le pas sur l'idée de rapport de force.

On doit constater que des liens existent et, bien qu'ils soient gérés selon des modalités diverses, on peut les considérer comme importants : on peut renforcer ces liens habituels et faciliter l'établissement de liens nouveaux dans l'intérêt des uns et des autres.

Prolonger et améliorer l'état actuel des échanges ne fait que tenir compte des relations tissées par la géographie et l'histoire. L'expérience et la pratique qui en résultent ne peuvent pas être considérées comme quantité négligeable devant être balayée parce que faisant obstacle à l'indépendance des uns et des autres. Ni le monde arabe, ni la CEE n'ont exigé de l'autre partenaire une exclusivité quelconque.

4.1. Développer de nouveaux liens Euro-Méditerranéens

Tout d'abord, la bonne coopération Nord-Sud sera celle qui viendra en appui de la coopération Sud-Sud et l'on pense aussitôt à l'aide considérable que pourrait apporter le partage de l'expérience que la CEE et les opérateurs européens ont acquis dans de nombreux domaines.

Dans le domaine des institutions, il y a près de 30 ans que la PAC avance, avec des hauts et des bas, avec des crises, mais toujours dans l'unanimité. Ce processus pacifique, progressant par une suite de compromis et de négociations, lancé moins de 25 ans après des affrontements guerriers colossaux, est assez singulier dans l'histoire pour être souligné. Il y a là un gisement d'expériences et de pratiques qui pourrait servir, aux différences de contexte socio-économique près, aux pays arabes, ne serait-ce que comme éléments de réflexion.

Sous un angle plus immédiat et plus pratique, le partage d'expérience en appui à la coopération inter-arabe pourrait se

faire avec des firmes de la CEE dans le domaine des services. Ainsi le partage des réseaux bancaires européens, non seulement dans le sens Europe-Pays méditerranéens, mais aussi entre pays arabes, selon des formules variées, faciliterait les échanges et les opérations financières.

Il pourrait en être de même avec les réseaux commerciaux, l'ingénierie et l'information. La confrontation de l'expérience des firmes arabes et européennes dans ces domaines pourrait aboutir à des projets conjoints, accroissant la possibilité de faire et de produire dans un monde où le temps joue un rôle essentiel, notamment par l'intermédiaire de la démographie.

Enfin, il semble avéré que le développement de technologies à caractère multinational, spécifique à de grands marchés, et dont la mise en oeuvre ne peut être envisagée qu'au niveau de plusieurs pays arabes regroupés, comme l'industrie des pesticides, des engrais et de la mécanique agricole, pourraient s'appuyer sur l'expérience européenne, non seulement pour les ouvrages techniques, mais aussi pour la structuration des marchés. Les perspectives de coopération sont larges en ces domaines, même en se limitant à l'agro-alimentaire. Toutefois, les spécificités méditerranéennes des systèmes agro-alimentaires sont relativement peu prises en considération dans les grands systèmes de recherche agronomiques ou sur les industries alimentaires. Pourtant, la recherche constitue la clé des accroissements de productivité dont tout le monde a besoin.

Le transfert et le développement dans la région des technologies nouvelles dans le domaine agro-alimentaire pourraient concerner la réfrigération, la déshydratation, la lyophilisation, la mise en valeur des énergies douces, les bio-technologies, etc.

Dans les domaines d'activité en amont et en aval de l'agriculture on pourrait penser à des actions et initiatives communes concernant :

- le développement des infrastructures routières, ferroviaires et maritimes permettant des liaisons plus faciles et moins chères entre divers points des deux régions;
- la création de "zones franches" d'installation de stockage et d'écoulement des produits en divers points où aboutit ou commence le commerce entre les deux partenaires.

4.2. Développer des domaines communs de recherche

De nombreux pays arabes ont effectué, dans certains domaines de l'agriculture méditerranéenne des percées intéressantes : c'est également le cas des pays européens de la Méditerranée. Trop souvent, la diffusion des résultats de recherches reste insuffisante : il en est de même de l'information sur les programmes de recherche. Il serait inexact de dire qu'une communauté scientifique méditerranéenne n'existe pas, mais ses échanges scientifiques sont trop limités, ce qui porte préjudice à tous et diminue l'efficacité des moyens engagés.

Il ne faut pas se cacher qu'un effort particulier de recherche-développement doit être effectué au plus vite et que cet effort repose avant tout sur une mobilisation au niveau de chaque pays, qui doit diffuser le progrès technique en fonction de ses conditions particulières de gestion de l'agriculture mais, pour nourrir cette recherche-développement, une recherche plus fondamentale doit être menée, qui exige des moyens en hommes et en matériel qui dépassent souvent la capacité de chaque pays pris isolément, même parmi les plus riches. Il s'avère donc une spécialisation de fait qui, par contrecoup, doit générer une coopération large entre toutes les parties prenantes.

Les ressources naturelles étant limitées dans les pays arabes, les recherches portant sur certains processus intéressant l'eau et les sols revêtent un caractère primordial:

- irrigation, drainage, réutilisation des eaux
- comportement des sols, érosion.

Les travaux habituels des centres de recherche agronomiques sur l'amélioration des plantes, d'adaptation des technologies de transformation, demandent que certaines modalités d'utilisation en milieux méditerranéens et arides soient précisées :

- fumures minérales et organiques,
- mécanisation,
- amélioration variétale des végétaux (céréales, fourrages, plantes oléagineuses et saccharifères),
- amélioration des races animales (ovins et caprins notamment).

4.3. Consolider les bases de la coopération inter-arabe

Il ne faut pas hésiter à insister sur la nécessité de créer entre les pays partenaires arabes et non arabes une ambiance générale de coopération : ceci demande du temps et une volonté politique longuement affirmée et soutenue. Cependant, même en sachant

qu'il faudra du temps, il n'en demeure pas moins qu'il faut entreprendre rapidement une démarche commune, car les intérêts des pays les uns envers les autres sont divers. Une clarification sur les voies, les moyens et les objectifs poursuivis est nécessaire pour permettre une bonne perception des questions à résoudre. Un calendrier de rencontres pourrait être discuté. Ces rencontres ne peuvent rester l'apanage de quelques représentants des Etats, mais doit s'étendre aux grands opérateurs. En effet, autant la mise au point d'accords et de modalités de relations entre Etats sont importants, autant les opérateurs économiques exécutant ces accords leur donnent réellement vie. La coopération procèdera du "mouvement d'en haut" mis en oeuvre par les structures administratives d'Etat ainsi que du "mouvement d'en bas" impulsé par les opérateurs réels (importateurs et exportateurs, de statut public ou privé) par lesquels les échanges existent. Pour que le niveau actuel des échanges s'étoffe substantiellement on ne peut uniquement s'intéresser aux produits alimentaires : ils ne sont qu'un élément d'une dynamique générale à créer et tout d'abord entre pays arabes.

Bien au-delà de l'agriculture, l'accroissement général des échanges et la mise en place des moyens le permettant doit s'appuyer sur une attitude résolue de la part des gouvernements et des opérateurs visant à susciter un mouvement général d'échanges entre les pays par **la création d'un cadre juridique et financier favorable et la mise en contact des opérateurs économiques.**

a) La création d'un cadre juridique et financier favorable

Il s'agira dans un premier temps de dynamiser les cadres institutionnels bilatéraux, leur donner vie, afin, par la pratique, de les généraliser aux sous-régions arabes, avec l'aide des organismes multilatéraux. L'effort d'élargissement de contenu devrait porter sur :

- les accords commerciaux (accords sur les tarifs douaniers, les taxes internes, les listes et les contingents) ;
- les accords financiers et bancaires (pour faciliter les règlements des transactions et aider à leur bonne fin) ;
- les accords culturels (conventions de recherche et de formation) et d'assistance technique.

A cet effet, il est souhaitable que des commissions mixtes intergouvernementales de coopération se réunissent annuellement, en connaissant bien les progrès réalisés sur une base bilatérale par les pays de la sous-région, afin de prévoir les modalités de leur extension aux sous-régions arabes, entièrement

ou partiellement. Ceci implique la communication à tous les Etats concernés des accords, des protocoles, des listes de produits bénéficiant d'un traitement spécial en douane, des programmes de coopération, etc.

De même, une réunion annuelle des responsables des Banques Centrales des Etats concernés pourrait être tenue, avec les responsables des fonds arabes et islamiques à vocation régionale ou sous-régionale. La mise au point de procédures diversifiées de règlements des échanges serait étudiée, tenant compte des possibilités d'utilisation des monnaies des pays, des monnaies étrangères à la sous-région et des compensations (clearing). Dans la période de rareté de devises que traversent les pays, et considérant leur désir de réorienter une partie de leurs flux commerciaux, une attention spéciale doit être portée aux formes diverses et complémentaires offertes par la compensation afin de jeter les bases d'un système actif de compensation arabe, lié à un système de règlement en devises fortes et en monnaies nationales.

b) La mise en contact des opérateurs économiques

Les opérateurs économiques, tant publics que privés, vont donner vie au nouveau cadre juridique et financier de coopération économique. Pour ce faire, ils doivent se mieux connaître et se rencontrer à divers niveaux. On peut recommander dans cette perspective :

- la réunion périodique des Chambres de Commerce mixtes bilatérales existantes sous l'égide de la Fédération des Chambres de Commerce Arabes, ainsi qu'une réunion annuelle des Présidents des Chambres de Commerce nationales ;

- une réunion annuelle des Directeurs des Centres de Promotion des Exportations existants et en recommandant la création de tels centres quand ils n'existent pas.

A l'issue de telles rencontres, on pourrait préparer et développer des activités telles que :

- la tenue de séminaires communs et des visites sur le thème des échanges de produits et de savoir-faire dans le domaine agricole et alimentaire ;

- des échanges de stagiaires dans les organismes publics ou privés de production, de commerce, de recherche et de formation

- l'élaboration, la publication et la diffusion des annuaires

nationaux d'opérateurs économiques ;

- la création d'un Fonds Commun de Garantie et de Réassurance des opérations de commerce extérieur ;

- l'établissement d'une Commission de Normalisation et d'une Commission de Législation Sanitaire et de Repression des Fraudes dans le but de promouvoir et d'harmoniser un cadre juridique et technique dans ces domaines indispensables pour les relations commerciales ;

- enfin, à moyen terme, il faudrait envisager la création d'un observatoire sur l'économie agro-alimentaire qui animerait un réseau adéquat de collecte de traitement et de diffusion rapide de l'information auprès des opérateurs.

4.4. Améliorer les conditions du développement agricole

a) Accroître la fourniture réciproque d'intrants

Les intrants d'origine industrielle nécessaires au développement de l'agriculture sont souvent fabriqués indépendamment dans les pays de façon insatisfaisante car leur marché interne est de taille limitée, et la concurrence internationale extrêmement dure laisse à des industries naissantes peu de chance de renforcer leurs positions. D'autre part, les achats d'intrants à l'extérieur en devises fortes sont limités à cause de leurs effets sur les balances commerciales. Cependant, il est clair que l'intensification indispensable de l'agriculture a un besoin urgent de ces intrants : par la fourniture réciproque, on aide à la fois le développement agricole, le développement industriel et l'intégration économique des pays. En utilisant des modalités appropriées de compensation, on diminue les contraintes que fait peser le manque de devises.

Peuvent entrer dans le champ d'accords entre pays :

- les engrais phosphatés et azotés
- les pesticides
- le petit outillage
- les pompes et le matériel d'irrigation.

On pourra aussi rechercher éventuellement les éléments d'une politique commune pour le machinisme agricole lourd. Parmi les intrants non industriels, la production et l'échange de semences améliorées (betteraves sucrières, fourrages, céréales graines oléagineuses) sont à rechercher rapidement.

b) Renforcer la capacité d'étude et de gestion

Le développement agricole exige l'utilisation d'investissements considérables : des fonds conjoints (principalement arabes) existent et sont prêts à se mobiliser sur des projets sérieusement étudiés et présentant des conditions de gestion convenables. Les organismes multilatéraux tels que l'Organisation Arabe de Développement Agricole ou l'Autorité Agricole Arabe pour l'Investissement et le Développement ont de la difficulté à dépasser la phase d'identification de projets. La capacité à produire des études de faisabilité et à assurer le suivi des projets doit être renforcée par l'échange de spécialistes et par des opérations d'assistance technique et de formation inter-pays.

Mais pour être efficaces, les projets de développement doivent s'insérer correctement dans le contexte économique et technique. Il faut donc, dans chaque pays, procéder à une étude en profondeur des filières des principaux produits alimentaires stratégiques afin d'identifier précisément les points faibles et déterminer les mesures de restructuration à prendre pour accroître l'efficacité des activités et des opérateurs qui concernent un produit donné à partir de sa production jusqu'à sa consommation. Les projets devraient s'organiser à partir de telles analyses qui seraient menées par des spécialistes d'études de filières. On peut considérer comme stratégiques les filières concernant :

- les céréales
- le sucre
- les corps gras
- la viande et les produits laitiers
- les légumineuses.

La pêche représente également un secteur à promouvoir, tant en mer que dans les eaux intérieures (vallées du Nil et de l'Euphrate).

c) Harmoniser les programmes de recherche agronomique

Les grandes orientations de la recherche agronomique dans les pays méditerranéens présentent de nombreuses similitudes, mais aussi des spécificités marquées par les conditions particulières à chaque pays. L'intensification de l'agriculture repose largement sur un travail de recherche-développement ayant pour but de mieux connaître certains processus (irrigation, drainage, comportement des sols, érosion, etc.) ou de préciser certaines modalités d'utilisation en fonction du milieu (fumure minérales et organiques, mécanisation, variétés végétales et races animales nouvelles, etc.). Enfin les travaux d'amélioration des plantes,

d'adaptation des technologies de transformation représentent des activités habituelles de la recherche agronomique. Il ne saurait être question de proposer une spécialisation à outrance des activités de recherche, puisque l'importance de la localisation est primordiale en agriculture. Cependant, certaines unités conduisant des travaux de pointe devraient pouvoir jouir d'une concentration de moyens conjoints pour développer pleinement leurs travaux, à charge pour elles de diffuser rapidement les résultats de leurs recherches et d'accueillir des chercheurs des autres pays. L'harmonisation des programmes de recherche pourrait permettre une meilleure répartition des efforts pour une plus grande efficacité. La liaison avec les autres organismes nationaux et internationaux de recherche est vivement recommandée, notamment dans le cadre d'un réseau régional coopératif de recherches.

Ainsi, partant d'un niveau très bas, il est possible d'augmenter les échanges agro-alimentaires dans le futur si les décisions de production et les volontés politiques s'accordent. Or, la recherche d'un accroissement et d'une régulation de la production alimentaire est un objectif général commun aux pays méditerranéens. La poursuite de cet objectif peut être facilitée par la mise en commun de certains efforts et par l'harmonisation de certaines actions qu'il serait souhaitable de mener de la manière la plus conjointe possible, entre pays arabes d'abord, avec l'Europe ensuite.

Il s'agit tout d'abord de pousser les productions déficitaires tout en développant les complémentarités. Ensuite pour assurer une bonne maîtrise des produits, on procèdera à la rationalisation des principales filières de produits agro-alimentaires non seulement à l'intérieur de chaque pays, mais aussi en prévoyant des articulations entre les pays arabes en complémentarité avec l'extérieur, notamment avec la CEE. La normalisation technique et sanitaire constitue en particulier un champ de travail commun prioritaire dès que l'on envisage des relations commerciales suivies. Puisque les échanges alimentaires entre pays arabes resteront malgré tout modestes, mais que l'intensification des agricultures nationales demeure à juste titre l'orientation des gouvernements, les moyens à mettre en oeuvre pour cette intensification exigent des ressources importantes tant au plan financier que des techniques ou de la connaissance. Un abord en commun de la production et de la fourniture d'intrants nécessaires à l'agriculture tels qu'engrais, semences améliorées, pesticides, matériel agricole, pompes et matériel d'irrigation, permettra des économies d'échelles et évitera des duplications coûteuses.

L'efficacité des organisations commerciales est attachée à une harmonisation des politiques de prix et de subventions, tant sur les marchés intérieurs qu'à l'importation ou à l'exportation (taxes à l'exportation, fiscalité et parafiscalité douanières ou intérieures avant les mêmes effets).

Enfin, la coopération dans le domaine de la recherche, de la formation, de l'information, de l'échange d'expériences et d'aide technique s'inscrit de manière évidente dans le cadre d'une amélioration de la sécurité alimentaire collective. Il faut également considérer qu'au niveau des produits alimentaires dont les pays méditerranéens du sud sont structurellement déficitaires, le pouvoir de négociation sur le marché international peut se trouver renforcé par des attitudes et des discussions communes.

Il est clair, à partir de ce qui précède, que les conditions idéales pour le développement des échanges au niveau de la région seraient réunies par l'instauration du **Marché Commun Arabe** et encore mieux d'une forme de Communauté. L'expérience analogue de la Communauté Economique Européenne est concluante à cet égard. Les échanges, notamment agricoles, entre ses pays membres ont, tout le long de son existence, augmenté beaucoup plus vite que les échanges avec les pays tiers. Les effets de ce que l'on appelle en anglais "trade diversion" ont fait par exemple que les importations agricoles de la Grèce de 1980 (une année avant la date de son adhésion à la CEE) à 1983 ont diminué d'environ 30% en provenance de pays tiers et augmenté de plus de 300% en provenance des autres pays membres de la CEE.

Cependant il ne faudrait pas donner un caractère absolu à cette comparaison. La notion d'intégration régionale des pays arabes rencontre des hétérogénéités considérables, à l'exception naturellement de la langue et d'autres faits culturels importants. Même dans un sens plus étroit de la région qui la définirait autour du "Moyen-Orient", ces hétérogénéités sont significatives.

La nature et l'histoire politique et économique n'ont pas légué beaucoup d'éléments qui faciliteraient les échanges entre les pays arabes. Les distances entre les deux bouts de l'aire d'extension des peuples arabes sont énormes et les obstacles naturels à sa continuité sont nombreux. D'autre part tout au long de leur histoire moderne la plupart de ces pays ont été dotés d'infrastructures et d'équipements conçus dans la logique de leurs liaisons avec les grandes puissances coloniales tournées donc toutes vers le nord et les centres développés de l'économie mondiale. C'est ainsi que les liaisons "horizontales" sont

inexistantes ou très difficiles. Dans l'optique d'un développement des échanges à l'intérieur de la région, au sens large ou au sens étroit, la première urgence concerne les infrastructures de transport, de communication et de liaison avec les arrières-pays et entre les arrières-pays eux-mêmes.

A part les infrastructures physiques, il y a aussi une insuffisance, héritée elle aussi du passé, des infrastructures économiques, bancaires et financières. Certains pas ont été faits vers la direction de leur amélioration, mais il y a beaucoup de chemin à parcourir jusqu'au moment où des exportations ou importations arabes seraient organisées, financées, transportées et assurées par des institutions régionales spécialisées ou non, éventuellement sur une base d'intérêts associés d'une manière ou d'une autre.

Dans le même ordre d'idée, les formes d'organisation et de déroulement des échanges pourraient s'inspirer de l'évolution actuelle. Le commerce de compensation en est une qui, conçue pour faciliter les échanges de pays qui ont des problèmes de devises, pourrait aussi servir à des pays qui voudraient, par un effort volontariste, réorienter les échanges entre eux. Les achats du secteur public et en général les adjudications internationales pourraient être modifiés dans leur conception pour qu'il soit possible à des pays avec des possibilités d'offre limitées, de pouvoir participer aux marchés de pays qui sont acheteurs de quantités très importantes : les appels d'offres pourraient être par exemple systématiquement morcelées, des dispositions pourraient être prises qui accorderaient une "préférence (communautaire) arabe" pour des qualités égales et des prix égaux (ou avec une marge conçue comme une prime de pénétration ou d'interpénétration de ces marchés.

Enfin, des mesures de cet ordre (et les idées n'ont pas manqué dans le passé récent) n'ont pas beaucoup de sens, s'il n'y a pas suffisamment de produits à échanger. Or, les spécialisations plus ou moins imposées aux économies (et aux agricultures) arabes n'ont pas en général favorisé les échanges même dans la mesure où les infrastructures existantes l'auraient permis. La situation est évidemment assez différente dans le Machrek (où les échanges interrégionaux sont plus développés) et dans le Maghreb. Cependant, un développement continu et différencié des échanges, notamment agricoles, ne pourrait être que le résultat d'un développement continu et différencié de la production elle-même.

CONCLUSION

Nous avons vu qu'autour de la Méditerranée se rencontrent des pays aux fortes disparités de niveau de développement socio-économique, aux dynamiques démographiques contrastées, aux situations alimentaires opposées. De la sagesse de la gestion de leurs relations résulteront, coopération ou antagonisme. Les échanges agro-alimentaires ne sont qu'un élément de ces relations, mais non le moindre ; leur gestion adéquate peut constituer une bonne base de collaboration, à condition de les inclure dans un ensemble plus général.

En effet, le développement agricole est lié au développement général et l'on ne peut prétendre aider au développement de l'agriculture au seul plan technique, en laissant de côté, d'une part, les aspects commerciaux et financiers de la question et, d'autre part, le développement des autres secteurs, liés ou non à l'agriculture.

En toute hypothèse, en constatant la situation de départ, on peut considérer que les déséquilibres et les disparités existant entre les pays développés et les pays en développement de la Méditerranée, sont installés pour longtemps et posent le problème du type de rapports économiques entre les pays du Nord et du Sud du Bassin, en fait et essentiellement, entre la C.E.E. et le monde arabe. Eu égard à la nécessité de développement des pays asiatiques et africains méditerranéens et de leurs voisins en développement, peut-on compter sur le seul échange international, sur la seule logique du marché, sur la seule rationalité économique, pour arriver à induire un taux de croissance économique suffisant ?

Il ne semble pas, car en fait la logique du marché international ne repose pas sur une référence méditerranéenne, mais mondiale ; les pays non méditerranéens se posent en concurrents des pays méditerranéens des deux bords, développés ou en développement. Les concessions et ouvertures tarifaires et non tarifaires générales ne correspondent pas forcément à une plus forte structuration économique des relations inter-méditerranéennes ; un désarmement douanier de la C.E.E.

sur les fleurs ou les agrumes ne bénéficierait pas forcément au Maroc ou à la Tunisie, mais peut-être à la Colombie, aux Caraïbes ou aux Etats-Unis, et la marche vers un Maghreb unifié n'en sortirait pas renforcée.

Dans la mesure où le développement du monde arabe s'accélélerait par la constitution d'espaces économiques plus unifiés et dans la mesure où la C.E.E. trouverait un avantage économique et politique à tisser des liens plus étroits avec le monde arabe, il est nécessaire qu'elle appuie la structuration économique arabe. L'oeuvre est de long terme et la spontanéité du marché n'y conduirait pas forcément : la volonté politique devient donc un ingrédient nécessaire et sans négliger les signaux du marché pour autant, sans exclusive non plus et d'ailleurs, la Yougoslavie et la Turquie se joignent au mouvement général.

En fait, cette démarche politique n'est pas nouvelle : elle présidait à l'"approche globale méditerranéenne" de la C.E.E. dans les années 70. Elle s'est faite plus discrète depuis, sous la pression des non méditerranéens d'une part et aussi, par le désir des pays arabes de ne pas tomber dans une promiscuité qui pourrait devenir d'autant plus pesante que les situations sont asymétriques entre les partenaires. La spontanéité et les automatismes ne peuvent remplacer la négociation. C'est alors que, dans l'optique de cette démarche politique, prudente mais indispensable, la question des échanges agro-alimentaires apparaît une référence de choix et il n'est pas démesuré de les considérer comme constituant un enjeu mondial.

En effet, ces échanges sont importants d'abord par leur taille, puisqu'il s'agit de 20 % du commerce mondial, ensuite par le fait que l'approvisionnement alimentaire constitue un élément stratégique de politique économique et sociale pour les pays où la sécurité alimentaire reste fragile. Les échanges agro-alimentaires ne peuvent résoudre durablement à eux seuls, le problème agro-alimentaire qui dépend du traitement politique général des échanges commerciaux, techniques et financiers, dans lequel souhaitent intervenir de nombreux Etats situés hors de la zone.

Enfin, les échanges agro-alimentaires recoupent des affrontements mondiaux, soit sur le plan commercial (USA-C.E.E.), soit sur le plan de l'influence politique (relations Est-Ouest).

Devant ce champ de force complexe, chacun peut choisir sa voie et même la faire varier; les choix marocains ne sont pas ceux de la Libye et l'Egypte de Nasser n'avait pas l'orientation et les alliances de celle de Sadate. Les pays de la C.E.E.

appartiennent au même ensemble mais se sentent-ils solidaires de la même histoire ?

En définitive, reste ouverte la question de l'évolution d'une partie du monde, le monde arabe, sur lequel se concentrent actuellement les effets de plusieurs facteurs d'instabilité, de nature très variée : politiques, économiques, démographiques et idéologiques. Les méditerranéens se trouvent concernés au premier chef et souhaitent une évolution mutuelle dans la stabilité. D'autres, extérieurs à la zone, n'ont pas nécessairement la même vue des choses. Les échanges agro-alimentaires méditerranéens et leur enjeu se retrouvent tout à fait dans ce champ de forces mondial.

Annexes

**Fiches
statistiques
par pays
bibliographie**

Notes méthodologiques

Regroupements géographiques :

Pour la commodité de l'analyse, les regroupements géographiques ci-après ont été effectués et sont présentés dans les différents tableaux; ils permettent ainsi de comparer les flux analysés pour la Méditerranée, la zone Nord, la zone Sud et les pays arabes.

-Méditerranée : Espagne, France, Grèce, Italie, Portugal, Chypre, Malte, Turquie, Yougoslavie, Algérie, Libye, Maroc, Tunisie, Arabie Saoudite, Bahrein, Egypte, Emirats Arabes Unis, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Syrie, Yemen Arabe, Yemen démocratique.

-Méditerranée Nord : Espagne, France, Grèce, Italie, Portugal, Chypre, Malte, Turquie, Yougoslavie.

-Méditerranée Sud : Algérie, Libye, Maroc, Tunisie, Arabie Saoudite, Bahrein, Egypte, Emirats Arabes Unis, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Syrie, Yemen Arabe, Yemen démocratique.

-Pays arabes : l'ensemble de la Méditerranée Sud à l'exception d'Israël, auquel s'ajoutent trois pays arabes non méditerranéens : le Soudan, la Mauritanie et la Somalie.

Pour atténuer les effets des fluctuations annuelles trois séries de moyennes ont été calculées, elles portent sur les périodes 1961 à 1965, 1971 à 1975 et 1981 à 1985.

Pour saisir la dynamique des flux analysés, trois taux de croissance annuels moyens ont été calculés, le premier couvre la période 1961-65 à 1971-75, le deuxième la période 1971-75 à 1981-85 et le troisième l'ensemble de la période 1961-65 à 1981-85; ces taux sont calculés en supposant un rythme de croissance exponentiel constant entre la moyenne de la période début et celle de la période fin.

Fiches statistiques

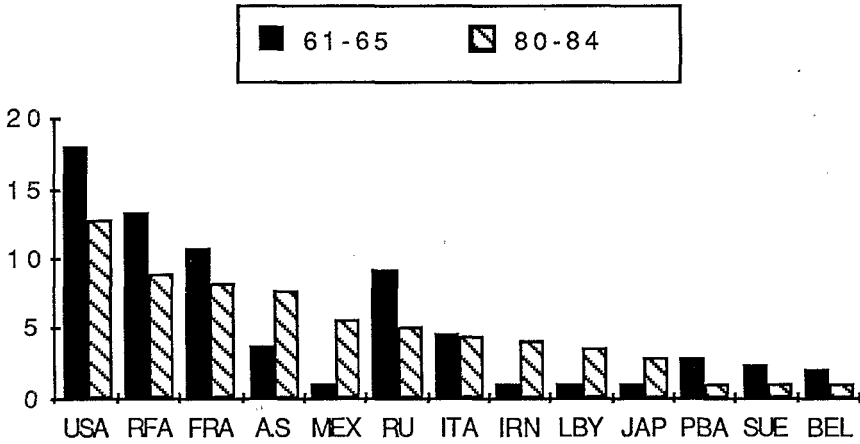
ESPAGNE

PAYS : ESPAGNE

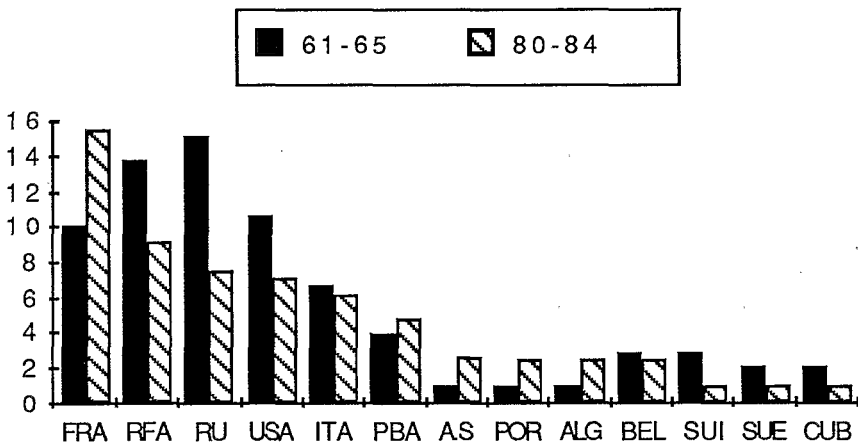
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	32,05	38,35
Population urbaine	millions	14,63	29,5
Population active totale (PAT)	millions	11,55	13,7
Population agricole	millions	12,76	5,1
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	4,86	1,86
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	42,1	13,6
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	41874	164250
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	1332	4288
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	6878	21352
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	14,3	13
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	1240	11479
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	2193	30383
Exportations	millions \$	847	21695
Exportations - Importations	millions \$	-1346	-8687
Taux de couverture	%	39	71
Dette extérieure	millions \$		
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	20709	20540
Surfaces irriguées	1000 Ha	2089	3145
Paturages	1000 Ha	12300	10640
Surfaces boisées	1000 Ha	13160	15625
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	4,2	11,04
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,65	0,53
Engrais /Hectare	Kg / Ha	36,4	79,7
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	186	33
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	425	3597
Export. agro-alimentaires	millions \$	438	3481
Export. AA - Import. AA	millions \$	13	-116
Export. AA / Export. Tot.	%	51,70	19,7
Import. AA / Import. Tot.	%	19,40	19,6

ESPAGNE

Principaux partenaires commerciaux
Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : ESPAGNE

PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Soja	1,7	14,3
Maïs	9,3	11,7
Café vert	4,4	7,2
Tabac	4,1	6,3
Pâte à papier		4,8
Tourteaux de soja		4,5
Poissons congelés	0,4	3,8
Bois découpé	3,7	1,8

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Agrumes	24,7	15,8
Vin	8,6	7,7
Huile de soja		5,7
Tomates	5,7	4,1
Olives		3,8
Légumes frais	1,3	4,1

ESPAGNE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	39	43	49

PRODUITS	RATION PAR TETE EN KG / AN 1982-84	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE (en milliers de tonnes)		
		1985	2000	2025
Céréales	117,1	4569	5087	5776
Blé	99,9	3898	4340	4928
Tubercules	105,0	4097	4561	5179
Sucre	31,1	1213	1351	1534
Légumineuses	5,4	210	235	266
Noix-amandes	9,1	355	395	449
Légumes	147,3	5747	6399	7265
Fruits	120,4	4698	5230	5939
Viande	74,2	2895	3223	3660
Porc	30,7	1198	1334	1514
Poulet	21,8	851	947	1075
Poissons	33,1	1291	1438	1633
Lait	127,7	4983	5547	6299
Corps gras	23,0	897	999	1135
Huiles végétales	20,9	815	908	1031
Huile d'olive	9,0	351	391	444

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3355
Origine végétale	2416
Origine animale	939
Total protéines (grs)	97
Origine végétale	44
Origine animale	53

Fiches statistiques

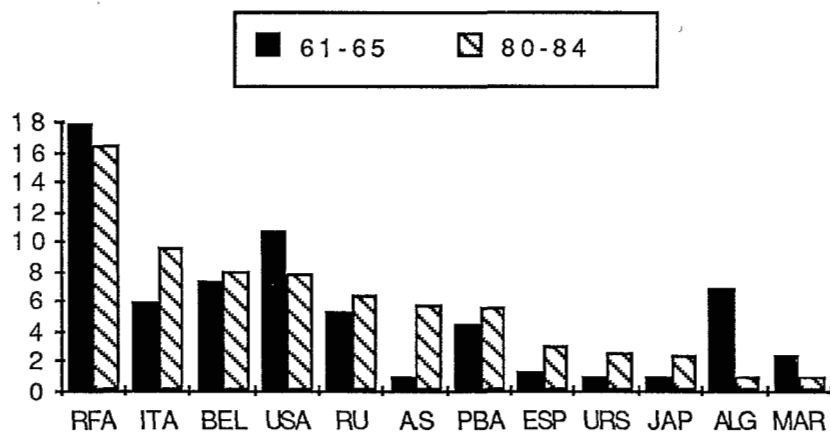
FRANCE

PAYS : FRANCE

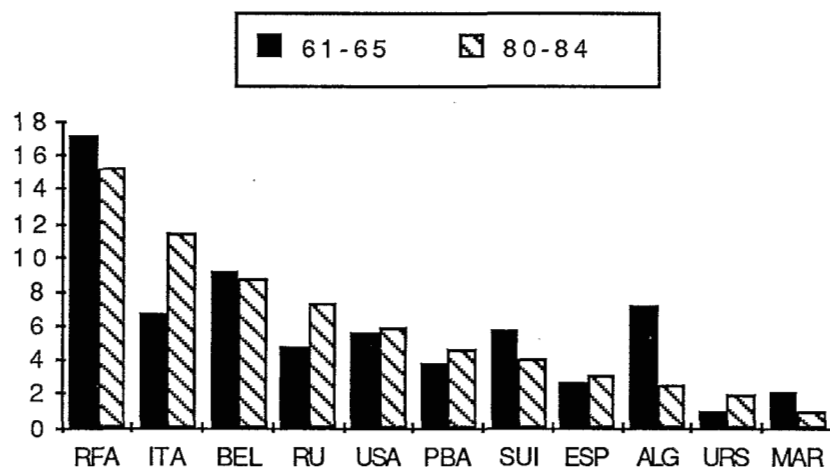
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	48,75	55,16
Population urbaine	millions	32,29	40,27
Population active totale (PAT)	millions	20,77	24,88
Population agricole	millions	8,2	3,46
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	3,71	1,67
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	17,9	6,7
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	181798	510320
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	3814	9252
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	15005	20413
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	7,4	4
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	4044	12233
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	9163	110641
Exportations	millions \$	7991	95339
Exportations - Importations	millions \$	-1172	-15302
Taux de couverture	%	87	86
Dette extérieure	millions \$		
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	21067	18812
Surfaces irriguées	1000 Ha	510	1160
Paturages	1000 Ha	13221	12385
Surfaces boisées	1000 Ha	11905	14603
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	4,8	11,2
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,43	0,34
Engrais /Hectare	Kg / Ha	133,8	307,2
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	24	12
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	1697,7	12002
Export. agro-alimentaires	millions \$	1254,9	15849
Export. AA - Import. AA	millions \$	442,8	3847
Export. AA / Export. Tot.	%	15,70	10,8
Import. AA / Import. Tot.	%	18,50	13,8

FRANCE

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : FRANCE

PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Pâte à papier	4,8	7,7
Café vert	5,3	4,9
Tourteaux de soja	1,1	4,6
Viande bovine	1,2	3,9
Porc	1,7	2,9
Cigarettes		2,5
Poissons	1,1	1,3

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Blé	9,5	11,7
Vin	8,6	9,3
Maïs	2,3	4,9
Boissons sans alcool	5,7	4,7
Bovins	1,7	4,2
Sucre	3,6	3,9
Fromage	2,7	3,6
Viande de poulet		1,0

FRANCE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE				
		1985	2000	2025
POPULATION TOTALE				
(en millions d'habitants)		54	57	58
PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE			
	EN KG / AN 1982-84	(en milliers de tonnes)		
		1985	2000	2025
Céréales	102,8	5614	5863	5998
Blé	91,7	5007	5230	5351
Orge	0,4	22	23	23
Tubercules	75,2	4106	4289	4388
Sucre	40,0	2184	2281	2334
Légumineuses	1,9	104	108	11
Noix-amandes	3,6	196	205	210
Légumes	114,7	6263	6542	6693
Fruits	79,5	4341	4534	4639
Viande	103,2	5635	5886	6022
Porc	34,0	1857	1939	1984
Poulet	11,7	639	667	683
Poissons	24,5	1338	1397	1429
Lait	124,7	6810	7112	7276
Corps gras	30,0	1638	1711	1750
Huiles végétales	15,7	857	895	916
Huile d'olive	0,3	16	17	17

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3533
Origine végétale	2140
Origine animale	1393
Total protéines (grs)	109
Origine végétale	37
Origine animale	72

Fiches statistiques

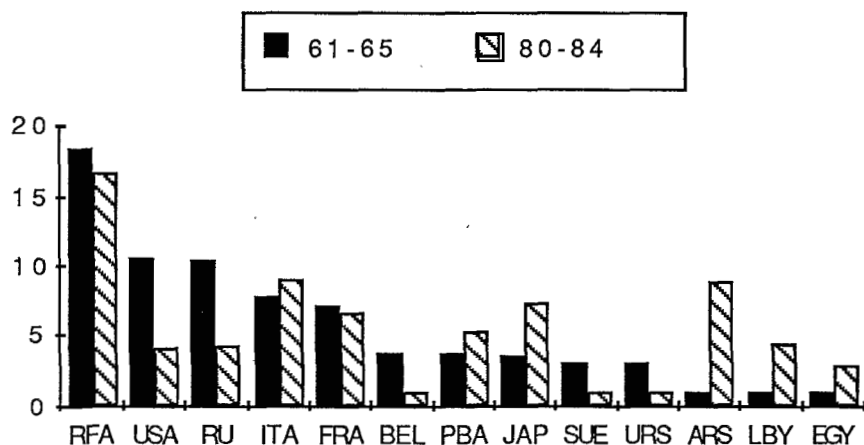
GRECE

PAYS : GRECE

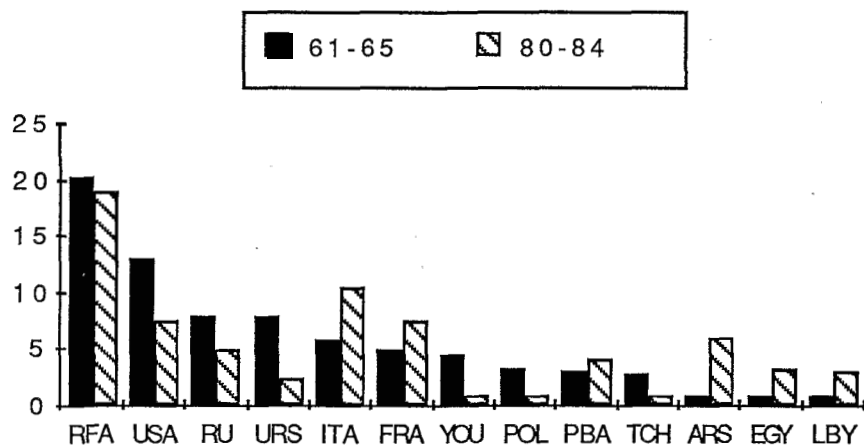
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	8,55	9,97
Population urbaine	millions	3,9	6,48
Population active totale (PAT)	millions	3,41	3,82
Population agricole	millions	3,69	2,37
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	1,61	1,05
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	47,2	27,5
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	9281	29150
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	1077	2924
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	2504	4955
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	23,2	17
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	1555	4719
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	881	9681
Exportations	millions \$	294	4489
Exportations - Importations	millions \$	-587	-5192
Taux de couverture	%	33	46
Dette extérieure	millions \$		18639
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha.	3800	3974
Surfaces irriguées	1000 Ha	530	1030
Paturages	1000 Ha	5100	5255
Surfaces boisées	1000 Ha	2545	2620
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	1,8	3,78
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,44	0,39
Engrais /Hectare	Kg / Ha	56,3	166,3
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	128	23
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	123	1226
Export. agro-alimentaires	millions \$	190,5	1326
Export. AA - Import. AA	millions \$	67,5	100
Export. AA / Export. Tot.	%	65,00	29,5
Import. AA / Import. Tot.	%	14,00	12,6

GRECE

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : GRECE

PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Viande bovine	7,4	17,3
Lait	4,2	6,5
Porc		5,4
Coton	1,3	4,5
Papiers	2,0	3,5
Bois découpé	8,2	3,4
Fromage		2,9
Café vert	3,5	2,8
Maïs	3,8	2,4

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Tabac	44,0	11,9
Raisins secs	15,1	7,0
Huile d'olive	0,9	8,6
Blé		7,7
Concentré de tomate		6,7
Fruits	1,4	6,7
Oranges	2,0	4,4
Farine de blé		3,9
Raisin		3,5
Pêches	1,6	1,6

GRECE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	10,0	11,0	12,0

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN 1982-84	1985	2000	2025
Céréales	144,7	1437	1553	1701
Blé	135,1	1342	1450	1588
Tubercules	70,9	704	761	833
Sucre	33,4	332	358	392
Légumineuses	5,2	52	56	611
Noix-amandes	9,2	91	99	108
Légumes	24,1	239	259	283
Fruits	191,8	1905	2059	2254
Viande	75,1	746	806	883
Porc	19,8	196	212	233
Poulet	15	149	161	176
Poissons	17,4	173	186	204
Lait	200,5	1991	2152	2357
Corps gras	26,4	262	283	310
Huiles végétales	24,1	239	259	283
Huile d'olive	21,2	210	227	249

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3661
Origine végétale	2785
Origine animale	876
Total protéines (grs)	109,4
Origine végétale	55
Origine animale	54,4

Fiches statistiques

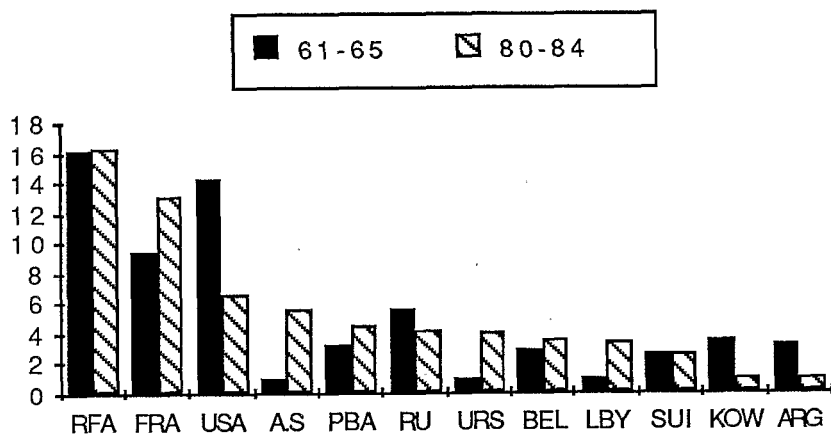
ITALIE

PAYS : ITALIE

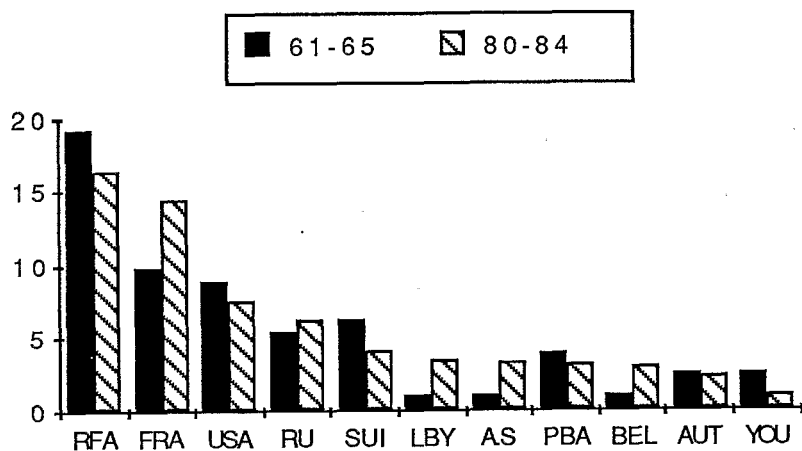
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	51,93	57,13
Population urbaine	millions	25,88	35,6
Population active totale (PAT)	millions	21,03	22,69
Population agricole	millions	11,38	4,55
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	5,21	2,09
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	24,8	9,26
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	104698	358670
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	2043	6278
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	13705	17934
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	12,1	5
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	2631	8540
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	7044	86283
Exportations	millions \$	7714	74879
Exportations - Importations	millions \$	670	-11404
Taux de couverture	%	110	86
Dette extérieure	millions \$		
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	15454	12233
Surfaces irriguées	1000 Ha	2715	2970
Paturages	1000 Ha	5096	4930
Surfaces boisées	1000 Ha	5984	6410
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	2,5	5,85
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,3	0,21
Engrais /Hectare	Kg / Ha	60,1	170,6
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	45	10
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	1382,6	11438
Export. agro-alimentaires	millions \$	751,5	5386
Export. AA - Import. AA	millions \$	-631,1	-6052
Export. AA / Export. Tot.	%	12,00	7,2
Import. AA / Import. Tot.	%	20,00	13,2

ITALIE

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : ITALIE

PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Viande bovine	6,3	7,2
Bovins	4,2	5,6
Café vert	3,3	4,1
Blé	3,0	4,1
Porc	0,7	4,0
Pâte à papier	4,4	3,8
Bois découpé	5,0	3,5
Fromage	2,0	2,8
Coton ouaté		2,5
Maïs	8,7	

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Vin	6,7	12,4
Papier	0,4	5,4
Farine de blé	1,3	3,8
Pêches	4,9	3,6
Riz	1,6	3,5
Fruits	2,6	3,2
Raisin	3,4	3,2
Concentré de tomate		2,8
Pâtes		2,8

ITALIE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	57	58	57

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN	1985	2000	2025
	1982-84			
Céréales	159,9	9094	9299	9106
Blé	149,4	8497	8688	8508
Orge	0,2	11	12	11
Tubercules	42,5	2417	2471	2420
Sucre	30,1	1712	1750	1714
Légumineuses	3,7	210	215	211
Noix-amandes	6,6	375	384	376
Légumes	173,8	9885	10107	9897
Fruits	130,6	7428	7595	7437
Viande	80,1	4555	4658	4561
Porc	26,0	1479	1512	1481
Poulet	13,8	785	802	786
Poissons	14,3	813	832	814
Lait	140,1	7968	8147	7978
Corps gras	26,5	1507	1541	1509
Huiles végétales	20,6	1172	1198	1173
Huile d'olive	10,0	569	581	569

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3516
Origine végétale	2560
Origine animale	956
Total protéines (grs)	106
Origine végétale	50
Origine animale	56

Fiches statistiques

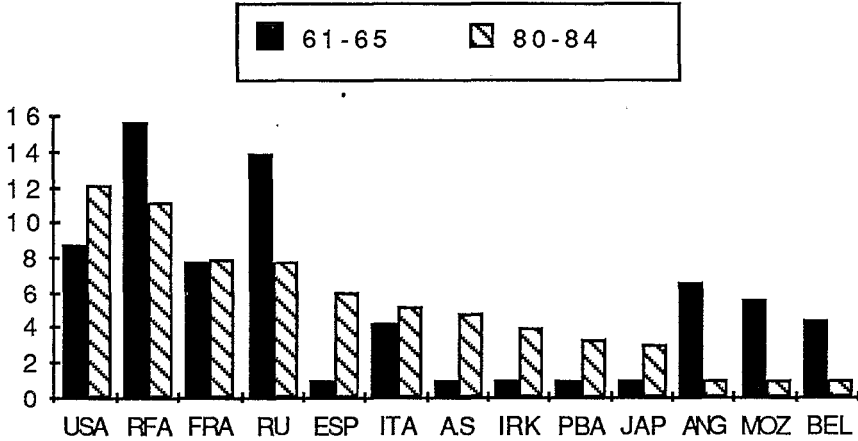
PORTUGAL

PAYS : PORTUGAL

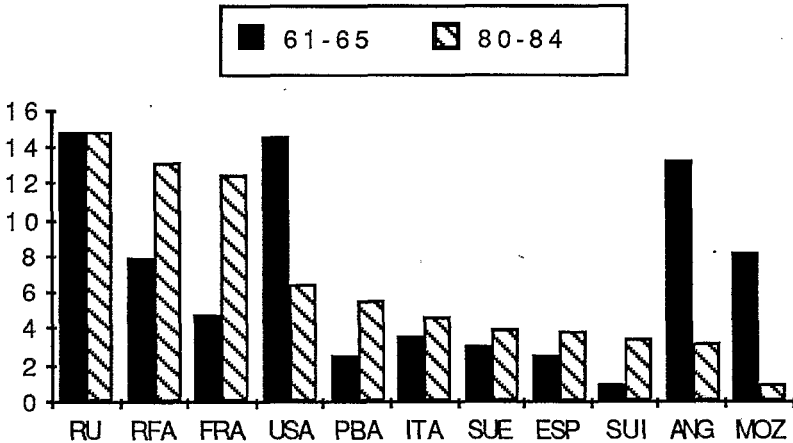
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	9,19	10,21
Population urbaine	millions	3,27	3,17
Population active totale (PAT)	millions	3,61	4,56
Population agricole	millions	3,63	2,11
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	1,36	0,9
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	37,7	19,7
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	7513	20430
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	823,2	2000
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	1985	1839
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	23,2	9
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	1460	2043
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	730	8669
Exportations	millions \$	463	4798
Exportations - Importations	millions \$	-267	-3871
Taux de couverture	%	63	67
Dette extérieure	millions \$		14560
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	4332	3545
Surfaces irriguées	1000 Ha	620	632
Paturages	1000 Ha	530	530
Surfaces boisées	1000 Ha	3165	3641
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	2,9	3,93
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,47	0,35
Engrais /Hectare	Kg	36,3	61,2
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	458	43
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	107	1304
Export. agro-alimentaires	millions \$	122	513
Export. AA - Import. AA	millions \$	15	-791
Export. AA / Export. Tot.	%	26,30	10,7
Import. AA / Import. Tot.	%	14,70	15,1

PORTUGAL

Principaux partenaires commerciaux
 Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : PORTUGAL
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés
 (en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Maïs	2,5	18,0
Coton ouate	23,2	13,8
Soja		10,4
Blé	8,7	6,1
Sucre	6,0	2,9
Grumes		2,6

Principaux produits exportés
 (en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Pâte à papier	5,6	24,3
Vin	21,9	18,4
Bois découpé	9,7	8,3
Huile de soja		5,8

PORTUGAL

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	10,0	11,0	12,0

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN	1985	2000	2025
	1982-84			
Céréales	156,9	1581	1725	1870
Blé	100,1	1009	1101	1193
Orge	0,4	4	4	5
Tubercules	94,2	949	1036	1122
Sucre	26,6	268	292	317
Légumineuses	5,5	55	60	65
Noix-amandes	2,8	28	31	33
Légumes	134,6	1356	1480	1604
Fruits	51,2	516	563	610
Viande	50,4	508	554	600
Porc	17,8	179	196	212
Poulet	12,2	123	134	145
Poissons	36,5	368	401	435
Lait	101	1018	1110	1203
Corps gras	16,6	1672	182	198
Huiles végétales	16,6	1672	182	198
Huile d'olive	5	50	55	59

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3140
Origine végétale	2528
Origine animale	612
Total protéines (grs)	87,6
Origine végétale	49,9
Origine animale	37,7

Fiches statistiques

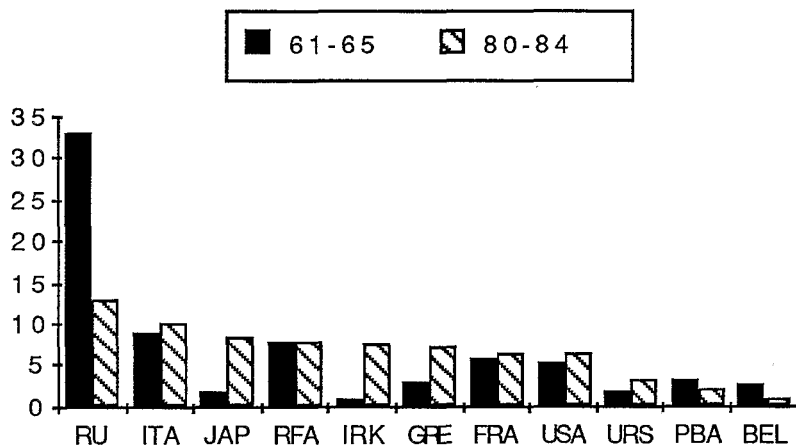
CHYPRE

PAYS : CHYPRE

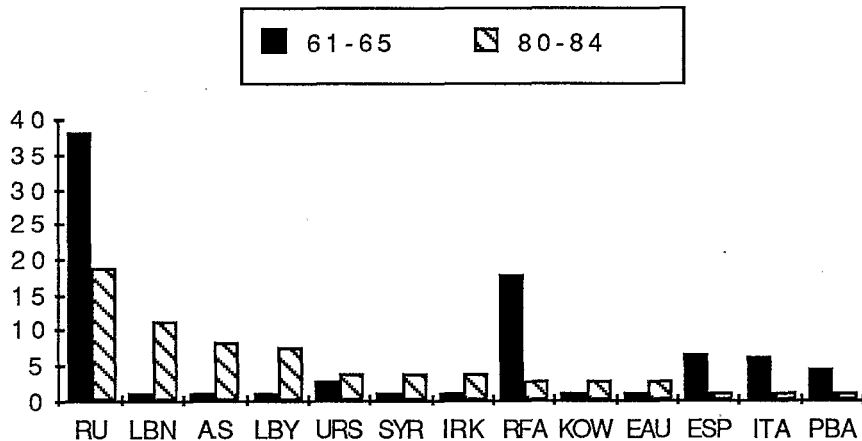
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	0,89	0,67
Population urbaine	millions	0,23	0,51
Population active totale (PAT)	millions	0,24	0,31
Population agricole	millions	0,23	0,15
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	0,1	0,07
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	40,2	22,6
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	558	1855
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	953	2768
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	116	194
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	18,1	10,4
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	1196	2771
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	130	329,8
Exportations	millions \$	54	222,96
Exportations - Importations	millions \$	-76	-106,84
Taux de couverture	%	42	67,6
Dette extérieure	millions \$	4,48	
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	433	432
Surfaces irriguées	1000 Ha	9	94
Paturages	1000 Ha	93	
Surfaces boisées	1000 Ha	171	171
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	4,4	6,1
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,48	0,64
Engrais /Hectare	Kg	40,3	41
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	109	38
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	29,64	73,18
Export. agro-alimentaires	millions \$	30,72	88,87
Export. AA - Import. AA	millions \$	1,08	15,69
Export. AA / Export. Tot.	%	56,88	39,85
Import. AA / Import. Tot.	%	22,8	22,18

CHYPRE

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : CHYPRE
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés
 (en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Orge	0,3	10,4
Cigarettes	1,2	5,1
Blé	16,5	4,8
Tourteaux de soja		4,6
Huile de Soja		3,9
Bois découpé	6,0	3,3
Maïs	3,3	3,2
Tabac	4,0	3,2

Principaux produits exportés
 (en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Agrumes	27,5	29,2
Pomme de terres	21,4	16,9
Cigarettes		9,8
Vin	6,6	5,9
Raisin	3,6	3,6
Fromages	1,0	3,1
Huile de soja		2,8

CHYPRE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	0,667	0,759	0,895

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN 1982-84	1985	2000	2025
Céréales	142,4	95	108	127
Blé	56,7	38	43	51
Orge	61,3	41	46	55
Tubercules	32,8	22	25	29
Sucre	32,3	22	24	29
Légumineuses	6,6	4	5	6
Noix-amandes	16,8	11	13	15
Légumes	87,6	58	66	78
Fruits	244,7	163	186	219
Viande	83,8	56	63	75
Porc	31,4	21	24	28
Poulet	17,7	12	13	16
Poissons	10,1	7	8	90
Lait	107,7	72	82	96
Corps gras	12,1	8	9	11
Huiles végétales	9,5	6	7	8
Huile d'olive	4,7	3	4	4

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3389
Origine végétale	2440
Origine animale	949
Total protéines (grs)	106
Origine végétale	54
Origine animale	51

Fiches statistiques

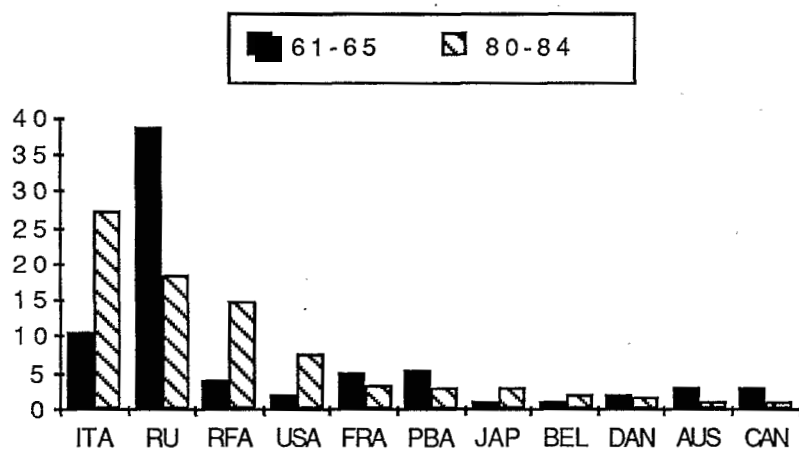
MALTE

PAYS : MALTE

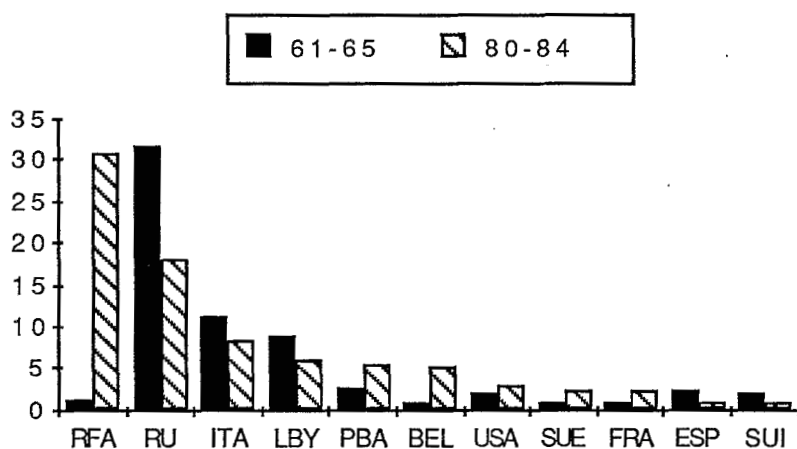
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	0,31	0,38
Population urbaine	millions	0,27	0,37
Population active totale (PAT)	millions	0,09	0,14
Population agricole	millions	0,03	0,02
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	0,01	0,01
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	8,2	4,3
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	164,8	926
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	505,6	2437
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	12	42
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	6,7	4,5
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	837	4200
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	87	329,8
Exportations	millions \$	11	172,7
Exportations - Importations	millions \$	-76	-157,1
Taux de couverture	%	13	53
Dette extérieure	millions \$		
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	16	13
Surfaces irriguées	1000 Ha	1	1
Paturages	1000 Ha	-	
Surfaces boisées	1000 Ha	-	
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	1,6	0,13
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,05	0,03
Engrais /Hectare	Kg	30,2	86
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	160	29
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	31,5	58,83
Export. agro-alimentaires	millions \$	3	8,96
Export. AA - Import. AA	millions \$	-28,5	-49,87
Export. AA / Export. Tot.	%	27,30	5,2
Import. AA / Import. Tot.	%	36,20	17,8

MALTE

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : MALTE
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Viande bovine	2,4	7,2
Produits du tabac	0,3	5,5
Blé	12,1	5,3
Maïs	2,5	4,8
Fromage		4,0
Boissons non alcool.	2,4	3,1
Lait		1,7

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Produits du tabac	17,8	46,1
Tabac		8,2
Pommes de terre	22,1	4,4

MALTE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	3,8	4,1	4,6

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN 1982-84	1985	2000	2025
Céréales	132,4	51	55	61
Blé	126,9	48	53	59
Tubercules	23,6	9	10	11
Sucre	45,2	17	19	21
Légumineuses	1,6	0,6	0,6	0,7
Noix-amandes	1,6	0,6	0,6	0,7
Légumes	104,2	40	44	48
Fruits	69,4	26	29	32
Viande	53,4	20	22	25
Porc	14,1	5	6	6
Poulet	9,2	3	4	4
Poissons	11,5	4	5	5
Lait	164	63	69	76
Corps gras	10,1	4	4	5
Huiles végétales	10,1	4	4	5

Ration journalière (1982-84)

Total calories	2648
Origine végétale	1938
Origine animale	710
Total protéines (grs)	79,7
Origine végétale	36,3
Origine animale	43,4

Fiches statistiques

TURQUIE

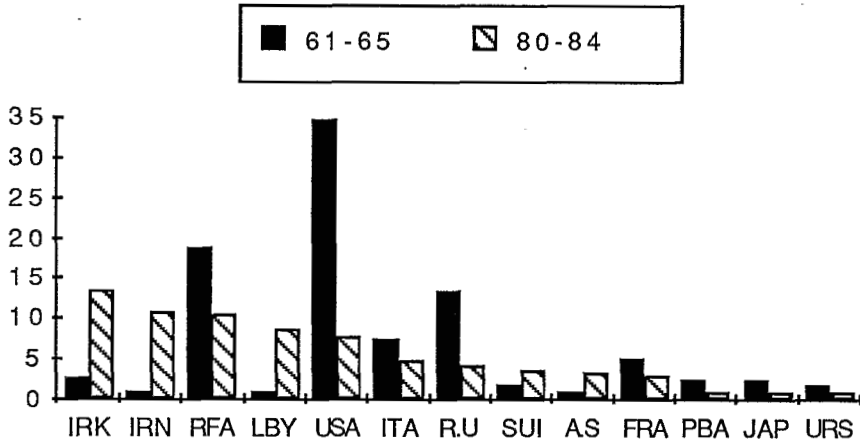
PAYS : TURQUIE

	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	31,14	49,29
Population urbaine	millions	10,67	22,67
Population active totale (PAT)	millions	14,8	21,4
Population agricole		22,2	24,2
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	11,1	11,4
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	74,7	53,2
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)			48820
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	514,2	990
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$		9276
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	36,3	19
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	547	814
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	608	9787
Exportations	millions \$	405	6253
Exportations - Importations	millions \$	-203	-3534
Taux de couverture	%	67	64
Dette extérieure			26124
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	25775	27411
Surfaces irriguées	1000 Ha	1336	2140
Paturages	1000 Ha	28451	9000
Surfaces boisées	1000 Ha	20100	20199
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	2,4	2,4
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,83	0,55
Engrais /Hectare	Kg / Ha	3,9	56,2
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	536	49
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	61	367
Export. agro-alimentaires	millions \$	245,5	2178
Export. AA - Import. AA	millions \$	184,5	1811
Export. AA / Export. Tot.	%	60,60	34,8
Import. AA / Import. Tot.	%	10,00	3,7

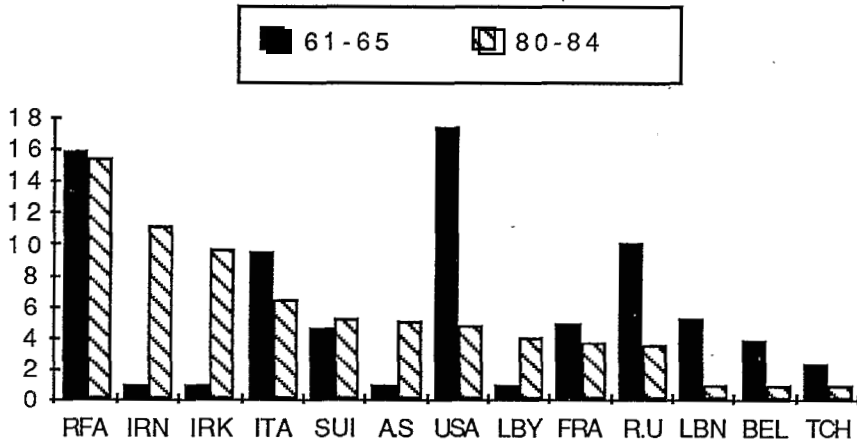
TURQUIE

Principaux partenaires commerciaux

Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : TURQUIE
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Blé		15,7
Huile de soja	10,6	11,8
Laine	14,3	9,5
Caoutchouc	4,2	5,6
Pâte à papier		4,6
Huile de palme		4,1

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Coton ouate	21,6	11,4
Noisettes	14,8	11,1
Tabac	24,2	11,0
Moutons	2,1	8,3
Lentilles	0,3	4,0
Viande ovine		3,9
Raisins secs	5,0	3,1
Blé		2,3

TURQUIE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE				
		1985	2000	2025
POPULATION TOTALE				
(en millions d'habitants)		50	68,4	99,3
RATION PAR				
PRODUITS	TETE	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	EN KG / AN	(en milliers de tonnes)		
	1982-84	1985	2000	2025
Céréales	220,4	11014	15090	21888
Blé	196,9	9840	13481	19555
Orge	1,4	69963	96	139
Tubercules	50,6	2529	3464	5025
Sucre	29,6	1479	2026	2939
Légumineuses	7,5	375	513	745
Noix-amandes	12,5	625	856	1241
Légumes	121,1	6052	8291	12026
Fruits	173,5	8670	11879	17230
Viande	19,4	969	1328	1926
Poulet	5,1	255	349	506
Poissons	7,7	385	527	764
Lait	50	2498	3423	4965
Corps gras	18,6	929	1273	1847
Huiles végétales	15,5	774	1061	1539
Huile d'olive	2,9	145	198	288

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3159
Origine végétale	2873
Origine animale	286
Total protéines (grs)	83,6
Origine végétale	64,8
Origine animale	18,8

Fiches statistiques

YOUGOSLAVIE

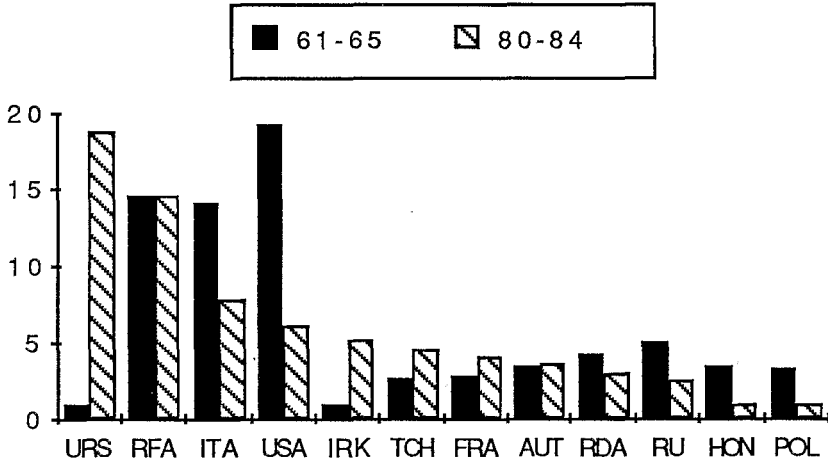
PAYS : YOUGOSLAVIE

	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	19,42	23,12
Population urbaine	millions	6,21	10,4
Population active totale (PAT)	millions	8,72	10,47
Population agricole	millions	10,43	5,68
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	4,96	2,82
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	56,8	27
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	17408	44370
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	913,8	1919
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	4257	5324
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	21,9	12
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	858	1943
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	1137	13234
Exportations	millions \$	865	10498
Exportations - Importations	millions \$	-272	-2736
Taux de couverture	%	76	79
Dette extérieure	millions \$		19382
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	8349	7758
Surfaces irriguées	1000 Ha	128	161
Paturages	1000 Ha	6472	6379
Surfaces boisées	1000 Ha	8744	9294
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	1,6	2,75
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,43	0,33
Engrais /Hectare	Kg / Ha	46,6	125,8
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	184	13
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	189,5	719
Export. agro-alimentaires	millions \$	243,5	1109
Export. AA - Import. AA	millions \$	54	390
Export. AA / Export. Tot.	%	28,20	10,6
Import. AA / Import. Tot.	%	16,70	5,4

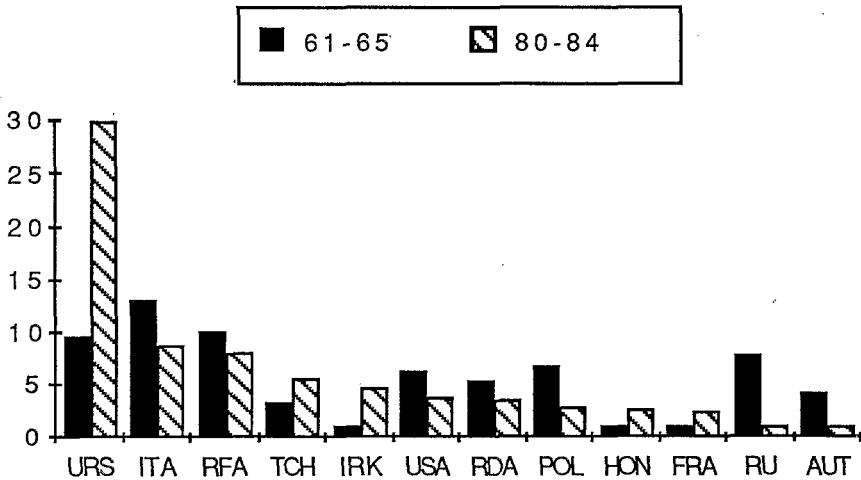
Y O U G O S L A V I E

Principaux partenaires commerciaux

Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : YOUGOSLAVIE
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés
(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Coton ouate	16,0	15,5
Pâte à papier	1,3	5,5
Soja		4,9
Laine	6,2	4,3
Bois de pâte		4,0
Café vert	4,1	3,8
Blé	23,1	3,6
Huile de soja		3,4
Tourteaux de soja		3,1

Principaux produits exportés
(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Bois découpé	7,4	9,7
Maïs	2,0	9,4
Viande bovine	13,7	6,3
Tabac	8,8	4,3
Bovins		4,2
Vin	2,2	3,5
Fruits		2,6

YUGOSLAVIE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

		1985	2000	2025
POPULATION TOTALE				
(en millions d'habitants)		23	25	26
	RATION PAR			
PRODUITS	TETE	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	EN KG / AN	(en milliers de tonnes)		
	1982-84	1985	2000	2025
Céréales	217,7	5049	5486	5797
Blé	188,8	4378	4758	5027
Orge	0,7	16	17	19
Tubercules	58,5	1357	1474	1558
Sucre	40,1	930	1010	1068
Légumineuses	6,0	139	151	160
Noix-amandes	1,7	39	43	45
Légumes	83,9	1946	2114	2234
Fruits	62,2	1443	1567	1656
Viande	67,6	1568	1703	1800
Porc	34,8	807	877	927
Poulet	12,0	278	302	320
Poissons	3,4	79	86	91
Lait	109,8	2546	2767	2924
Corps gras	22,9	531	577	610
Huiles végétales	12,1	281	305	322
Huile d'olive	0,2	5	5	5

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3607
Origine végétale	2782
Origine animale	825
Total protéines (grs)	102
Origine végétale	63
Origine animale	39

Fiches statistiques

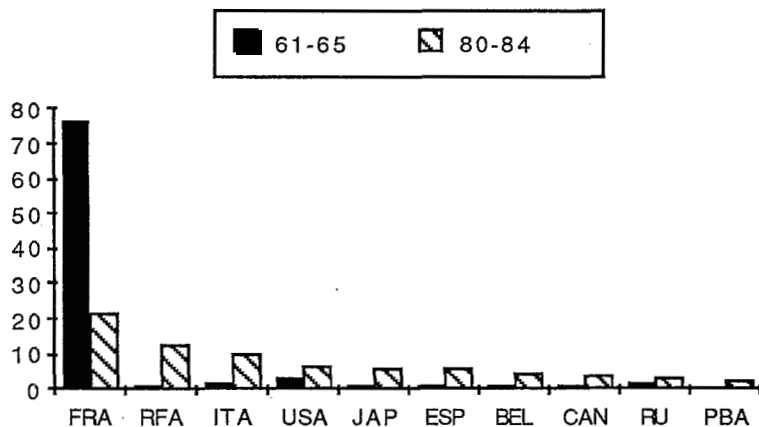
ALGERIE

PAYS : ALGERIE

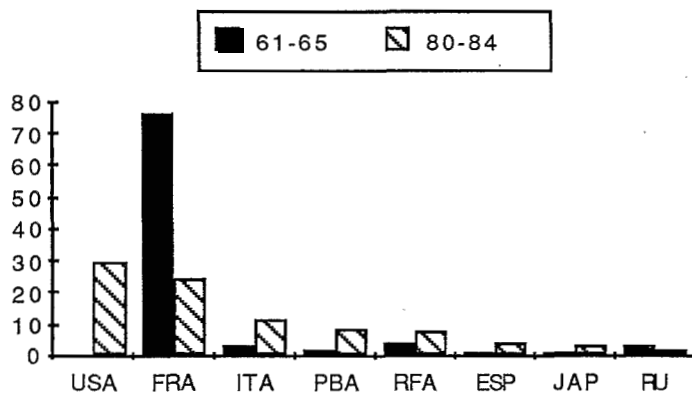
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	11,92	21,72
Population urbaine	millions	4,49	9,34
Population active totale (PAT)	millions	2,91	4,83
Population agricole	millions	6,71	5,72
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	1,66	1,3
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	57	26,9
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	4820	58180
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	424,4	2678,6
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	916	4654
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	17,4	8
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	552	3580
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	686	10524
Exportations	millions \$	708	12166
Exportations - Importations	millions \$	22	1642
Taux de couverture	%	103	115
Dette extérieure	millions \$		15526
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	6863	7440
Surfaces irriguées	1000 Ha	259	298
Paturages	1000 Ha	37780	32100
Surfaces boisées	1000 Ha	2549	4384
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	3,5	5,72
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,57	0,34
Engrais/Hectare	Kg/Ha	4,5	29,5
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	248	121
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	153	2245
Export. agro-alimentaires	millions \$	191,3	88
Export. AA - Import. AA	millions \$	38,3	-2157
Export. AA / Export. Tot.	%	27,00	0,7
Import. AA / Import. Tot.	%	22,30	21,3

ALGERIE

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : ALGERIE
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Blé	12,2	20,5
Lait	2,8	11,3
Farine de blé	1,3	9,6
Bois découpé	2,6	8,6
Sucre	14	7,5
Café vert	8,5	7,1
Huiles	0,9	5,1
Beurre		4,6
Maïs		2,3
Oeufs	0,8	1,9

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Vin	56,4	81,6
Dattes	3,1	8,7
Olives	1,2	2,5
Tabac		2,2
Pommes de terre	2,8	1,4
Agrumes	17	

ALGERIE

	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	22	35	57

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN	1985	2000	2025
	1982-84			
Céréales	201,6	4434	7095	11560
Blé	184,4	4055	6490	10574
Orge	15,1	332	531	866
Tubercules	30,1	662	1059	1726
Sucre	31,4	691	1105	1800
Légumineuses	6,0	132	211	344
Noix-amandes	1,0	22	35	57
Légumes	39,8	875	1400	2282
Fruits	47,2	1038	1661	2706
Viande	13,0	286	457	745
Poulet	2,4	53	84	138
Poissons	3,6	79	127	206
Lait	97,9	2153	3445	5614
Corps gras	15,4	339	542	883
Huiles végétales	12,5	275	440	717
Huile d'olive	1,1	24	39	63

Ration journalière (1982-84)

Total calories	2726
Origine végétale	2397
Origine animale	329
Total protéines (grs)	72
Origine végétale	55
Origine animale	17

Fiches statistiques

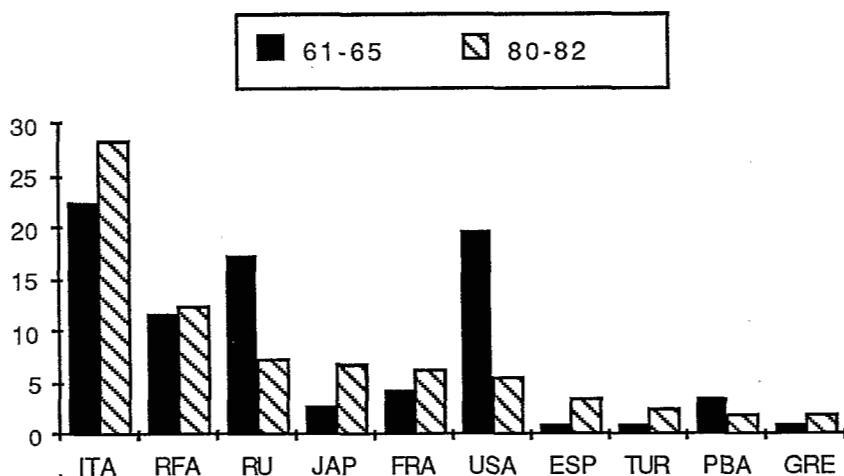
LIBYE

PAYS : LIBYE

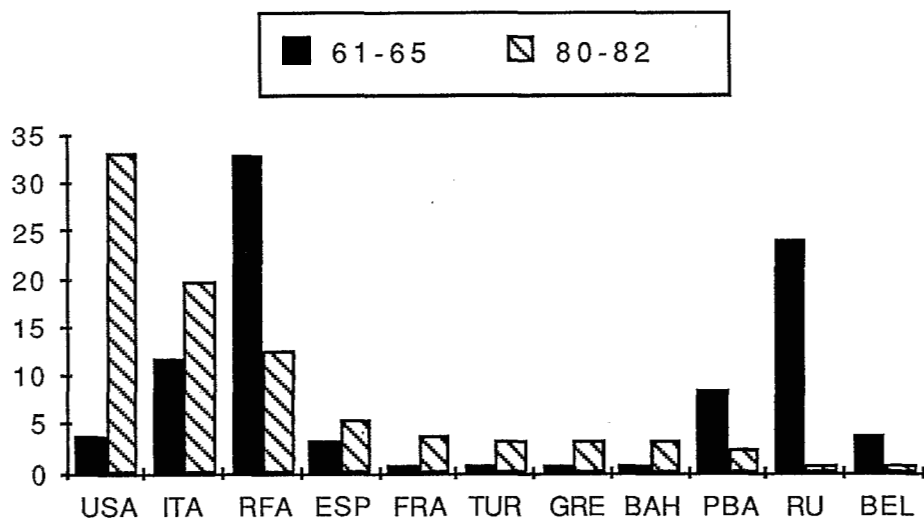
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	1,62	3,61
Population urbaine	millions	0,39	2,17
Population active totale (PAT)	millions	0,45	0,9
Population agricole	millions	0,66	0,52
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	0,18	0,13
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	40,9	14,5
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	2166	25420
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	1411	7042
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	174	1017
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	4,9	4
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	967	7823
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	264	7537
Exportations	millions \$	468	12595
Exportations - Importations	millions \$	204	5058
Taux de couverture	%	177	167
Dette extérieure	millions \$		
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surface cultivées	1000 Ha	6523	2115
Surfaces irriguées	1000 Ha	123	232
Paturages	1000 Ha	7400	13300
Surfaces boisées	1000 Ha	491	640
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	12,7	16,3
Surfaces cultivées / Population	Hectares	1,2	0,58
Engrais /Hectare	Kg / Ha	1,6	54,3
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	885	76
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	36,5	1259
Export. agro-alimentaires	millions \$	0,7	0
Export. AA - Import. AA	millions \$	-35,8	-1259
Export. AA / Export. Tot.	%	0,10	0
Import. AA / Import. Tot.	%	13,80	16,7

LIBYE

Principaux partenaires commerciaux
Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : LIBYE
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés
(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Moutons	2,3	11,5
Déchets alimentaires		11,2
Bovins	1,1	8,7
Farine de blé	17,9	5,7
Huile d'olive	2,1	5,1
Bois découpé	6,2	3,9
Blé	2,3	3,8
Lait	2,7	3,7

LIBYE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE				
		1985	2000	2025
POPULATION TOTALE				
(en millions d'habitants)		3,6	6	11
	RATION PAR			
PRODUITS	TETE	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	EN KG / AN	(en milliers de tonnes)		
	1982-84	1985	2000	2025
Céréales	208,2	750	1264	2302
Blé	171,9	620	1044	1901
Orge	10,5	38	64	116
Tubercules	29,4	106	178	325
Sucre	37,8	136	229	418
Légumineuses	7,9	28	48	87
Noix-amandes	8,8	32	53	97
Légumes	173,2	624	1052	1915
Fruits	117,3	423	712	1297
Viande	53,7	193	326	594
Poulet	12,1	44	73	134
Poissons	5,9	21	36	65
Lait	103,6	373	629	1145
Corps gras	31,0	112	188	343
Huiles végétales	26,7	96	162	295
Huile d'olive	21,5	77	131	238

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3684
Origine végétale	3096
Origine animale	588
Total protéines (grs)	98
Origine végétale	61
Origine animale	37

Fiches statistiques

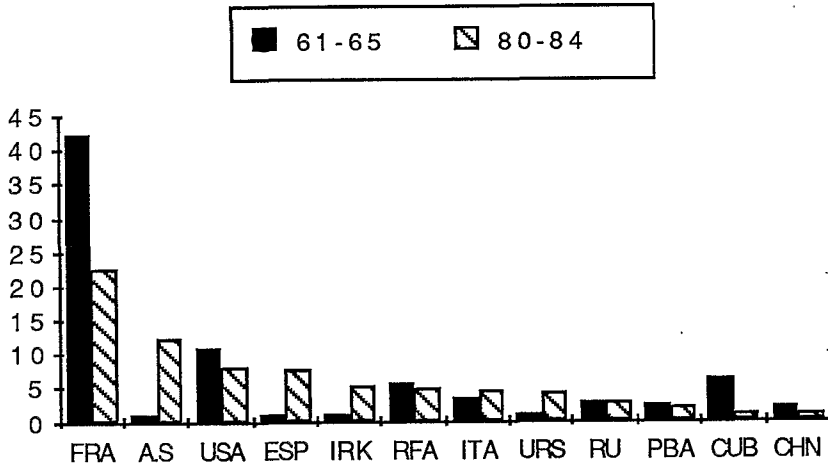
MAROC

PAYS : MAROC

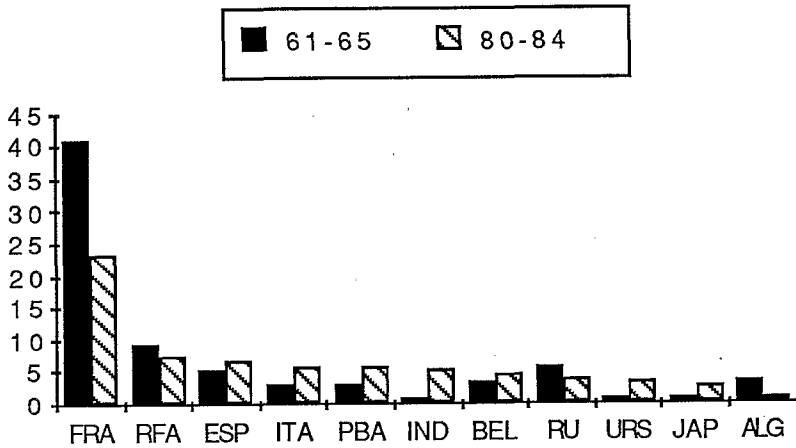
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	13,32	21,94
Population urbaine	millions	3,98	9,65
Population active totale (PAT)	millions	3,69	6,68
Population agricole	millions	8,14	8,97
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	2,26	2,75
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	61,3	41,1
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	4543,6	11850
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	362,4	540,1
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	1412	2133
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	29,2	18
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	623	776
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	450	3940
Exportations	millions \$	431	2163
Exportations - Importations	millions \$	-19	-1777
Taux de couverture	%	96	55
Dette extérieure	millions \$		
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	7066	8331
Surfaces irriguées	1000 Ha	604	520
Paturages	1000 Ha	12500	12500
Surfaces boisées	1000 Ha	5302	5200
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	3,3	3,08
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,53	0,38
Engrais /Hectare	Kg / Ha	5,6	29,7
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	883	277
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	149,5	783
Export. agro-alimentaires	millions \$	212	534
Export. AA - Import. AA	millions \$	62,5	-249
Export. AA / Export. Tot.	%	49,20	24,7
Import. AA / Import. Tot.	%	33,20	19,8

M A R O C

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : MAROC

PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Blé	10,1	30,2
Huile de soja	4,0	8,3
Sucre	31,1	6,5
Bois découpé	4,7	4,9
Thé	7,1	4,7
Papiers	2,8	4,5
Beurre	2,0	3,8
Huile de colza		2,8
Café vert	3,0	2,7

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Agrumes	23,8	27,7
Conserves de poisson	10,2	12,3

MAROC

		DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
		1985	2000	2025
POPULATION TOTALE				
(en millions d'habitants)		23,6	36,3	59,8
		RATION PAR		
PRODUITS	TETE	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	EN KG / AN	(en milliers de tonnes)		
	1982-84	1985	2000	2025
Céréales	222,2	5244	8071	13300
Blé	155,0	3658	5630	9278
Orge	52,9	1248	1922	3166
Tubercules	18,5	437	672	1107
Sucre	32,5	767	1180	1945
Légumineuses	6,7	158	243	401
Noix-amandes	3,8	90	138	227
Légumes	40,7	960	1478	2436
Fruits	45,3	1069	1645	2712
Viande	16,4	387	596	982
Poulet	5,6	132	203	335
Poissons	6,6	156	240	395
Lait	32,6	769	1184	1951
Corps gras	12,2	288	443	730
Huiles végétales	10,2	241	370	610
Huile d'olive	1,2	28	44	72

Ration journalière (1982-84)

Total calories	2697
Origine végétale	2512
Origine animale	185
Total protéines (grs)	72
Origine végétale	60
Origine animale	12

Fiches statistiques

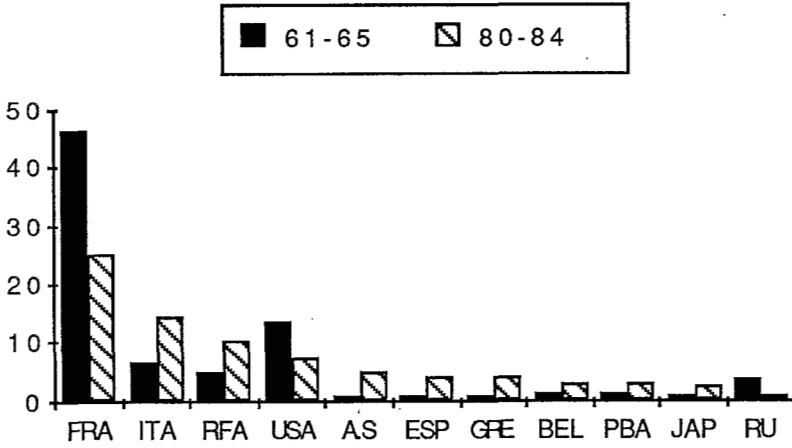
TUNISIE

PAYS : TUNISIE

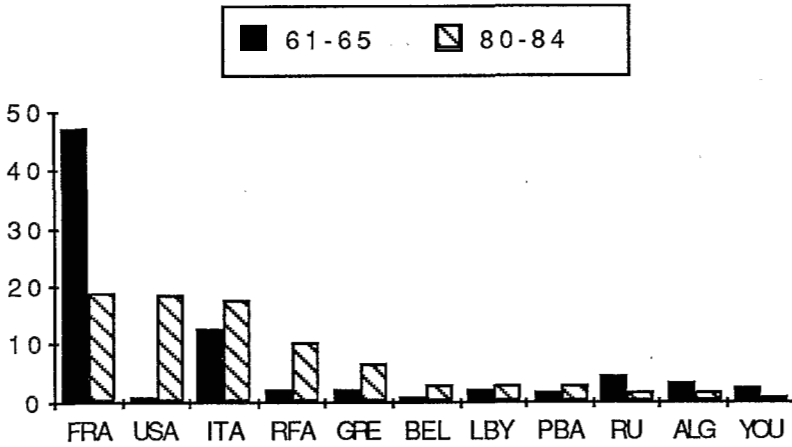
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	4,35	7,08
Population urbaine	millions	1,76	3,96
Population active totale (PAT)	millions	1,25	2,22
Population agricole	millions	2,27	2,06
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	0,67	0,65
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	49,1	29,1
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	1628,2	7240
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	365,2	1022
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	358	1230
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	19,9	17
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	577	1894
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	233	3263
Exportations	millions \$	125	1985
Exportations - Importations	millions \$	-108	-1278
Taux de couverture	%	54	61
Dette extérieure	millions \$		5250
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	4406	4687
Surfaces irriguées	1000 Ha	74	210
Paturages	1000 Ha	3250	3024
Surfaces boisées	1000 Ha	674	555
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	6,08	7,2
Surfaces cultivées / Population	Hectares	1,01	0,66
Engrais /Hectare	Kg / Ha	4,4	18,5
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	373	180
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	47,5	457
Export. agro-alimentaires	millions \$	74	179
Export. AA - Import. AA	millions \$	26,5	-278
Export. AA / Export. Tot.	%	59,20	9
Import. AA / Import. Tot.	%	20,40	14,1

TUNISIE

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : TUNISIE
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-83
Blé	23,0	22,2
Bois découpé	6,1	7,8
Maïs	0,5	6,1
Bovins		6,1
Huile de soja	6,1	5,8
Sucre	8,1	5,7
Coton ouate	1,1	3,7
Tourteaux soja		2,7
Thé	6,6	2,6
Lait	1,3	2,2

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Huile d'olive	35,4	38,1
Mollusques, Crustacés	0,7	17,9
Dattes	1,4	11,8
Oranges	4,0	4,8
Vin	23,7	3,1
Amandes	1,8	2,2
Piments		1,7

TUNISIE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE				
		1985	2000	2025
POPULATION TOTALE				
(en millions d'habitants)		7,2	9,7	13,6
RATION PAR				
PRODUITS	TETE	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	EN KG / AN	(en milliers de tonnes)		
	1982-84	1985	2000	2025
Céréales	198,7	1433	1932	2702
Blé	186,7	1346	1816	2539
Orge	8,5	61	83	116
Tubercules	18,3	132	178	249
Sucre	25,8	186	251	351
Légumineuses	9,6	69	93	131
Noix-amandes	6,0	43	58	82
Légumes	110,2	794	1072	1499
Fruits	85,0	613	827	1156
Viande	18,6	134	181	253
Poulet	6,0	43	58	82
Poissons	8,7	63	85	118
Lait	55,9	403	544	760
Corps gras	19,2	138	187	261
Huiles végétales	17,9	129	174	243
Huile d'olive	4,5	32	44	61

Ration journalière (1982-84)

Total calories	2876
Origine végétale	2640
Origine animale	236
Total protéines (grs)	79
Origine végétale	62
Origine animale	17

Fiches statistiques

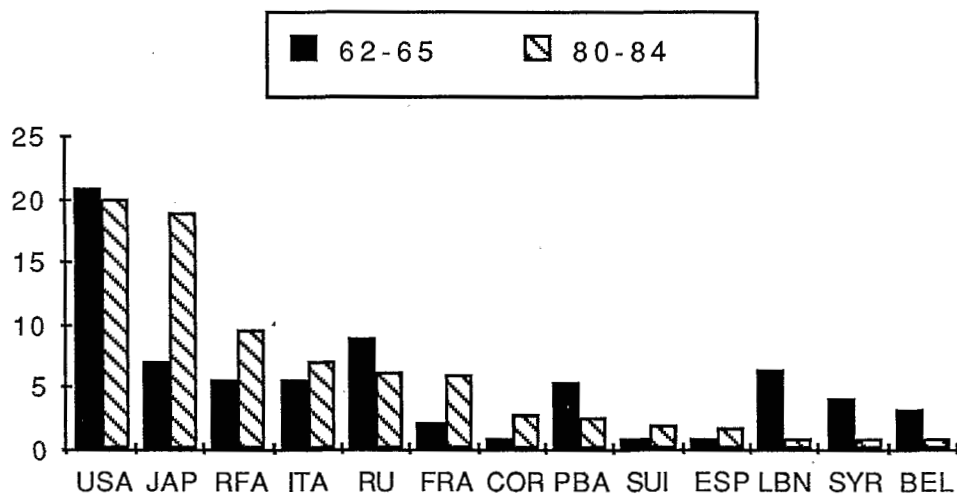
ARABIE SAOUDITE

PAYS : ARABIE SAOUDITE

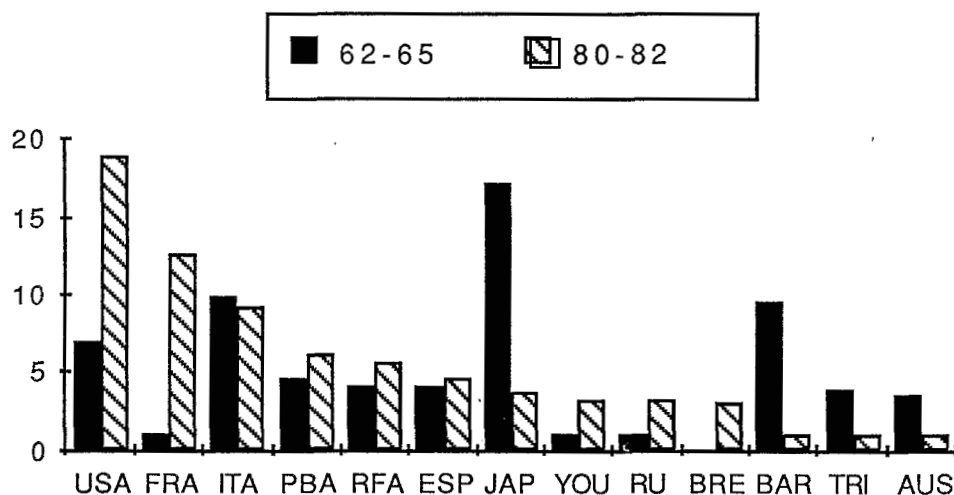
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	6,74	11,54
Population urbaine	millions	1,34	8,31
Population active totale (PAT)	millions	1,33	3,4
Population agricole	millions	3,25	5,05
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	0,9	1,49
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	67,7	43,8
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	4520	95050
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	701	8237
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	459	2851
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	8,4	3
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	508	1914
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	262	34442
Exportations	millions \$	1047	61975
Exportations - Importations	millions \$	785	27532
Taux de couverture	%	400	180
Dette extérieure	millions \$		
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	339	1156
Surfaces irriguées	1000 Ha	134	410
Paturages	1000 Ha	85000	85000
Surfaces boisées	1000 Ha	1688	1200
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	0,3	
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,05	0,1
Engrais /Hectare	Kg / Ha	13,1	191,1
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	1372	722
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	86,4	4874
Export. agro-alimentaires	millions \$	0,6	91
Export. AA - Import. AA	millions \$	-85,8	-4783
Export. AA / Export. Tot.	%	0,10	0,1
Import. AA / Import. Tot.	%	33,00	14,2

ARABIE SAOUDITE

Principaux partenaires commerciaux
Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : ARABIE SAOUDITE
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés
 (en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Orge	2,2	14,1
Moutons	9,0	8,2
Bois découpé		7,4
Cigarettes	0,8	5,5
Riz	18,3	4,6
Viande de poulet	0,4	3,8
Maïs	1,9	2,7
Prép. alimentaires		2,7
Lait		2,5
Sucre		1,8

Principaux produits exportés
 (en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Dattes	19,3	11,6
Pastèques		11,6
Cigarettes	6,6	6,2
Boissons		5,3
Jus de fruits		4,0
Viande de poulet		3,9

ARABIE SAOUDITE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	11,2	19,0	33,5

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN	1985	2000	2025
	1982-84			
Céréales	167,4	1881	3157	5609
Blé	89,6	1007	1690	3002
Orge	0,9	101	16	30
Tubercules	9,8	110	184	328
Sucre	34,0	382	641	1139
Légumineuses	4,1	46	77	137
Noix-amandes	10,0	112	188	335
Légumes	98,2	1103	1852	3290
Fruits	179,3	2015	3382	6008
Viande	56,6	636	1067	1896
Poulet	31,6	355	596	1058
Poissons	8,9	100	167	298
Lait	120,6	1355	2275	4041
Corps gras	18,6	209	350	623
Huiles végétale:	15,9	178	300	532
Huile d'olive	0,4	4	7	13

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3190
Origine végétale	2615
Origine animale	576
Total protéines (grs)	87,9
Origine végétale	49,1
Origine animale	38,8

Fiches statistiques

BAHREIN

PAYS : BAHREIN

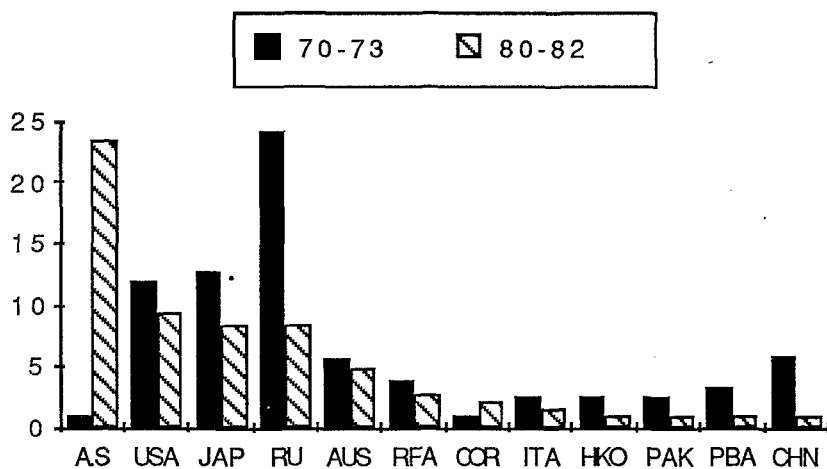
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions		0,4
Population urbaine	millions		0,3
Population active totale (PAT)	millions		0,1
Population agricole	millions		0,01
Pop. Active Agricole (PAA)	millions		0,003
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%		2,5
PRODUCTION			
Produit National Brut (PNB)	millions \$		3880
Produit par habitant (PNB/HT)	\$		9700
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$		
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%		
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$		
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	184	1548
Exportations	millions \$	190	1591
Exportations - Importations	millions \$	6	43
Taux de couverture	%	103	103
Dette extérieure	millions \$		1040
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha		2
Surfaces irriguées	1000 Ha		1
Paturages	1000 Ha		4
Surfaces boisées	1000 Ha		
Surfaces cultivées / PAA	Hectares		0,6
Surfaces cultivées / Population	Hectares		0,005
Engrais/Hectare	Kg/Ha		
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares		
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$		86
Export. agro-alimentaires	millions \$		6
Export. AA - Import. AA	millions \$		-80
Export. AA / Export. Tot.	%		0,4
Import. AA / Import. Tot.	%		6

* PIB non disponible

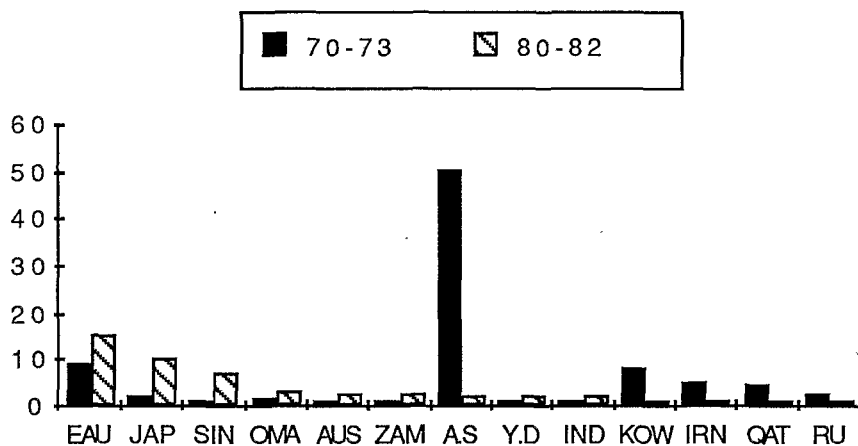
B A R H E I N

Principaux partenaires commerciaux

Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : BAHREIN
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés
 (en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-83
Cigarettes		11,8
Moutons		8,4
Riz		4,6
Viande bovine		4,3
Contreplaqué		4,2
Viande de Poulet		3,1
Boissons non alcool.		3,0
Blé		2,9
Bière		2,6

Principaux produits exportés
 (en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-83
Cigarettes		88,6
Vin		4,5
Boissons non alcool.		2,8
Bière		1,4

Fiches statistiques

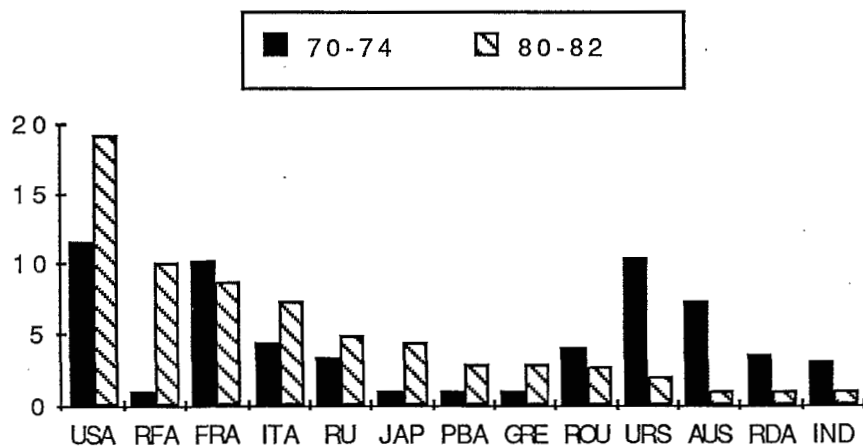
EGYPTE

PAYS : EGYPT

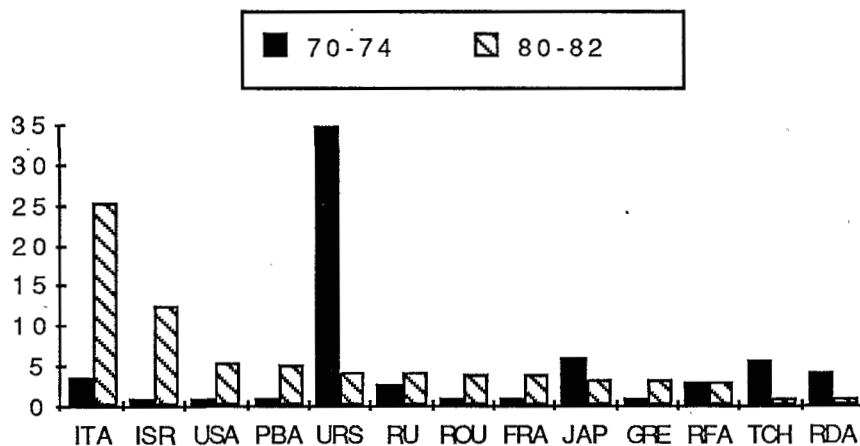
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	24,49	46,91
Population urbaine	millions	11,94	21,58
Population active totale (PAT)	millions	7,48	12,84
Population agricole	millions	16,18	20,19
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	4,47	5,53
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	55	43
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	7588	30550
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	270,6	651
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	2162	6110
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	25,3	20
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	483	1105
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	934	9785
Exportations	millions \$	550	3285
Exportations - Importations	millions \$	-384	-6500
Taux de couverture	%	59	33
Dette extérieure	millions \$		24342
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	2548	2474
Surfaces irriguées	1000 Ha	2548	2474
Paturages	1000 Ha		
Surfaces boisées	1000 Ha	2	2
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	0,6	0,45
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,1	0,05
Engrais /Hectare	Kg / Ha	109,8	343,9
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	187	59
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	276	3475
Export. agro-alimentaires	millions \$	95,6	234
Export. AA - Import. AA	millions \$	-180,4	-3241
Export. AA / Export. Tot.	%	17,40	7,1
Import. AA / Import. Tot.	%	29,80	35,5

EGYPTE

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : EGYPTÉ
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés
 (en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Blé	20,7	22,1
Farine de Blé	16,5	9,8
Maïs	4,2	7,6
Bois découpé	6,6	6,4
Viande bovine	0,4	4,5
Sucre	1,2	4,3
Tabac	5,1	3,4
Huile de coton	3,4	2,8
Suif	2,8	2,8

Principaux produits exportés
 (en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Coton	76,4	62,2
Oranges	0,3	9,7
Pommes de terre	1,2	5,5
Déchets de coton	0,1	2,8
Sucre	1,1	2,0
Riz	11,2	1,7
Légumes déshydratés		1,5
Chèvres		1,3

EGYPTE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	45	65200	97391

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN 1982-84	1985	2000	2025
Céréales	247,9	11602	16163	24143
Blé	145,9	6828	9513	14209
Orge	0,1	4	6	10
Tubercules	22,7	1062	1480	2211
Sucre	27,2	1273	1773	2649
Légumineuses	7,4	346	482	721
Noix-amandes	1,9	89	124	185
Légumes	125,4	5869	8176	12213
Fruits	86,0	4025	5607	8376
Viande	18,1	847	1180	1763
Porc	0,1	4	6	10
Poulet	4,1	192	267	399
Poissons	5,5	257	359	536
Lait	21,1	987	1376	2055
Corps gras	16,4	767	1069	1597
Huiles végétales	12,7	594	828	1237

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3212
Origine végétale	2983
Origine animale	229
Total protéines	82
Origine végétale	67
Origine animale	15

Fiches statistiques

EMIRATS ARABES UNIS

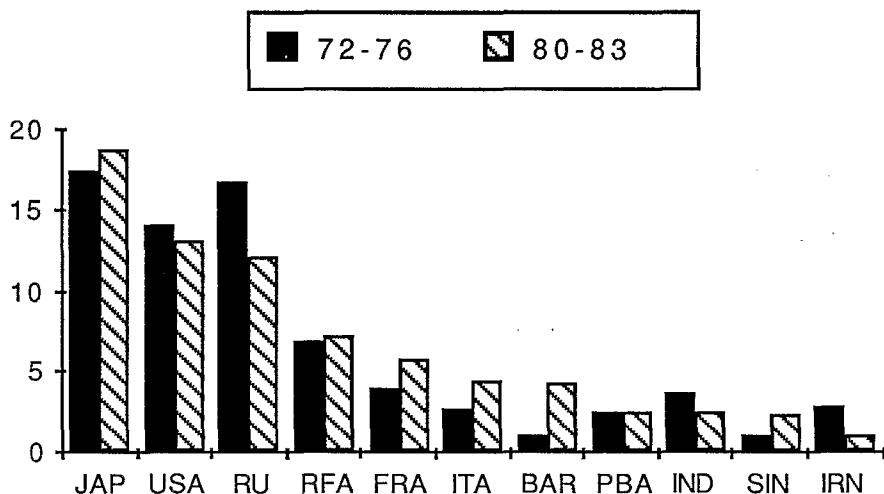
PAYS : EMIRATS ARABE UNIS

	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions		1,2
Population urbaine	millions		0,8
Population active totale (PAT)	millions		0,7
Population agricole	millions		0,04
Pop. Active Agricole (PAA)	millions		0,02
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%		3,5
PRODUCTION			
Produit National Brut (PNB)*	millions \$		28320
Produit par habitant (PNB/HT)	\$		23774
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$		
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%		
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$		
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	195	3813
Exportations	millions \$	90	7292
Exportations - Importations	millions \$	-105	3479
Taux de couverture	%	46	191
Dette extérieure	millions \$		9830
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha		17
Surfaces irriguées	1000 Ha		5
Paturages	1000 Ha		200
Surfaces boisées	1000 Ha		3
Surfaces cultivées / PAA	Hectares		0,7
Surfaces cultivées / Population	Hectares		0,01
Engrais/Hectare	Kg/Ha		
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares		
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$		348
Export. agro-alimentaires	millions \$		70
Export. AA - Import. AA	millions \$		-278
Export. AA / Export. Tot.	%		1
Import. AA / Import. Tot.	%		9,1

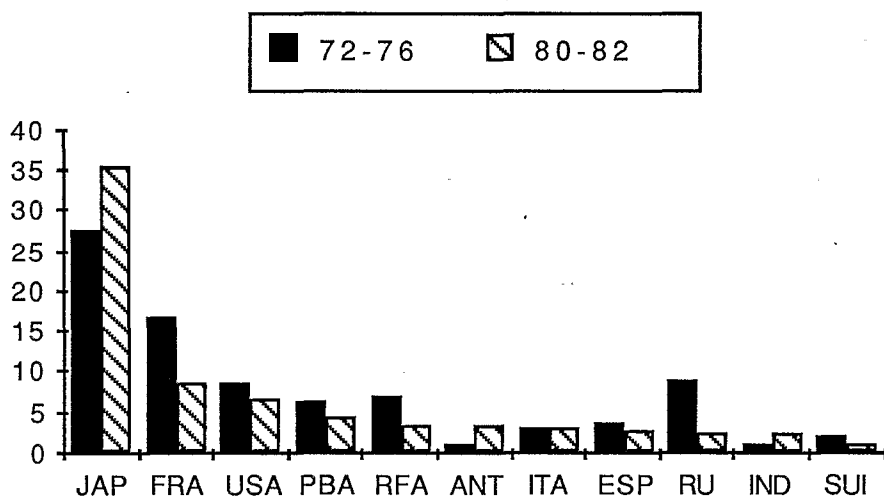
* PIB non disponible

EMIRATS ARABES UNIS

Principaux partenaires commerciaux
 Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : EMIRATS ARABES UNIS
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-83
Viande de poulet	2,0	6,9
Cigarettes	10,3	6,8
Riz	9,3	6,4
Boissons non alcool.	7,4	5,2
Thé	6,9	4,2
Viande ovine	1,4	4,0
Blé		3,8
Moutons		3,3
Sucre	0,5	3,1

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-83
Thé		14,6
Pommes		13,1
Riz		12,5
Oranges		6,6
Sucre raffiné		4,2
Oeufs poule		3,9
Viande ovine		3,8
Raisin		3,8

EMIRATS ARABES UNIS

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	1,3	2,0	2,6

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN	1985	2000	2025
	1982-84			
Céréales	173,9	228	333	462
Blé	83,7	110	160	222
Tubercules	19,5	25	37	52
Sucre	57	75	109	151
Légumineuses	7,6	10	14	20
Noix-amandes	9,6	12	18	25
Légumes	204,7	268	392	544
Fruits	135,1	177	259	359
Viande	61,4	80	117	163
Poulet	30,9	40	59	82
Poissons	28,8	37	55	76
Lait	143,6	188	275	382
Corps gras	23,1	30	44	61
Huiles végétales	11,6	15	22	31
Huile d'olive	0,8	1	1	2

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3586
Origine végétale	2733
Origine animale	853
Total protéines (grs)	99,2
Origine végétale	51
Origine animale	48,3

Fiches statistiques

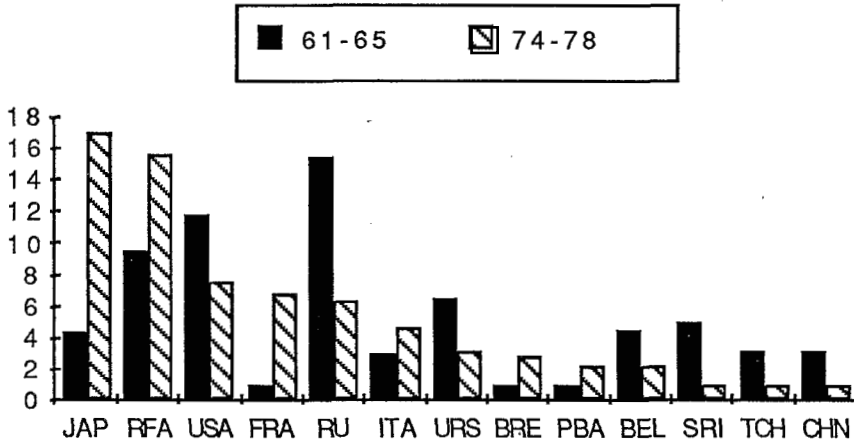
IRAK

PAYS : IRAK

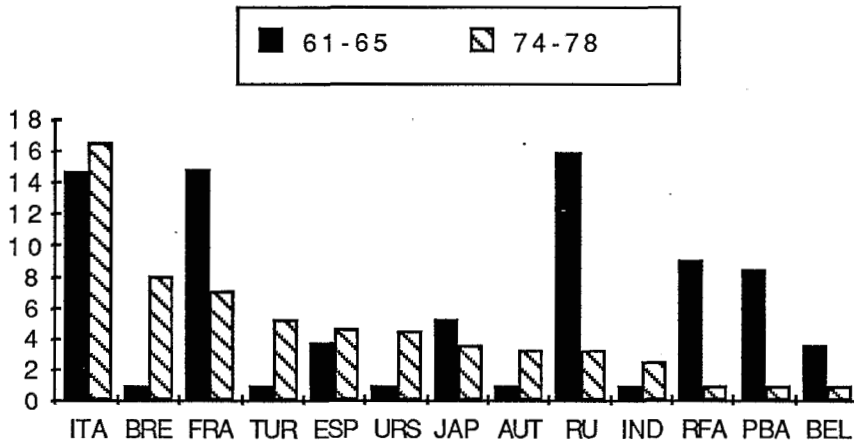
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	8,17	15,89
Population urbaine	millions	3,56	11,13
Population active totale (PAT)	millions	2,08	4,26
Population agricole	millions	3,99	3,89
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	1,04	1,04
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	50	24,5
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	4107,6	
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	546,2	
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	897	
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	18,6	
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	861	
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	361	14241
Exportations	millions \$	700	10304
Exportations - Importations	millions \$	339	-3937
Taux de couverture	%	194	72
Dette extérieure	millions \$		
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	4810	5450
Surfaces Irriguées	1000 Ha	3695	1750
Paturages	1000 Ha	4060	4000
Surfaces boisées	1000 Ha	1953	1900
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	5	5,2
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,58	0,34
Engrais /Hectare	Kg / Ha	0,5	21,4
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	1028	151
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	80,8	2158
Export. agro-alimentaires	millions \$	28,3	33
Export. AA - Import. AA	millions \$	-52,5	-2125
Export. AA / Export. Tot.	%	4,00	0,3
Import. AA / Import. Tot.	%	22,40	15,1

IRA K

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : IRAK
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Blé	8,8	18,2
Riz	7,7	8,5
Sucre	21,5	7,5
Viande de poulet		5,9
Viande bovine		5,5
Thé	15,8	5,2
Huile de palme	6,4	5,2
Farine de blé		3,3
Lait	1,1	3,2

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Dattes	46,4	73,4
Peaux	7,6	16,6
Légumes	0,1	4,0
Melons	0,1	2,1
Laine	11,3	1,8
Jus de fruits	0,3	1,3

IRAK

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	15,6	25,0	42,7

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN	1986	2000	2025
	1982-84			
Céréales	212,9	3337	5307	9098
Blé	150,7	2362	3756	6440
Orge	11,1	174	277	474
Tubercules	8,7	136	217	372
Sucre	41,4	649	1032	1769
Légumineuses	5,2	81	129	222
Noix-amandes	1,7	26	42	73
Légumes	100,4	1574	2502	4290
Fruits	125,9	1973	3138	5380
Viande	29,2	4578	728	1248
Poulet	14,3	224	356	611
Poissons	1,5	23	37	64
Lait	50,1	785	1249	2141
Corps gras	9,3	146	232	3974
Huiles végétales	7,9	124	197	337
Huile d'olive	0,2	3	5	8

Ration journalière (1982-84)

Total calories	2852
Origine végétale	2570
Origine animale	282
Total protéines (grs)	75,6
Origine végétale	55,5
Origine animale	20,1

Fiches statistiques

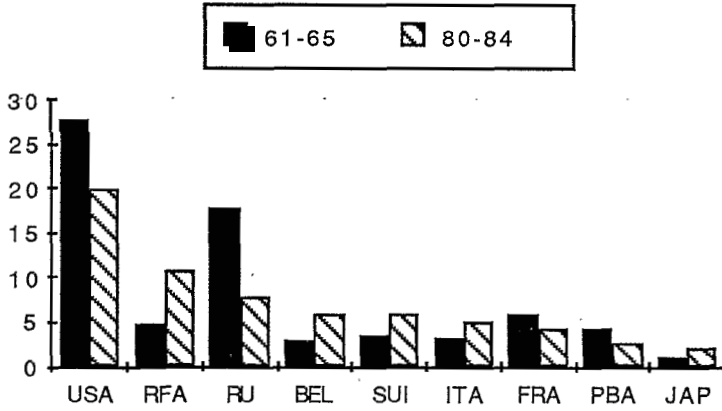
ISRAEL

PAYS : ISRAEL

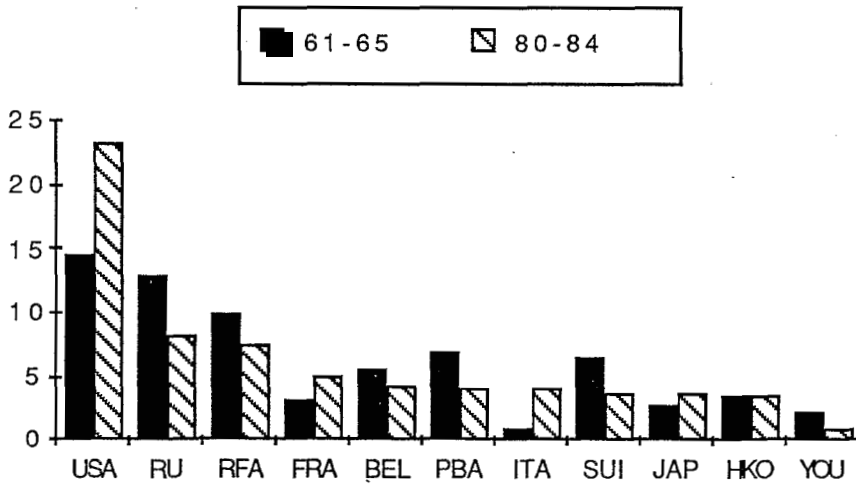
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	2,56	4,29
Population urbaine	millions	1,99	3,86
Population active totale (PAT)	millions	0,92	1,62
Population agricole	millions	0,31	0,2
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	0,11	0,08
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	12	5,7
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	4748	20270
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	1987,2	4725
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	363	810
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	6,4	4
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	3270	10135
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	732	8254
Exportations	millions \$	353	5624
Exportations - Importations	millions \$	-379	-2630
Taux de couverture	%	48	68
Dette extérieure	millions \$		23873
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	401	437
Surfaces irriguées	1000 Ha	142	220
Paturages	1000 Ha	751	818
Surfaces boisées	1000 Ha	94	116
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	3,7	5,4
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,16	0,11
Engrais /Hectare	Kg / Ha	90,2	219,6
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	43	16
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	98,3	881
Export. agro-alimentaires	millions \$	99,2	656
Export. AA - Import. AA	millions \$	0,9	-225
Export. AA / Export. Tot.	%	28,10	11,6
Import. AA / Import. Tot.	%	13,40	10,7

ISRAEL

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : ISRAEL
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Soja	12,3	12,1
Blé	10,8	9,5
Viande bovine	5,0	7,2
Sorgho	5,6	6,1
Sucre	5,0	5,3
Maïs	6,1	4,7
Bois découpé	9,4	4,1
Orge		3,2
Café vert	2,0	1,3

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Agrumes	53,0	16,0
Coton ouate	1,7	14,9
Jus d'agrumes	5,7	13,4
Avocats	0,2	4,9

ISRAEL

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	4,30	5,38	7,02

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN	1985	2000	2025
	1982-84			
Céréales	143,1	615	769	1004
Blé	128,2	551	689	900
Orge	0,2	1	1	14
Tubercules	37,1	159	199	260
Sucre	36,7	158	197	258
Légumineuses	5,4	23	29	38
Noix-amandes	14,9	64	80	105
Légumes	125,1	538	673	878
Fruits	135,7	583	730	952
Viande	61,4	264	330	431
Porc	2,3	10	12	16
Poulet	29,0	125	156	20
Poissons	14,2	61	76	100
Lait	109,0	468	586	765
Corps gras	23,7	102	127	166
Huiles végétales	22,3	96	120	157
Huile d'olive	0,2	1	1	14

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3107
Origine végétale	2425
Origine animale	682
Total protéines (grs)	104
Origine végétale	49
Origine animale	55

Fiches statistiques

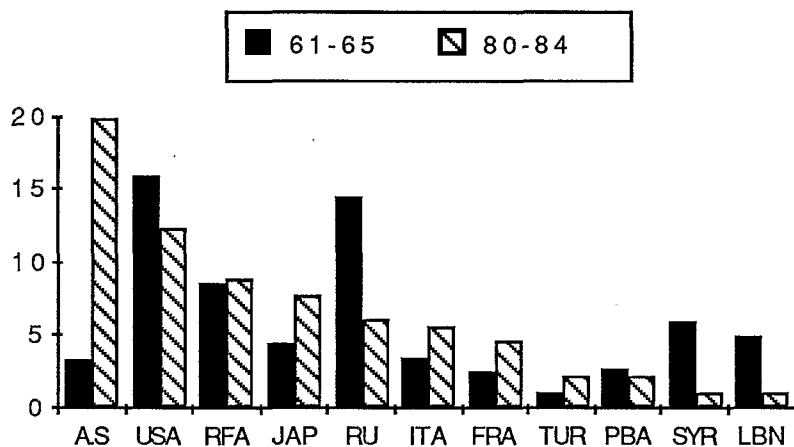
JORDANIE

PAYS : JORDANIE

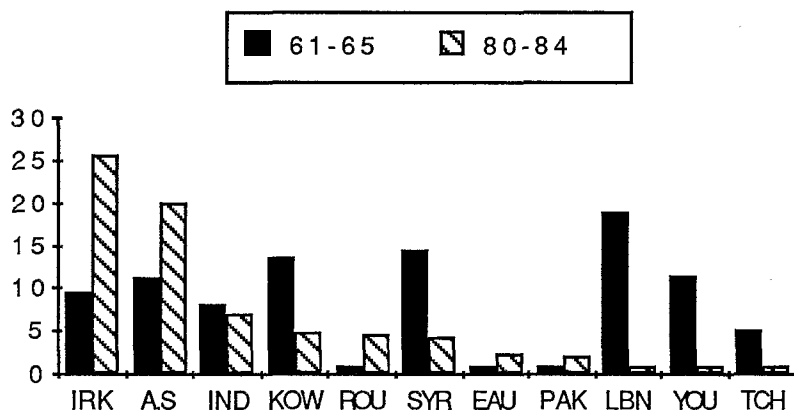
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	1,97	3,51
Population urbaine	millions	0,87	2,43
Population active totale (PAT)	millions	0,5	0,8
Population agricole	millions	0,72	0,28
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	0,18	0,06
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	36,6	22,3
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	829,6	3450
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	446,4	980
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	206	276
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	20,4	8
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	1120	4600
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	129	2999
Exportations	millions \$	14	722
Exportations - Importations	millions \$	-115	-2277
Taux de couverture	%	11	24
Dette extérieure	millions \$		3673
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	1177	415
Surfaces irriguées	1000 Ha	49	38
Paturages	1000 Ha	100	100
Surfaces boisées	1000 Ha	125	41
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	6,2	6,9
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,59	0,11
Engrais /Hectare	Kg / Ha	2,5	36,1
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	881	81
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	41,7	617
Export. agro-alimentaires	millions \$	7,7	167
Export. AA - Import. AA	millions \$	-34	-450
Export. AA / Export. Tot.	%	55,00	23,1
Import. AA / Import. Tot.	%	32,30	20,5

JORDANIE

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : JORDANIE
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés
 (en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Blé	4,9	11,2
Viande ovine	0,0	5,4
Maïs	0,8	3,9
Oranges	1,4	3,7
Pommes		2,7

Principaux produits exportés
 (en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Tomates	24,1	10,5
Oranges	1,0	7,9
Moutons		7,5
Cigarettes	9,2	6,0
Oeufs		3,9
Farine de blé		3,7
Concombres, cornichons		3,3

JORDANIE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	3,5	6,4	13,3

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN	1985	2000	2025
	1982-84			
Céréales	185,7	652	1188	2482
Blé	158,4	556	1014	2117
Tubercules	16,2	57	104	216
Sucre	52,7	185	337	704
Légumineuses	8,1	28	52	108
Noix-amandes	11,8	41	75	158
Légumes	53,8	189	344	719
Fruits	79,6	279	509	1064
Viande	36,4	128	233	486
Porc	0,1	0,3	0,6	1
Poulet	17,5	61	112	234
Poissons	3	10	19	40
Lait	65,7	230	420	878
Corps gras	12,2	43	78	163
Huiles végétales	10,8	38	69	144
Huile d'olive	6,5	23	41	87

Ration journalière (1982-84)

Total calories	2945
Origine végétale	2576
Origine animale	368
Total protéines (grs)	77
Origine végétale	53
Origine animale	24,1

Fiches statistiques

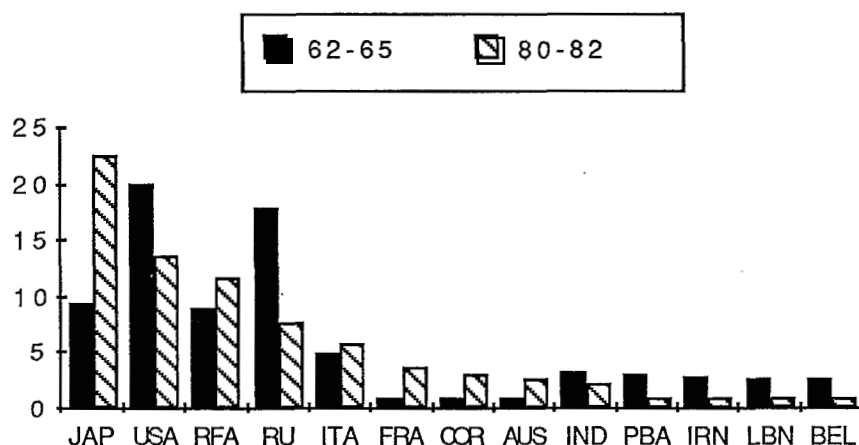
KOWEIT

PAYS : KOWEIT

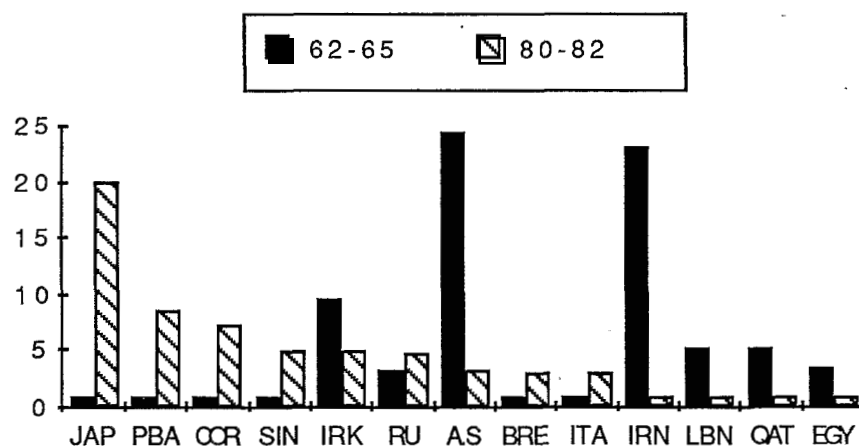
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	0,47	1,81
Population urbaine	millions	0,26	1,67
Population active totale (PAT)	millions	0,18	0,67
Population agricole	millions	0,008	0,03
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	0,003	0,01
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	1,6	1,6
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$		21710
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	-	11994
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	-	
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	-	
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	-	
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	287	7078
Exportations	millions \$	-	12093
Exportations - Importations	millions \$	-	5015
Taux de couverture	%		171
Dette extérieure	millions \$		
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	-	2
Surfaces irriguées	1000 Ha	-	1
Paturages	1000 Ha	134	134
Surfaces boisées	1000 Ha	2	2
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	0,5	0,2
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,002	0,001
Engrais /Hectare	Kg / Ha		
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	-	74
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	61,3	1061
Export. agro-alimentaires	millions \$	11,9	125
Export. AA - Import. AA	millions \$	-49,4	-936
Export. AA / Export. Tot.	%	-	1
Import. AA / Import. Tot.	%	21,40	15

KOWEIT

Principaux partenaires commerciaux
Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : KOWEIT
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés
(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Moutons	5,1	9,3
Cigarettes	19,5	7,0
Blé	0,8	4,5
Contreplaqué		3,9
Viande de poulet	1,5	3,4
Riz	5,8	3,3
Bois découpé	2,0	2,8

Principaux produits exportés
(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Cigarettes	51,9	13,8
Farine de blé		9,8
Bois découpé		8,1
Sucre		4,3
Noix muscade		4,2
Contreplaqué		3,3

KOWEIT

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	1,7	3,0	4,7

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN	1985	2000	2025
	1982-84			
Céréales	170,1	304	505	816
Blé	81,7	146	242	392
Tubercules	18	32	53	86
Sucre	46,7	83	138	224
Légumineuses	4,9	9	14	23
Noix-amandes	6,5	12	19	311
Légumes	138,4	247	411	664
Fruits	128,3	229	381	615
Viande	83,5	149	248	400
Poulet	35,2	63	104	169
Poissons	6	11	18	29
Lait	153,6	274	456	736
Corps gras	18,7	33	55	89
Huiles végétales	13,6	242	40	65
Huile d'olive	1,8	3	5	8

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3310
Origine végétale	2463
Origine animale	847
Total protéines (grs)	98,7
Origine végétale	44,5
Origine animale	54,1

Fiches statistiques

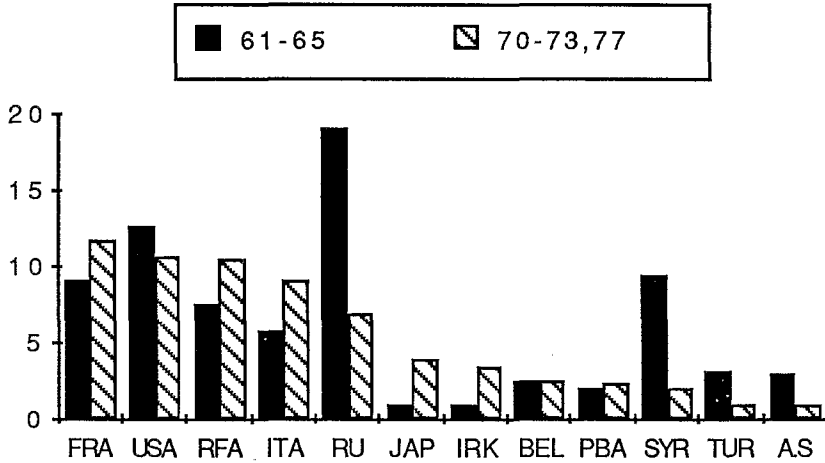
LIBAN

PAYS : LIBAN

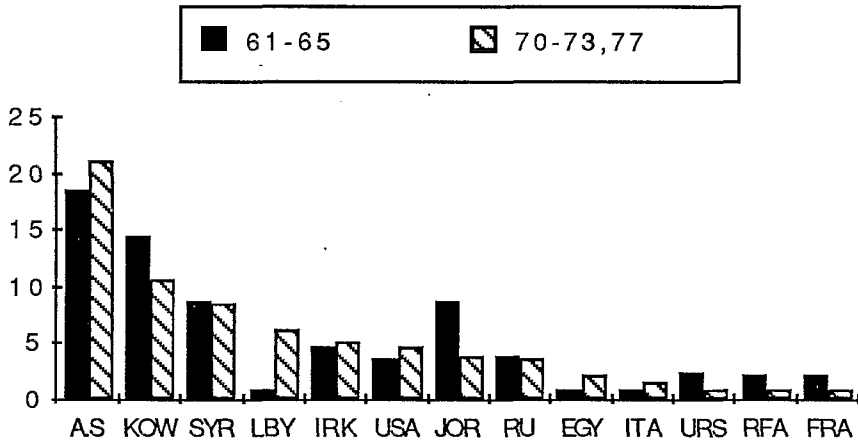
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	2,4	2,67
Population urbaine	millions	0,85	
Population active totale (PAT)	millions	0,58	0,77
Population agricole	millions	0,63	0,31
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	0,17	0,09
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	29,1	11,7
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	1964	
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	965,5	
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	257	
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	11,6	
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	1530	
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	415	
Exportations	millions \$	65	
Exportations - Importations	millions \$	-350	
Taux de couverture	%	16	
Dette extérieure	millions \$		
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	276	
Surfaces irriguées	1000 Ha	49	
Paturages	1000 Ha	8	
Surfaces boisées	1000 Ha	95	
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	1,4	
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,11	
Engrais /Hectare	Kg/Ha	62,3	
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	189	
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	99,5	
Export. agro-alimentaires	millions \$	27	
Export. AA - Import. AA	millions \$	-72,5	
Export. AA / Export. Tot.	%	41,50	
Import. AA / Import. Tot.	%	24,00	

LIBAN

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : LIBAN
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Blé	9,9	7,5
Bovins		5,1
Café vert	1,3	4,6
Viande bovine		3,9
Bois découpé	4,9	3,7
Fromage	2,0	3,6
Maïs	1,2	3,0

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Agrumes	14,0	17,2
Pommes	13,9	15,3
Pommes de terres	2,7	11,0
Oeufs de poule		6,2
Raisin	0,4	6,0
Tabac	5,0	3,9
Huiles végétales		3,7

LIBAN

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE

	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	2,7	3,7	5,2

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN 1982-84	1985	2000	2025
Céréales	133,3	355	482	696
Blé	118,5	316	429	619
Orge	0,6	1	2	3
Tubercules	33,3	89	120	174
Sucre	33,9	90	123	177
Légumineuses	18	48	65	94
Noix-amandes	9,1	24	33	47
Légumes	125,3	334	453	654
Fruits	142,7	381	516	745
Viande	44,7	119	162	233
Poulet	20,5	55	74	107
Poissons	0,5	1	2	3
Lait	75,7	202	274	395
Corps gras	22,8	61	82	119
Huiles végétales	14,7	39	53	77
Huile d'olive	4,3	11	15	22

Ration journalière (1982-84)

Total calories	2947
Origine végétale	2350
Origine animale	597
Total protéines (grs)	84,8
Origine végétale	53
Origine animale	31,8

Fiches statistiques

OMAN

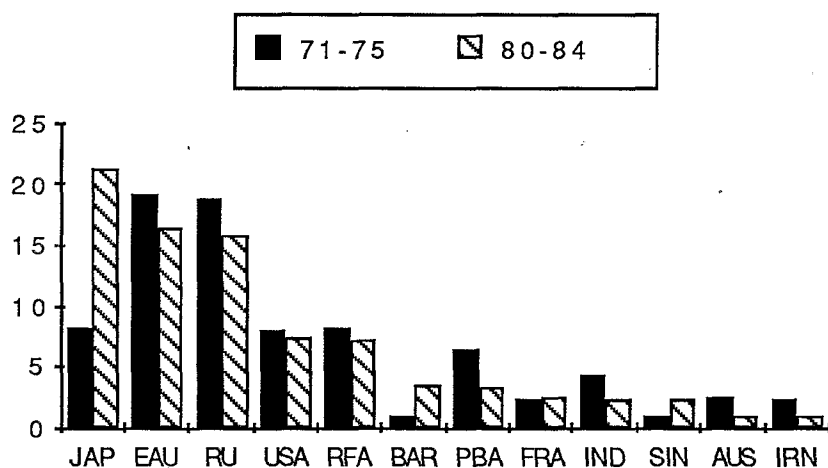
PAYS : OMAN

	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	0,54	1,2
Population urbaine	millions	0,02	0,11
Population active totale (PAT)	millions	0,12	0,3
Population agricole	millions	0,38	0,7
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	0,11	0,18
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	86	59
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)*	millions \$	54	7020
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	100	5850
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	36	
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	67	
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	327	
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	14	1794
Exportations	millions \$	2	1676
Exportations - Importations	millions \$	-12	-118
Taux de couverture	%	14	93
Dette extérieure	millions \$		1570
FACTEURS DE PRODUCTION			
Sufaces cultivées	1000 Ha	24,5	47
Surfaces irriguées	1000 Ha	21,5	41
Paturages	1000 Ha		1000
Surfaces boisées	1000 Ha		
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	0,23	0,26
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,05	0,04
Engrais/Hectare	Kg/Ha		26
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares		360
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$		132
Export. agro-alimentaires	millions \$		16
Export. AA - Import. AA	millions \$		-116
Export. AA / Export. Tot.	%		1
Import. AA / Import. Tot.	%		7,3

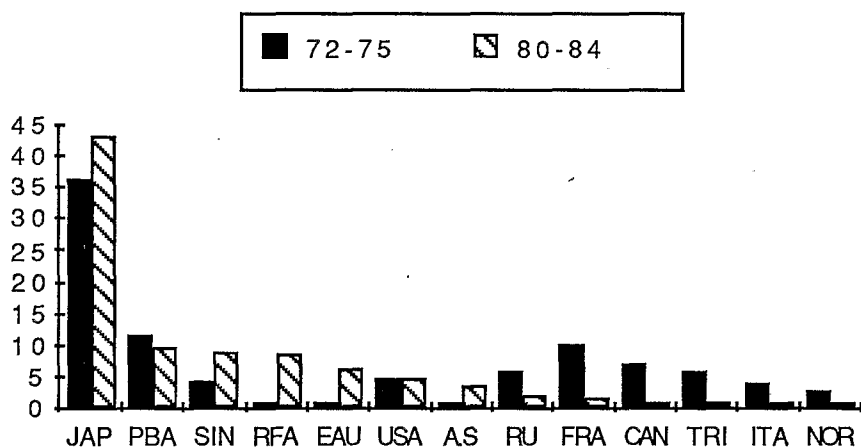
* PIB 81-85 non disponible, remplacé par PNB

OMAN

Principaux partenaires commerciaux Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : OMAN
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits Importés
 (en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Riz	11,1	8,3
Boissons non alcool.		6,0
Bois découpé		5,5
Viande de poulet	2,0	5,2
Viande ovine		5,2
Contreplaqué		4,9
Cigarettes		4,5
Oranges		3,5
Lait	7,0	3,5
Blé		3,3

Principaux produits exportés
 (en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Poisson congelé		30,2
Citrons, limes		11,3
Farine de blé		5,3
Pâtisserie		4,2
Cigarettes		4,1
Moutons		3,3

Fiches statistiques

QATAR

PAYS : QATAR

UNITES VALEURS VALEURS
1961-65 1981-85

POPULATION

Population totale	millions	0,06	0,32
Population urbaine	millions		
Population active totale (PAT)	millions		0,15
Population agricole	millions		
Pop. Active Agricole (PAA)	millions		
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%		

PRODUCTION

Produit National Brut (PNB)*	millions \$		6177
Produit par habitant (PNB/HT)	\$		19610
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$		
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%		
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$		

ECHANGES INTERNATIONAUX

Importations	millions \$	49	693
Exportations	millions \$	150	1994
Exportations - Importations	millions \$	101	1301
Taux de couverture	%	306	288
Dette extérieure	millions \$		653

FACTEURS DE PRODUCTION

Surfaces cultivées	1000 Ha		4
Surfaces irriguées	1000 Ha		
Paturages	1000 Ha		85000
Surfaces boisées	1000 Ha		1200
Surfaces cultivées / PAA	Hectares		
Surfaces cultivées / Population	Hectares		0,001
Engrais/Hectare	Kg/Ha		
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares		105

ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES

Import. agro-alimentaires	millions \$		78
Export. agro-alimentaires	millions \$		
Export. AA - Import. AA	millions \$		-78
Export. AA / Export. Tot.	%		✓
Import. AA / Import. Tot.	%		11,3

PAYS : QATAR
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés
 (en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Moutons		14,2
Viande de poulet		6,7
Fruits		5,1
Boissons non alcool.		4,5
Noix muscade		4,3
Riz		4,1
Blé		3,8
Légumes frais		3,4
Lait		3,1
Huiles		2,7

Fiches statistiques

SYRIE

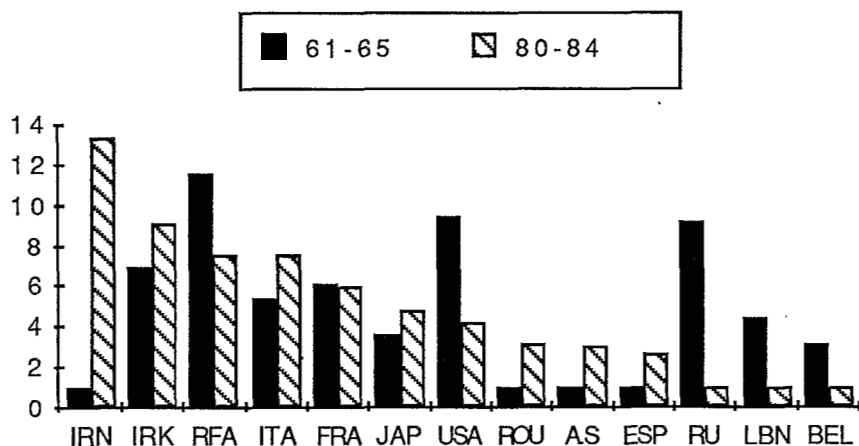
PAYS : SYRIE

	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	5,26	10,5
Population urbaine	millions	2,11	5,15
Population active totale (PAT)	millions	1,34	2,6
Population agricole	millions	2,78	2,88
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	0,7	0,71
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	52,1	27,5
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	1894,2	16370
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	377,4	1557
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	629	3601
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	29,4	22
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	901	5072
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	227	4338
Exportations	millions \$	175	1909
Exportations - Importations	millions \$	-52	-2429
Taux de couverture	%	77	44
Dette extérieure	millions \$		3566
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha	6523	5654
Surfaces irriguées	1000 Ha	579	617
Paturages	1000 Ha	6204	8319
Surfaces boisées	1000 Ha	446	498
Surfaces cultivées / PAA	Hectares	9,4	7,96
Surfaces cultivées / Population	Hectares	1,24	0,53
Engrais /Hectare	Kg / Ha	2,7	38,7
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares	1033	149
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	50	757
Export. agro-alimentaires	millions \$	62	94
Export. AA - Import. AA	millions \$	12	-663
Export. AA / Export. Tot.	%	35,40	4,9
Import. AA / Import. Tot.	%	22,00	17,4

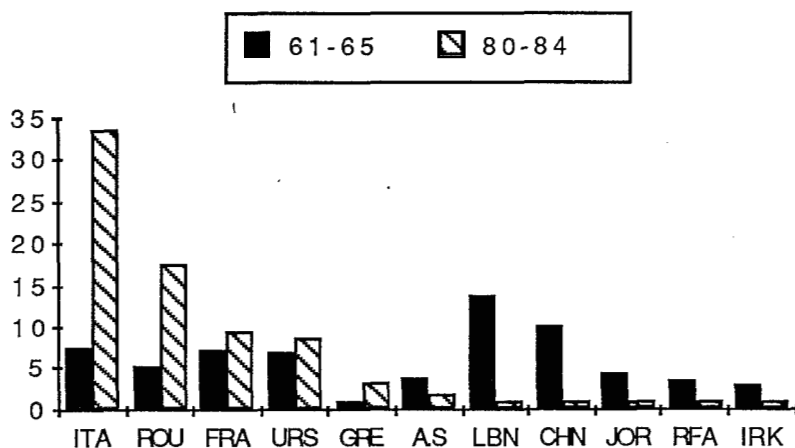
SYRIE

Principaux partenaires commerciaux

Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : SYRIE
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés
(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Blé		12,3
Sucre		8,6
Maïs	0,5	5,8
Farine de blé	5,0	5,7
Riz	5,9	4,6
Beurre	0,3	4,4
Bois découpé	8,6	4,0

Principaux produits exportés
(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Coton ouate	53,0	61,0
Pois chiche		3,5
Laine	2,1	2,3
Lentilles	2,6	1,6

SYRIE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE				
		1985	2000	2025
POPULATION TOTALE				
(en millions d'habitants)		10,5	18,1	32,2
RATION PAR				
PRODUITS	TETE	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	EN KG / AN	(en milliers de tonnés)		
	1982-84	1985	2000	2025
Céréales	185,6	1964	3360	5988
Blé	169,6	1795	3070	5472
Orge	1,4	15	25	45
Tubercules	24,6	260	445	794
Sucre	47,5	503	860	1583
Légumineuses	8,2	87	148	265
Noix-amandes	13,2	140	239	426
Légumes	218,0	2307	3946	7034
Fruits	153,0	1619	2770	4937
Viande	25,4	269	460	820
Porc	0,1	1	2	3
Poulet	7,8	83	141	252
Poissons	1,5	16	27	48
Lait	79,2	838	1434	2555
Corps gras	17,2	182	311	555
Huiles végétales	12,3	130	223	397
Huile d'olive	5,3	56	96	171

Ration journalière (1982-84)

Total calories	3121
Origine végétale	2691
Origine animale	429
Total protéines (grs)	84
Origine végétale	60
Origine animale	24

Fiches statistiques

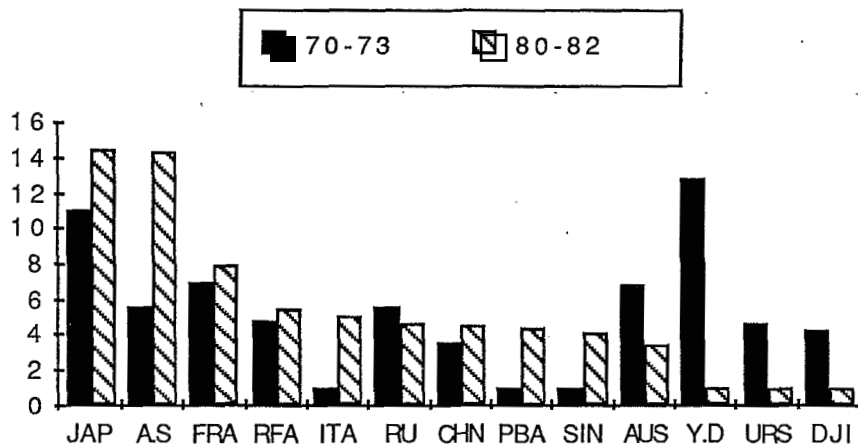
YEMEN ARABE

PAYS : YEMEN ARABE

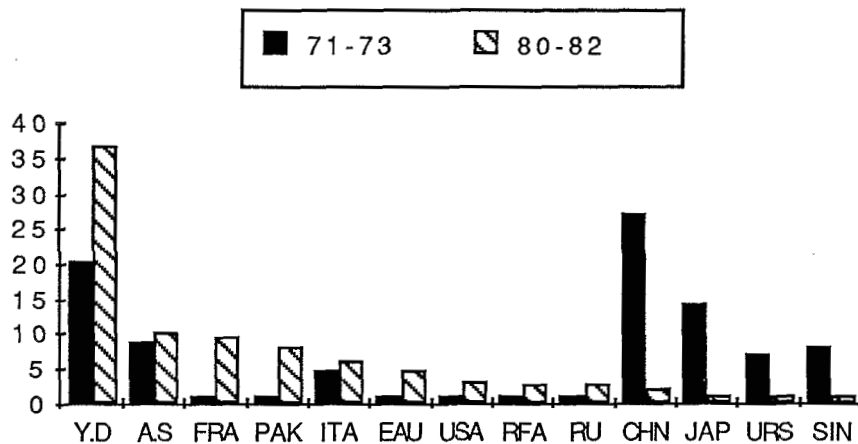
	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	4,99	6,85
Population urbaine	millions	0,23	1,3
Population active totale (PAT)	millions	1,32	1,68
Population agricole		3,55	4,51
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	1,04	1,1
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	79	65,8
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)		470,4	3700
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	98,6	540
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	366	1258
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	72	34
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	350	1143
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	27	1571
Exportations	millions \$	3	31
Exportations - Importations	millions \$	-24	-1540
Taux de couverture	%	11	2
Dette extérieure			2035
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées		1140	1351
Surfaces irriguées	1000 Ha	82	245
Paturages	1000 Ha	7000	7000
Surfaces boisées	1000 Ha	400	1600
Surfaces cultivées / PAA	1000 Ha	1	1,23
Surfaces cultivées / Population	Hectares	0,23	0,19
Engrais /Hectare	Kg/Ha		12,5
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares		628
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires		-	509
Export. agro-alimentaires	millions \$	-	8
Export. AA - Import. AA	millions \$	-	-501
Export. AA / Export. Tot.	millions \$	-	25,3
Import. AA / Import. Tot.	%	-	32,4

YEMEN ARABE

Principaux partenaires commerciaux
Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : YEMEN ARABE
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés
(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Viande de poulet		13,0
Blé		12,8
Lait	0,6	9,9
Sucre	66,2	7,5
Farine de blé	2,8	6,8
Riz	2,3	3,4
Oranges	3,4	3,4
Pommes	3,3	3,2

Principaux produits exportés
(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Pâtisserie		53,7
Coton ouate	30,2	23,9
Jus de fruits		10,2
Sucre		4,9
Poulets		2,4
Légumes frais		1,0

REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN

	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	6,5	10,0	16,5

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN	1985	2000	2025
	1982-84			
Céréales	178	1165	1755	2931
Blé	86	563	848	1416
Orge	5,4	35	53	89
Tubercules	21,8	143	215	359
Sucre	19,6	128	193	323
Légumineuses	7,8	51	77	128
Noix-amandes	0,7	4	7	11
Légumes	49,8	326	491	820
Fruits	37,5	245	370	617
Viande	19,4	127	191	319
Poulet	8	52	79	131
Poissons	3,1	20	30	51
Lait	49,7	325	490	818
Corps gras	6,4	42	63	105
Huiles végétales	5,1	33	50	84

Ration journalière (1982-84)

Total calories	2212
Origine végétale	1985
Origine animale	227
Total protéines (grs)	66,1
Origine végétale	51,2
Origine animale	15

Fiches statistiques

YEMEN DEMOCRATIQUE

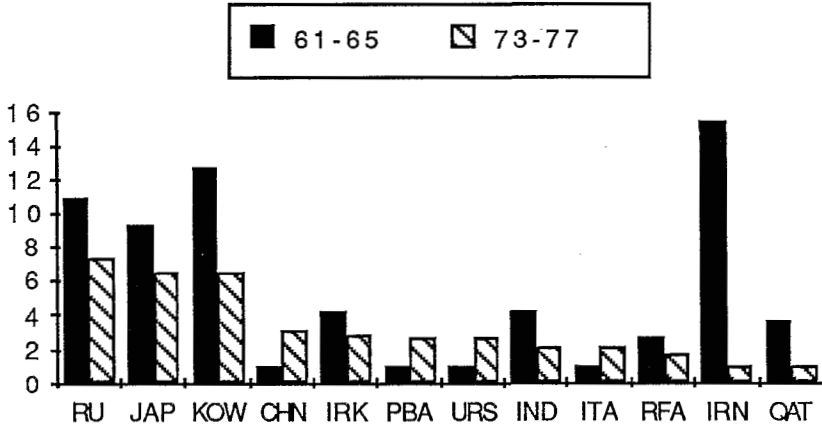
PAYS :YEMEN DEMOCRATIQUE

	UNITES	VALEURS 1961-65	VALEURS 1981-85
POPULATION			
Population totale	millions	1,11	2,14
Population urbaine	millions	0,28	0,79
Population active totale (PAT)	millions	0,38	0,56
Population agricole	millions	0,73	0,78
Pop. Active Agricole (PAA)	millions	0,21	0,2
Pop. Act. Agr. PAA/PAT	%	54,3	36,4
PRODUCTION			
Produit Intérieur Brut (PIB)	millions \$	267	900
Produit par habitant (PIB/HT)	\$	224	420
Prod. Int. Brut Agr. (PIBA)	millions \$	57	
Prod. Agr. PIBA/Prod. Tot. PIB	%	20	
Prod. Agr. PIBA/Pop. Act. Agr. PAA	\$	274	
ECHANGES INTERNATIONAUX			
Importations	millions \$	285	1599
Exportations	millions \$	190	686
Exportations - Importations	millions \$	-95	-913
Taux de couverture	%	67	43
Dettes extérieures			
FACTEURS DE PRODUCTION			
Surfaces cultivées	1000 Ha		167
Surfaces irriguées	1000 Ha	4	62
Paturages	1000 Ha	9065	9065
Surfaces boisées	1000 Ha	2610	1560
Surfaces cultivées / PAA	Hectares		0,83
Surfaces cultivées / Population	Hectares		0,07
Engrais /Hectare	Kg		11,9
Surfaces cultivées/Tracteur	Hectares		151
ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES			
Import. agro-alimentaires	millions \$	-	263
Export. agro-alimentaires	millions \$	-	20
Export. AA - Import. AA	millions \$	-	-243
Export. AA / Export. Tot.	%	-	2,9
Import. AA / Import. Tot.	%	-	16,4

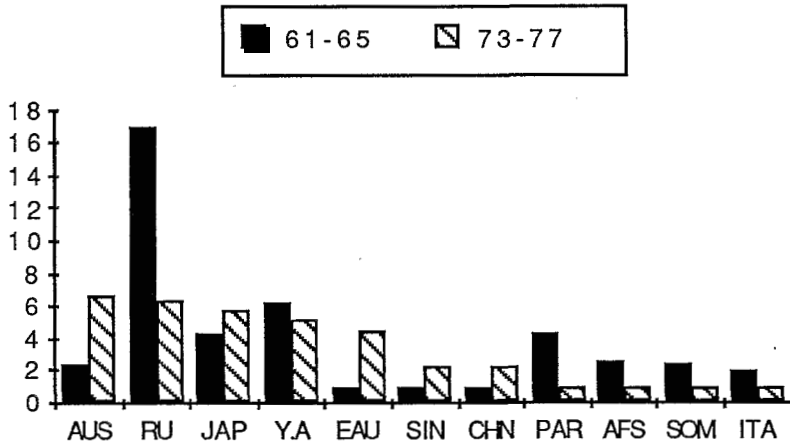
YEMEN DEMOCRATIQUE

Principaux partenaires commerciaux

Pays fournisseurs (en % des importations totales)



Pays clients (en % des exportations totales)



PAYS : YEMEN DEMOCRATIQUE
PRINCIPAUX PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES ECHANGES

Principaux produits importés

(en % du total des importations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Blé	4,9	18,4
Lait	0,9	12,4
Sucre	9,1	8,8
Riz	6,9	7,0
Moutons	2,2	5,5
Pain		4,3
Thé	3,5	3,9
Viande de poulet	0,3	3,3

Principaux produits exportés

(en % du total des exportations agro-alimentaires)

	1961-65	1982-85
Mollusques, Crustacés		34,9
Miel		13,9
Coton ouate	12,4	10,3
Tabac	1,9	7,0
Café vert	10,6	3,0

YEMEN DEMOCRATIQUE

DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE			
	1985	2000	2025
POPULATION TOTALE			
(en millions d'habitants)	2,1	3,3	5,6

PRODUITS	RATION PAR	DEMANDE ALIMENTAIRE TOTALE		
	TETE	(en milliers de tonnes)		
	EN KG / AN	1985	2000	2025
	1982-84			
Céréales	179,9	382	595	1013
Blé	99,8	212	330	562
Tubercules	6,4	14	21	36
Sucre	24,3	52	80	137
Légumineuses	0,9	2	3	5
Noix-amandes	5,9	13	19	33
Légumes	38,1	81	126	214
Fruits	56,9	121	188	320
Viande	14,4	31	48	81
Poulet	4,1	9	14	23
Poissons	25	53	83	141
Lait	94,6	201	313	532
Corps gras	7,7	16	25	43
Huiles végétales	2,6	5	9	15

Ration journalière (1982-84)

Total calories	2282
Origine végétale	1929
Origine animale	352
Total protéines (grs)	67,6
Origine végétale	44,5
Origine animale	23,1

Note relative aux indices de concentration et de diversification.

Source : Manuel de statistiques du Commerce International et du Développement. CNUCED. 1986.

L'indice de concentration permet une distinction plus facile des pays dont la structure des exportations est fortement concentrée. L'indice de "diversification" joue le même rôle dans le cas des pays ayant une forte diversification des exportations.

Les deux indices varient entre 0 et 1, le dernier chiffre cité représentant le maximum de concentration.

Les produits exportés sont ceux de la CTCI ; cependant, seuls les produits ayant une valeur supérieure à 50 000 dollars en 1970 ou à 100 000 dollars en 1983 ou comptant pour plus de 0,3 pour cent des exportations totales du pays sont inclus.

Indice de diversification :

Déviation absolue de la structure du pays par produit par rapport à la structure mondiale comme ci-dessous :

$$S_j = \frac{\sum_i |h_{ij} - h_i|}{2}$$

où h_{ij} = part du produit i dans le total des exportations du pays j ;
 h_i = part du produit i dans le total des exportations mondiales.

Indice de concentration :

Indice de Hirschman normalisé pour obtenir des valeurs comprises entre 0 et 1 (concentration maximale) d'après la formule suivante :

$$H_j = \frac{\sqrt{\sum_{i=1}^{182} \left(\frac{x_i}{X} \right)^2} - \sqrt{1/182}}{1 - \sqrt{1/182}}$$

où j = indice du pays

x = valeur des exportations du produit i ;

$$X = \sum_{i=1}^{182} x_i$$

et 182 correspond au nombre de groupes de la CTCL.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

(Intensification agricole, urbanisation, alimentation, environnement, politiques agricoles et alimentaires.)

AUSTIN James E.

- Confronting urban malnutrition : the design of nutrition programs, World Bank, Staff occasional papers, n° 28, Baltimore London : The John Hopkins Uni-Press, 1980.

BANQUE MONDIALE

- Food policy analysis / C.P. TIMMER, Z.P. FALCON and S.R. PEARSON (A world bank publication) 1983, 301 p.

BERG Alan

- Malnourished people : a political view poverty and basic needs series, june 1981, World Bank, Washington D.C., 1981, 108 p.

CHAVANNE Yves

- L'agriculture industrielle en crise. Paris, Syros, 1984, 124 p.

CHONCHOL Jacques

- Le défi alimentaire dans le monde : la faim dans le monde. Larousse, 1987, Paris, 271p.

DATAR

- Scénarios pour l'an 2000

EPSTEIN T. Scarlett

- Urban food marketing and third world rural development : the structure of producer-seller markets. London, Canberra, Croom Helm, 1982, 260p.

FAO

- L'aide alimentaire en chiffres 1983. 1984 Rome.

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE

- Food needs of developing countries projections of production and consumption to 1990, Washington, IFPRI, 1977, 157p.

INRA, Paris

- Systèmes de production et transformation de l'agriculture. INRA Paris, 1985, 2 vol.

LABYS Walter C., POLLAK Peter K.

- Commodity models for forecasting and policy analysis. Croom Helm Ltd, 1984, Beckenham, 209 p.

LESCANNE Philippe

- Stratégies internationales : choix et coûts pour les produits alimentaires transformés. Paris, CACEPA, 191p.

MALASSIS Louis et PADILLA Martine

- Typologie mondiale des modèles agro-nutritionnels, INRA-IAMM, Août 1982, 87p.

MARQUET Yannick

- Les marchés à terme et le monde agricole en l'an 2000 : perspectives pour l'avenir. Journées d'études, Paris, 4-5 décembre 1985, Paris, Economica, 1985, 172p.

OCDE

- OECD Work on food and agriculture 1974-1984. Report to the world food council, Paris, 1984.

OCDE

- La politique alimentaire/OCDE - Paris : OCDE 1981-76p.

ONU - Commission Economique pour l'Europe

- Instruments économiques propres à favoriser l'utilisation rationnelle de l'eau pour l'irrigation. Genève, ONU, 1986, 27p.

OCDE

- Politiques nationales et échanges agricoles. Organisation de Coopération et de Développement Agricoles. Paris, 1987 (OCDE)

PHILIPPE Bernard

- Politique agricole européenne et marchés mondiaux (Enjeux et conflits de 1958 à 1984). Paris, Economica, 1986, 267p.

SCHNEIDER Hartmut

- Satisfaction des besoins alimentaires dans un monde en évolution, OCDE, Paris, 1984, 163 p.

ALTERSIAL (Alternatives Technologiques et Recherches sur les Industries Agricoles et Alimentaires)

- Nourrir autrement. Ministère de la Coopération et du Développement, 1981, Paris, 255 p.

C.E.E. Bruxelles

- L'impact des biotechnologies sur le Tiers-Monde. Colloque organisé dans le cadre du Programme Fast de la Commission des C.E., en coopération avec le C.N.R.S. et l'UNESCO, 2-4 février 1982. Paris, CNAM, 1982, 268p.

DUCROCQ Michel

- Les bases de l'irrigation. Paris, Technique et Documentation, 1987, 117p.

FAO

- Perspectives de l'alimentation. Suppl. Stat. 1986, Rome, FAO, 1987, 45p.

APRIA

- Aliment 2000. Les entreprises agro-alimentaires et la recherche développement. Colloque, 15 mai 1986, Paris, APRIA, Paris, 1986, 210p.

VOISIN M.

- Usines agro-alimentaires de demain. Conférences du colloque 15-16 octobre 1985, Paris, APRIA, 1985, 137p.

ARTICLES GENERAUX

"Les effets d'entraînement de l'industrie sur l'agriculture : leurs aspects économiques, sociaux et culturels pour un développement intégré centré sur l'homme" in **MONDES EN DEVELOPPEMENT**, n° 31/32, 1980.

"Spotlights on the symposium of protecting the environment from the pollution" in **ECOMIC BULLETIN**, National Bank of Egypt, vol XXXV, n° 1, 1982, pp 5-10.

"Le modèle agricole en débat : la dimension internationale" in **LETTRE DE SOLAGRAL**, n° 9/1982, pp 5-18 (dossier).

"Commerce extérieur - concilier besoins et ressources" in **REVOLUTION AFRICAINE**, n° 978, pp 23-29, 19 novembre 1982.

"Alimentation et aliments" in **ECONOMIE RURALE**, n° 154, mars-avril 1983, pp 3-53.

"Problèmes internationaux d'économie agricole" in numéro spécial de la revue **ECONOMIE RURALE**, n° 156, juillet/août 1983.

"La nutrition, l'alimentation et l'homme". Consommation et société" in **BIMA**, n° 1121, 16-23 octobre 1983, pp 29-32.

"La nutrition, l'alimentation et l'homme" in **BIMA** numéros 1121, 1122, 1123, octobre 1985

"Les gens sont pressés, les plats sont cuisinés" in **RIA**, n°335, 22 octobre 1984, pp 20-22.

"Les filières agro-alimentaires" in dossier **AGRISCOPE**, printemps 84, n° 3, pp 6-96

"L'agriculture et les Tiers-Mondes" in **CHAMBRES D'AGRICULTURE**, n°714, décembre 1984, Suppl.

"Survivre dans les villes du Tiers-Monde : aliments et énergie" in **ECONOMIE ET HUMANISME**, n° 282, mars-avril 85, pp. 5-42.

"Recherche et Technologie : un programme prioritaire pour les IAA" in **BIMA**, n° 1123, 30 oct. 1985, pp 7-10 et 27-31.

"Nutrition de l'effort. Réunion de la Société de Nutrition et de Diététique de langue française" in **CAHIERS DE NUTRITION ET DIETETIQUE**, fasc. 2, avril 1986, pp: 103-166.

"Le commerce agro-alimentaire en l'an 2000" (dossier) in **BULLETIN D'INFORMATION DE LA MUTUALITE AGRICOLE**, n° 381, septembre 86, pp 4-6.

"Economie agro-alimentaire" in **Cahiers du CREAD**, n° 7/8, 3ème et 4ème trimestre 1986, 199 p.

"Le facteur crise dans l'alimentation de demain et dans le marketing des produits nouveaux" in **AGRA-ALIMENTATION**, spécial produits et marchés, 4 p.

"Consommer en l'an 2000" in **ECONOMIE ET FINANCES AGRICOLES**, Février 1987, pp. 3-28.

"Santé, agriculture, développement rural" in **ALIMENTATION ET NUTRITION**, vol. 13, n° 1, 1987, pp. 16-46

KEEN (Montagne)
"Vers l'an 2000.... et après" (sous la direction de) Marguerite BOUCHER in **LES CAHIERS FRANCAIS**, n° 232, juillet-septembre 1987.

"Produits alimentaires : "La tradition" regroupe toujours une majorité de consommateurs devant "la modernité" et "l'héritage" selon une étude de la Société BBA" in **AGRA-ALIMENTATION**, n° 1097, 17 décembre 1987, Spécial produits et marchés, pp.1-3.

ADAM Michel

"La contre culture Coca-Cola : le mirage des objets et la dépendance du consommateur dans le Tiers-Monde", in **L'HOMME ET LA SOCIÉTÉ**, n° 55-58, janvier-décembre 1980, pp. 149-160.

BRAUN Armelle

"Paupérisation, malnutrition, désintégration", **CERES**, n° 77, septembre-octobre 1980, pp. 34-37.

BUTAULT J.P.

"Les effets de l'intensification de la production laitière sur le revenu des exploitations agricoles" in **ECONOMIE RURALE**, n° 146, novembre-décembre 1981, pp. 14-19.

D'HAENES S.

"Essai d'analyse du fonctionnement des modèles de consommation dans les pays sous-développés", in **L'HOMME ET LA SOCIÉTÉ**, n° 55-58, janvier-Décembre 1980, pp. 179-197.

FAO

"La situation alimentaire et l'enfant -vue d'ensemble-", **ALIMENTATION ET NUTRITION**, vol. 5, n° 1, 1979, pp. 4-9.

FRONTIER G.

"L'importance du secteur agricole et des échanges de produits agro-alimentaires" in **MOCI**, n° 665, 24 juin 1985, pp. 71-76 et n° 666, 1er juillet 1985, pp. 47-52.

GRIGNON Cl.

"Les conditions sociales de l'intensification" in **ECONOMIE RURALE**, n°146, novembre-décembre 1981, pp.3-13.

GUILLAUME F.

"Nourrir les hommes" in **LE MONDE**, 20 novembre 1984

KAYSER Bernard

"Pauvreté urbaine, pauvreté rurale : le partage des miettes" revue **TIERS-MONDE**, tome XX, n° 80, octobre-décembre 1979, pp.693-702.

KOK PENG Khor "L'action du consommateur : une approche du Tiers-Monde", CERES, n° 81, mai-juin 1981, pp. 31-34.

LAURET F.

"Filières et systèmes agro-alimentaires" in ECONOMIES ET SOCIETES, numéro spécial, mai 1983, n° 5, pp.721-921.

LEFEVRE Denis

"Roquette story", "La guerre des sucres" in RIA, n° 370, juin-juillet 1986, pp. 47-55.

LOUMEAU Ph.

"La chaîne agro-alimentaire : structure économique 1974-1983" (FRANCE) in CAHIERS DU BAC, n°2, août 1986, pp. 3-44.

MAYROGIANNIS D.

"La rénovation du mouvement coopératif grec par l'éducation et la formation" in REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL, n°5, septembre-octobre 82.

MITTENDORF J.J. et ABBOT C.

"Ravitailier les pauvres des villes : un défi aux structures en place, CERES, n°72, novembre-décembre 1979, pp. 26-32

MITTENDORF H.J. et HERTAG O.

"Frais de commercialisation de certains des principaux produits alimentaires dans les pays en développement et marges correspondantes, Alimentation et nutrition, vol.8, n°1, 1982, pp.27-31.

POLIAKOFF J.

"Stratégie du développement alimentaire et agricole du Tiers-Monde durant les prochaines décennies. Perspectives pour le XXIème siècle" in INDUSTRIES ET TRAVAUX D'OUTRE-MER, n° 326, janvier 1980, pp.5 à 11.

RIEGEL Jean Marie

"Pour une nouvelle politique d'orientation : la diversification des productions agricoles" Chambres d'Agriculture, 53(689), Paris, novembre 1982, supp. pp.1-73.

ZENTAR Amar

"Le temps de vivre" in REVOLUTION AFRICAINE, n° 1212, 15/07/83, pp. 12-21.

BASSIN MEDITERRANEEN

OUVRAGES

ALLAYA Mahmoud, ALLAYA Marie-Claire, GHERSI Gérard, MADELAINE Catherine, PAPAYANNAKIS Michel

- Alimentation et agriculture en Méditerranée : autosuffisance ou dépendance ? Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen - Paris : Editions Publisud, 1984, 214 p.

ALLAYA M., PADILLA M. et MADELAINE C.

- Evolution des modèles de consommation alimentaire en Tunisie. Montpellier, Institut Agronomique Méditerranéen (IAM.M) 1983 - 22p.

ALLAYA Mahmoud

- L'approvisionnement alimentaire des pays de la Méditerranée du Sud. Montpellier, IAM, 1985, 71p.

ALLAYA Marie-Claire, ALLAYA Mahmoud

- Le secteur agricole et ses perspectives à l'horizon 1990 : Pays arabes - Bruxelles : Commission des Communautés Européennes. 1981-126 p.

AMIN Samir

- L'économie arabe contemporaine - Paris : Editions de Minuit, 1980 .80 p. (Coll. Documents).

AMOURI Ibrahim, BOUJBEL Mohsen

- Population et production alimentaire au Maghreb-Rome: FAO 1979.13p.

ASSISES MEDITERRANEENNES 2

- Assises Mohamedia Maroc, 1987. 2ème Assises Méditerranéennes, 2-5 fév. 1987.

ECHANGES MEDITERRANEENS, Marseille, Colloque 1980, Arles.- La Méditerranée face à la crise alimentaire : des choix urgents, dossier de synthèse, Arles du 24 au 26 avril 1980 (supplément à la Lettre d'Informations, n° 24) + communications, 18 fascicules.

DEJEANT-PONS (Maguelone)

- Protection et développement du Bassin Méditerranéen : Textes et documents internationaux, préface de Serge Antoine. Paris, Economica, 1987, 414 p.

DE SOUSA Alfredo

- Fonctions de consommation dans les économies africaines, Editions Cujas, Paris.

DREVET J.F.

- La Méditerranée, nouvelle frontière pour l'Europe des 12 ? Paris, Khartala, 1986.

EL SHERBINI Abdel Aziz (sous la direction de)

- Food security issues in the Arab near east. A report of the United Nations Economic Commission for Western Asia Pergannon Press, Oxford, U.K., 1979, 241p.

EL ZAIM (Issam)

- An industrial assessment of the economies of the organization of the islamic conference member countries. Louvain : Université Catholique de Louvain. CERMAC, 1982, 81p.

ELSENHANS Hartmut

- Le monde arabe et l'Europe dans la nouvelle division internationale : rapport pour le Colloque Euro-Arabe, diagnostics et perspectives - Louvain La Neuve, 2-3 déc. 1982.

FAO Rome

- Politiques et planification économique dans les pays arabes et méditerranéens - 1981.

FAO

- Structures agricoles dans le Bassin Méditerranéen - Rome, FAO, 1973

FEDERATION EUROPEENNE DE ZOOTECHNIE (FEZ) Rome, Symposium, 1983, Ankara, Turquie.

- International symposium on production of sheep and goat in mediterranean area. Ankara, 17-21 octobre 1983/FEZ, 384 p.

GROUPE DE RECHERCHES SUR L'ECONOMIE ETM LES SOCIETES DE LA MEDITERRANEE ET DU MOYEN-ORIENT (GRESMO) Grenoble, Colloque, 1981.

- L'industrialisation du Bassin Méditerranéen. Actes du colloque organisé par le GRESMO, juin 1981/P.U. de Grenoble, 1983, 302p.

ISIS

- Bibliographie "Effets de l'élargissement sur le commerce des pays méditerranéens tiers".-CCI, Paris, 1987.

JACQUET Florence

- L'avantage des Etats-Unis dans l'économie céréalière mondiale : le cas du blé, IAM, juillet 1985, 313p.

KRINGS Marion

- Notes bibliographiques sur les stratégies alimentaires" -Paris-CIHEAM, 1985.

LABONNE M., HIBON A.

- Futur agricole et alimentaire de la Méditerranée arabe
Montpellier : INRA (Série écono. et sociologie rurales) 1978, 145 p.

LABONNE M., MARTINI P.

- Perspectives de coopération entre quatre pays du Nord de l'Afrique en vue de favoriser la sécurité alimentaire. Document de travail. Addis Abeba, 1984.

LABONNE Michel- Note introductive sur les problèmes agricoles en Méditerranée. Quelques repères par rapport à des scénarios contrastés à l'horizon 2025. Plan Bleu. Sophia Antipolis, 1985.

AYARI Chedli - Coopération arabo-africaine : les réalisations et les questions d'avenir - BADEA, 1984.

BERGER Alain

- Les problèmes de l'agriculture méditerranéenne in **LA MEDITERRANEE ENTRE LES SUPER PUISSANCES, PEUPLES MEDITERRANEENS**, Paris, juin 1982, 156p.

BUYSSSE Didier

- Elargissement de la CEE : Conséquences pour les pays méditerranéens. Bruxelles, Agence européenne d'informations, 1984, 193p.
C.E.E.

- Situation de l'Agriculture et de l'Approvisionnement alimentaires dans les pays méditerranéens et arabes et leur développement prévisible. CEE. in Informations sur l'Agriculture N°63 et 64, 220 et 281 p. juin 1979.

CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHE SUR LE MONDE ARABE CONTEMPORAIN DE L'ENVIRONNEMENT CATHOLIQUE DE LOUVAIN (CERMAC)

- Coopération euro-arabe - diagnostic et prospective. Actes du Colloque organisé à Louvain La Neuve 2-4 déc. 1982, sous la Direction de Bichara KHADEN.

CENTRE DE RECHERCHE EN ECONOMIE APPLIQUEE (CREA), ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ETUDES AGRONOMIQUES MEDITERRANEENNES (CIHEAM)

- Les modèles de consommation et les politiques alimentaires dans les pays du Maghreb. Séminaire international. Alger 17-19 décembre 1984. Organisé conjointement par le CREA Alger, la FAO Rome et l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAM)-401p.

CENTRE DE RECHERCHE ET D'ETUDES SUR LES SOCIETES MEDITERRANEENNES

- Villes et sociétés au Maghreb: étude sur l'urbanisation, CNRS, Paris, 1974, 232p.

CENTRE FRANCAIS DU COMMERCE EXTERIEUR (CFCE)

- Implantation des principaux pays exportateurs de produits agro-alimentaires du Moyen-Orient - Paris : CFCE, 1984-101p.

- La stratégie d'implantation des principaux pays exportateurs de produits agro-alimentaires vers la péninsule arabique - Paris : CFCE, 1982-127p.

COLLOQUES ECHANGES MEDITERRANEENS

- La Méditerranée face à la crise alimentaire : des choix urgents. Arles, 24-25-26 avril 1980. 129 p. (18 fascicules).

COLLOQUE ESPACES SOCIO-CULTURELS ET CROISSANCE URBAINE DANS LE MONDE ARABE (1977)

- L'espace social de la ville arabe (sous la direction de Dominique CHEVALIER), Paris, Maisonneuve et Larose, 1979, 363p.

COMMUNAUTES EUROPEENNES (Division Coordination de la Recherche Agronomique) Bruxelles.

- Problèmes agro-sylvo-pastoraux : Contributions aux problèmes de l'élevage ovin dans les pays méditerranéens. CE/Bruxelles, Coordination de la Recherche Agronomique, Direction Générale de l'Agriculture, 1986, 148p.

CONSEIL EUROPEEN DES JEUNES AGRICULTEURS (CEJA)

- Bruxelles 1986. Avignon-Nîmes-Montpellier. Assises Méditerranéennes pour le développement de l'agriculture du 3 au 7 février 1986. 10 documents.

COMMONWEALTH AGRICULTURE BUREAUX (CAB), London

- Céréales méditerranéennes (européennes) : maïs et sous-produits CAB, London, 1985 (24 références).

COMMONWEALTH AGRICULTURE BUREAUX (CAB) London

- Conférences dans les pays méditerranéens : bibliographie 1972-1986 CAB/London, 1986.

LANDSBERG (C.N.), ALEXANDRE (L.T.)- The agricultural potential of the Middle East. American Publi-Comp.,NC,New York,1981

LEFEBRE Nicolas- Les stratégies d'implantation des pays exportateurs de produits agro-alimentaires vers la péninsule arabique. Paris : Centre Français du Commerce Extérieur,1982.

LUCIANI G.

- The Mediterranean region : economic interdependance and the future of society - London and Canberra : Groo Helm...,1984.

O.A.D.A.

- Etude prospective de l'Economie alimentaire des pays arabes, Khartoum, 1978.

RONDIA, DEKER Gaston, JABARI Annette, ANTOINE Mustapha

- Produire plus de grain et de lait en Afrique du Nord : intensification de l'agriculture en sec de la région sub-humide. Tunisie, Ministère de l'Agriculture, Gembloux,396 p.

MARK MITCHELL- Agriculture and policy. Methodology for the analysis of developing country agricultural sectors.Amman:Abdul Hameed Shoman Foundation,1985 - 165 p.

MARTENS André

- L'économie des pays arabes - Paris : Economica,1983,195p.

NEESER Philippe

- Pour une contribution des professions agricoles et alimentaires au développement du Tiers-Monde.Rapport au Ministre de l'Agriculture AGPB,1984.

PEREZ-HULGADE Charles, GARCIA-VELAZQUEZ Antonio

- Indicateurs pour l'étude de l'évolution des échanges de grains en Méditerranée. Le cas du blé. Montpellier, IAM,LEI,1985,6 fasc.

PINKELE Carl, POLLIS A.

- The contemporary mediteranean world. Praeger publ. New York,1983,369p.

PLAN BLEU

- Perspectives sur le Bassin Méditerranéen (développement et environnement). Plan d'action pour la Méditerranée. Plan bleu 1ère phase - Marseille : Medi Media 1985,96 p.

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE (PAM)

- Perspectives sur le Bassin Méditerranéen (Développement et environnement) CAR/PB du PAM, Marseille, Méde-Média, 98p.

QUASEM Subhi

- Analyse des problèmes alimentaires dans les pays arabes (en arabe) - Amman : Abdul Hameed Shoman Foundation, 1982 - 358 p.

ROSENTHAL Glenda

- The mediterranean basin, its political and changing international relationships. University of Sussex. Butterworks European studies. Sussex European Research,1982.

SAFAR Ismaël

- Analyse du monde arabe contemporain. Sous-développement, intégration économique et développement arabe. Louvain : Université Catholique de Louvain, CERMAC - 86 p.

SID-AHMED A.

- Développement sans croissance. L'expérience des économies pétrolières du tiers-monde. Paris : Publisud, 1983 - 524 p.

SEMINAIRE SUR LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT REGIONAL EN MEDITERRANEE- Les séminaires sur les politiques de développement régional en méditerranée 17-19 novembre 1986, Montpellier, IAM, organisé par ADELS, FNFR Praix, IAM, PIM.

USDA

- Food import demand of eight OPEC countries - Washington : USDA United States Department of Agriculture, 1983, 112 p.

ARTICLES

"Agriculture et alimentation dans les pays islamiques (1968-1979)" in **JOURNAL OF ECONOMIC COOPERATION AMONG ISLAMIC COUNTRIES**, vol I, n° 2, jan. 1980, pp. 48-71.

"Agriculture et Alimentation en Afrique" in **CERES**, numéro spécial, n° 83, septembre-octobre 1981

"Le plan bleu : plan d'action pour le développement des pays riverains de la Méditerranée" in **MARCHES TROPICAUX ET MEDITERRANEENS**, n° 1938, 31 déc. 1982, p. 3523

"Alimentation et agriculture dans les pays de l'OCI 1971-1982" in **JOURNAL OF ECONOMIC CO-OPERATION AMONG ISLAMIC COUNTRIES**, n°20, juillet 1984, pp. 21-30

"Les chemins de l'auto-suffisance (spécial agro-alimentaire)" in **JEUNE AFRIQUE ECONOMIE**, n° 49, 25 octobre 1984, pp. 25-71.

"Bilans des productions agricoles" in **AFRIQUE AGRICULTURE**, juin 1985, dossier n° 118, pp 14-27.

"Le défi du désert pour l'homme" in **CERES**, n°110,mars-avril 86,pp.17-30

"Maghreb : la politique méditerranéenne de la CEE" in **MARCHES TROPICAUX ET MEDITERRANEENS**,n°2133,26 septembre 1986,p.2420

"L'agriculture au Maghreb : enjeux et perspectives" in **CHAMBRES D'AGRICULTURE**, supp. au n° 748, octobre 1986, 36 p.

"Les aliments du bétail au Maghreb" in **AFRIQUE AGRICULTURE**, n°136, pp. 21-27, décembre 1986.

"Céréales et produits céréaliers en Méditerranée" in **OPTIONS MEDITERRANEENNES**, séries Etudes, décembre 1986, 334 p.

"La société, la terre et le pouvoir dans le monde arabe" in **MONDE ARABE**, n° 45, 3ème trimestre 1987.

"L'aviculture en Afrique" in **AFRIQUE AGRICULTURE**, n° 141, hors série 1987, spéciale n°3

"La dette des pays méditerranéens" in **PROBLEMES ECONOMIQUES**, n°2062, 17 février 1988, pp 28-31

AIT AMARA

"La notion de dépendance et la vulnérabilité alimentaire dans les pays du Maghreb" in **DEBATS ET CRITIQUES**, n° 7, 1983, pp. 19-42.

BARELLO Aline, MASSON Philippe, ROCHON Jean-Jacques

"Intérêt de l'analyse pour la cohérence des actions de développement agricole : études de quelques cas en région méditerranéenne" in **CAHIERS DE LA RECHERCHE - DEVELOPPEMENT**, n° 16, décembre 1987, pp. 33-41.

DE MAILLY S.

"La Méditerranée face à la crise alimentaire : des choix urgents" **ECHANGES MEDITERRANEENS**,n°3 (suppl.), Marseille,1980,pp.1-36

GRIMAUD N.

"Vers une redéfinition de la politique méditerranéenne de la CEE" in **MAGHREB**, n° 107, janvier-mars 1985, pp. 88-101.

KAYNAK Erdemer

"Food distribution systems. Evolution in Latin America and the Middle-East" **Food Policy**, mai 1981, pp 78-90

LABONNE Michel

"Perspectives alimentaires dans la zone méditerranéenne et le Sahel" in **AFRIQUE AGRICULTURE**, n° 74, octobre 1981, pp. 43-45.

LUCIANI G."The international economic importance of the mediterranean" in **LO SPETTATORE INTERNAZIONALE**, n° 1, janvier-mars 1981, pp. 15-28

STAMBOULI Freds

"Structure de la ville dépendante au Maghreb, in **ENVIRONNEMENT AFRICAIN**, n° 13, vol. IV, 1, 1980, pp. 5-28.

TUBIANA Laurence

"Menaces sur la politique agricole méditerranéenne" in MONDE DIPLOMATIQUE, août 1986, pp. 1 et 12.

WEINBAUN Marrin C.

Political risks in agricultural development and food policy in the Middle-East" POLITICAL STUDIES JOURNAL, 1980, pp. 734-748.

ZEMZOU M Zoubir

"Demain le Maghreb" in REVOLUTION AFRICAINE, n° 1250, du 12 février 1988, pp. 11-16.

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

OUVRAGES

ACHILLI Michèle, KHALDI Mohammed

- The role of the Arab development funds in the world economy - Londres : Croom Helm. 1984.

AGRIMEDITERRANEE- Le marché commun des fruits et légumes face aux nouveaux candidats à l'adhésion. Bilans d'approvisionnement détaillés de la CEE. Bilans d'approvisionnement détaillés de l'Espagne et de la Grèce.

La réglementation communautaire et sa réforme. AGRIMEDIT. Bruxelles : AGRIMED, 1977 - 2 vols. 138 et 242 p.

AUBERGER B., AZOUVI A., NEESER Ph. COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN

- Pour un rôle actif de la CEE sur la scène agricole internationale

Paris : Commissariat Général au Plan (Groupe Prospective des échanges mondiaux agricoles et agro-alimentaires) 1985.

BALE M.D.

- Horticultural trade of the expanded european community : implications for mediterranean countries. World Bank, Washington D.C., 1986, 274 p.

BASBOUS Malik, FERNIAH Maurice

- Western europe and the arab world. Avenues of cooperation in an interdependant world.

BARTOLI (P.)

- L'Europe et la politique agricole méditerranéenne. Montpellier, INRA, 1984, 12 p. (série notes et documents, 56).

CENTRE NATIONAL D'ETUDES ECONOMIQUES ET JURIDIQUES AGRICOLES (CNEEJA) Grenoble.

- Expansion de l'agriculture et concurrences internationales : USA, Europe, Tiers-Monde - Céréales, soja, poulet. (Cahiers du CNEEJA: Agriculture en question, 6) 1984.

CEE

- Analyse des échanges commerciaux entre le commerce européen et les Etats membres de la ligue arabe - 1980/CEE, 1981.

CEE

- Mémoire sur la politique commune de développement/CEE - Bruxelles, 1982.

CEE

- Etude sur la politique agricole commune et les relations commerciales de la CEE dans le domaine agricole" (incidences sur les PVD) - Bruxelles, 1982, 79 p.

CEE- La CEE face au bassin méditerranéen - Luxembourg. Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, 1984.

CEE

- Aperçu de l'incidence sur le marché du sucre des investissements sucriers de la CEE dans les pays ACP. 1977. 46 P. + ann.

CEE

- Huile d'olive, Bruxelles, C.E., 1986, 89 p.

CEE

- La politique agricole commune et l'industrie alimentaire" L'EUROPE VERTE, n° 196, Bruxelles, 1983

CEE

- La Communauté Européenne et l'environnement. 3ème édition, Luxembourg, Office des publications, 1987, 77 p.

ECKSTEIN Anne-Marie

- Produits laitiers : le secteur sensible de l'Europe verte, Bruxelles, AEI, 1982, 108 p.

ECKSTEIN Anne-Michèle

- Céréales : nouvelles stratégies de la CEE. Bruxelles, A.E.I., 1982, 103p.

ESTIEVENART Georges

- Quelle politique méditerranéenne globale pour la communauté européenne. Commission de la Communauté Européenne, Bruxelles, août 1981, 27 p.

GARFIELD Andrew

- CEE/Etats-Unis : l'affrontement des géants. Bruxelles : AEI, 1986, 80 p. + ann.

HARRIS S., SWINBANK Alan, WILKINSON Guy

- The food and farm policies of the european community. John Wiley ed., Chichester, U.K., 1983, 354 p.

KOESTER Ulrich

- Policy options for the grain economy of the European Community : Implications for developing countries. Research report, n° 35, IFPRI, Washington, 1982, 90 p.

MARLOIE M., Coordinateur

- Les échanges de céréales et l'oléoprotéagineux en France-CEE-Bassin Méditerranéen. 1984. INRA/GEI, Montpellier, 1986, 62 p.

MARLOIE Marcel

- Problèmes de stratégies alimentaires et analyse des flux d'exportation des céréales européennes. Montpellier, IAM et LEI, 1985, 39p.

MIR Pierre

- Serres maraîchères. Aperçu du marché européen. Production - échanges - consommation. Paris, CTIFL, 1981, 80 p.

MUREAU AM., AWAB I., LORENZ PL.

- Les relations CEE/Tiers-Monde - Genève, Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales (HEI). Cahiers d'Histoire et de Politique Internationale 1 - 1983.

MYKOLENKO Lydia, CALMES Roger

- L'Europe agricole : une nouvelle géographie des productions. Paris, Ed. Marketing, 1985, 224p.

PAPAYANNAKIS M.

- Le développement agro-alimentaire des pays arabes et leur rapport avec l'Europe. IAM/CIHEAM, Montpellier, 1982, 50 p.

PLUMELLE Frédéric

- La politique méditerranéenne de la CEE : tentative d'analyse. Montpellier, ENSA, Station d'Economie et de Sociologie rurales, 1977, 36p.

RAMSES 86/87

- Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies. Compétitions et affrontements. IFRI (Institut Français des Relations Internationales), sous la direction de Thierry de MONTBRIAL, oct. 1986.

RESAGRI (Paris)- Elargissement de la CEE, documents 1979-1982.

RESAGRI, Paris : RESADEC 1983, 134 réf.

RESAGRI

- Aide à l'agriculture (pays de la méditerranée européenne) RESAGRI, 1985.

ROMOLI A. (Rapporteur)

- Les relations extérieures de la CEE, bilan et cohérence - Bruxelles. Comité Economique et Social des Communautés Européennes, 1982, 146p. (étude 440)

ROY Maurice Pierre- La CEE et le Tiers-Monde : les conventions de Lomé. Paris, Documentation Française, 1985, 144p.

SCARDIGLI Victor

- L'Europe des modes de vie. Paris, ed. du CNRS, 1987, 140p.

SEERS D., SCHAFFER B., KILJUNEN M.L.

- Underdeveloped Europe : studies in Con-periphery relations hassocks : the hawester studies in development in association with the institute of development studies, University of Sussex.

SOARES Fernando Brito (edit.)

- Prospective evolution of EEC. Common Agricultural Policy : its relevance for mediterranean members. Oeiras, CEEA, 1985, 122 p.

SOCIETE FRANCAISE D'ECONOMIE RURALE (SFER)

- Analyse des conséquences agricole de l'élargissement Méditerranéen de la CEE" - Paris, colloque 1986 du 8 au 10 avril 1986, 13 documents.

STARATZKE H.W.

- Les relations entre la CEE et les USA - Bruxelles, Comité Economique et Social des Communautés Européennes, 1983.

TSOUKALIS Loukas

- The european community and its mediterranean enlargement. London, G. ALLEN and UNWIN, 1981, 173 p.

TOUSCOZ J. et Al.- La CEE élargie et la Méditerranée : quelle coopération ? Actes du Colloque CEDEC - Presses Universitaires de France, Paris, 1982, 471 p.

ARTICLES

"Les conséquences de l'élargissement de la CEE pour les pays du Sud de la Méditerranée" in **MARCHES TROPICAUX ET MEDITERRANEENS**, n° 1832, 19 décembre 1980, pp. 3459-3462.

"Surplus alimentaires et écoulements sociaux" in **EUROPE VERTE NOUVELLES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE**, n°215, 11p.

"La guerre du blé" in **MONDE DIPLOMATIQUE**, novembre 1986, pp.25-28

"PAC et Tiers-Monde" in **LA LETTRE DE SOLAGRAL**, n° 67, février 1988, fiche pédagogique, n° 18, 4 p.

BEN-MEIR M.

Israël Ministry of Agriculture, "A third country view of enlargement" in **AGRA EUROPE SPECIAL REPORT**, 1986, n° 30, pp 1-8.

CANNAM Giovanni

"Coopération in the agro-food industry, Spain, Greece and Portugal" **FOOD POLICY**, mai 1982, pp. 125-132.

DUCHENE F.

"The european community and the mediterranean" in **EUROPEAN DOCUMENTATION SERIES**, 1985, n° E3/4, pp. 43-56.

DUGUET Caroline

"Espagne et Portugal dans la Communauté" in **L'INFORMATION AGRICOLE**, n° 592, juillet-août 1987, pp. 29-34 et 47-61.

MADDOCK N.

"EC enlargement and the mediterranean associates" in **FOOD POLICY**, 1984, n° 9 (3), pp. 184-188

PASCA R. "I programme integrati mediterranea nella prospettiva dell'allargamento della comunita" in **RASSEGNA ECONOMICA**, Banco di Napoli, 1982, n° 46 (2), pp. 1547-1566.

POMFRET R.

Mediterranean policy of the european community. A study of discremination in trade. Basinstoke, hampshire, Mcmillan press, 1986, 128 p. "Quels débouchés extérieurs pour les produits agro-alimentaires ?" in **PAYSAN**, 1986, n° 177, pp 7-18.

RAUX J., DIBOUT P., COURLET C. "L'Espagne et le Portugal dans la CEE : interrogations et enjeux. Risques et enjeux du troisième élargissement pour l'Europe du Sud" in NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES, 1986, n° 4819, pp. 117-144.

ALBANIE

OUVRAGES

CARRIERE P., DEFFONTAINES J.P., RAICHON C.

- L'Albanie : développement d'une agriculture socialiste et méditerranéenne. Montpellier, Université de Montpellier III, 1978, 143 p. (INRA-Versailles)

CARRIERE Pierre

- L'agriculture albanaise : un modèle socialiste original (extrait photocopié de "Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie") tome 14, fasc. 1. Montpellier, 1980).

SCHREIBER Thomas

- L'Albanie : évolution politique, économique et sociale, Paris, la Doc. Française, 1978, 124 p.

ALGERIE

OUVRAGES

AIT AMARA Hamid

- Effets des importations alimentaires sur la structure de la production agricole in L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE : LE CAS DE L'ALGERIE. Centre de Recherches d'Economie Appliquée, Alger, 1982.

BADILLO Dominique

- Stratégie alimentaire pour l'Algérie, Prospective 2000. Edisud, Aix-en-Provence, 1980, 348 p.

BEDRANI Slimane

- Algérie : le secteur agricole et ses perspectives à l'horizon 1990 - Bruxelles : Commission des Communautés Européennes. 1980 - 83 p.

- L'agriculture algérienne depuis 1966. Etatisation ou privatisation ? Alger : Office des publications universitaires, 1981, 414 p.

BENAMRANE Djilali

- Agriculture et développement en Algérie - Alger : Société Nationale d'Edition et de Diffusion (SNED) 1980, 269 p.

BENCHARIF Abdulhamid

- Evaluation de la politique alimentaire et nutritionnelle en Algérie, Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Montpellier, Université de Montpellier I, juin 1981.

BENISSAD M.E.

- Economie du développement de l'Algérie. Sous-développement et socialisme. Paris : Economica, 1982 - 321 p.

BENMEKJEBER Djamil- Contribution à l'étude de la durabilité en Algérie des produits destinés à l'alimentation du jeune enfant, INA, Alger, 1981, 94 p.

CENTRE DE RECHERCHE EN ECONOMIE APPLIQUEE (CREA)

- L'évolution de la consommation alimentaire en Algérie - CREA : Institut International d'Etudes Sociales (IIES) Genève, 1981 - 421 p.

L'ECONOMIE ALGERIENNE

- Ediafric la documentation africaine. Paris, 1983 - 103 p.

MIETTE Roland- L'évolution de l'agriculture algérienne. Cahiers du Centre de Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie Modernes (CIHEAM). Paris : Fondation Nationale des Sciences Politiques 1980. n° 11, 252 p.

NADIR Mohammed Tayeb

- L'agriculture dans la planification en Algérie de 1967

OURABAH (Mahmoud)

- Les transformations économiques de l'Algérie au 20ème anniversaire de l'indépendance - Paris : Publisud. 1982 - 597 p.

SELLAMI A.

- Etude sur les produits agro-alimentaires d'importations. Alger-INEAP, 1983, 112 p.

SOUHLAL B.

- Croissance démographique et dépendance alimentaire, une exemple : Algérie, Report of the FAO-UNFPA Training course on population and agricultural, Rural planning in francophone Africa, FAO, Rome, 1982.

TEMMAR Hamid M.

- Stratégie de développement indépendant. Le cas de l'Algérie : un bilan - Paris : Publisud, 1983 - 301 p.

ARTICLES

"La SOBEDIA et le développement des I.A.A. en Algérie" in **AFRIQUE AGRICULTURE**, oct 1977, n° 26

"Dossier Elevage : la marche vers l'autosuffisance" in **AFRIQUE AGRICULTURE**, novembre 1978, n° 39

"Spécial aménagement du territoire" in **LES CAHIERS DE LA RECHERCHE**, décembre 1979, n° 7.

"Spécial séminaire. Développement et aménagement du territoire en Algérie. Evaluation des actions 8-9-10 juin 1980" in **CAHIERS GEOGRAPHIQUES DE L'OUEST**, n° 5/6, 1980.

"L'Algérie et le Tiers-Monde face à la stratégie alimentaire mondiale" in **REVOLUTION AFRICAINE**, 26 juin 1981.

"Autosuffisance : un objectif essentiel (Algérie)" in **REVOLUTION AFRICAINE**, n° 1109, 30 mai 1985, pp. 19-22

"Politiques alimentaires et agricoles de l'Algérie" in **REVUE DU CENEAP**, n° 3, septembre 1985, pp. 15-166.

"L'agriculture au premier rang des préoccupations de l'Algérie" in **MARCHES TROPICAUX**, n° 21, 4 juillet 1986, pp. 1777-1778.

ADDI LAHOUARI

"Essai d'identification de certaines rentes dans la formation des prix des produits agricoles" in **CAHIERS DE LA RECHERCHE**, septembre 1982, n° 18.

AIT AMARA Hamid

"L'impact de la production, des salaires et des revenus sur l'emploi agricole" in revue **ALGERIENNE DES SCIENCES JURIDIQUES ECONOMIQUES ET POLITIQUES**, Mars 1978, T.XV. N°1

"De la division coloniale à la division internationale du travail en agriculture" in revue **ALGERIENNE DES SCIENCES JURIDIQUES ECONOMIQUES ET POLITIQUES**, 1982, n° spécial.

"Agriculture : l'urgence de l'indépendance alimentaire" in **AFRIQUE-ASIE**, juin 1982, n° 270.

BEDRANI S.

"Politiques des prix et des circuits de commercialisation des produits agricoles depuis 1962" in **CAHIERS DU CREA**, janvier-mars 1977, n°3.

BENATTIF Rachid

"Facteurs de transformation et de stagnation de l'Algérie rurale. PEUPLES MEDITERRANEENS, octobre-décembre 1981, n° 17.

BENFERHAT S.

"Evolution de la structure des dépenses de consommation des ménages du grand Alger entre 1969 et 1979" in **STATISTIQUES**, n° 8, 1985, pp. 26-30.

BENGHEZAL A. "Quelques réflexions sur la dépendance alimentaire en Algérie" in DEBAT ET CRITIQUES, n° 9, 1984, pp. 12-2.

BOUZIDI A.

"Productivité du Travail dans l'Agriculture Algérienne et Problèmes de commercialisation des Produits Agricoles in revue Alg. des Sciences Juridiques Economiques et Politiques, décembre 1977, T.XIV, n°4

BRULE J.C. et MUTIN G.

"Industrialisation et urbanisation en Algérie" MAGREB MACHREK, avril-juin 1982, n° 96.

CASTILLO Jean-Claude

"Dépendance céréalière et Structures de l'appareil productif agricole en Algérie" in cahiers de l'aménagement de l'espace. Juillet-septembre 1979, n° 7.

CODRON Jean-Marc, CROS Bernard

"Autogestion et intensification céréalière en Algérie" TIERS-MONDE, 2ème trimestre 1984, T. XXV, n° 98.

DE LA GUERIVIERE J.

"Algérie : le retour à la terre" in LE MONDE, 30 juillet 1985, pp.11-13.

DE PERTHUS Christian

"Les mécanismes de la dépendance alimentaire en Algérie" CHAMPS DU MONDE, n° 16, mars 1983, pp. 10-20.

DELORME Hélène, TUBIANA Laurence

"Déficit alimentaire et développement. L'Algérie : importation des céréales, blocage de la production et développement de l'Etat. L'Egypte : agriculture, alimentation et géopolitique des échanges" MAGHREB-MACHREK, n° 91, Paris 1981, pp. 5-42.

DESJARDINS Denis Requier

"L'économie de l'alimentation en Algérie" CAHIERS DE LA RECHERCHE, décembre 1981-mars 1982, n° 15-16.

KARAJOLI Mustapha

"A la recherche de nouvelles sources protéiques" CAHIERS DE LA RECHERCHE, septembre 1981, n° 13/14.

MIETTE Roland

"L'élevage en Algérie et les impératifs nutritionnels, L'AFRIQUE ET L'ASIE MODERNES, n° 108, 1976, 1er trimestre, pp. 35-50.

MOKADDEM A.

"Prix à la consommation alimentaire, évolution et facteurs (Algérie)" in STATISTIQUES, n° 6, janvier-mars 1985, pp. 2-10.

MURGUE Bernard

"Algérie: l'agro-alimentaire" MAGHREB DEVELOPPEMENT, avril 1982, n°51.

MURGUE Bernard

"Algérie : l'industrie agro-alimentaire" MAGHREB DEVELOPPEMENT, septembre 1981, n°44.

MUTIN G.

"Agriculture et dépendance en Algérie" MAGHREB MACHREK, octobre-décembre 1980, n° 90.

NADIR MOHAME TAYEB

"L'agriculture devrait poursuivre le redressement amorcé" LE MONDE DIPLOMATIQUE, juin 1978, n° 291.

PERENNES J.J.

"La politique hydro-agricole de l'Algérie : données actuelles et principales contraintes" in MAGHREB, n° 111, janvier-mars 1986, pp. 57-76.

RULLAN Antoine

"Le développement de l'élevage laitier dans le constantinois" CAHIERS DE LA RECHERCHE, septembre 1978, n° 2.

RULLAN A.

"Une méthode simple d'évaluation du niveau d'intensification de l'agriculture en Algérie" in CAHIERS DE LA RECHERCHE, n° 13/14, juin-septembre 1981, pp. 56-76.

REQUIER DESJARDINS Denis

"L'économie de l'alimentation en Algérie, in LES CAHIERS DE LA RECHERCHE, n° 15-16, décembre 1981, mars 1982, pp. 183-225.

RULLEAU Claudine

"Dix millions en 1962.... Trente cinq millions en l'an 2000 in LE MONDE DIPLOMATIQUE, juin 1978, n° 291.

SANSON Henri

"La population algérienne en 1977" PROJET, juillet-août 1978, n° 127.

SARI D.

"La dépendance alimentaire en Algérie" in GEOGRAPHIE ET DEVELOPPEMENT, n° 3, vol. 2, 1981, pp. 107-118.

ARABIE SAOUDITE

OUVRAGES

CENTRE DE RECHERCHE SUR LE MONDE ARABE CONTEMPORAIN

- L'Arabie Saoudite d'hier et de demain. Cahiers 8-9-10-11-12. Université catholique de Louvain. (CRMAL) 298 p.

CFCE

- Le marché des produits agro-alimentaires en Arabie Saoudite. CFCE. 1984. 297 p.

CFCE- Les produits alimentaires en Arabie Saoudite : comportement de consommation et attitudes envers les produits importés. CFCE. 1984. 103 p.

EDIAFRIC

- L'économie de l'Arabie Saoudite. 1983. 350 p.

KNAUERHASE Ramon

- The Saudi Arabian Economy. Praeger Publishers. 1975. 360 p.

LOONEY Robert E.

- Saudi Arabia's development potential. Lexington Books. 1983. 358 p.

MAGNET

- Le développement de la production de poulet de chair dans la péninsule arabique et en Egypte. Paris, CFCE, 1984, 178 p.

NIBLOCK Tim

- State, society and economy in Saudi Arabia. London, Croom Helm, 1981.

REGACI EL MALLAK

- Saudi Arabia. Rush to development. Croom Helm. 1982. 472 p.

WALMSLEY John

- Joint ventures in the Kingdom of Saudi Arabia. Graham E Trotman. 1985. 388 p.

WEIS Walter

- Arabie Saoudite. Paris. Elsevier, 1977, 232 p.

ARTICLES

SAWAYA W.N., AL JEBRIN A., SALJI J.P. et ALI

"Nutritional evaluation of selected meat based Saudi Arabian dishes" in ECOLOGY OF FOOD AND NUTRITION, 1986, 18, N°3, pp. 171- 18.

"L'économie de l'Arabie Saoudite". Paris. in EDIAFRIC. 1983. 350 p.

BAHREIN

OUVRAGES

ALLEN Robin, JENKINS Iain

- Bahrain in Middle East Economic Digest, octobre 1985, 36 p. N° spécial.

DESMARES Patrick

- Le marché des produits agro-alimentaires dans la péninsule arabe : Bahrein. Paris, CFCE, D.P.A., 1983, 141 p.

NUGENT Jeffrey, THOMAS Théodore

- Bahrain and the gulf : prospects for the future. London, Croom Helm, 1985.

ARTICLES

AUBRY Antoine

"Bahrein" in la **PENINSULE ARABIQUE D'AUJOURD'HUI**, T.2. Etudes par pays, Paris, CNRS, 1982, pp. 453-473.

"Bahrein : Perspectives Economiques" in **NORD-SUD EXPORT**, n°96, 07.02.1986, pp. 29-35

CHYPRE

OUVRAGES

AGRICULTURAL RESEARCH INSTITUTE

- Annual Report for 1985, CARI. Nicosia, Ministry of Agriculture and Natural Resources, 1984, 79 p.

AGRIS DATA BASE

- Bibliography of cypriot agriculture 1984. 5. Derived from the AGRIS DATA BASE. Miscellaneous Reports. 25. Agricultural Research Institute Ministry of Agriculture and Natural Resources. Nicosia, 1986. 13 p.

BANK OF CYPRUS, Nicosia- The Cyprus economy in figures... Nicosia, B.C., 1986

CENTRAL BANK OF CYPRUS

- Cyprus an offshore financial centre. Nicosia. CBC, 1982. 44 p.

CHYPRE, Ministry of Commerce and Industry

- Cyprus trade and industry, **QUARTERLY JOURNAL**, vol 6, N°1, 1981.

HITCHENS Christopher

- Cyprus. London, Quartet, 1984.

I.A.M.

- Chypre. Le secteur agricole et ses perspectives à l'horizon 1990. IAM. 1980/81. G. GHERSI et M. PADILLA, 119 p.

ONU, CEE, FAO

- Problèmes de gestion des exploitations agricoles auxquels doit faire face l'agriculture à Chypre. Genève, C.E.E., 1985, 23 p.

PANAYIOTOU G.S.

- Demand and price analysis of livestock products in Cyprus" in **AGRICULTURAL ECONOMIC REPORT**, n° 14, Agricultural Research Institute, Nicosia, 1983, 21 p.

PAPACHRISTODOULOU S, PANAYIOTOU G.S, PAPAYANNIS CHR.

- Agro-economic analysis of farms in the mountain region of cyprus. Nicosia, A.R.I., 1982, 26 p.

PAPAYANNIS Chr.

- Production economics of olives. Agricultural Economics Report N°15. Agricultural Research Institute. Ministry of Agriculture and Natural Resources. Nicosia, 1985. 5 p.

PAPAYANNIS C., PAPACHRISTODOULOU S.

- Farm types in Cyprus. Nicosia, A.R.I., 1982, 10 p.

EGYPTE

OUVRAGES

ALDERMAN Harold, BRAUN Joachim von, SAKR S. Ahmed

- EGYPT's food subsidy and rationing systems : a description. IFPRI, Washington 1982, 79 p.

BANQUE MONDIALE

- Agricultural price management in Egypte - Washington : Banque Mondiale, 1980, 164 p.

CENTRE FRANCAIS DU COMMERCE EXTERIEUR (C.F.C.E.)

- Le marché des produits agro-alimentaires en Egypte. - Paris : Centre Français du Commerce Extérieur. 1984. - 303 p.

- Les produits alimentaires en Egypte. Comportements de consommation et attitudes envers les produits importés. - Paris : Centre Français du Commerce Extérieur. 1983. - 112 p.

- Les produits alimentaires en Egypte. - Paris : Centre Français du Commerce Extérieur. 1983. - 112 p.

E.I.U.

- Egypte in the 1985 the challenge. - 1983.

HASSAINYA Jemaïel, ALLAYA Mahmoud

- Le secteur agricole et ses perspectives à l'horizon 1990 : Egypte. - Bruxelles: Commission des Communautés Européennes, 1981, 123 p.

IKRAM Khalid

- Egypt : economic management in a period of transition a world boulev country economic report. - Baltimore and London : The Johns Hopkins University Press. 1980, 444 p.

MAGNET- Le développement de la production de poulet de chair dans la péninsule arabique et en Egypte. Paris, CFCE, 1984, 178 p.

RICARD Philippe

- Egypte : vers une nouvelle politique de la filière blé. - Montpellier, 1987, 125 p., Mémoire DAA, ENSAM.

SAINTE-MARIE Christine de

- La politique agricole égyptienne 1971-1981. Le divorce agriculture-alimentation.

Centre d'Etudes et de Documentation Universitaire Scientifique et Technique, Le Caire, 1982, 84 p.

SCOBIE Grant M.

- Food subsidies in Egypt : their impact in foreign exchange and trade. - Research Report. International Food Policy Research Institute, 1983, 67 p.

VERCUEIL J.

- FAO : Etudes prospectives sur le développement agricole. Egypte et Soudan. FAO/SIDA. Séminaire sur le secteur agricole au Proche-Orient et Afrique du Nord. - Le Caire, 1975, 59 p.

ARTICLES

"The sugar industry in Egypt" in **ECONOMIC REVIEW**, Central Bank of Egypt, n° 3-4, 1980, pp. 223-234.

"Foodstuffs subsidies in Egypt" in **ECONOMIC BULLETIN**, National Bank of Egypt, n° 3/81, pp. 125-165.

"Deux grands problèmes de l'économie égyptienne : l'emploi et la production agricole" in **PROBLEMES ECONOMIQUES**, n° 1754, 30 déc. 1981, pp. 17-22.

"Egypte" in **AGRICULTURE A L'ETRANGER**, fév. 1982, n° 1, pp. 1-10.

"Egypte : la question des subventions à la consommation difficile à résoudre" in **MARCHES TROPICAUX ET MEDITERRANEENS**, n° 2031, 12 oct. 1984, p. 2500.

"Nouveaux travaux d'aménagement des eaux du Nil" in **CERES**, n° 120, nov.-déc. 1987, pp. 16-20.

PARVIN M., PUTTERMAN L.

"Population and food dynamics : A caloric measurement in Egypt" in **INTERNATIONAL JOURNAL OF MIDDLE EAST STUDIES**, vol. 12, n° 1, Londres, pp. 81-100.

SETHON Hafeth

"L'Egypte en l'an 2000 : comment nourrir quelques 70 millions d'habitants", in **REVUE TUNISIENNE DE GEOGRAPHIE**, n° 5, 1980, pp. 89-132.

SCOBIE Grant M.

"Les subventions alimentaires en Egypte : leur incidence sur les avoirs et devises et le commerce". **RESUME IFPRI**, rapport de recherche, n° 40, août 1983.

VON BRAUN J., DE HAEN H.

"The effects of food price and subsidy policies on egyptian agriculture, **RESEARCH REPORT**, n° 42, IFPRI, Washington, 1983, 93 p.

EMIRATS ARABES UNIS

OUVRAGES

ODONE Toby, ALLEN Robin, KAY John

- E.A.U. Les Emirats. Middle East Economic Digest, Novembre 1985, 40p.

SEGOU Monique

- Les Emirats Arabes Unis. Paris, Albin Michel, 1983, 198 p.

ESPAGNE

OUVRAGES

ANDRES GOMEZ DE BARREDA R., LORCA CODRONS A.V., URZAINQUI MIQUELEIZ E.,

- Espana - Portugal : areas de cooperacion . Las exportaciones hortofructícolas españolas y la adhesión de Espana a la CEE. Buitrago, Instituto de Economia Aplicada, 1984, 45 p.

ANDRES GOMEZ DE BARREDA R., GARCIA FERNANDEZ A., URZAINQUI MIQUELEIZ E.

- Consecuencias para el area mediterranea meridional de la entrada de Espana en la C.E.E. : el caso de Marnueros. Santiago de Compostela, Instituto de Economia Aplicada, 1985, 87 p.

AVILLEZ Francisco Xavier Miranda de

- Avaliação de projectos de desenvolvimento agrícola e rural do ponto de vista da colectividade. Oeiras : Centro de Estudos de Economia Agraria (CEEAA), 1984, 420 p.

BERGMANN Denis

- Vers une nouvelle politique agricole commune moins favorable aux agriculteurs, conséquences pour l'agriculture espagnole. Paris, INRA, 1984, 20 p.

CASADO C, PUIG E.- El mercado interior de naranjas : practicas de comercializacion y habitos de consumo. Madrid, I.N.I.A., 1982, 126 p.

C.D.R.E. (Centree de Documentation et de Recherche Européennes)

- L'Espagne et le Portugal dans la CEE. Interrogations et Enjeux. Paris. Notes et Etudes documentaires N°4819. La Documentation Française. 1986, 144 p.

COLINO SUEIRAS José

- La integración de la agricultura gallega en el capitalismo : el horizonte de la CEE. Madrid, I.E.A.P.A, 1984, 438 p.

FERNANDEZ CANADAS Priscilla

Les importations de céréales pour l'alimentation animale en Espagne : l'impact de l'entrée dans la CEE. Montpellier, I.A.M., janvier 1987, 126 p.

GARCIA AZCARATE Tomas

Consecuencias sobre la agriculturas regionales de la adhesion de Espana a las comunidas europeas. Madrid, Escuela Tecnica Superior de Ingenieros Agronomos, 1984, 5 vol. 749 p.

HERIN Robert

Les huertas de Murcie : les hommes, la terre et l'eau dans l'Espagne aride. Aix en Provence, Edisud. 1980, 223 p.

GARCIA VELAZQUEZ Antonio

- Etude comparative régionale des relations entre les secteurs agricoles et le développement économique en Espagne (1962-1972). Université de Montpellier I, Fac. de Droit et des Sciences Economiques. 1983, 466 p.

GARRIDO EGIDO L, OLANO SUAREZ A.

- Politiques socio-économiques et qualité de la vie eu égard aux changements économiques et structurels dans l'agriculture. Genève, O.N.U. Commission Economique pour l'Europe, 1983, 21p.

COURLET Claude

- L'économie espagnole : perspectives et enjeu européen. **NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES**, La Documentation Française, 20 novembre 1981, 176 p.

LABONNE Michel

- Réflexions sur la situation agricole et alimentaire en Espagne, en Grèce et au Portugal. Montpellier, INRA, 1978 (Série Etudes et Recherches, n° 36, oct. 1978).

KELCH David R.

- Structural and Commodity Policies of Spanish Agriculture, Economic Research Service, Washington, 1982, 92 p.

ESPAGNE, MINISTERIO DE AGRICULTURA, PESCA Y ALIMENTACION.

- La agricultura, la pesca y la alimentacion espanola en 1983. MAPA, Madrid, Servicio de Publicaciones Agrarias, 1983, 200 p.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE (ESPAGNE)

- Una politica agraria, pesquera y alimentaria para el cambio. Ministario de Agricultura, Madrid, S.P.A. 1983, 51 p.

OCDE

- Etudes Economiques 1987/1988. Espagne. Paris, OCDE, 1988, 111 p.

TAMANES Ramon

- Introduction à l'économie espagnole. Paris, SEDES, 1987, 270 p.

ARTICLES

"Espagne, Portugal, quelles opportunités ?" in **ECONOMIE ET FINANCES AGRICOLES**, supp. au n° d'Août-sept. 1986, 40 p.

"Barcelone aux deux visages" in **LSA** n° 1087, 23/10/87, pp. 133-136.

FERNANDEZ LAVANDERA O., PIZARRO CHECA A.

"Aspectos Economicos de la Agricultura de la Costa del Sol (Espana)" in **REVISTA DE ESTUDIOS AGRO-SOCIALES**, n° 124, juil.-sept. 1983, pp. 7-20.

MOYANO ESTRADA E.

"Syndicalisme et agriculture dans la transition démographique en Espagne" in *ECONOMIE RURALE*, n° 168, juillet-août 1985, pp. 40-47.

MUNOZ-COBO M.P.

"La nouvelle oléiculture (Espagne)" in *OLIVAE*, n° 5, fév. 1985, pp. 20-29.

SUMPSI José R.

"Delimitacion del area de agricultura mediterranea en Espana" in *SEPARADA DE AGRICULTURA Y SOCIEDAD*, n° 4, julio-sept. 1977, pp. 82-118.

FRANCE

OUVRAGES

ALLAIRE Gilles, BLANC Michel

- Politiques agricoles et paysanneries. Paris : le Sycomore, 1982, 118p.

BAZIN G.

Place de la diversité dans le développement économique et politique de l'agriculture française. ESR, Station d'Economie et de Sociologie Rurales ; Thivernal - Guignon (FRA), 1986/O4, 12 p.

BOURDON N.

Audit de l'agriculture française en dix exploitations macroéconomiques. ENSA de Rennes ; chaire d'Economie Rurale, 1986, 274 p.

BOUTEILLE A et ALII

- Quarante ans de politique foncière en France. Paris, Economica, 1986, 227 p.

CFCA

- Les agriculteurs, leurs coopératives et la politique agricole : programme d'action de la coopération agricole. Paris, CFCA.1981.243p.

CFCE

- Commerce extérieur français de produits agricoles et alimentaires : bilan pour 1985. Paris, CFCE, D.P.A. 1986, 241 p.

COLSON F.

La modernisation de l'agriculture française : place et rôle des organisations professionnelles agricoles dans la transformation des structures de production et des modes de régulation de la politique agricole. INRA, ESR, Nantes, 1986, 34 p.

DARMON Dominique

- La consommation des ménages à moyen terme : réestimation sur les données récentes des modèles de consommation et projections à 1990. Paris, INSEE, 1983, 316 p.

D.A.T.A.R.- Agriculture pour demain. Scénarios et perspectives. Schéma général d'aménagement de la France. Documentation Française, 1980, 264.

DEBATISSE Michel Louis

- Céréalexport : stratégies et techniques d'exportation des céréales françaises. Paris, Atya Edition, 1984, 288 p.

DUPIN Henri

Apports nutritionnels conseillés pour la population française. Paris, Technique et Documentation, 1981, 101 p.

DUPIN Henri

L'alimentation des français : évolution et problèmes nutritionnels. Paris, ESF, 1978, 166 p.

EVARD Ph.

- La politique agricole et alimentaire en France. Montpellier, IAM, 1986.

GRIGNON Charles

- Les variations régionales des consommations alimentaires. INRA, ESR, S.E.S.R., Paris, 1986/O3, 55 p.

I.N.S.E.E.

- L'indice des prix des produits agricoles à la production. I.P.P.A.P., Paris, INSEE, 1987, 122 p.

INSEE

- Industries agro-alimentaires. Viandes et produits laitiers : base 1980, INSEE, Paris, 1987, 101 p.

LAMBERT Jean Louis

- L'évolution des modèles de consommation alimentaire en France. Paris, Technique et Documentation, Lavoisier, 1987, 138 p.

INRA

- Les jardiniers du hors-sol. Innovation et production de tomates dans le Roussillon. Montpellier, INRA, 1986, 189 p.

MARLOIE M.

- L'internationalisation de l'agriculture française. Paris, Editions Economie et Humanisme, 1984, 142 p.

PYNSON Pascale

- La France à table 1960-1986. Paris, Ed. La Découverte, 1987, 268 p.

POLLINA Lucien

- Un outil pour la prévision en agriculture : principales séries macroéconomiques de 1959 à 1980. Paris. INSEE. 132 p.

SYLVANDER Bertil, LASSAUT Bernard

L'analyse qualitative des modes de consommation alimentaire : Problématique, méthodes et résultats d'enquête dans le cas du poulet.

Toulouse et Rungis, INRA, 1985, 4 tomes.

ARTICLES

"Les industries agro-alimentaires aux avant-postes de la lutte contre la pollution" (France) in **REVUE ECONOMIQUE ET TECHNIQUE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE EUROPEENNE**, n° 285, nov. 1980.

"Où va l'agriculture française ?" in **ECONOMIE RURALE**, n° 155, mai-juin 1983 (n° spécial).

"Réforme de l'aide alimentaire bilatérale française" in **STRATEGIES ALIMENTAIRES**, n° 2, 1984.

"L'aide alimentaire, un cadeau empoisonné" (France) in **SOLAGRAL**, n° 24, mars 1984, pp. 7-21.

"L'aide alimentaire : points de vue et propositions récentes de la France" in **AFRIQUE AGRICULTURE**, n° 107, juillet 1984, pp. 24-38.

Spécial démographie in **DEBATS ET CRITIQUES**, n° 8, 1984.

"Le commerce extérieur de la France en 1983" in **PROBLEMES ECONOMIQUES**, n° 1891, 26 sept. 1984, pp. 23-32.

"L'élevage porcin et l'environnement" (France) in **CHAMBRES D'AGRICULTURE**, n° 715, janv. 1985, supp.

"Blé dur : en route vers l'autosuffisance nationale" (France) in **RIA**, n° 343, 11 mars 1985, pp. 26-30.

"La nutrition, l'alimentation et l'homme" (France) in **BIMA**, n° 1122, 22 oct. 1985, pp. 25-31.

"L'intensification en question : nouveaux termes pour un vieux débat" (France) in **ECONOMIE RURALE**, n° 172, mars-avril 1986, pp. 3-30.

"Evolution 1970-1982 des prix alimentaires" (France) in **CAHIERS DU BAC**, n° 2, août 1986, pp. 73-77.

"L'année agricole 1986" (France) in **BIMA**, n° 1172 du 14/1/87, 64 p.

BERLAN J.P.

"L'agriculture méditerranéenne de la France : dynamisme et contradictions" in **ECONOMIE RURALE**, n° 153, janv.-mars 1983, pp. 42-49.

CARILLON R.

"L'agriculture et l'énergie" (France) in **BULLETIN TECHNIQUE D'INFORMATION**, n° 367-368, fév. mars 1982, pp. 93-104.

LE COROLLER Philippe

"L'agro-alimentaire prépare 1992" (France) in **NOUVEL ECONOMISTE**, n° 614, 23 oct. 1987, pp. 93-100.

LESOURNE J.

"Les entreprises françaises dans 10 ans" in L.S.A., n° 978, 19 av. 1985, pp. 72-78.

LOUMEAU Ph.

"La chaîne agro-alimentaire : structure économique 1974-1983" (France) in CAHIERS DU BAC, n° 2, Août 1986, pp. 3-44.

GRECE

OUVRAGES

BOILEAU Gilles

- Circuits d'importations et de distribution des produits d'alimentation générale en Grèce. Paris, CFCE, D.P.A., 1985, 130 p.

BOURANTAS Dimitris

- La politique de l'Etat en matière de financement des industries agro-alimentaires en Grèce. IAM/CIHEAM, Février 1982, 154 p.

BOYAZOGLU J.

- Inventaire prospectif des besoins de l'agriculture hellénique avec référence spéciale à la recherche agronomique. Bruxelles. Commission des C.E. 1983, 141 p.

CENTRE DE PROGRAMMATION ET DE RECHERCHE ECONOMIQUE D'ATHENES

Groupe de travail sur les IAA, rapport du groupe sous la direction de P. BALTZAKIS, CPRE, Athènes, 1981, 39 p.

C.E.E.

- Etude sur la concentration, les prix et les marges dans le complexe agro-alimentaire grec. G. GHERSI, L. BONTOSOGLOU, V. BONTOSOGLOU, A. BOURATSIS. Série évolution de la concentration et de la concurrence. 1980.496p.

C.F.C.E

- Grèce. Paris, CFCE, 1984, 135 p.

C.F.C.E.

- Le marché des produits laitiers en Grèce. Paris, CFCE, 1978, 229 p.

DEMETRIUS S. Iatridis

- Social Planning and Policy Alternatives in Greece. National Centre of Social Research. Athens, 1980, 320 p.

LABONNE Michel

Repérage du système agro-alimentaire grec. INRA, Montpellier, 1982, 12 p.

MYLONAKI D.

- Problèmes de politique agricole. Athènes, A.T.E. , 1988.

O.C.D.E.

- Economic surveys 1986/1987. Greece. Paris .OCDE 1987. 72 p.

YANNOUSSIS Georges

- Agriculture et développement régional : emploi et résultats économiques de l'activité agricole dans le département de Trikala (Grèce). IAM. Thèse M.Sc., 1984. 259 p.

ARTICLES

"La transformation de la distribution grecque" in LSA, n° 1099, 15 janv. 1988, pp. 58-60.

BALTAS Nicholas

"Supply response for Greek cereals" in EUROPEAN REVIEW OF AGRICULTURAL ECONOMICS, N° 14/2, 1987, pp. 195-220.

DEMOUSIS M."Demand for seven categories of food items in Greece : an application of the Rotterdam system of demand equations" in GREEK REVIEW OF AGRARIAN STUDIES, vol. 1, livre 4, automn 86, pp. 29-52.

MATHIEU Alain

"Les répercussions agricoles de la CEE à la Grèce" in *ECONOMIE RURALE*, n°149, mai-juin 1982

NORMAN L.

"Protection de l'environnement : aspects économiques" in *GREEK REVIEW OF SOCIAL RESEARCH*, n° 51, 1983, pp. 100-119.

IRAK

OUVRAGES

AID Mahmoud Mohamed

- La consommation du riz en Irak et les prévisions de la demande pour 1976-1980. Bagdad : KANOUN 2, 1976, 65 p. (en arabe)

AL BILAMI Malik

- Bagdad : Problèmes de la croissance urbaine . Université de Montpellier III, Arts et Lettres, Langues et Sciences Humaines, 1980, 218 p.

C.F.C.E.

- Irak : Production, consommation, exportation, importation, affaires, réglementation. Paris, CFCE, coll. "Un marché", 1982, 60 p.

GABBAY R.

- Communism and Agrarian Reform in Iraq. London, Croom Helm, 1978.

ISMAIL Aziz Shaho

- Agricultural Development Policy. Bagdad, Maison du Livre et d'Editions Al Maasal, 1981, 225 p. (en arabe).

JAWAD Mohamed Abdel Husin

- Production et exportation des fruits et légumes. Bagdad, coll. El Maref, 1978, 212 p. (en arabe)

MOHAMMAD Ahmad

- Les structures de production en Irak. Montpellier, IAM, 1983, 44 p.

ISRAEL

ARTICLES

BALASSA Bela et ass.

"Development strategies in semi-industrial economics" (Israël) Baltimore and London : the John Hopkins Uni. Press, 1982, 394 p.

CONROY Michel

"Le Marché des produits agro-alimentaires en Israël" CFCE, DPA, 1982, 124 p.

M. PAPAYANNAKIS Israël. Le secteur agricole et ses perspectives à l'horizon 1990" IAM, 1980/81, 112 p.

SCHNELL I.

"L'adoption d'innovations culturelles dans les villages du Petit Triangle (Israël)" in *ETUDES RURALES*, n° 77, janv. mars 1980, pp. 81-91.

"Israël et la Méditerranée" in *CAHIERS DE LA MEDITERRANEE*, n° 29/30, déc.-juin 1985, 205p.

"Situation et perspectives de l'économie israélienne" in *PROBLEMES ECONOMIQUES*, n° 1992, 1-10-86, pp. 28-32.

"Israël : champion de l'exportation agro-alimentaire" in *LSA*, n° 1094, 11 déc. 1987, pp. 118-119.

ITALIE

OUVRAGES

BENENATI Antonio

- Le développement inégal en Italie. Paris. Economica, 1982, 554 p.

CFCE

- Italie : production, exportation, affaires, consommation, importation. Collection UN MARCHÉ, n° 66, Paris, 1982, 127 p.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA

- I concumi famiglie anno 1983. Roma, I.C.S., 1984, 428 p.

ITALIE . CONSIGLIO NAZIONALE DE L'ECONOMIA ET DEL LAVORO

- Rapports CNEL sulla politica agricola comune negli anni attanta. Roma, CNEL, 1986, 274 p.

ORLANDO Guisepppe

- La politica agraria italiana attraverso l'analisi della spesa pubblica. Milano, Franco Angeli Editore, 1984, 400 p.

PIERI Renato, RIZZI Pierluigi

L'evoluzione della bilancia alimentare italiana pel periodo 1959-1984. Rome, I.N.E.A., 1986, 74 P.

RAMA D.

- Les entreprises italiennes productrices de vins fins et les marchés d'exportation . IAM. 1986. 150 p.

ARTICLES

"L'Italie, premier client de la France en produits agro-alimentaires" in **BULLETIN D'INFORMATION DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE**, 16-22/06/80, pp. 21-24.

"Italie" in **AGRICULTURE A L'ETRANGER**, déc. 1982, n° 29-36.

"L'évolution démographique de l'Italie : la fin d'un stéréotype" in **PROBLEMES ECONOMIQUES**, n° 1827, 6 juin 1983, pp. 19-22.

"L'agro-alimentaire : 3ème industrie italienne" in **RIA**, n° 324, 26 mars 1984, pp. 24-28.

"Export agro-alimentaire, 1982 (Italie)" in **NOTIZIARIO ORTOFRUITTICOLO**, anno 36, n° 3/4, marzo-aprile 1984, pp. 33-36.

"Gros plan sur l'agriculture italienne" in **BIMA**, n° 1206, 26 nov. 1987, pp. 9-17.

AGELLI Mario

"Par una politica regionale della strutture agricole" in **QUADERNI SARDI DI ECONOMIA**, n° 1, 1986, pp. 73-111.

FOTIA G.

"La bilancia alimentare italiana negli anné settanta" in **ESTRATTO**, n°221, Università di Napoli.

GRITTANI Giovanni

"L'économie de l'olivier dans le midi de l'Italie" in **OLIVAE**, n° 20, fév. 88, pp. 12-21.

GUARISO G. et LANIADO E.

"Conseguenze economiche dei deficit irrigué : uno studio sul comprensorio del Ticino sublacuale" in **RIVISTA DI ECONOMIA AGRARIA**, n° 4, déc. 1984, pp. 659-676.

IANNUCCI Roberto

"Italia e Europa : bilance alimentari a confronto" in **EXPORT ALIMENTARE**, n° 12, déc. 1987, pp. 10-17.

MARCIANI G.E.

"The enlarged EC, Mediteranean preference and the problem of Mezzogiorno agriculture". **STUDI SVINNEZ**, 1986, n° 5, pp. 519-527. (SCAD Bulletin 14, 1987).

"PIM/ITALIE : Orientations générales pour 4 régions" in **TELEX MEDITERRANEE**, n° 344, 9 oct. 1987, pp. 14-16.

POBBIELSI Gisèle

"The common agricultural policy and the Mezzogiorno" in **JOURNAL OF COMMON MARKET STUDIES**, juin 1980, pp. 331-350.

POMA F.

"I consumi finali delle famiglie italiane nel periodo 1970-1981" in RASSEGNA ECONOMICA, n° 2, marzo-april 1985, pp. 333-352.

SICCA L. di, CELENTANI P.

"Déficit agro-alimentaire italien : analyse, confronts, perspectives" in EXPORT ALIMENTAIRE, n° 1, janvier 87, pp. 4-13.

TERRASI M.

"I fattori di localizzazione dell'industria alimentare in Italia" in RIVISTA DI ECONOMIA AGRARIA, n° 1, mars 1985, pp. 59-82.

JORDANIE

OUVRAGES

ARESVIK Addvar

- The agricultural development of Jordan. Londres. PRAECER, 1976, 375 p.

CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR LE MONDE ARABE CONTEMPORAIN (C.E.R.M.A.C.)

- Study day on the economic development of Jordan (4 fascicules). Louvain : Université Catholique de Louvain. 1985, 292 p.

DOUGHERTY Pamela

- Redonner la vie à l'économie rurale en Jordanie. M.E.E.D. , vol 30, N°14, avril 1986, 17p.

FOREIGN AREA STUDIES

- Jordan: A country study. Washington D.C., American University, 1980

FARIZ Z.M.

- The role of foreign trade in the economic development of Jordan. Université de Kell. 1978 (thèse).

ADDAD M.K.

- The agricultural sector of Jordan. Economics department. Amman : Royal.....

MAZUR M.

- Economic growth and development in Jordan. Bouldon (Colorado) : Westview Press, 1979 - 314 p.

QUASEM Subhi

- Agricultural sector in Jordan. Status and changes 1977-78 and future outlook 1980-87. Amman, décembre 1979.

RIVIER François

- Croissance industrielle dans une économie assistée : le cas jordanien. CERMOC : Presses Universitaires, 1980 - 227 p.

ZAHLAN A.B., QUASEM Subhi

- The agricultural sector of Jordan. Policy and systems studies. Amman : Abdul Hameed Shoman Foundation. 1985, 411 p.

CENTRAL BANK OF JORDAN

- Twenty second annual report 1985 - CBJ, Amman, 130 p.

KOWEIT

OUVRAGES

AL-EBRAHEEN Hassan Ali

- Kuwait and the Gulf. Small states and the International System. Washington, Center for contemporary Arab Studies, 1984, 117 p.

CENTRAL BANK OF KUWAIT

- The Kuwaiti economy 1980-1984. Central Bank of Kuwait, 202 p.

DESMARES Patrick

- Le marché des produits agro-alimentaires au Koweït. Paris, CFCE, 1982, 344p.

ARTICLES

"Kuwait" in **LA PENINSULE ARABIQUE D'AUJOURD'HUI** Tome 2, Etudes par Pays. Paris, CNRS, sept 1982, pp. 417 - 452.

BAYOUMI A., MOUSSA M.A.A

"Kuwait nutritional survey : comparison of the nutritional status of kurwaiti children aged 0 - 5 years with the NCHS/CDC référence population" in **BULLETIN OMS**, 1985, 63, N°3, pp. 521-526

BOURGEY André

"Kuwait" in **LA PENINSULE ARABIQUE D'AUJOURD'HUI**, Tome 2, Etudes par pays, Paris, CNRS, sept.1982, pp.417-452.

LIBAN

OUVRAGES

P.N.U.D. ET F.A.O.

- Etude de reconstruction et de développement de l'agriculture. Rapport de synthèse. Beyrouth, PNUD/FAO, 1980.

ARTICLES

"Liban : le plan vert en marche" in **ECONOMIST ARABE**, vo. XXIV, n° 277, déc. 1981, pp. 17-19.

BALFET H.

"L'agriculture libanaise au seuil de 1982" in **SYRIE ET MONDE ARABE**, n° 28 (340), mai 1982, p.p. 16-45.

LIBYE

OUVRAGES

ALLAN J.A. EDITEUR

- Libya since indépendance : economic and political développement. London/N.Y. : Croom Helm/St Martin 's Press, 1982, 187 p.

C.E.R.M.A.C.

- Study day on libyan economy. CERMAC, Louvain-la-Neuve, Belgique, 1985, 3 volumes.

CFCE

LIBYE : Production, exportation, affaires, consommation, importation, réglementation.

Collection UN MARCHE, n° 46, Paris, 1979, 63 p.

EL MEHESHI A.M. The transformation of Libyan agriculture : the impact of oil revenues on agriculture of a developing country Ann Arbor, Michigan : University Microfilms International, 1980, 148 p.

PNUO, FAO

Perspective study on agricultural développement. Libyan Arab Salahiriya. Project finding and recommendations PNUD/FAO, Rome, FAO, 1982, 27 p.

WRIGHT John

- Libya : a Modern History. London, Croom Helm, 1982

ARTICLES

"Le développement de l'agriculture libyenne, in **AFRIQUE AGRICULTURE**, 1er novembre 1976.

PELLETTE P.L.

"Marasmus in a newly rich urbanised society" in **ECOLOGY OF FOOD AND NUTRITION**, mars 1977, T. 6, n° 1

"Libye : affirmer la présence française dans un secteur organisé" in **MOCI**, 9 octobre 1978, n° 315

"Libye : un marché d'importation très actif" in **MOCI**, 23 mai 1977, n°243.

"Les agriculteurs-vulgarisateurs : le cas de la Libye" in **CERES**, n°103, janvier-février 1985, pp. 40-42.

MALTE

OUVRAGES

CFCE

MALTE : production, exportation, affaires, consommation, importation, réglementation.

Collection UN MARCHE, n° 63, Paris, 1980, 61 p.

CFCE

- Le marché des produits agro-alimentaires à Malte Paris, 1980

- Annual report... Statement of accounts, Central Bank of Malta, Valletta, 1986.

RUSSEL ROMER A.

- Foreign Trade Regulations of Malta. Overseas Business Reports 71-003, 1971, 7p.

MAROC

OUVRAGES

ALLAYA Marie Claire, ALLAYA Mahmoud

- Le secteur agricole et ses perspectives à l'horizon 1990 : Maroc. - IAM . 1980 .139 p.

BENCHERIFA A. Abdellatif

- Chouka et Massa. Etude de géographie agraire. Publication de l'Uni. Mohamed V. Rabat. 1980.

BAKKALI Abdeslam

- Le système agro-alimentaire marocain et les exigences du développement. Rabat, Uni. Mohamed V, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, 1981, 510 p.

BANQUE MONDIALE

- Morocco : Economic and social development report. Washington. 1984-425 p.

CHERKAoui A.

- Indicateurs socio-économiques au Maroc. Casablanca, Shoff Publications, 1980.

DEVELOPPEMENT, CROISSANCE URBAINE

"Actes de colloque réuni à Rabat du 13 au 15 décembre 1977 par l'Association Nationale des Architectes Urbanistes du Maroc" in **BULLETIN ECONOMIC ET SOCIAL DU MAROC**, N° Spécial 141-142. 1980, 169 p. (Série Documents)

EDIAFRIC - LA DOCUMENTATION AFRICAINE

- L'économie marocaine. Paris. Ediafric, la Documentation Africaine, 1983, 29 cm. 231 p.

EL AYACHI Alla

- Dépendance et extraversion alimentaires au Maroc

INSEA, Rabat, décembre 1983, 222 p.

EL MALKI Habib

L'économie marocaine. Bilan d'une décennie 1970-1980. Paris, CNRS, 1982, 203 p.

EL MALKI Habib, CHABAR Hamid

- Le Maroc dans l'environnement international et régional . - Louvain : Université Catholique de Louvain, CERMAC, 1984. - 106 p.

ESCALLIER Robert- Citadins et espace urbain au Maroc, Poitiers, Equipe de Recherches Associée, N°706, 1981, CNRS, 407 p.

GUERRAOUI Driss

- Agriculture et développement au Maroc. Ed. Maghrebines, Casablanca, Publisud. Paris, 1985, 231 p.

HAMAMI Wafin

- Commercialisation, transformation et utilisation des céréales au Maroc, Rabat, ONICL, 1985, 24 p. + tableau.

JAOUADI M. Tahar

Evolution des modèles de consommation au Maroc. Montpellier, IAM, 1984, 29 p. + ann.

KACEM Jaj

- Choix technologiques et système alimentaire : le cas du Maroc. Paris, Ed. L'Harmattan, 1987, 172 p.

LABOUESSE François

- L'agriculture marocaine au début des années 80 : situation et perspectives. CRDP, 1987, Marseille, 9 p.

PASCON P.

- Etudes rurales - idées et enquêtes sur la campagne marocaine. Sociétés marocaines des éditeurs réunis. Rabat. 1980.

QAROUACH Mostafa

- L'agriculture marocaine face au 2ème élargissement de la CEE. Casablanca, Ed. Maghrebines, 1983, 117 p.

RAKI Mohammed

- La place des céréales dans "la nouvelle politique agricole". Rabat; Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, 1985, 17 p.

SIDMOU Mohamed

- De la spécialisation agricole à la dépendance alimentaire : cas du Maroc. Le primat sociopolitique vers la rationalité économique dans le processus d'internationalisation de l'économie agro-alimentaire. Université de Montpellier, Montpellier, 1983, 438 p.

SBITRI Mohand

- Economie marocaine et modèles de consommation importés, Université de Lille I, Thèse ronéotée.

THURING Gontran

- Le marché des produits agro-alimentaires au Maroc. Paris, CFCE, DPA, 1984, 153 p.

ARTICLES

"Le Maroc et le droit de la mer" in **REVUE JURIDIQUE ET ECONOMIQUE DU MAROC**, N°6, 2ème semestre 79, N° spécial.

"Accord de coopération CEE-MAROC" in **EUROPE INFORMATION DEVELOPPEMENT**, Février 1980

CHERIF A.

"Maroc : l'agro-industrie dans l'économie" in **MARCHES TROPICAUX ET MEDITERANEENS**, N°1796, 11 avril 1980, pp. 860-861.

"Commerce alimentaire avec les pays arabes" in **TELEX MEDITERRANEE**, N°196 du 31 mars 1981

"Les besoins du pays en produits alimentaires ne sont couverts à 100 % que pour la viande" in **VIE ECONOMIQUE**, N°3108 du 23 octobre 1981.

Dossier : "L'agriculture et l'élevage au Maroc" in **AFRIQUE AGRICULTURE**, N°85, septembre 1982

"Le point sur les productions agricoles au Maroc" in **AFRIQUE AGRICULTURE**, N°98, octobre 1983.

"Maroc et Tunisie : pourquoi les récentes émeutes de la faim ?" in **NATIONS SOLIDAIRES**, N°133, mai 1984, pp. 10-12.

"Conserves : liberté ou auto-contrôle ?" (Maroc) in **VIE ECONOMIQUE**, N°3262 et 3263, 5-12 octobre 1984, pp. 1, 3, 4.

OFFICE DE COMMERCIALISATION ET D'EXPORTATION (O.C.E.)

"Spécial 20 ans- Maroc" in **BULLETIN D'INFORMATION DE L'OCDE**, N°20, 1985, 84 p.

"Au Maroc, l'industrie de la conserve de poissons évolue entre le marteau et l'enclume" in **AGRA ALIMENTATION**, N°1050, du 4 décembre 1986, Spécial produits, 3 p.

"L'augmentation de la production sucrière" (Maroc) in **VIE ECONOMIQUE**, N°3389, du 13 mars 1987, pp. 10-15.

BARON P, ESSATARA M.B.

"Alimentation et nutrition dans le sud atlantique" in **HOMMES, TERRES ET EAUX**, N°20, T.5, décembre 1976

BARON Pierre

"Esquisse nutritionnelle au Maroc rural" in **BULLETIN ECONOMIQUE ET SOCIAL DU MAROC**, N°126, de janvier 1975.

BASTA SAMIR S.

"nutrition and health in low income urban areas of the third world" in **ECOLOGY OF FOOD AND NUTRITION**, T.6, N°2, août 1977

BELFOUHI M. , FAOLOULLAH A.

"Observation sur la vie humaine dans le bassin versant de la Tassaoute super." in **REVUE DE GEOGRAPHIE DU MAROC**, N°1, 1977.

BESSIS Sophie

DOSSIER : "agriculture marocaine" in **AFRIQUE AGRICULTURE**, N°34, juin 1978

BOURBOUZE A.

"Adaptation à différents milieux des systèmes de production des paysans du Haut Atlas" in **TECHNIQUES ET CULTURES**, Vol. 7, 1986, pp. 59-94.

BOURBOUZE A.

"Définition d'une méthode d'analyse de l'occupation d'un espace pastoral : exemple du Haut Atlas" in **CAHIERS DE RECHERCHE DEVELOPPEMENT**, N°9/10, janvier-avril 1986, pp. 51-59.

CAVUSGIL S.T., AMINE L.S., VITALE E.

"Marketing supplementary food products in LDC'S. A case study in Morocco" in **FOOD POLICY**, mai 1983, pp. 111-120

COUSSEMENT Ir. I.

"Incidences du revenu sur la consommation alimentaire au Maroc, Cleo-Schifte, N°14, septembre 1976, pp. 1-29, Centrum Voor Landbouw Onderzoek (Cleo), Louvain

DUPONCHELLE Valérie

"Les industries agro-alimentaires au Maroc" in **MAGHREB DEVELOPPEMENT**, N°47-48, 1981-1982

FADLOULLAH A., BELFQUIH M.

"Réorganisation spatiale des médinas de Rabat Salé" in **REVUE DE GEOGRAPHIE DU MAROC**, N°5, 1981, pp. 5-52.

GUEDIRA Najib

"Une analyse critique du colloque sur la situation économique au Maroc in **REVUE JURIDIQUE, POLITIQUE et ECONOMIQUE DU MAROC**, N°5, 1 semestre 1979.

HABINI-ALAOUI Noureddine

"Maroc. Agro-alimentaire : toujours plus !" in **JEUNE AFRIQUE ECONOMIE**, N°102, décembre 1987, pp. 72-75

JOUE A.M.

"Démographie et céréaliculture : évolution depuis le début du siècle" in **REVUE DE GEOGRAPHIE DU MAROC**, N°4, 1980

LAHLOU A., TANGI M. "Le Maroc et le plan d'action pour la protection et le développement de la région méditerranéenne" in *REVUE JURIDIQUE et ECONOMIQUE DU MAROC*, N°6, 2ème semestre 79, pp.211-231

LAHLOU Abdallah

"L'évolution des exportations agricoles et agro-industrielles du Maroc sur la CEE et leurs perspectives" in *LE MAROC ET LE MONDE ARABE FACE A LA CEE*, Actes du Colloque, Rabat, 1982, pp. 87-98

LAURE Joseph

"Situation alimentaire et nutritionnelle au Maroc : inadéquation des moyennes nationales" in *ENVIRONNEMENT AFRICAIN*, N°13, Vol.IV, 1, 1980, pp. 42-55.

LEVEAU Rémy

"Le Maroc des années 80" in *MAGHREB-MACHREK*, oct.- nov.-déc. 1987, N°118, pp. 5-85 et 114-128.

TOUTAIN G.

"Technologie lourde et fragilité des écosystèmes phoenicoides, Palmeraies de Tafifalt (Maroc)" in *ECONOMIE RURALE*, N°147/148, 1982.

WALLERSTEIN M.B., PARISER E.

"Les concentrés protéiques de poisson : une technologie qui a échoué" in *ALIMENTATION ET NUTRITION*, N°1-2, T.IV, 1978.

"La consommation et les dépenses des ménages en 1985" (Maroc) in *VIE ECONOMIQUE*, N°3438, du 19.02.88, p.14 .

OMAN

OUVRAGES

C.F.C.E.

- Pays du Golfe, tome II : Emirats Arabes Unis, Oman. Paris, CFCE, coll. Un marché N°26, 1985, 134 p.

HAWLEY Donald

- Oman et sa renaissance. Londres, Stacey International, 1980, 256 p.

DESMARES Patrick

- Le marché des produits agro-alimentaires dans la péninsule arabique. Le sultanat d'Oman. Paris, CFCE, 1983, 149 p.

PORTUGAL

OUVRAGES

BANCO DE FOMENTO NACIONAL

- The portuguese economy in figures. Banco de Fomento National, 1982, 6 p.

BANCO DE PORTUGAL

- Economic Indicators 1981- 1986. Lisboa, 1987, 22 p.

BELO MOREIRA Manuel Fernando :

- L'économie et la politique laitière au Portugal (1926-1981) - Thèse pour le doctorat de troisième cycle en Sciences Economiques. Université des Sciences Sociales de Grenoble, 1984, 462 p.

C.F.C.E.

- Capacité concurrentielle du Portugal en fruits et légumes frais et transformés. Paris, CFCE, 1984, 324 p.

CORREIA Jose Macario

- Analyse des contraintes et possibilités de développement rural et agro-alimentaire de la Serra Nord-Est de l'Algame. Montpellier, I.A.M., 1984, 221 p.

COUTO Antonio Avelar do - Resumo historico-critico da fruticultura nacional das ultimas décadas. Lisboa, I.N.I.A., 1986, 31 p.

MELEY Françoise- Structures de production et d'expansion des vins au Portugal.CFCE, Paris,1980,126 p.

O.C.D.E.

- Economic surveys. 1987/1988. Portugal. OCDE, Paris, 1988, 99 p.

PINHEIRO Maximiano Reis

- Contributo para o estudo do sistema agro-industrial alimentar protugues. Ceiras, C.E.E.A, 1985, 41 p.

SANDERS John H.

- The Portuguese Agricultural sector and the EC : Récent trends and some projections on the impact of the entry. Purdue University, 1985, 45 p.

SCHMITT Hans O.

- Economic stabilisation and growth in Portugal. Washington, F.M.I. 1981.24 p.

TRUONG Tham, JOSLING Timothé E.

- Agricultural subsidies in Portugal : their impact on farm income and consumer cost in the context of accession to the European community. Economic Research Service, Washington DC, 1983, 52 p.

ARTICLES

"Portugal" in **AGRICULTURE A L'ETRANGER**, N° 1, février 1982, pp. 28-36.

"Portugal 82. Dossier réalisé par J. Vignes" in **JEUNE AFRIQUE**, N°1112, 28 avril 1982, pp.33 - 69.

JAZRA Nelly

"L'impact du soja sur le marché des oléagineux : le cas portugais" in **ECONOMIE RURALE**, N°170, novembre-décembre 1985, pp.21-30

SACHEZ LOPEZ F.

"Elasticidad des consumo de bienes alimenticios y nivel del vida" in **ANALES série ECONOMIA Y SOCIOLOGIA AGRARIAS**, N°4, 1973, pp.113-13

REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN

ARTICLES

STEFFEN Hans, BLANC Olivier

"La démographie de la République Arabe du Yémen" in **LA PENINSULE ARABIQUE D'AUJOURD'HUI**, T.2, études par pays, Paris, CNRS, 1982, pp. 73-106.

REPUBLIQUE POPULAIRE DU YEMEN

OUVRAGES

STOOKEY Robert

- *South Yemen* . London, Croom Helm, 1984

SYRIE

OUVRAGES

CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHE SUR L'OUEST ARABE CONTEMPORAIN

- *La Syrie d'aujourd'hui*. - Editions du CNRS, 444 p.

CFCE

Syrie : production, exportations, affaires, consommation, importations, réglementation. Collection **UN MARCHE**, N°10, Paris, 1981, 78 p.

CENTRE FRANCAIS DU COMMERCE EXTERIEUR (C.F.C.E.)

- *Le marché des produits agro-alimentaires en République Arabe Syrienne*. Paris : C.F.C.E. 1983... 193 p.

CHIBEL Elsabeh ou ELSABECH Chibel

- Le développement du complexe agro-alimentaire en Syrie entre 1958 et 1977. Paris, 326 p. (Thèse 3ème cycle, Paris I).

DEVLIN John

- Syria : a profile. London, Croom Helm, 1982

KHADER Bichara

- La question agraire dans les pays arabes : le cas de la Syrie. CIACO Editeur. 1984. 583 p.

O.F.A.

- Rapport économique syrien en 1982-85. 221 p.

VALMONT André

- Syrie, Bilan de la Planification Economique . Industrie et Développement International., N°391, Juin 86, 353 p.

ZAHLAN A.B. ed.

- Agricultural bibliography of Syria to 1983. Amman : Abdul Hameed Shoman Foundation : London : Ithaca Press, 1984. 121 p.

ARTICLES

"Aspect fondamentaux du Développement Agricole en Syrie durant les deux 1-12.

"L'aide étrangère au secteur agricole syrien" in **ECONOMISTE ARABE**, vol XXV, N°280, mars 1982, pp. 19-20.

HANNOYER Y.

"Grands projets hydrauliques en Syrie" in **MAGHREB-MACHREK**, N°109, juillet-septembre 1985, pp. 24-42

METRAL F.

"Etat et paysans dans le Ghab en Syrie : Approche locale d'un projet d'état" in **MAGHREB-MACHREK**, N°109, juillet-septembre 1985, p.43-64

SPRINGBORN Robert

"Boathism in practice : Agriculture, politics and political culture in Syria and Iraq" in **MIDDLE EASTERN STUDIES**, N°17, 1981, pp.191-209.

TUNISIE

OUVRAGES

ALLAYA Mahmoud, BONTOSOGLOU Vassilis

- Tunisie. Le secteur agricole et ses perspectives à l'horizon 1990 : Tunisie. IAM. 1980. 120 p.

ALLAYA M. , PADILLA M. , MADELAINE C.

- Evolution des modèles de consommation alimentaire en Tunisie. Séminaire du Centre International de l'Enfance, "Alimentation du jeune enfant et urbanisation rapide dans les pays en voie de développement", Paris, mars 1983, 22 p.

AUTRET M.

- Rapport sur la situation alimentaire en Tunisie . Paris : Fonds International de Secours à l'Enfance (F.I.S.E.), 1974. 60 p.

BEN ROMDHANE Mahmoud

- L'accumulation du capital et les classes sociales en Tunisie depuis l'indépendance. Thèse de doctorat d'état es-sciences économiques, Tunis, 1982.

BEN ROMDHANE Mahmoud

- L'Etat, la paysannerie et la dépendance alimentaire en Tunisie, colloque sur les "Stratégies alternatives de développement en Méditerranée", UNITAR, Naples, 1983, 45 p.

BEN SASSI A.

- Filières et industries agro-alimentaires en Tunisie. L'exemple de la filière sucre et des industries des produits sucrés. Thèse de doctorat 3e cycle en droit et économie des entreprises. Montpellier. Octobre 1981. 363 p. Annexes.

C.C.C.E. / C.C.D.R. - Eléments du diagnostic sur l'agriculture du sud tunisien. Montpellier, C.I.R.A.D., 1984-85, 239 p.

CHAABANE Kamel

- Transformation du complexe agro-alimentaire et l'évolution de la consommation dans les grandes villes de Tunisie. Montpellier, IAM, 1985, 192 p. (Thèse de M.S.)

F.A.O.

- Expert consultation on socio-economic indicators for monitoring and evaluation of agrarian reform and rural development. Tunis, 15 june 1982/FAO. Rome, 1982.

KASSAB Ahmed

- L'agriculture tunisienne in REVUE TUNISIENNE DE GEOGRAPHIE, N°10-11, 1983, 390 p.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE.

- Rapport d'évaluation des réalisations dans le domaine agricole au cours de la decennie 1970-1979. Rapport du sous-comité des prix et de la commercialisation. Tunis. Septembre 1980.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE. DIRECTION DE LA PLANIFICATION, DES STATISTIQUES ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (D.P.S.A.E.)

- Rapport de synthèse des structures des exploitations. Tunis, 1980.

- Structure de la consommation. INS - Tunis. 1984

MINISTERE DE L'AGRICULTURE/F.A.O.

- Stratégie de développement du secteur céréalière : document préliminaire. Tunis, 1986, 3 fasc.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (I.N.S.)

- Indicateurs socio-économiques permettant de surveiller et d'évaluer la réforme agraire et le développement rural INS - TUNIS, février 1982.

- Structure de la consommation. INS - Tunis. 1984

SLIM R.

- Contribution à la méthodologie de l'analyse des filières agro-alimentaires. Etudes de cas : la filière du maraîchage en Tunisie. Mémoire de fin d'études du cycle de spécialisation. Institut national agronomique de Tunis. Tunis, juillet 1982.

STEVENS CH.

- Food aid and the developing world. Four african case studies. Ch. Stevens. London : Croom Helm, 1982

THIO K.S.

- L'efficacité de la planification agricole en Tunisie. K.S. Thio- Wageningen : H. Veenman, Jonen B.V., 1979, 343 p.

TIMMER C.P., FALCON W.P., PEARSON S.R.

- Food policy analysis - Baltimore and London : the Johns Hopkins University Press. Banque Mondiale. 1983. 301 p.

ARTICLES

"Aspects et problèmes de l'intensification des systèmes de production du secteur agricole coopératif des UCP de Medjez El Bab (Tunisie)" in REVUE TUNISIENNE DE GEOGRAPHIE, N°6, 1980, pp. 9-42.

"L'offre est en retard sur demande : comment promouvoir le cheptel national ?" in CONJONCTURE, N°56, avril 1981.

"Accord de coopération Tunisie-CEE" in EUROPE INFORMATION DEVELOPPEMENT, février 1982.

"Nos produits agricoles : ce qu'il faut savoir" in CONJONCTURE, N°74, décembre 1982.

Dossier : "l'indice des prix depuis l'indépendance" in CONJONCTURE, N°79, mai 1983

Dossier : "les céréales" in CONJONCTURE, N°87, mars 1984

- Enquête : "Consommer tunisien" in **CONJONCTURE**, N°91, juillet 1984.
- "Spécial Tunisia" in **RIVISTA DI AGRICOLTURA SUBTROPICALE E TROPICALE**, N°2, apr. - gring. 1986
- "Agro-alimentaire : une nouvelle technologie" (Tunisie) in **CONJONCTURE....**, N°109, février 1986, pp. 41-46.
- "Agriculture, élevage, pêches et industries alimentaires en Tunisie" in **AFRIQUE AGRICULTURE**, N°149, janvier 1988, pp. 22-31.
- ABAAB A. et LAMARY M.**
- "Désertification et projets d'aménagement dans les régions arides du sud tunisien" in **CAHIERS DE CREA**, N°4, 1984, pp. 97-132.
- BELLOUMI A.**
- "L'événement : que consomme le Tunisien ?" in **CONJONCTURE**, mai 1981, N°57
- BOUDHIAF M.**
- "La crise des systèmes céréaliers en Tunisie" in **CONJONCTURE**, février 1983, N°76
- CHAABANI ML, MURGUE B.**
- "Vème plan quinquennal tunisien 1982-86 : l'industrie agro-alimentaire" in **MAGHREB DEVELOPPEMENT**, septembre 1982, N°54
- DIMASSI H.**
- "Changement des normes de consommation et dépendance alimentaire : le cas tunisien" in **REVUE TUNISIENNE D'ECONOMIE ET DE GESTION**, CERP, Juin 1985, vol 3, pp.59-95
- FRANCOIS P., PERISSE J. et KAMLOUN A.**
- "Tunisie : une étude de cas, effets du revenu et de la taille du ménage sur la probabilité d'un déficit en calories" in **ALIMENTATION ET NUTRITION**, vol 8, N°1, 1982, pp.32-40.
- GHARBIS., HOELTGEN D.**
- "Prix du pain : deux poids, deux mesures" in **JEUNE AFRIQUE ECONOMIE**, N°25 d'octobre 1983
- GHARBI Samir**
- "Poulina tous azimuts" in **JEUNE AFRIQUE ECONOMIE**, N°46, du 13 septembre 1984
- GLAI H.**
- "La viande rouge : vers la résolution de tous les problèmes" in **CONJONCTURE**, N°89 de mai 1984
- JEDIDI Mohamed**
- "La croissance urbaine dans le Sahel tunisien" in **REVUE TUNISIENNE DE GEOGRAPHIE**, N°4, 1979, pp. 41-58
- KHALED M.**
- "Le système du Crédit Agricole en Tunisie : évolution et difficultés" in **REVUE TUNISIENNE DE GEOGRAPHIE**, N°50/51, Vol.14; 1977
- KHATTALI H.**
- "Recherches sur la désertification dans le Jeffaro" (Tunisie) in **REVUE TUNISIENNE DE GEOGRAPHIE**, N°12, 1984, pp.49-102
- MIOSSEC Samia**
- "Mortalité et urbanisation : aspect de la mortalité infantile et juvénile dans le grand Tunis" in **CAHIERS DE LA MEDITERRANEE**, N°23, Décembre 1981, pp. 71-97
- KASSAB Ahmed**
- "L'agriculture tunisienne" in **REVUE TUNISIENNE DE GEOGRAPHIE**, N°10-11, 1988
- PERISSE J. et KAMOUN A;**
- "Le prix de la satiété : étude de la consommation et du budget des ménages tunisiens" in **ALIMENTATION ET NUTRITION**, vol. 7, N°2, 1981, pp. 3-12

SETHOM H.

"Agriculture intensive et urbanisation accélérée sur le littoral oriental du Cap Bon" in REVUE TUNISIENNE DE GEOGRAPHIE, N°6, 1980, pp.153-163

TAAMALLAH K.

"Etude sur le coût de la commercialisation de produits alimentaires" in REVUE TUNISIENNE DES SCIENCES SOCIALES, N°66, 1981

TRABELSI Mohsen

"Question de l'eau potable dans les petites agglomérations et ses implications sur le développement régional" in REVUE TUNISIENNE DES SCIENCES SOCIALES, n°53, 1978.

TURQUIE

OUVRAGES

ACAR Nésime

- Üretim planlamasi yöntem ve uygulamalari (les méthodes et les applications de la planification de la production), Ankara, M.P.M, 1983, 219 p.

AKAGÜM Deniz

- Analyse des relations économiques entre l'Europe et la Turquie : le cas de l'association CEE/TURQUIE, Lille, Université des Sciences et Techniques de Lille Flandres Artois, 1986, 410 p. (Thèse 3ème cycle)

AKBAY Halit Oral

- Türkiye 'de sera sebzeciligi ve ihracat imkanlarinin arastirilmasi (Production des légumes sous terre en Turquie et étude des possibilités d'exportation), IGEME, 1987, Ankara, 145 p.

BLOCH Francis

- Les exportation de la Turquie, Association Commerciale Turquie-France, 1984, 80 p.

COLLOQUE D'ISTANBUL, 1985.

- L'accession de la Turquie à la civilisation industrielle : Facteurs internes et externes, actes du colloque d'Istanbul 2-4 décembre 1985, Editions ISIS, 1987, 234 p.

GURKAN A. Aslan.

- A statistical analysis of some selected aspects of agricultural price policies in Turkey 1950-1973, Leeds, Uni. Of Leeds, School of Economic Studies, 1979, 2 vols., 512 p.

KASNAKOGLU Haluk et Alii.

- Agricultural labor and technological change in Turkey, METU, 1987, 117 p.

NATIONAL WINTER CEREAL RESEARCH PROJET CENTER.

- Summary of wheat and barley research activities in Turkey, NWCRCPC, 1986, 36 p.

OCDE

- Foreign investment in Turkey, OCDE, Paris, 1983, 185 p.

RUSTON D. , PENROSE T.

- The Mediterranean challenge V. Turkey and the Community SUSSEX EUROPEAN PAPERS 10, Sussex European Resarch Center, 1981, 118 p.

TEKELIOGLU YAVUZ.

- Problèmes fondamentaux en machinisme agricole: tracteurs en Turquie, Ankara, D.M.O., 1983, 175 p. (en turc)

ARTICLES

"L'industrie agro-alimentaire à la recherche d'une nouvelle croissance" in RIA, N°297, janvier-février 1982, pp. 33-43

AKDER Halis "Réflexions on Turkish agriculture and Common agricultural Policy" in METU STUDIES IN DEVELOPPEMENT, 1985, vol. 12, N°3 - 4.

AKTAN Okan, BAYSAN Tercan

"Turk Ekonomisinin Dunya Ekonomisine Entegrasyonu : Liberasyon, karsilastirmali ustunluk ve optimum politikalar" (Intégration de l'économie turque à l'économie mondiale) in METU STUDIES IN DEVELOPMENT, 1985, vol.12, N°1 - 2.

ONAL Hayri"Effects on income distribution in non-agriculture ou agricultural prices and income : the turkish case" in EUROPEAN REVIEW OF AGRICULTURAL ECONOMICS, 1987, vol 14, N°4, pp 413-426

RABENECK S.

"Les aspects nutritionnels d'un projet de développement rural en Turquie" in ALIMENTATION ET NUTRITION, N°2, vol. 11, 1985, pp. 2-11

"L'évolution économique de la Turquie depuis 1970" in PROBLEMES ECONOMIQUES, N°1865, 14/3/1984, pp. 26-29.

YEMEN ARABE

OUVRAGES

BANQUE MONDIALE

- Yemen Arab Republic, Development of a Traditional Economy. Washington, Wold Bank, 1983, 303 p.

YUGOSLAVIE

OUVRAGES

BANQUE MONDIALE

- Yugoslavia. Adjustment policies and développement perspectives. Washington, B.M., 1983, 435p.

OCDE

- Etudes économiques 1986/1987. Yougoslavie. OCDE, Pain, 1987, 98p.

POPOVIC Ljiljana

- Changements socio-économiques en Yougoslavie. Montpellier, I.A.M., 1985, 38p.

SVILANOVIC Dragan

- Analyse et propositions de développement d'une commune rurale en Yougoslavie. Cas de la commune de Raska. Thèse M.Sc. Montpellier, IAM, 1987, 120 p.

V. STIPETIC

- L'agriculture Yougoslave 1945- 1975. Ed. QAS. Béograd 1975.

WOLD BANK

- Yugoslavia. Adjustment policies and développement perspectives. Washington, 1983, 435 p

ARTICLES

BREY Thomas

"Les difficultés économiques de la Yougoslavie" in PROBLEMES ECONOMIQUES, N°2048, 11/11/87, pp. 26-30.

BELOFF Nora

"Les difficultés de l'économie yougoslave" in PROBLEMES ECONOMIQUES, N°1865, 14/3/84, pp.29-31.

MADELEY John

"Increased output in Yugoslavia" in FOOD POLICY, février 1980, pp.73-74

"le commerce de la Yougoslavie avec l'Afrique en 1986" in MARCHES TROPICAUX, N°2189, 23/10/87, pp. 2810-2812.

SIMIC Jeremija

"Production, consumption and processing of wheat" in YUGOSLAV SURVEY, août 1982, pp.47-60

STIPETIC V., TRICKOVIC V.

"Agriculture, nutrition and development in Yugoslavia" in FOOD POLICY, août 1980, pp. 168-187

VELJKOVIC V.

"Dépendance des habitudes alimentaires des facteurs économiques" in SOCIOLOGIJA, Vol 21, N°1-2, Beograd, pp.159-169